

PIERRE JOLICŒUR

**INFLUENCE DE LA RUSSIE DANS LE CONFLIT DU
NAGORNO-KARABAKH ENTRE 1988 ET 1996**

Mémoire
présenté
à la Faculté des études supérieures
de l'Université Laval
pour l'obtention
du grade de maître ès arts (M.A.)

Département de science politique
FACULTÉ DES SCIENCES SOCIALES
UNIVERSITÉ LAVAL

DÉCEMBRE 1997



National Library
of Canada

Acquisitions and
Bibliographic Services

395 Wellington Street
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Bibliothèque nationale
du Canada

Acquisitions et
services bibliographiques

395, rue Wellington
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Your file Votre référence

Our file Notre référence

The author has granted a non-exclusive licence allowing the National Library of Canada to reproduce, loan, distribute or sell copies of this thesis in microform, paper or electronic formats.

The author retains ownership of the copyright in this thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

L'auteur a accordé une licence non exclusive permettant à la Bibliothèque nationale du Canada de reproduire, prêter, distribuer ou vendre des copies de cette thèse sous la forme de microfiche/film, de reproduction sur papier ou sur format électronique.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur qui protège cette thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

0-612-26222-7

RÉSUMÉ

Ce mémoire porte sur les interventions de la Russie dans le conflit du Nagorno-Karabakh entre 1988 et 1996. À partir d'un modèle de double structure développé par Albert Legault, nous regroupons les questions relatives à ce conflit en une «structure conflictuelle» (les protagonistes, leur interaction et leurs stratégies) et une «structure coopérative» (le processus de paix et les tentatives de médiation). Nous analysons l'influence de la Russie dans l'évolution de chacune de ces deux structures. Nos résultats indiquent que peu de preuves démontrent une implication de la Russie dans le développement des hostilités. Par contre, certaines formes d'appui, notamment économiques, favorisent le camp arménien pour la période 1992-1996. L'action diplomatique de la Russie, en jetant les bases d'un cessez-le-feu et en court-circuitant le processus de paix de l'OSCE mène à geler le conflit depuis 1994.

TABLE DES MATIÈRES

	Page
RÉSUMÉ	i
TABLE DES MATIÈRES	ii
LISTE DES TABLEAUX	vi
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	vii
CARTE	viii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I LES THÉORIES D'ANALYSE DES CONFLITS EN ÉTUDES STRATÉGIQUES	
1.1 Introduction	5
1.2 Le rôle de la maturité	6
1.3 Les changements dynamiques ou systémiques dans l'environnement	9
1.4 L'accord de règlement lui-même	11
1.5 Le rôle des tierces parties	13
1.6 Le modèle de double structure	15
CHAPITRE II LA DÉFINITION DU CONTEXTE	
2.1 Introduction	18
2.2 Le contexte historique.....	19
2.2.1 Les origines du conflit.....	19
2.2.2 La guerre civile en Union soviétique.....	22
2.2.3 La guerre interétatique.....	26
2.2.4 Phases.....	31
2.2.4.1 Conflit arméno-soviétique.....	33
2.2.4.2 Conflit arméno-azerbaïdjanais.....	34

2.3 Le contexte stratégique.....	36
2.3.1 Enjeux inhérents au théâtre d'opérations.....	37
2.3.2 Enjeux pour les parties liées au conflit.....	38
2.3.2.1 Les Arméniens du Karabakh.....	38
2.3.2.2 Les Arméniens d'Arménie.....	39
2.3.2.3 Les Azéris.....	40
2.3.3 Enjeux et intérêts des étrangers.....	41
2.3.3.1 La Turquie et l'Iran.....	41
2.3.3.2 La Russie.....	42
2.3.3.3 Prédominance de la Russie.....	45
2.3.3.3.1 Proximité du champ de bataille.....	45
2.3.3.3.2 Peur de confronter la Russie.....	45
2.3.3.3.3 Contexte particulier à la Turquie.....	47
2.3.3.3.4 Contexte particulier à l'Iran.....	50
2.4 Configuration du conflit.....	51
2.5 Conclusion.....	53

CHAPITRE III LA RUSSIE ET LE PROCESSUS CONFLICTUEL

3.1 Introduction	55
3.2 Structure antagoniste	56
3.2.1 Évolution des stratégies militaires des protagonistes	56
3.2.2 Évolution des effectifs et de l'arsenal militaires	61
3.2.3 Propagande	66
3.2.4 Les droits de l'homme	67
3.2.4.1 Arménie	67
3.2.4.2 Azerbaïdjan	69
3.2.4.3 Nagorno-Karabakh	71
3.2.5 État de la structure antagoniste	71

3.3	La responsabilité de la Russie à l'époque de l'URSS	73
3.4	Influence de la Russie sur la structure antagoniste après 1991	75
3.4.1	Éléments d'une participation russe aux hostilités	75
3.4.2	Ventes d'armes	79
3.4.3	Relations stratégiques et économiques de la Russie avec les protagonistes	85
3.4.3.1	La Russie et l'Arménie	85
	<i>L'Arménie la bonne élève</i>	85
	<i>Le support russe à l'Arménie</i>	88
3.4.3.2	La Russie et l'Azerbaïdjan	91
	<i>L'Azerbaïdjan le moins bon élève</i>	91
	<i>L'influence russe dans l'évolution de la politique intérieure azerbaïdjanaise</i>	93
3.5	Conclusion	96

CHAPITRE IV LA RUSSIE ET LE PROCESSUS COOPÉRATIF

4.1	Introduction	99
4.2	La gestion de la crise du Karabakh	101
4.2.1	La prise en charge de la crise du Karabakh par la CSCE/OSCE	101
4.2.2	L'approche de l'OSCE	103
4.2.3	Diplomatie russe unilatérale	108
4.2.4	L'approche de la Russie	110
4.2.5	État de la structure coopérative	113
4.3	Influence de la Russie sur la structure coopérative	115
4.3.1	Le court-circuit	115
4.3.1.1	De la coopération à la compétition	115
4.3.1.2	De la compétition à la prise de contrôle	118
4.3.1.3	Deux choix, un choix?	119
4.3.1.4	Problèmes du maintien de la paix par les organisations régionales .	120

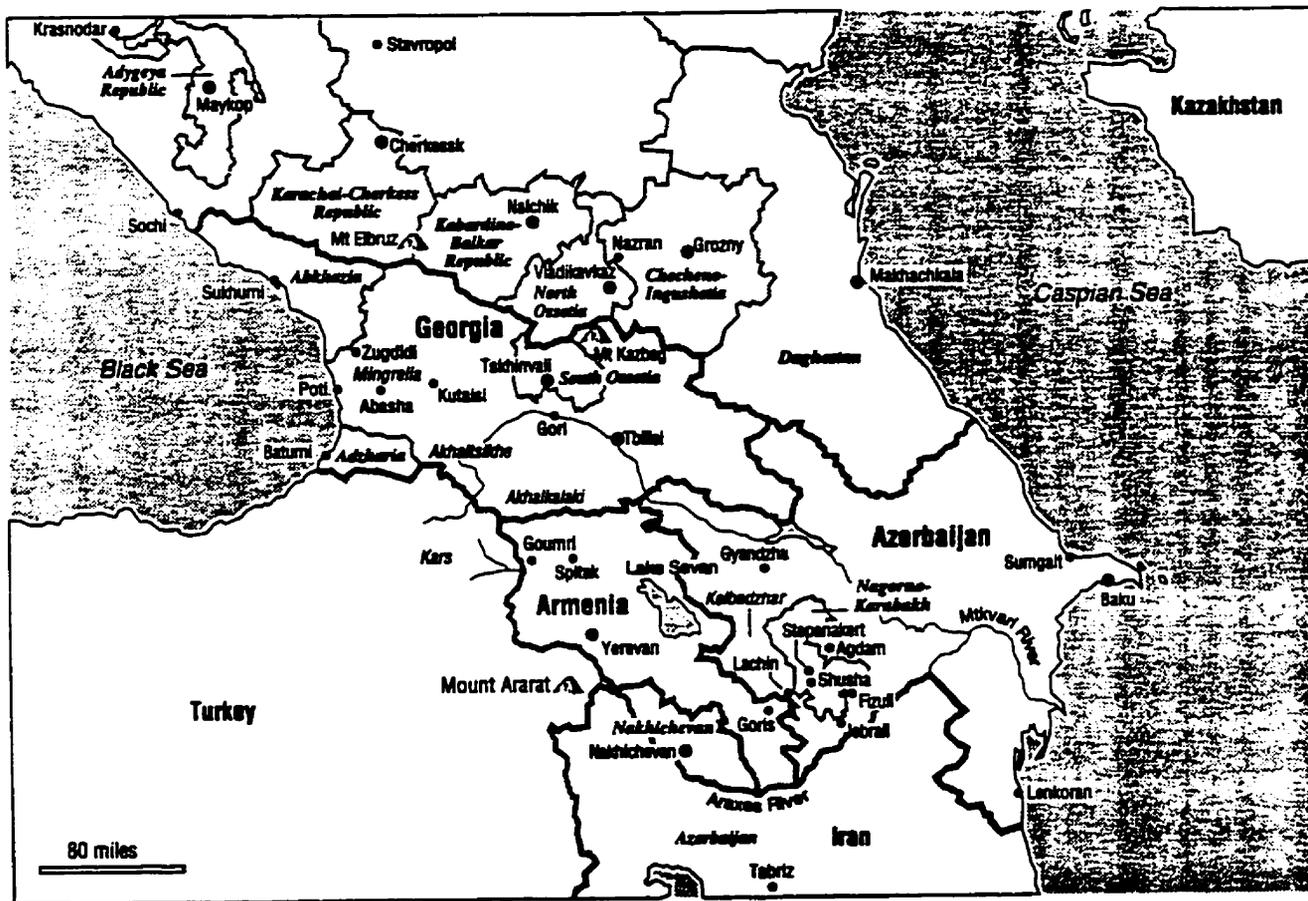
4.3.2 Position des parties à la table de négociation	123
4.3.2.1 Azerbaïdjan	122
4.3.2.2 Arménie	126
4.3.2.3 Nagorno-Karabakh	127
4.4 Conclusion	130
CONCLUSION	133
LISTE DES OUVRAGES CITÉS	139
ANNEXE: Les structures coopérative (Y) et antagoniste (X) dans un conflit marqué par une intervention de tierces parties	152

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	page
2.1 Les changements de têtes dans le gouvernement azerbaïdjanais	31
3.1 Possessions militaires de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan et plafonds des Traités FCE et FCE 1A	62
3.2 Déclarations contradictoires sur l'état de l'équipement de la république auto-proclamée du Nagorno-Karabakh	65
3.3 État de la structure antagoniste	72
3.4 Liens entre l'ouverture du chef de gouvernement azéri envers Moscou et l'évolution intérieure	94
4.1 État de la structure coopérative	113
4.2 Positions des parties dans les négociations	128
C.1 Localisation du conflit du Nagorno-Karabakh dans le plan formé par les axes coopérative et antagoniste	138

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

APC	Armored personnel carrier
CAME	Conseil des ministres des Affaires étrangères
CEI	Communauté des États indépendants
CSCE	Conférence pour la Sécurité et la Coopération en Europe
FCE	[Traité sur les] Forces conventionnelles en Europe
FCEIA	[Accord sur la limitation des effectifs des] Forces conventionnelles en Europe
FORPRONU	Force de protection des Nations unies en ex-Yougoslavie
FPA	Front populaire d'Azerbaïdjan
GC	Guerre civile
H LPG	Groupe de planification de haut niveau
IOPG	Groupe initial de planification des opérations
IRIS	Institut de Relations Internationales et Stratégiques
MNA	Mouvement national arménien
NK	Nagorno-Karabakh
NEI	Nouveaux États indépendants
OCC	Operational Combat Command
ONU	Organisation des Nations unies
OSCE	Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
PC	Parti communiste
MP	Force de maintien de la paix
RNK	République du Nagorno-Karabakh
RSS	République socialiste soviétique
SIPRI	Stockholm International Peace Research Institute
UE	Union européenne
URSS	Union des républiques socialistes soviétiques
ZT	Zone de transit



Tiré de Suzanne Goldenberg, *Pride of Small Nations; The Caucasus and Post-Soviet Disorder*, Zed Books Ltd: Londres, 1994, p. xvi.

INTRODUCTION

La population arménienne du Nagorno-Karabakh, enclave à forte majorité arménienne, située au sud-ouest de l'Azerbaïdjan, livre une guerre d'indépendance afin de se libérer de l'autorité azerbaïdjanaise traditionnellement oppressive. Dans le conflit, qui dure depuis 1988, les Arméniens de l'enclave ont bénéficié d'un important appui en matériel militaire et en «volontaires» en provenance de l'Arménie. On peut donc dire que trois parties sont directement impliquées dans le conflit: le Nagorno-Karabakh, l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Ce conflit, qui peut être qualifié à la fois de guerre civile, interne à l'Azerbaïdjan, et de guerre inter-étatique entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan¹, se poursuit toujours au moment de rédiger ce mémoire (automne 1997). Même après la signature d'un cessez-le-feu en mai 1994, les négociations piétinent et aucune entente sur le statut de la région n'a encore vu le jour.

Le conflit du Nagorno-Karabakh est un des nombreux conflits aux abords de la Russie touchant une zone de son «étranger proche»², terme utilisé par le gouvernement de Moscou pour désigner son «espace vital». La Russie détient encore beaucoup d'intérêt dans les territoires anciennement soviétiques³ et elle ne manque aucune occasion pour y manifester sa puissance. Pour mener cette étude, nous devons composer avec une Russie ambivalente qui,

¹ Victor-Yves Ghebali, «L'OSCE et l'ONU face aux conflits du Caucase (Haut-Karabakh, Ossétie du sud, Abkhazie)». In Mohammad-Reza Djalili (dir.), *Le Caucase postsoviétique: La transition dans le conflit*. Bruxelles: Bruylant, 1995, p. 224.

² Cette expression correspond à l'ensemble de l'ancienne Union soviétique (URSS) non russe. Pour une explication en détail de ces termes, voir Pierre Binette et Jacques Lévesque, «La Russie à la recherche d'un nouveau système international et d'une nouvelle politique extérieure». *Revue québécoise de science politique*, no 24 (1993), p. 49.

³ Glenn Eldon Curtis, *Armenia, Azerbaijan and Georgia: country studies*, Washington D.C.: Federal Research Division, Library of Congress, 1995; Stephen K. Batalden et Sandra L. Batalden, *The Newly Independent States of Eurasia; Handbook of Former Soviet Republics*. Préface de Sergei A. Arutiunov. Phoenix: Oryx, 1993.

d'une part, résiste à toute intervention occidentale dans cet espace⁴ et qui, d'autre part, se sent responsable de la gestion de conflits dont certains ont débuté sous l'ère soviétique ou en sont le produit⁵. On pourrait croire que bien plus que de prendre ses responsabilités, Moscou craint qu'une situation instable à ses portes ne s'étende à ses propres territoires par effet de contagion⁶. Ainsi, sa propre stabilité intérieure et la sécurité à ses frontières lui procurent les prétextes nécessaires pour intervenir chez ses nouveaux voisins. Par vertu ou par intérêt, la Russie choisit d'intervenir dans divers conflits sur le territoire de la Communauté des États indépendants (CEI).

Même si la Russie agit dans le cadre de la CEI, c'est toujours elle qui y joue le rôle le plus déterminant, étant donné son poids (politique, économique et militaire) disproportionné au sein de l'union. Elle incite les États membres de la CEI à organiser des opérations de maintien de la paix dans les conflits sur leurs territoires⁷, tout en fournissant la majorité des troupes nécessaires à ces opérations. Autant dire qu'une mission de paix qui émane de la CEI est une mission russe⁸, pour ne pas reprendre la formule «la CEI, c'est la Russie»⁹, utilisé par l'ancien ministre russe de la Défense, Pavel Gratchev, en mai 1994 au cours d'une visite en Azerbaïdjan. Notons que cette déclaration de Gratchev coïncide avec la signature de l'accord de cessez-le-feu par les parties belligérantes dans le conflit du Nagorno-Karabakh. Ainsi, l'omniprésence de la Russie dans les structures de la CEI se manifeste, entre autres, dans sa politique à l'égard des États impliqués dans ce conflit.

La plupart des spécialistes qui ont étudié le conflit du Karabakh reconnaissent que la Russie a joué un rôle majeur dans la médiation auprès des parties impliquées et que son action a permis la mise en place du cessez-le-feu de 1994. La diplomatie russe a ainsi influencé les protagonistes et favorisé la fin des hostilités. Certains auteurs affirment même que la Russie a court-circuité le processus de paix de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe

⁴ S. Neil MacFarlane, «La CEI et la sécurité régionale». *Études internationales*, vol. 26, no 4 (1995), pp. 790-792.

⁵ Voir Miron Rezun (dir.), *Nationalism and the Breakup of an Empire : Russia and Its Periphery*, Westport (Conn.): Praeger, 1992.

⁶ William E. Odom et Robert Dujarric, *Commonwealth or Empire? Russia, Central Asia, and the Transcaucasus*. Indianapolis: Hudson Institute, 1995, p. 266.

⁷ *Ibid.*, pp. 256-261.

⁸ Albrecht Schnabel, «L'avenir du maintien de la paix et la viabilité de la sécurité: une interprétation réaliste». *Études internationales*, vol. 26, no 4 (1995), p. 735.

⁹ André Fontaine, *Après eux le Déluge; De Kaboul à Sarajevo 1979-1995*. Paris: Fayard, 1995, p. 545.

(OSCE) et de son forum de négociation, le Groupe de Minsk¹⁰, afin d'imposer son propre processus de paix. Incontestablement, la Russie est un acteur-clé de la paix relative qu'on observe aujourd'hui dans la région transcaucasienne.

Il est toutefois légitime de se demander si la Russie détient aussi une certaine responsabilité dans le développement du conflit même. En effet, les implications de la Russie semblent ne pas se limiter au niveau de la médiation. Un grand nombre d'observateurs s'accordent pour dénoncer les ingérences russes et parlent «d'implications militaires», de «rôle peu clair de certains éléments de l'Armée russe» et de «double jeu». De même, les Arméniens et les Azéris s'accusent mutuellement de pactiser avec la Russie, ce que les deux camps démentent officiellement. Ces nombreuses accusations d'une participation russe restent toutefois dans un état larvaire et aucune étude ne s'est véritablement penchée sur les implications de la Russie dans le conflit du Nagorno-Karabakh.

Ce mémoire s'intéresse ainsi au rôle particulier de la Russie, seule ou à travers les structures de la CEI, dans le développement du conflit du Nagorno-Karabakh. Il vise à décrire et à expliquer les différentes formes de la participation de la Russie, tant dans la médiation que dans le développement des hostilités. Ceci permettra d'analyser les conséquences de ces interventions dans le processus conflictuel comme dans le processus de paix.

Notre analyse tiendra compte uniquement des actions - directement observables - de la part des institutions russes et de certains de leurs représentants afin de dégager les intentions qui les sous-tendent. Nous prenons ainsi pour acquis que ces actions reflètent une «volonté politique russe» tout en étant conscients que des factions, des partis politiques et différents groupes de pression russes ont des positions extrêmement diversifiées, voire contradictoires, sur la question. Dans notre étude, la Russie devient alors une immense boîte noire réagissant au conflit et nous laissons à d'autres le soin d'analyser les déterminants internes de la «position russe». Ce que nous entendons par la «position de la Russie» ou la «position de Moscou» n'est pas nécessairement la position officielle, mais celle qui est perceptible à travers les actions et les déclarations de ses dirigeants.

Un premier chapitre théorique résume les principaux concepts et les théories dans le domaine de la résolution des conflits. Les quatre principales écoles de ce champ seront

¹⁰ John J. Maresca, «Russia's 'Near Abroad' - A Dilemma for the West». In Hans-Georg Ehrhart *et al.* *Crisis Management in the CIS: Whither Russia?* Baden-Baden: Nomos Verlagsgesellschaft, 1995, pp. 191-205.

présentées afin de situer l'approche retenue dans une perspective plus large des études stratégiques.

Le deuxième chapitre sert à définir le contexte de l'étude. Suivant une description du conflit, servant de mise en contexte historique, nous procéderons à un découpage séquentiel en phases. Cette étape permettra d'identifier les acteurs ainsi que leur interaction pour chacune des phases du conflit. Par la suite, nous dresserons une liste des principaux enjeux et des intérêts que le conflit du Nagorno-Karabakh représente pour les États voisins. Cette mise en contexte stratégique servira à démontrer la position particulière de la Russie dans la région.

Le troisième chapitre, consacré à l'influence de la Russie dans le processus conflictuel, se divise en deux parties. Dans un premier temps, nous retracerons les stratégies militaires des protagonistes ainsi que l'évolution du nombre de leurs troupes et de leurs arsenaux militaires. Nous discernerons également quelques éléments de propagande, ainsi que le respect des droits de l'homme, en Arménie, en Azerbaïdjan, et au Nagorno-Karabakh. Ces divers facteurs serviront à dresser un état de la structure antagoniste. Dans un deuxième temps, nous analyserons l'implication de la Russie dans l'évolution de cette structure en considérant sa participation directe aux hostilités et autres formes d'appui, notamment économiques, qu'elle apporte aux belligérants.

Le quatrième chapitre, qui traite de l'implication de la Russie dans le processus de paix, se divise également en deux sections. Après avoir esquissé la réaction de la communauté internationale au conflit du Nagorno-Karabakh qui se déroule sous ses yeux, nous présenterons l'état de la structure coopérative. Par la suite, comme pour le chapitre précédent, nous chercherons à déterminer l'influence spécifique de la Russie dans l'évolution de cette seconde structure.

En conclusion, nous tenterons, suivant l'esprit du modèle analytique utilisé pour notre mémoire, d'opérationnaliser l'arrimage entre les deux structures décrites précédemment. Il s'agira d'ouvrir les conclusions de notre mémoire à de nouvelles perspectives en vue de déterminer les moyens d'actions qui s'offrent à la communauté internationale, dans la perspective où il y existe une certaine volonté de résoudre le conflit du Nagorno-Karabakh.

CHAPITRE I

LES THÉORIES D'ANALYSE DES CONFLITS EN ÉTUDES STRATÉGIQUES

Progress has a way of shattering all barriers; even those which are superficially imposing. Such a realization would serve as a corrective to the limp notion that peace can only be secured by a maintenance of the geo-political status quo.

(Horowitz, 1973)¹

1.1 Introduction

Parallèlement à l'étude du conflit du Nagorno-Karabakh, cette recherche porte sur le processus de paix entourant sa résolution. Il s'agit, plus précisément, de comprendre pourquoi il n'a pas été possible jusqu'ici de déployer une force de maintien de la paix² au Nagorno-Karabakh alors que les protagonistes ont signé un accord de cessez-le-feu depuis plus de trois ans. Pour trouver des éléments de réponse à ce questionnement, nous devons nous en remettre aux théories du maintien de la paix et de la résolution des conflits, domaines que l'on pourrait qualifier de sous-champs de recherche des études stratégiques.

¹ Cité dans Jean Barrea, *L'utopie ou la guerre; d'Erasmus à la crise des Euromissiles*, Bruxelles: Ciaco éditeur, 1984, p. 371.

² Pour l'ensemble du mémoire, les termes de «maintien», de «consolidation» et de «rétablissement» de la paix sont définis comme le fait l'ancien Secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali dans *Agenda pour la paix; Diplomatie préventive, rétablissement de la paix et maintien de la paix*, New York: Nations Unies, 1992, 52 p.

Les théories de la résolution des conflits ont évolué rapidement au cours des dernières années. D'une façon générale, à l'instar de Hampson³, nous pouvons regrouper sous quatre écoles d'analyse les approches fréquemment utilisées pour expliquer la fin des conflits. Chacune de ces approches se concentre sur un aspect particulier: le rôle de la «maturité» du conflit, les changements dynamiques ou systémiques de l'environnement, l'accord de règlement lui-même et le rôle des tierces parties. Ces écoles constituent l'essentiel des recherches sur la résolution des conflits. Dans ce qui suit, nous montrerons les possibilités et les limites de ces quatre approches afin de déterminer laquelle de ces écoles semble la plus appropriée pour expliquer la stagnation du processus de paix dans le cas du Nagorno-Karabakh.

1.2 Le rôle de la maturité

Dans cette école d'analyse, l'explication de la cessation des hostilités réside dans les facteurs intrinsèques au conflit ou dans les caractéristiques structurelles des processus conflictuels. La résolution d'un conflit est rendue possible lorsque ce dernier atteint un certain équilibre, c'est-à-dire lorsque certaines conditions, identifiables, sont réunies. Haass définit ainsi la maturité comme étant «the existence of the prerequisites for diplomatic progress, that is, circumstances conducive for negotiated progress or even solution»⁴.

Derrière l'idée de maturité se profile celle d'actions entreprises au «bon moment» afin de mettre fin aux hostilités. Bien que ce soit difficile à prouver, une même action peut avoir des conséquences différentes, voire totalement opposées, selon le moment où l'on se trouve dans le processus conflictuel. Il faut donc synchroniser ses interventions selon le

³ Voir le premier chapitre de Fen Osler Hampson, *Nurturing Peace: Why Peace Settlements Succeed or Fail*, Washington D.C.: United States Institute of Peace Press, 1996.

⁴ Richard N. Haass, *Conflicts Unending: The United States and regional Disputes*. New Haven et Londres: Yale University Press, 1990, p. 6.

contexte⁵ ou l'état dans lequel se trouve le conflit. Ceci suppose une analyse diachronique de ces conditions et demande qu'une intervention se fasse au «moment» le plus opportun pour obtenir un maximum de chances d'atteindre les objectifs de l'action entreprise⁶.

Les conditions favorisant l'aboutissement d'un accord sont multiples. Chaque auteur semble chercher à en découvrir quelques unes afin de participer à la complexification de cette analyse. Haass identifie ainsi quatre conditions: 1- qu'un accord soit perçu comme étant un *desideratum* par chacune des parties (*desirability of an accord*); 2- les parties contractantes doivent être capables d'endosser l'accord; 3- les deux parties doivent faire suffisamment de compromis pour que chaque partie ait l'impression d'avoir préservé son intérêt national et 4- une approche ou un processus qui soit acceptable pour toutes les parties impliquées⁷. Hampson critique les conditions de Haass en soutenant qu'elles reviennent à définir la maturité comme étant «la volonté» des parties de chercher un compromis négocié pour régler leurs différends. Or il est difficile de discerner les motivations des intérêts⁸.

Zartman, qui soutient pour sa part que trois dimensions déterminent si le moment est favorable ou non à une résolution, à savoir l'intensité (souvent définie en termes d'escalade), les alternatives (ou pistes politiques) et les rapports de pouvoir entre protagonistes⁹, précise que:

⁵ Haass précise que la maturité est une variable contextuelle: «[...] the concept of ripeness, by which is meant context and, more specifically, the presence or absence of certain conditions in which any negotiation takes place». Richard N. Haass, «Ripeness, De-escalation, and Arms Control: The Case of INF». In Louis Kriesberg et Stuart J. Thorson, *Timing the De-escalation of international conflicts*. Syracuse, N.Y.: Syracuse University Press, 1991. p. 83.

⁶ Voir Louis Kriesberg, qui développe de façon détaillée l'idée de moments plus opportuns que d'autres pour entreprendre certaines actions, dans «Introduction: Timing Conditions, Strategies, and Errors». In Kriesberg et Thorson (dir.), *Timing the De-escalation...., op. cit.*, pp. 1-24. Ici pp. 19-23.

⁷ Richard N. Haass, *Conflicts Unending...., op. cit.*, pp. 27-28.

⁸ Fen Osler Hampson, *Nurturing Peace...., op. cit.*, p. 14.

⁹ William I. Zartman, *La résolution des conflits en Afrique*, Paris: L'Harmattan, 1990, p. 238.

[la] résolution est rendue possible par l'émergence d'un 'moment mûr', défini en fonction d'une escalade qui s'appréhende le mieux dans le cadre d'alternatives politiques, ou 'piste'; et qu'afin d'opérer une médiation efficace, le conciliateur doit à la fois trouver une formule qui satisfasse aux exigences des intéressés et manipuler le conflit - verbalement ou matériellement¹⁰.

Cette dernière remarque attire notre attention sur deux points: d'abord, la résolution est rendue possible par l'action d'une tierce partie médiatrice (ici, cette dernière peut être un État, une organisation multilatérale ou tout autre intervenant externe) puis, cette action doit se faire en coordination avec un «moment mûr», dont les conditions diffèrent de celles qui sont identifiées par Haass:

Zartman précise que quatre conditions sont nécessaires à la réalisation d'un processus de paix interne, bien que chacune de ces conditions ne doive pas être nécessairement présente de la même manière ou en même temps. Ce sont une 'impasse délétaire' pour les deux parties, une 'catastrophe imminente', l'existence d'une 'porte de sortie' et de 'représentants légitimes'¹¹.

Hampson cite une série d'autres conditions souvent mentionnées dans la littérature portant sur la maturité des conflits:

(1) the parties have redefined their interests - because of changes in leadership or constituency pressures, for example - and are no longer content with the status quo; (2) old norms and patterns of behavior have been replaced with new norms facilitating the possibilities for compromise and the achievement of a durable settlement; (3) the parties share perceptions about the desirability of an accord; (4) the parties have agreed on a common bridging process to settle differences; and (5) a formula allowing for compromise and a negotiated end to hostilities is available¹².

Il n'y a pas lieu d'établir un consensus sur les conditions nécessaires ou suffisantes¹³ pour résoudre un conflit. Selon Legault, les multiples facteurs se résument à la formule suivante: «les conditions de règlement d'un conflit sont présentes lorsque les adversaires

¹⁰ *Ibid.*, p. 228.

¹¹ Albert Legault, «Les grands débats théoriques sur le maintien de la paix». À paraître dans Albert Legault et Manon Tessier, *Le Canada et le maintien de la paix*. Cornwallis, N. E.: Centre Lester B. Pearson sur le maintien de la paix, 1998, p. 9.

¹² Fen Osler Hampson, *Nurturing Peace...*, *op. cit.*, p. 14.

¹³ Haass précise que ses conditions sont «toutes pertinentes et que l'absence d'une seule d'entre elles constitue un obstacle au succès des négociations». Notre traduction. Voir Richard N. Haass, *Conflicts Unending...*, *op. cit.*, p. 27; Zartman tente d'établir si ses conditions sont nécessaires et/ou suffisantes. Voir William I. Zartman et Johannes Aurik, «Power Strategies in De-escalation». In Kriesberg et Thorson (dir.), *Timing in De-escalation...*, *op. cit.*, pp. 152-181.

cessent de préférer la guerre à la paix ou encore, plus positivement, lorsqu'ils préfèrent la paix à la guerre [...]»¹⁴.

La difficulté d'appliquer cette approche, tient à son caractère tautologique. Elle ne permet de comprendre qu'*a posteriori*, après la cessation des hostilités, ce qui a pu rendre possible une paix et elle ne permet pas de reconnaître à l'avance si les conditions sont pleinement réunies. On a ainsi souvent considéré qu'un conflit est «mûr pour une résolution» (i.e. que les conditions d'une maturité sont objectivement rencontrées), sans que pour autant les protagonistes ne déposent les armes. Inversement, lorsqu'un conflit est résolu ou qu'un processus de paix semble bien implanté, il est toujours possible de découvrir rétrospectivement certaines ou la plupart des conditions mentionnées ci-haut.

1.3 Les changements dynamiques ou systémiques dans l'environnement

Selon cette approche, les variations dans le comportement des nations en conflit s'expliquent par des changements dans leur environnement¹⁵. Une vaste littérature est consacrée à l'analyse des conditions systémiques, dans ses trois dimensions, matérielle, culturelle et structurelle, l'accent étant mis sur cette dernière. Jusqu'à la fin de la guerre froide, la dimension structurelle concernait pour l'essentiel le système d'alliances ou la polarité (monde unipolaire, bipolaire ou multipolaire)¹⁶.

Les spécialistes qui s'intéressent à ce type d'analyse voient dans la période post-guerre froide un laboratoire d'observation. Les nouvelles relations entre les grandes puissances et les changements dynamiques de la compétition Est-Ouest ouvrent la porte à de nouvelles possibilités pour la diplomatie et pour la résolution des conflits régionaux¹⁷. Les explications systémiques suggèrent ainsi que les grandes puissances peuvent faciliter la résolution des

¹⁴ Albert Legault, «Les grands débats...». In Legault et Tessier, *op. cit.*, p. 10.

¹⁵ J. David Singer, «Vers une science de la politique internationale: perspectives, promesses et résultats». In Bahgat Korany (dir.), *Analyse des relations internationales; approches, concepts et données*, Montréal: Centre québécois de relations internationales, gaëtan morin éditeur, 1987, p. 281.

¹⁶ Pour une bonne synthèse des résultats des différentes analyses disponibles dans ce champ, voir *ibid.*, pp. 281-292.

¹⁷ Fen Osler Hampson, *Nurturing Peace...*, *op. cit.*, p. 16.

conflits ainsi que les processus de règlement en travaillant conjointement et en exerçant des pressions sur les parties liées au conflit¹⁸.

Certains spécialistes s'interrogent également sur la présence des conditions nécessaires à la réussite des processus de paix. Ces conditions sont externes au conflit, inversement aux conditions internes considérées par «l'école de la maturité». Ainsi, les quatre conditions proposées par Jervis - «[les] grandes puissances doivent se concerter sur l'élaboration d'une stratégie commune; toutes les parties doivent abandonner toute stratégie expansionniste, il faut préférer la paix à la guerre, et, enfin, les accords doivent déboucher sur une perception partagée d'une sécurité mutuelle renforcée»¹⁹ - peuvent être attachées à «l'école environnementale». Implicitement, Kirschbaum rejoint ces considérations de Jervis lorsqu'il précise que «la recherche des arrangements pour réduire les conflits ne peut se faire que s'il y a un lien étroit entre les contraintes et les occasions qui découlent de la dynamique du conflit et les prescriptions pour le diminuer»²⁰. Dans ce cas, la résolution des conflits devient possible lorsqu'un acteur, idéalement une tierce partie médiatrice internationale ou régionale, détient un certain pouvoir coercitif et s'engage à appliquer les dispositions d'un accord de paix négocié.

Pour d'autres, les conflits régionaux sont plus directement menés par des forces extérieures et un changement dans l'équilibre systémique mène à d'autres changements sous-systémiques et, en conséquence, à une transformation du comportement des acteurs régionaux²¹. La résolution des conflits dépend alors de l'habileté des grandes puissances à mettre de côté leurs divergences ou à l'habileté d'une grande puissance à s'imposer aux autres²². Cette approche reste toutefois limitée pour expliquer, par exemple, les événements de Somalie où les États-Unis avaient rallié un consensus autour de leur mission *Restore hope*. Des facteurs de résistance locaux plus importants que prévus et une opinion publique américaine extrêmement sévère ont réussi à étouffer les espoirs d'un rapide rétablissement de la paix.

¹⁸ *Ibid.*, p. 17.

¹⁹ Robert Jervis, In William T. Tow, «Contending Security Approaches in the Asia-Pacific Region». *Security Studies*, vol. 3, no 1, automne 1993, p. 95. Cité dans Albert Legault, «Les grands débats...». In Legault et Tessier, *op. cit.*, p. 6.

²⁰ Stanislav J. Kirschbaum, «La théorie des conflits et les perspectives de sécurité: faut-il craindre d'autres Yougoslavies?». In Charles-Philippe David et Albert Legault (dir.), *Les leçons du conflit yougoslave; Des politiques de sécurité à redéfinir*, Québec: Institut québécois des hautes études internationales, 1995, p. 78.

²¹ John Mearsheimer, «Back to the Future: Instability in Europe after the Cold War». *International Security*, vol. 15, no 1 (1990), pp. 5-56.

²² Fen Osler Hampson, *Nurturing Peace...*, *op. cit.*, p. 17.

1.4 L'accord de règlement lui-même

Parfois le texte d'un accord de paix comporte des ambiguïtés: il est trop rigide, trop injuste envers l'un des protagonistes ou il est tout simplement mal structuré et porte les germes de sa propre destruction²³. Dans ces conditions, la paix peut même devenir une «source de guerre»²⁴. Holsti, un des principaux tenants de cette approche, identifie un certain nombre de conditions que devraient inclure les traités de paix pour éviter de recourir à la guerre: «a system of governance; legitimacy; assimilation; a deterrent system; conflict-resolving procedures and institutions; consensus on war; procedure for peaceful change; anticipation of future issues»²⁵. Son approche présente toutefois les mêmes problèmes que ceux rencontrés dans l'école de la maturité, à savoir que les facteurs identifiés, nombreux, sont multipliables à l'infini²⁶ et se recoupent partiellement²⁷.

Pour Hampson, un des facteurs que Holsti ne mentionne pas, mais que plusieurs spécialistes identifient comme étant crucial pour résoudre les problèmes de division ethnique est l'inclusion de «clauses de partage du pouvoir» (*power sharing*) définies comme des «clauses permettant la participation de représentants de tous les groupes significatifs au gouvernement de l'État et d'un haut degré d'autonomie de ces groupes»²⁸. Ce concept est fort populaire parmi les spécialistes qui cherchent des solutions aux conflits ethniques séculaires ou épisodiques²⁹, parce que l'on présume que les sociétés divisées ont besoin d'une forme de partage du pouvoir

²³ Kalevi J. Holsti, *Peace and war: armed conflicts and international order 1648-1989*. Cambridge: Cambridge University Press, 1991, pp. 21-22.

²⁴ Holsti mentionne même: «In some instances the great peace settlements set the stage for future eras of conflict and war. In these cases, peace becomes the father of war». Voir *Ibid.*, p. 24.

²⁵ *Ibid.* pp. 336-339.

²⁶ Hampson présente ainsi deux nouveaux critères qu'il veut ajouter à la liste: «(1) major points of contention or (2) a pretext for the parties, including third parties, to shirk their responsibilities and obligations». Voir Fen Osler Hampson, *Nurturing Peace...*, *op. cit.*, p. 238.

²⁷ Comme Holsti le reconnaît lui-même. Voir Kalevi J. Holsti, *Peace and war...*, *op. cit.*, p. 337.

²⁸ Cette définition remonte à Lijphart, citée dans Fen Osler Hampson, *Nurturing Peace...*, *op. cit.*, p. 21.

²⁹ Martin Lowenkopf, «Liberia: Putting the State Back Together». In Zartman (dir.), *Collapsed States...*, *op. cit.*, pp. 107-108; Siphoshezi, «South Africa: State Transition and the Management of Collapse». In *Ibid.*, p. 196; William I. Zartman, «Putting Things Back Together». In *Ibid.*, p. 270.

plutôt que «d'inquiétantes élections libres et compétitives où un candidat ou un groupe s'impose aux autres» (*winner-takes-all elections*).

Il est possible d'étendre la signification du concept de «partage de pouvoir» et d'y inclure l'idée d'une représentation politique proportionnelle des groupes ou d'un veto des minorités³⁰. Cette proposition se rapproche de celle de Gottlieb, que ce dernier appelle «États plus nations» et qu'il plaque sur le système interétatique. Selon cet auteur, le système international devrait être modifié de telle sorte qu'il donnerait «un rôle aux nations aussi bien qu'aux États» en complétant - et non en remplaçant - le système d'États par un système des nations³¹. Dans la résolution des conflits civils, le partage des pouvoirs doit être un élément constitutif de l'accord de paix, qui devrait inclure des clauses permettant des élections libres et l'établissement (ou la revalorisation) d'institutions politiques démocratiques qui respectent le partage du pouvoir à la Lijphart ou selon d'autres formules³².

Il faut toutefois mentionner que le concept même de partage de pouvoir est souvent critiqué, comme le fait par exemple Ottaway: «[...] powersharing is a broad and vague concept, and unless carefully defined it can turn into a meaningless magic formula»³³. Cette auteure ajoute que le partage du pouvoir n'est pas un principe démocratique parce que des arrangements permanents de partage de pouvoir peuvent recréer un système de parti unique *de facto*, une coalition d'élites, qui deviendra inévitablement corrompue car les dirigeants ne peuvent se faire chasser du pouvoir³⁴. Cette critique rejoint celle, plus générale, de Horowitz qui rappelle que «les théories de Lijphardt sur le consociationalisme et de Nordlinger sur la gestion des conflits ne nous indiquent pas suffisamment les conséquences de cette gestion»³⁵.

Fort instructive sur les perspectives de paix à long terme, l'approche «des conditions de l'accord» est appropriée pour affirmer si un accord ou un processus de paix est solide ou précaire. Éventuellement, elle permet au chercheur d'anticiper la reprise des combats, mais comporte peu de valeur de prédiction quant à la cessation des hostilités. De plus, on ne peut

³⁰ Fen Osler Hampson, *Nurturing Peace...*, *op. cit.*, p. 21.

³¹ Stanislav J. Kirschbaum, «La théorie des conflits...». In David et Legault (dir.), *op. cit.*, p. 83

³² Fen Osler Hampson, *Nurturing Peace...*, *op. cit.*, p. 21.

³³ Marina Ottaway, «Democratization in Collapse States». In William I. Zartman (dir.), *Collapsed States...*, *op. cit.*, p. 248.

³⁴ *Ibid.*

³⁵ Stanislav J. Kirschbaum, «La théorie des conflits...». In David et Legault (dir.), *op. cit.*, p. 78.

analyser le contenu ou la viabilité du processus de paix qu'à partir du moment où il est bien établi ou lorsque des ententes sont signées par les différents protagonistes. Ainsi, une analyse du conflit du Karabakh à l'aide de cette approche mènerait à peu de résultats: il faudrait attendre l'aboutissement des négociations actuelles ou un engagement ferme des parties belligérantes dans le processus de paix pour obtenir une analyse optimale.

1.5 Le rôle des tierces parties

Lorsque le conflit stagne, c'est le cas de tous les conflits sociaux prolongés, il est souvent difficile pour les protagonistes de changer leurs positions. Le processus de paix n'avance alors pas et s'embourbe dans une impasse. Dans ce cas-là, les tierces parties ont comme mandat de faire avancer le processus de paix par un jeu de carottes et de bâtons. La réussite d'un accord de paix dépend alors de la présence ou de la disponibilité des tierces parties qui offrent des carottes pour stimuler les avancées et qui sévissent à coup de bâtons-sanctions pour obliger les belligérants à faire un pas. Bref, elles agissent afin d'empêcher le processus de dérailler³⁶.

Fetherston n'identifie pas moins que onze rôles possibles pour une tierce partie: «A list of possible roles for intervenors includes: mediation, negotiation, conciliation, facilitation, arbitration, adjudication, consultation, peacekeeping, activism, advocacy, research, good offices, and enquiry/fact-finding»³⁷. Hampson également énumère une série d'actions que peuvent entreprendre les tierces parties: «[...] third parties can facilitate conflict resolution by restructuring issues, identifying alternatives, modifying adversaries' perspectives, packaging and sequencing issues, building trust, offering side payments, or threatening penalties and/or sanctions»³⁸. Dans tous les cas, les tierces parties doivent d'abord identifier les alternatives qui s'offrent aux protagonistes et ensuite, à travers leur intervention, chercher à modifier les perceptions qu'ont les belligérants des coûts, des risques et des bénéfices associés à la paix. Pour ce faire, les tierces parties doivent être constituées d'acteurs externes et neutres. Elles deviennent alors une sorte de catalyseur pour établir les conditions qui mènent à une désescalade et à la redéfinition du conflit comme un problème à résoudre et non comme un

³⁶ Fen Osler Hampson, *Nurturing Peace...*, *op. cit.*, pp. 11-12.

³⁷ A. B. Fetherston, *Toward A Theory of United Nations Peacekeeping*. Bradford: University of Bradford, Department of Peace Studies, 1993 (Peace Research Report, no 31), p. 44.

³⁸ Fen Osler Hampson, *Nurturing Peace...*, *op. cit.*, p. 12.

désescalade et à la redéfinition du conflit comme un problème à résoudre et non comme un concours à gagner³⁹.

Certes, l'étude du rôle des tierces parties n'est pas nouvelle en soi, mais cette école d'analyse a récemment bénéficié d'importantes contributions. Hampson indique avec justesse que la venue d'une tierce partie modifie le système conflictuel, d'abord dyadique, en un système multilatéral dans lequel la tierce partie devient actrice des négociations⁴⁰. L'introduction d'un nouveau joueur complexifie le système d'autant plus que les relations qu'entretient une tierce partie avec les protagonistes sont souvent ambiguës. Legault, qui préfère parler de structure dyadique qui devient triadique plutôt que de système, reprend cet apport de Hampson⁴¹. Nous verrons plus loin comment cet auteur procède pour analyser le contenu de cette structure.

Certaines conclusions de Hampson sont instructives à plusieurs égards. D'une part, il démontre que l'implication des tierces parties importe à chaque étape du processus de paix et que le succès ou l'échec de ce processus sont liés à la qualité du support donné par ces tierces parties⁴². L'auteur propose d'autre part que l'on devrait reformuler la notion de maturité en tenant compte de la tierce partie qui l'encourage: «[...] we should reformulate the notion of ripeness by explicitly taking into account the role of third parties in fostering ripeness. Ripeness is a cultivated, not inherited, condition»⁴³. Finalement, il précise que le «succès» de mettre fin au conflit civil est lié à l'environnement régional et international. Si des acteurs-clés sont hostiles au processus, les tierces parties travaillent pour rien. Ainsi, minimalement, elles ont besoin du support des États voisins et des Grandes puissances impliquées directement ou indirectement⁴⁴.

Suivant ces remarques, un des principaux intérêts de cette dernière école semble reposer sur les liens entre le rôle des tierces parties, les caractéristiques structurelles des conflits et les relations de pouvoir systémiques et régionales qui peuvent influencer l'établissement d'une paix durable. Cette approche tire donc des éléments des trois premières écoles et offre une alternative à des analyses trop partielles.

³⁹ *Ibid.*

⁴⁰ *Ibid.*

⁴¹ Albert Legault, «Les grands débats...». In Legault et Tessier, *op. cit.*, p. 7.

⁴² Fen Osler Hampson, *Nurturing Peace...*, *op. cit.*, p. 210.

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ *Ibid.*

Dans ce courant, Legault développe un appareil théorique qui s'inscrit directement dans l'analyse du rôle des tierces parties. Son modèle compose également avec les caractéristiques structurelles et les relations de pouvoir systémiques, en plus de tenir compte des structures de négociation entourant l'accord de paix. Il cherche à déterminer les conditions favorables ou non favorables à l'établissement d'une opération de maintien, de rétablissement ou de consolidation de la paix. Ce modèle comporte le double avantage de cerner la réalité au plus près tout en permettant de vérifier l'influence que peut avoir un acteur comme la Russie dans la mise sur pied de ces opérations sur le territoire de la CEI. Cette nouvelle approche, qui semble prometteuse, servira de base pour notre analyse du conflit du Nagorno-Karabakh.

1.6 Le modèle de double structure

Legault divise les rapports conflictuels en une double structure: «une structure coopérative composée des parties tierces quelles qu'elles soient, et une structure antagoniste composée des adversaires en présence. [...] Ainsi, un conflit, du simple fait de l'addition de parties tierces intervenantes, se transforme inévitablement d'une structure du conflit jusque-là dyadique en une structure triadique»⁴⁵.

Les éléments de chacune des deux structures sont donc clairement identifiés - les acteurs étatiques en conflit ainsi que les tierces parties neutres - et leur rôle respectif dans le développement de la structure triadique peut être analysé de façon indépendante. À la limite, les deux structures ont une cohérence propre et coexistent l'une à côté de l'autre. L'auteur précise toutefois que dans l'ensemble, «il n'existe pas de situation pure. Il y a toujours du conflit dans la coopération et de la coopération dans le conflit»⁴⁶. En d'autres termes, les acteurs en présence tissent des liens entre eux et permettent aux deux structures de se rejoindre. Après tout, «[...] ces deux structures ne peuvent fonctionner d'une façon efficace que si les deux trouvent une passerelle de négociation pour faire passer les objectifs recherchés de part et d'autre»⁴⁷. L'inconvénient majeur de cette approche, que Legault identifie lui-même, réside dans «la difficulté de savoir comment ces deux structures peuvent être articulées l'une et l'autre en un processus compréhensible et orienté»⁴⁸. Suivant ces considérations, il soutient que «la

⁴⁵ Albert Legault, «Les grands débats...». In Legault et Tessier, *op. cit.*, p. 7.

⁴⁶ *Ibid.*

⁴⁷ *Ibid.*, p. 14.

⁴⁸ *Ibid.*

façon dont ces structures se déroulent dans le temps ou sont liées entre elles constitue sans aucun doute le cœur de la résolution des conflits»⁴⁹.

Le but de l'auteur dans ce découpage de la réalité est de se pencher sur le sens des transformations dynamiques à promouvoir dans une situation de conflit. Ultimement, Legault cherche à identifier les modifications du système qui peuvent se «transformer en règles prescriptives de résolution des conflits»⁵⁰. Il rejoint ainsi les préoccupations de Kirschbaum identifiées dans la section 1.4.

Pour vulgariser son modèle, Legault a recours à une représentation graphique (voir annexe 1). Chacune des deux structures est représentée à l'aide d'un continuum. Les extrémités des axes indiquent soit le dépassement, soit la régression du *statu quo*. Ces deux axes se croisent en un point et forment ainsi quatre cadrans à l'intérieur desquels s'inscrivent les différentes formes d'intervention que la communauté internationale a développées au cours des années: imposition de la paix, édification de la paix ou le maintien de la paix traditionnel ou non traditionnel.

Lorsque vient le temps d'opérationnaliser le modèle, le chercheur est confronté au problème de décrire l'état de la structure ou, plus simplement, de mesurer et d'indiquer à quel point du continuum se trouve un conflit donné. En fait, il n'existe pas encore de façon de rendre compte avec précision de l'état d'avancement des structures. Legault contourne la difficulté en élaborant des catégories descriptives dichotomiques dans lesquelles il identifie, pour chacune des deux structures, les conditions nécessaires au dépassement, au maintien ou à la régression du *statu quo*. Ces conditions tiennent compte à la fois des éléments de politique intérieure des protagonistes et des éléments systémiques ou de l'équilibre régional.

C'est donc à partir de la littérature sur les conditions internes (la maturité) et externes (conditions systémiques) nécessaires à la mise en œuvre d'un processus de paix que l'auteur identifie les principaux facteurs qui servent pour son analyse. Legault précise tout de même que les conditions internes sont «l'existence d'un cessez-le-feu ou tout simplement l'arrêt des hostilités, suivi ou accompagné d'accords partiels ou globaux de règlement du conflit». Les conditions externes, pour leur part, impliquent simplement «la présence d'un système de

⁴⁹ *Ibid.*, p. 7.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 10.

« négociation multilatérale à double structure », c'est-à-dire que le conflit est transformé en « une structure essentiellement triadique »⁵¹.

Logiquement, ce n'est que lorsque les conditions du dépassement du *statu quo* de la structure coopérative sont réunies que l'on peut passer à la mise sur pied d'une opération de paix. L'état de la structure antagoniste se trouve pour sa part à déterminer le type d'opération à mettre en œuvre. Si les parties belligérantes coopèrent, la communauté internationale peut mettre en place un processus d'édification de la paix (*peacebuilding*). Inversement, si les protagonistes ne coopèrent pas, la communauté internationale doit alors passer à des mesures d'imposition de la paix (*peace enforcement*). Le maintien de la paix traditionnel ou non traditionnel s'impose lorsque la structure antagoniste se situe près du maintien du *statu quo* de la structure antagoniste.

Partant de ce modèle de double structure, notre analyse du conflit du Nagorno-Karabakh tentera d'évaluer chacune des deux structures et de situer leur évolution sur leur continuum respectif. Pour ce faire, nous vérifierons séparément pour chacune des structures la présence ou l'absence des facteurs identifiés par Legault dans ses catégories descriptives dichotomiques. De même, nous chercherons à évaluer l'influence de la Russie dans la rencontre ou la non rencontre de ces facteurs.

⁵¹ *Ibid.*, p. 14.

CHAPITRE II

LA DÉFINITION DU CONTEXTE

Depuis que le regard pénètre dans l'histoire du Caucase, on voit la gigantesque chaîne de montagnes offrant ses vallées comme un refuge aux proscrits de toutes les causes et de toutes les nations.

À chaque nouvelle marée de barbares qui monte: Alains, Goths, Avars, Huns, Kashgars, Persans, Mongols, Turcs, un flot humain gravit les pentes extérieures du Caucase et redescend dans quelque gorge, où il s'arrête, se fixe, s'établit.

C'est un nouveau peuple qui vient s'ajouter aux autres peuples; c'est une nationalité nouvelle qui vient se joindre aux autres nationalités.

Demandez à la plupart de ces peuples de qui ils descendent, ils ne le savent pas; depuis combien de temps ils habitent leur vallée ou leur montagne, ils l'ignorent.

Mais ce qu'ils savent tous, c'est qu'ils se sont retirés là pour conserver leur liberté, et qu'ils sont prêts à mourir pour la défendre.

(Alexandre Dumas. 1865)¹

2.1 INTRODUCTION

Le niveau d'analyse privilégié dans ce mémoire tend le plus possible vers l'explication scientifique. Toutefois, l'heure n'est pas encore aux grandes analyses. Il nous apparaît d'abord essentiel de brosser un tableau général du conflit, ce qui permet d'établir un fondement plus solide aux analyses des chapitres subséquents. L'objet de ce présent chapitre n'est donc pas d'expliquer le conflit du Haut-Karabakh, mais plutôt de le décrire. Nous visons donc à vulgariser une réalité fort complexe à l'aide d'un retour sur les événements ainsi que la présentation de quelques considérations d'ordre stratégique.

¹ Alexandre Dumas, *Impressions de voyage: En Russie*. Tome 1, Paris: Michel Lévy Frères, 1865, pp. 29-30.

Pour ce faire, le chapitre se divise en deux parties, elles-mêmes divisées en sous-parties: le contexte historique et le contexte stratégique. Dans le contexte historique, il est d'abord question de l'origine du conflit, suivie de deux sections relatant les principales circonstances marquant son évolution. L'éclatement de l'Empire soviétique sert de date charnière pour distinguer ces deux sections. Par la suite, le conflit est brièvement passé en revue à l'aide d'un «découpage séquentiel en phases». Cet appareil méthodologique permet une lecture simplifiée du conflit tout en identifiant les acteurs et leur interaction. À cette étape, nous identifions deux crises majeures d'un seul et même conflit: les crises arméno-soviétique et arméno-azerbaïdjanaise.

Pour le contexte stratégique, nous exposons les enjeux et les intérêts des protagonistes ainsi que les intérêts des différents intervenants étrangers potentiels. Étant donné que le cœur du mémoire s'intéresse au rôle de la Russie, nous accordons une attention particulière à cette dernière, qui exerce une nette prédominance par rapport à ses «concurrentes potentielles», principalement l'Iran et la Turquie. Nous tentons également de cerner pourquoi il en est ainsi. Ce chapitre se termine par la présentation de la morphologie du conflit, suivant une typologie structurelle, en tenant compte de l'intervenant externe russe.

2.2 LE CONTEXTE HISTORIQUE

2.2.1 Les origines du conflit

Les origines du conflit du Nagorno-Karabakh sont incertaines. L'histoire des relations entre les Arméniens et leurs voisins est riche d'affrontements et se situe dans une aire géographique qui, toujours, fut la proie des guerres. La chaîne de montagnes caucasienne regorge de peuples aux origines diverses, de langues et de religions tout aussi diverses, ce qui constitue un héritage des multiples conquêtes et du passage successif d'empires. L'histoire marque tellement les lieux de son empreinte qu'en plus de moduler la géographie elle s'impose à la vie quotidienne de ces peuples. À titre d'exemple, notons que le nom «Nagorno-Karabakh» reflète la complexité historique et ces passages impériaux. «Nagorno», mot russe signifiant montagneux, «kara», mot d'origine turque signifiant jardin et «bagh», mot perse signifiant noir, le Nagorno-Karabakh signifie ainsi le «jardin noir des montagnes»².

² Suzanne Goldenberg, *Pride of Small Nations; The Caucasus and the Post-Soviet Disorder*. Londres, New Jersey: Zed Books Ltd, 1994, p. 157.

Dans l'Antiquité, ce territoire fait partie de la «Grande Arménie» (au V^e siècle de notre ère), il est ensuite occupé par les Arabes, les Mongols, les Turcs, les Iraniens (Perses séfévides) et, depuis le XIX^e siècle, par les Russes. Toutefois, certains historiens affirment que le Karabakh ne faisait pas partie de la «Grande Arménie», mais plutôt d'un royaume chrétien aujourd'hui disparu: l'Albanie du Caucase. Ce royaume serait à l'origine de l'Azerbaïdjan moderne³. Selon que l'on admette ou que l'on repousse cette thèse, les premiers occupants de ces montagnes seraient soit les ancêtres des Azéris, soit ceux des Arméniens. La thèse azérie repose sur d'anciens textes perses, tandis que la thèse arménienne repose sur de non moins anciens textes arméniens.

Quoi qu'il en soit, peuplé d'une majorité d'Arméniens, 77% de la population en 1989, le Haut-Karabakh est rattaché à l'Azerbaïdjan en 1922⁴ et doté du statut de région autonome en 1923. Déjà à cette époque, les deux communautés vivent d'énormes tensions suivant les épisodes de la Révolution et de la Guerre civile russes. Il semble même que la sécurité des populations locales soit l'une des principales raisons de la décision du rattachement du Karabakh à l'Azerbaïdjan: «[...] en raison de la nécessité de maintenir une paix nationale entre Musulmans et Arméniens [...] le Haut-Karabagh sera doté d'une large autonomie, mais fera partie de l'Azerbaïdjan»⁵.

Suite à l'instauration du pouvoir communiste en Transcaucasie, les autorités soviétiques entretiennent un certain nationalisme local. Les Azéris se convertissent à l'idée d'un grand Azerbaïdjan. D'abord implantée par les panturquistes, cette idée est exploitée par les Soviétiques afin d'attirer les Azéris d'Iran. «L'idée d'un grand Azerbaïdjan est une construction artificielle conforme aux visées de Moscou, qui a toujours encouragé la propagande en ce sens»⁶. Ainsi, le nationalisme irrédentiste azerbaïdjanais poursuit sa montée d'une façon irrésistible depuis le début du siècle.

Officiellement, le conflit du Haut-Karabakh débute en 1988. Cependant, les remarques précédentes montrent que cette crise tire son origine d'un antagonisme beaucoup plus lointain et

³ *Ibid.*, pp. 14-17.

⁴ À ce moment, la population du Karabakh était arménienne à 94%.

⁵ Serge Afanasyan, *L'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie; de l'indépendance à l'instauration du pouvoir soviétique 1917-1923*. Paris: Éditions l'Harmattan, 1981, p. 208.

⁶ Mohammad-Reza Djalili, «L'Iran: une ambition sans grands moyens». In Claire Mouradian (dir.), *Le Caucase des indépendances; La nouvelle donne*. Paris: La Documentation française, (Coll. Problèmes politiques et sociaux, no 718; sér. Russie, no 117), 1993, p. 47.

il importe de remarquer que le «conflit du Karabakh» n'est qu'un épisode, une crise, appartenant à un conflit centenaire. Cet antagonisme réapparaît périodiquement au cours de la période communiste, sous forme de revendications territoriales arméniennes, bien que la «*pax sovietica*» sût maintenir l'ordre jusqu'en 1988.

À chaque fois que le pouvoir central a paru affaibli ou en cours de transformation, notamment, lors de la dissolution de la République fédérative de Transcaucasie en 1936, après la mort de Staline, lors du précédent de modifications frontalières qu'a été le transfert de la Crimée à l'Ukraine en 1954, ou encore au moment de la préparation de la Constitution de 1977, le litige du Karabagh a resurgi⁷.

Ce retour périodique des demandes arméniennes fait dire à Yérasimos que cette question «refait surface à chaque période de libéralisation relative» du régime soviétique⁸.

Ce conflit latent prendra une ampleur encore jamais connue à la fin des années 1980 sous le règne de Gorbatchev et de sa *perestroïka*. La volonté d'émancipation du Haut-Karabakh et le pogrom de Soumgaït en 1988 sont les causes de la crise actuelle. Cependant, on pourrait en imputer la faute à Staline et à sa division territoriale, ou encore se remémorer le «génocide arménien» perpétré par les Turcs en 1915⁹. Nous pourrions remonter longtemps dans l'histoire et trouver des précédents jusqu'au début de l'ère chrétienne. C'est ainsi qu'un écrivain a pu dire: «Il est impossible de trouver aujourd'hui à Moscou ou à Leningrad [...] la solution à un problème qui relève du Moyen Âge»¹⁰, ou encore «C'est en partie un conflit importé - celui qui

⁷ Claire Mouradian, «Autour du Karabakh et du mouvement national arménien». In Marco Buttino (dir.), *In a Collapsing Empire: Underdevelopment, Ethnic Conflicts and Nationalism in the Soviet Union*. Milan: Feltrinelli Editore, 1993, p. 207.

⁸ Stéphane Yérasimos, «Caucase: le retour de la Russie». *Politique étrangère*, vol. 59, no 1 (1994), p. 65.

⁹ Il existe une polémique à l'endroit du «génocide arménien» et une abondante littérature à ce sujet. Pour qu'il y ait génocide, on suppose une volonté politique d'éliminer systématiquement un peuple. Or le Gouvernement turc n'a jamais reconnu qu'il eût cette volonté. Le fait que nous n'employons pas les termes de «génocide arménien» ne saurait cautionner ces événements où de terribles massacres eurent de toute évidence lieu. Voir Kévork K. Baghdjian, *Le Problème arménien; du négativisme turc à l'activisme arménien; Où est la solution?*. Montréal: Kévork K. Baghdjian, 1985; *Id.*, *La confiscation, par le gouvernement turc, des biens arméniens...dits abandonnés*. Montréal: Kévork K. Baghdjian, 1987 et Gérard Chaliand et Yves Ternon, *The Armenians: From Genocide to Resistance*. Traduit par Tony Berrett. Londres: Zed Press, 1983.

¹⁰ K.S. Karol, «Gorbatchev face à l'incendie». *Le nouvel observateur*, 18 janvier 1990, p. 36.

opposait au XIXe siècle le mouvement national arménien aux Turcs dans l'Empire ottoman - et en partie un conflit territorial lié à la question du Karabakh¹¹.

2.2.2 La guerre civile en Union soviétique¹²

En 1988, à Erevan et à Stepanakert, des manifestations teintées d'irrédentisme ont pour objet l'unification des territoires peuplés d'Arméniens. Sur le terrain, cela se traduit par une volonté d'intégrer le Haut-Karabakh à l'Arménie. Le 20 février 1988, un fait sans précédent survient en URSS: le Soviet du Haut-Karabakh défie les autorités centrales et vote une motion demandant le transfert de la région à l'Arménie. Jamais l'histoire de l'URSS n'a connu de modification de frontières à l'initiative d'un soviet local. Au défi que posent les Arméniens, le Soviet suprême de l'URSS oppose un refus catégorique. Il en résulte une montée de tensions entre Arméniens et Azéris.

Les 27, 28 et 29 février 1988, un pogrom d'Arméniens a lieu à Soumgaït, à proximité de Bakou. On y dénombre des dizaines de victimes, 32 selon les chiffres officiels. Le drame de l'histoire, en plus des atrocités personnelles des victimes, provient de l'attitude passive des autorités soviétiques. Les Azéris ont pu tuer en toute quiétude sans interruption ni intervention de Moscou pendant trois jours. Bien que cette brutalité ne pût rester impunie, les autorités n'ont pas véritablement cherché à identifier de coupables. Après quelques tractations, on décide de limoger le chef du Parti communiste (PC) azerbaïdjanais. «Il faut attendre mai 1988 pour que le

¹¹ Pierre Blanchet et François Schlosser, «Scénario pour une guerre de cent ans», *Le nouvel observateur*, 25-31 janvier 1990, p. 38.

¹² Nous n'avons pas la prétention de reconstituer l'histoire dont les événements s'échelonnent sur près de huit années. Ici, seuls les éléments les plus marquants seront utilisés. Ce conflit est déjà l'objet de nombreuses publications et nous préférons renvoyer le lecteur à celles-ci: «Nagorno-Karabakh». In Bogdan Szajkowski (dir.), *Encyclopaedia of Conflicts, Disputes and Flashpoints in Eastern Europe, Russia and the Successor States*. Harlow: Longman Group UK Limited, 1993, pp. 229-241; Dmitri Furman, «The Dynamic of the Karabakh Conflict». In Hans-Georg Ehrhart, Anna Kreikemeyer et Andrej V. Zagorski (dir.), *op. cit.*, pp. 33-43; Levon Chorbajian, Patrick Donabedian et Claude Mutafian, *The Caucasian Knot: The History and Geo-politics of Nagorno-Karabakh*. Londres, New Jersey: Zed books, 1994; Stéphane Yérasimos, «Caucase: le retour de la Russie». *loc. cit.*, pp. 61-83; Claire Mouradian, «Autour du Karabakh...». In Butino (dir.), *op. cit.*, pp. 203-217 et Charles Urjewicz, «Azerbaïdjan». In Marc Ferro et Marie-Hélène Mandrillon (dir.), *L'état de toutes les Russies; Les États et les nations de l'ex-URSS*. Paris: Éditions La Découverte, 1993, pp. 282-290. Voir aussi le dossier «Vers un nouvel impérialisme russe?» dans *Relations internationales et stratégiques*, no 13 (printemps 1994), pp. 51-137.

«numéro un» du PC d'Azerbaïdjan, Kyamran Baguidov, rendu responsable des désordres, soit limogé sur l'ordre de Moscou»¹³. Son successeur, Abdourakhman Vezirov, est incapable de gérer la crise qui en émerge. Quelques mois plus tard, Moscou ne condamne qu'à des peines légères quelques uns des auteurs du drame dans des parodies de procès¹⁴. Désormais, les esprits ne sont plus les mêmes, Arméniens et Azéris ne se font plus confiance.

Face à cette montée de tensions, se crée en Arménie un «Comité Karabakh» qui ne va cesser de réclamer le rattachement du Haut-Karabakh à l'Arménie. La création de ce comité constitue un véritable coup d'envoi d'un mouvement d'affirmation nationale et de lutte d'indépendance. «La plate-forme du Comité Karabagh [...] élargit le mouvement en lui fixant pour objectif, outre la réunification, la conquête des droits civiques et des libertés et la souveraineté nationale»¹⁵. Parallèlement, l'Azerbaïdjan voit naître le Front Populaire d'Azerbaïdjan (FPA)¹⁶. Peu à peu, ce Front devient une force politique incontournable. «Écarté des élections en mars 1989, le FPA obtient sa légalisation le 6 octobre»¹⁷. Mouradian explique en peu de mots l'orientation de cette formation: «Au delà des revendications universelles (droits civiques, libertés, défense de l'environnement, souveraineté), la défense de l'intégrité du territoire et l'unité avec les Azéris d'Iran constituent les axes de son programme»¹⁸. Cette auteure mentionne toutefois que le FPA regroupe deux tendances: l'une «radicale, islamiste» et l'autre «plus modérée et laïque», mais que les deux «se rejoignent et s'allient aux communistes sur le principe du maintien du Karabagh au sein de l'Azerbaïdjan»¹⁹.

Un tremblement de terre fait un véritable ravage le 7 décembre 1988 en Arménie (entre 80 000 et 100 000 victimes). Les autorités soviétiques profitent du chaos engendré par le séisme et entreprennent deux actions souvent perçues comme étant anti-arméniennes: elles procèdent à l'arrestation des dirigeants du Comité Karabakh, puis placent le Haut-Karabakh sous l'autorité d'une commission spéciale présidée par un Russe. Cette mise en tutelle dure moins d'un an et ne réussit en rien à calmer les tensions. Au contraire, il s'agit plutôt d'une rupture entre les Arméniens et Moscou. Lorsque le 28 novembre 1989, le régime

¹³ Charles Urjewicz, «Azerbaïjan». In Ferro et Mandrillon (dir.), *op. cit.*, p. 282.

¹⁴ Samuel Chahmouradian, *La tragédie de Soumgaït; Un pogrom d'Arméniens en Union soviétique*. Traduit du russe par Albert Andonian, Paris: Éditions du Seuil, 1991.

¹⁵ Claire Mouradian, «Autour du Karabakh...». In Buttino (dir.), *op. cit.*, p. 211.

¹⁶ Charles Urjewicz, «Azerbaïdjan». In Ferro et Mandrillon (dir.), *op. cit.*, p. 283.

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ Claire Mouradian, «Autour du Karabakh...». In Buttino (dir.), *op. cit.*, p. 213.

¹⁹ *Ibid.*

d'administration directe est aboli et remplacé par un régime militaire, cette action élargit le fossé déjà bien apparent. Yérasimos précise que le régime militaire constitue l'ultime tentative de Moscou de contenir la situation au Karabakh.

Cette reprise en main, qui correspond aux dernières tentatives du pouvoir communiste à Moscou de contrôler la situation, semble donner raison à Bakou, qui espère reprendre les choses en main avec l'aide de l'armée. Il est toutefois trop tard et chaque tentative de répression ne fera qu'exacerber la situation²⁰.

D'autre part, sous les pressions des populations locales et de la communauté internationale, les membres du Comité Karabakh sont libérés des prisons moscovites, dès le 31 mai 1989, et reçoivent un accueil triomphal à leur retour en Arménie. Légalisé en juin 1989, le Comité prend le nom de Mouvement national arménien (MNA) et emporte les élections législatives d'août 1990. Levon Ter Petrossian, ancien dissident et membre du Comité Karabakh, est élu Président de l'Assemblée nationale de l'Arménie.

Dès lors, l'Arménie entame le processus d'indépendance, en tout respect de la constitution de l'URSS.

Armenia was the first of the Transcaucasian republics to form a non-Communist government, the nationalists deliberately adopted a strategy of working within the limits of the Soviet law of secession and thereby avoided much of the violence from the center that ensued in response to the more uncompromising push for independence [...]21.

Progressivement, elle s'érige en république souveraine, incluant le Haut-Karabakh, et sa citoyenneté s'ouvre à tous les Arméniens vivant à l'étranger. Ce ne sera qu'au moment de l'indépendance que les «deux capitales arméniennes», Erevan et Stepanakert, prennent certaines distances l'une par rapport à l'autre. Aussi, dès le 1^{er} décembre 1989, le parlement arménien proclame l'union du Karabakh et de l'Arménie et, le 9 janvier 1990, il vote un budget unique pour les deux entités²².

La réaction des Azéris est quasi-immédiate. Deux jours plus tard, ils attaquent les villages arméniens au nord du Karabakh. Du 13 au 15 janvier 1990, un autre pogrom d'Arméniens fait au moins soixante morts à Bakou. Cette fois, Moscou intervient

²⁰ Stéphane Yérasimos, «Caucase: le retour de la Russie», *loc. cit.*, p. 68.

²¹ Ronald Grigor Suny, «Elite Transformation in Late-Soviet and Post-Soviet Transcaucasia, or What Happens When the Ruling Class Can't Rule?». In Timothy J. Colton et Robert C. Tucker (dir.), *Patterns in Post-Soviet Leadership*. Boulder *et al.*: Westview Press, 1995, p. 147.

²² Stéphane Yérasimos, «Caucase: le retour de la Russie», *loc. cit.*, p. 68.

énergiquement et envoie, dans la nuit du 19 au 20 janvier, des troupes dans la capitale azerbaïdjanaise. Les «opérations policières» font de très nombreuses victimes azéries, près de 600. Les sources officielles parlent de 170 morts²³. Le nouveau pogrom entraîne un nouveau changement à la tête du PC azerbaïdjanais. Cette fois, c'est Ayaz Moutalibov qui prend les choses en main. Jusqu'au putsch du 19 août 1991 au Kremlin, il aura une orientation nettement pro-URSS. Là où Fuller mentionne que Moutalibov «cultive ses relations avec la Turquie», mais considère «qu'il valait mieux miser sur la Russie»²⁴, Suny parle plutôt d'une entente tacite entre Moscou et Bakou: «[...] the old Communist elite was able to restore its rule, if not it's authority, thanks to the Soviet military. [...] For much of 1990 and 1991, a de facto alliance of convenience between Moutalibov and Gorbatchev tilted Soviet policy in Transcaucasia toward Azerbaijan»²⁵. C'est ainsi que suivant la pacification imposée par Moscou, les élections législatives de l'automne 1990 en Azerbaïdjan ont pour résultat le maintien au pouvoir des Communistes. Ces derniers justifient leur alignement sur Moscou et leur choix de rester au sein de l'URSS par la garantie qu'apporte cette solution au maintien du Karabakh sous contrôle azerbaïdjanais²⁶.

Lors du putsch de Moscou, en août 1991, le chef de la République socialiste soviétique (RSS) d'Azerbaïdjan refuse de condamner les putschistes. «[...] le 29 août 1991, le Parlement vote une 'Déclaration rétablissant l'indépendance étatique de l'Azerbaïdjan' et décide de doter la république de forces armées»²⁷. Profitant de la situation de vide institutionnel, Moutalibov se fait élire président de la République le 8 septembre 1991. C'est le début de la rupture entre Moscou et Bakou.

L'Union soviétique n'est toujours pas éclatée et déjà les tentatives de médiations pointent à l'horizon. Le conflit du Karabakh devient alors un enjeu pour la lutte de pouvoir qui se prépare à Moscou entre un Gorbatchev et un Eltsine qui rivalisent de prestige²⁸. En septembre 1991, Eltsine, accompagné de Nazarbaïev du Kazakhstan, négocie le premier d'une

²³ D'après Urjewicz, les autorités azéries ont déclaré que cette opération avait fait 170 morts, 370 blessés et 321 disparus. Voir Charles Urjewicz, «Azerbaïdjan». In Ferro et Mandrillon (dir.), *op. cit.*, p. 284.

²⁴ Elizabeth Fuller, «Le retour de la Russie». In Mouradian (dir.), *Le Caucase des indépendances...*, *op. cit.*, p. 50.

²⁵ Ronald Grigor Suny, «Elite Transformation...». In Colton et Tucker (dir.), *op. cit.*, p. 150.

²⁶ Voir Mark Saroyan, «The Karabakh Syndrome in Azerbaijani politics». *Problems of Communism*, vol. 39, no 9-10 (1990), pp. 14-29.

²⁷ Charles Urjewicz, «Azerbaïdjan». In Ferro et Mandrillon (dir.), *op. cit.*, p. 284.

²⁸ Stéphane Yérasimos, «Caucase: le retour de la Russie», *loc. cit.*, p. 69.

longue série de cessez-le-feu entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Par contre, les autorités du Haut-Karabakh ne sont pas représentées; elles ne se sentent donc pas tenues de respecter les termes de cet accord. De même, Gorbatchev essuie un échec lorsqu'il propose sa médiation le mois suivant. Cette fois, l'entente achoppe à cause de la partie arménienne qui refuse l'établissement d'une zone tampon de 10 km entre les deux républiques. Une telle zone aurait pour effet de bloquer l'aide militaire de l'Arménie à l'enclave karabakhie.

Jusqu'au démantèlement de l'URSS, avec l'aide de Moscou qui semble l'avoir toujours appuyé, l'Azerbaïdjan domine la situation au Karabakh. En fait, depuis le début des affrontements, les Arméniens se voient opposés au tandem russo-azerbaïdjanais. Moscou cherche à tout prix à éviter les transferts de territoire au sein de son empire multinational. L'Azerbaïdjan bénéficie alors de tout l'appui politique que l'Union peut lui fournir. Parallèlement aux luttes institutionnelles arméno-soviétiques, les tensions entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan prennent de l'ampleur et les accrochages entre le Nakhitchevan²⁹ et l'Arménie ainsi qu'au Karabakh sont de plus en plus sérieux. On constate la formation de milices d'autodéfense armées un peu partout. Notons également que depuis l'automne 1989, l'Arménie était soumise à un blocus économique de la part des Azéris. Ce conflit prend ainsi de plus en plus l'allure d'une guerre inter-républicaine au sein de l'Union soviétique. La chute de l'Empire et l'indépendance des républiques complètent cette modification de la dynamique du conflit.

2.2.3 La guerre interétatique

Le désengagement de l'armée soviétique du Caucase, parallèlement à la décomposition de l'URSS, ne fait que provoquer une escalade de la violence. En effet, chaque camp cherche à profiter du vide ainsi créé pour consolider ses positions. Si l'Azerbaïdjan avait compté sur l'appui de Moscou jusqu'à la fin de l'Empire, les Arméniens du Karabakh avaient pris les devants. Dès que l'URSS sonne le glas, les Arméniens attaquent les casernes russes du Karabakh et de l'Arménie pour se procurer des armes.

Le 24 décembre, le général commandant les troupes russes dans l'enclave annonce leur évacuation rapide, comme conséquence du vide juridique laissé

²⁹ Il s'agit d'une enclave azerbaïdjanaise, sans continuité territoriale avec l'Azerbaïdjan, située à l'est de l'Arménie.

par la disparition de l'URSS. Le lendemain, 600 Arméniens armés attaquent les postes militaires à Stepanakert s'emparant d'armes et de véhicules blindés³⁰.

À l'abolition du statut d'autonomie par Bakou, fin novembre 1991, les Arméniens de l'enclave, suivant un référendum-plébiscite (10 décembre), proclament l'indépendance du Haut-Karabakh et demandent à entrer dans la CEI (12 décembre). À ce point du conflit, le Karabakh est entièrement encerclé d'Azéris. Les Arméniens ont déjà subi de lourdes pertes et leur territoire est rétréci. Il apparaît alors impossible que les Arméniens résistent bien longtemps.

À la surprise générale, non seulement les Arméniens résistent, mais entament une ère de conquêtes. Les Arméniens reprennent Khodjali - banlieue azérie de Stepanakert où se trouve l'unique aéroport du Karabakh (26 février 1992) et Chouchi - ville symbole d'où était bombardé Stepanakert (8 mai). Les Arméniens reprennent ainsi le contrôle du Karabakh. Puis, ils prennent le couloir de Latchine (18 mai). Entre-temps, Kozyrev, ministre russe des Affaires étrangères, entreprend une tournée de médiation dans la région. Le 6 avril 1992, il signe un traité d'amitié et de coopération avec l'Arménie (dont l'article 3 prévoit une aide militaire)³¹. Un mois plus tard, le 15 mai 1992, l'Arménie signe le pacte de Tachkent, qui prévoit qu'une attaque contre un des signataires équivaudrait à une attaque envers tous les autres, et s'oppose au retrait des troupes russes de son territoire³². Selon certains observateurs, l'Arménie «reste en tout état de cause la république caucasienne la plus orientée vers Moscou»³³.

Les récents gains arméniens amènent la guerre aux frontières de l'Arménie et troublent le paysage politique de l'Azerbaïdjan. Des manifestations aboutissent à la démission du président Moutalibov le 6 mars 1992 et provoquent des élections présidentielles. Aboulfaz Eltchibey, candidat du FPA au discours nationaliste et radical³⁴, remporte les élections du 7 juin. Contrairement à son prédécesseur, il favorise une politique nettement pro-turque³⁵.

³⁰ Stéphane Yérasimos, «Caucase: le retour de la Russie», *loc. cit.*, p. 70. Cet auteur précise même que: «[...] les recrues azéries sont loin de pouvoir former une armée, d'après les témoignages des journalistes russes, tandis que les forces paramilitaires arméniennes continuent d'attaquer les forces russes stationnées en Arménie pour récupérer les armes». *Ibid.*, p. 77.

³¹ *Ibid.*

³² Patrick Karam et Thibaut Mourgues, *Les guerres du Caucase; des Tsars à la Tchétchénie*. Paris: Perrin, 1995, p. 43.

³³ *Ibid.*, pp. 42-43.

³⁴ Ronald Grigor Suny, «Elite Transformation...». In Colton et Tucker (dir.), *op. cit.*, p. 151.

³⁵ Stéphane Yérasimos, «Caucase: le retour de la Russie», *loc. cit.*, p. 77.

Cependant, tout comme Moutalibov, il ne peut mener l'Azerbaïdjan à la victoire contre les Arméniens. Il lance une série de contre-offensives qui donnent au début quelques résultats, mais ne réussit pas à reprendre la ville de Latchine. À la fin de l'année, la poussée arménienne reprend son cours: les Arméniens stabilisent le front nord et élargissent le couloir de Latchine.

Les combattants des deux côtés obtiennent successivement de l'aide et du matériel militaire russes. À partir de la fin de 1992, il semble toutefois que les Arméniens en reçoivent davantage. Il faut dire que la Russie observe avec bienveillance la reconquête arménienne. L'Arménie était membre de la CEI depuis le début, alors que le Président azéri, Eltchibey, menait ouvertement une politique anti-russe.

[...] au cours de l'année 1993; le jeu de Moscou devenait de plus en plus subtil et brutal. Moscou, qui avait longtemps semblé jouer plutôt le jeu de l'Azerbaïdjan au nom de l'intégrité des frontières, désormais joue de plus en plus ouvertement le jeu de l'Arménie en aidant les combattants du Karabakh en leur fournissant armes et matériel³⁶.

À partir de février 1993, les forces arméniennes du Karabakh reprennent l'offensive. Février 1993 est également l'époque où Eltsine demande aux instances internationales d'accorder à la Russie des «pouvoirs spéciaux comme garantie de paix et de stabilité» dans l'ancien espace de l'URSS. En d'autres termes, dans la question du Karabakh, cela signifie un glissement des initiatives de l'OSCE vers une médiation russe. Toutefois, Eltchibey refuse cette intervention éventuelle, précisant qu'il accepterait tout au plus une intervention russo-turque.

En avril, les Arméniens, suivant une action combinée des forces armées de l'Arménie et du Karabakh, élargissent le couloir en prenant Kelbadjar. Ils ouvrent ainsi un deuxième cordon sanitaire entre les deux entités arméniennes. À Bakou, Eltchibey accuse les Russes de fournir une aide logistique aux Arméniens, en vue d'obliger l'Azerbaïdjan à entrer dans la CEI. Le 25 mai, les dernières troupes russes cantonnées en Azerbaïdjan quittent Gandja. Cette évacuation est accélérée par les pressions de Bakou, qui culminent avec les accusations de l'intervention russe dans la prise de Kelbadjar. L'Azerbaïdjan devient ainsi la première république de l'ancienne URSS à ne plus avoir de troupes russes sur son territoire.

La situation au front était depuis quelques temps nettement à l'avantage de l'Arménie, lorsque le ras-le-bol de la population azérie et les défaites militaires ont eu raison du président Eltchibey. Le 4 juin 1993, Husseinov s'empare à Gandja des casernes et des armes laissées par

³⁶ Charles Urjewicz, «Le Kriegspiel caucasien». *Relations internationales et stratégiques*, no 13 (1994), p. 119.

les troupes russes, celles-ci ayant quitté dix jours plus tôt. Husseinov se tourne alors vers Bakou, marche vers la capitale avec son armée et demande la démission de Eltchibey. Le scénario d'une guerre civile prend forme. Aliev propose sa médiation entre Eltchibey et Husseinov. Il manœuvre si bien qu'il obtient le départ de Eltchibey, la nomination de Husseinov au poste de Premier ministre et se réserve le poste de Président de la République d'Azerbaïdjan. Un référendum, organisé le 29 août 1993, approuve à 97.5% la destitution du président Eltchibey.

Aliev reprend le contrôle de la situation et réoriente l'Azerbaïdjan vers Moscou. Bien que le Karabakh reste la priorité du gouvernement azerbaïdjanais, sa politique se démarque du régime précédent. «Azerbaijan's political orientation quickly shifted from reliance on Turkey to seeking aid and mediation from Russia. Aliev opened dialogue directly with the Karabakh Armenians and travelled to Moscow to meet with Boris Eltsine and Ter Petrosian»³⁷. Le 21 septembre 1993, le parlement azerbaïdjanais approuve l'entrée de la République dans la CEI et celle-ci s'est officialisée lors du sommet de Moscou le 24 septembre. Le 3 octobre, Aliev gagne des élections (avec 98.8% des votes) et légitimise son titre de Président.

L'adhésion de l'Azerbaïdjan à la CEI a modifié le paysage du conflit arméno-azerbaïdjanais:

Le changement de statut de l'Azerbaïdjan, maintenant membre à part entière de la CEI, fait de la confrontation non plus un conflit strictement interétatique mais plutôt un conflit interethnique au sein d'une communauté politique, la Communauté des États Indépendants. Ceci augmente considérablement l'efficacité des méthodes politiques voire militaires de règlement du conflit³⁸.

Certains observateurs affirment que l'attitude de la Russie envers l'Arménie a radicalement changé, au lendemain de l'adhésion de l'Azerbaïdjan à la CEI³⁹. Au début, toutefois, les avantages économiques et militaires accordés par Moscou n'ont pas modifié fondamentalement la situation azerbaïdjanaise. La Russie n'avait pas mis tout son poids pour arrêter les troupes arméniennes, qui ont continué de remporter des succès. «As he [Aliev] reorientated Baku's policies away from Turkey back toward Russia, Aliev opened the way for Russia to gravitate

³⁷ Ronald Grigor Suny, «Elite Transformation...». In Colton et Tucker (dir.), *op. cit.*, p. 152.

³⁸ Igor Toporovski, «La CEI et le maintien de la paix». *Relations internationales et stratégiques*, no 13 (1994), p. 136.

³⁹ Rouben Paul Adalian, «Armenia's Foreign Policy; Defining Priorities and Coping with Conflict». In Adeed Dawisha et Karen Dawisha (dir.), *The Making of Foreign Policy in Russia and the new states of Eurasia*. Armonk (New York): Sharpe, 1995, pp. 320-321.

away from its pro-Armenian stance. Although he was unable in the next year and a half to improve Azerbaijan's position at the front [...]»⁴⁰. À la fin de l'année 1993, les Arméniens occupent 10 000 km² de territoire en plus des 4000 km² du Karabakh. La situation ne se stabilise qu'au tournant de l'année 1994. Désormais, l'équilibre des forces semble atteint. À la suite de multiples efforts diplomatiques, la Russie réussit à négocier un cessez-le-feu en mai 1994.

Il est légitime de se questionner sur la coïncidence du retour de l'Azerbaïdjan dans le giron russe, par son adhésion à la CEI, et l'effort de médiation sans précédent entrepris par la Russie. L'ancien «dissident» azéri retrouve clairement une alliée en la Russie. Selon Toporovski, «[ce] changement brutal permit à l'Azerbaïdjan d'obtenir la garantie que la Russie n'admettrait pas de solution unilatérale au problème et fournirait à l'Azerbaïdjan l'assistance politique nécessaire»⁴¹.

Après mai 1994, bien qu'on relève encore quelques escarmouches de part et d'autre, les camps n'ont pas bougé. Le processus de paix est en place, mais les négociations traînent en longueur. Depuis, les parties affichent leur mauvaise volonté et campent sur leurs positions (tant sur le terrain que dans les négociations). Dans ce résumé, afin d'alléger le texte de détails trop techniques, nous avons occulté les multiples tentatives de médiations et l'évolution du processus de paix. Ce développement sera l'objet du chapitre 4, où nous analyserons la structure coopérative.

Il est juste de préciser que deux histoires se déroulent simultanément: le changement rapide des dirigeants de l'Azerbaïdjan et l'évolution du conflit. Dans le premier cas, les changements de tête en Azerbaïdjan ressemblent à une valse de dirigeants. Le tableau récapitulatif 2.1 résume la situation. À côté de l'Azerbaïdjan, l'Arménie représente la stabilité même. Cette dernière a su contenir le conflit hors de ses frontières, bien qu'elle soit impliquée au plus haut niveau. Sur la scène interne, l'Arménie vit au rythme du pouvoir de Levon Ter Petrossian.

⁴⁰ Ronald Grigor Suny, «Elite Transformation...». In Colton et Tucker (dir.), *op. cit.*, p. 152.

⁴¹ Igor Toporovski, «La CEI et le maintien de la paix», *loc. cit.*, p. 136.

TABLEAU 2.1: LES CHANGEMENTS DE TÊTE DANS LE GOUVERNEMENT AZERBAÏDJANAIS

DIRIGEANT	Kiamran BAGUIDOV	Abdourakhman VEZIROV	Ayar MOUTALIBOV	Aboulfaz ELCHIBEY	Heidar ALIEV
PÉRIODE AU POUVOIR	(—) (mai 1988)	(mai 1988) (janv 1990)	(janv 1990) (juin 1992)	(juin 1992) (oct. 1993)	(oct. 1993) (—)

L'évolution du conflit se divise en deux crises majeures: les luttes institutionnelles arméno-soviétiques, où la politique de l'Azerbaïdjan côtoie celle du Soviet suprême de l'URSS, et le contentieux arméno-azéri. Avant le démembrement de l'Empire soviétique, le conflit oppose les Arméniens au pouvoir soviétique institutionnaliste et conservateur qui privilégie le *statu quo* territorial. À ce point, les autorités ont toujours su faire respecter leur position, usant de la force si nécessaire. Au moment de l'indépendance des républiques, le conflit se transpose en Azerbaïdjan seul. Les autorités azéries ne changent pas d'avis, elles étaient toujours partisans du *statu quo* territorial. Jusqu'au début de 1992, la position azerbaïdjanaise domine. Puis, les indépendantistes du Karabakh entament une reconquête de leurs territoires et davantage. Suite au succès de leur action, le Karabakh se désenclave et établit un pont terrestre avec l'Arménie. Un second tournant au cours de l'année 1993-1994, représenté par le retour d'Aliev au pouvoir et l'entrée de l'Azerbaïdjan au sein de la CEI, amène une accalmie et un gel des positions sur le terrain.

2.2.4 Phases

Pour la poursuite de cette analyse, il peut s'avérer utile de simplifier quelque peu les hostilités. Une façon pratique de récapituler les conflits consiste à les découper en périodes et de pointer les événements déterminants dans chacune de celles-ci. Dans le cas de la guerre du Karabakh, Chaliand, qui se penche sur la progression des combats sur le terrain, divise ce conflit en quatre phases: 1- une offensive azerbaïdjanaise de décembre 1991 à mai 1992, avec des contre-offensives arméniennes en mars, puis en mai 1992, caractérisées par la prise de Chouchi et du corridor de Latchine; 2- une immense opération azerbaïdjanaise au cours de l'été 1992, appuyée par des mercenaires afghans; 3- une contre-attaque arménienne d'octobre 1992

à septembre 1993 et l'occupation d'une portion du territoire azerbaïdjanais et 4- une contre-offensive azerbaïdjanaise depuis septembre 1993 qui n'a pas donné de résultats⁴².

Nous considérons qu'un tel découpage est fort utile pour résumer les progressions sur le terrain, mais cette façon de procéder ne renseigne pas sur les agresseurs ou les victimes et ne favorise pas la comparaison avec d'autres situations similaires. Pour ce faire, nous préférons la méthode du «découpage séquentiel des conflits en phases» proposée par Legault *et al.*⁴³.

Selon cette méthode, les phases d'une crise se divisent en trois catégories, qui comportent elles-mêmes des sous-catégories. Nous obtenons: 1- le seuil de la crise (précipitant, défi et relèvement du défi); 2- la confrontation et 3- la guerre ou la résolution du conflit (le compromis ou la capitulation). En accord avec ce modèle, de nouvelles étapes, ne faisant pas partie de la crise-même, s'ajoutent aux phases déjà énoncées. Il s'agit des phases pré-confliktuelle et post-confliktuelle.

L'élément central de cette approche consiste à orienter l'analyse autour de l'idée de défi et de relèvement de défi. Les auteurs du modèle affirment implicitement qu'il faut identifier l'acteur ou le groupe «poseur de défi» (le *challenger*) ainsi l'acteur qui répond à ce défi. Ils soutiennent que «[la] relation fondamentale qui existe entre le défi posé par l'un et la volonté chez l'autre de le relever rejoint par ailleurs la définition classique de la stratégie [...] c'est lorsque ces deux conditions sont réunies que l'on débouche logiquement sur la confrontation proprement dite»⁴⁴.

Une particularité du conflit qui nous occupe est la nature double de la crise. D'abord, ce qui s'apparente à une crise institutionnelle arméno-soviétique, où les Arméniens rejettent le découpage des régions administratives de l'URSS et où l'Azerbaïdjan joue un rôle d'appui à Moscou, dégénère en pogroms et en exactions diverses. Ce conflit ne fut ni réglé, ni résolu lorsque, au moment de l'éclatement de l'URSS, l'Azerbaïdjan hérite seul de cette crise. Nous parlons alors de conflit arméno-azerbaïdjanais. Si l'on cherche à appliquer ce modèle aux crises qui nous intéressent, nous obtenons deux canevas distincts. Le premier couvre l'étape 1988-1991 et le second, le cœur de notre analyse, englobe la période postérieure à 1991.

⁴² Gérard Chaliand, «Préface». In Chorbajian, Donabedian et Mutafian, *op. cit.*, pp. xiii-xv.

⁴³ Cette approche a d'abord été avancée par Snyder et Diesing et reprise par Albert Legault *et al.*, *L'analyse des conflits internationaux*. Québec: Centre québécois de relations internationales, 1979, pp. 9-11.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 10.

2.2.4.1 Conflit arméno-soviétique

Phase pré-conflictuelle: l'ensemble des mauvais traitements infligés aux Arméniens du Haut-Karabakh, voire des Arméniens de tout l'Azerbaïdjan, ainsi que le refus de la prise en compte de leurs revendications par les Azéris ou par les Russes.

Crise I:

I- Le seuil de la crise:

- A) Précipitant: la *perestroïka* (depuis 1985);
- B) Défi: la volonté du Comité Karabakh, puis du Soviet d'Arménie, de rattacher le Haut-Karabakh à l'Arménie (20 février 1988);
- C) Relèvement du défi: le refus catégorique de cette option par le Soviet d'Azerbaïdjan et par le Présidium du Soviet Suprême de l'URSS à Moscou;

II- La confrontation:

Période comprise entre ces refus et le déclenchement ouvert des hostilités, caractérisée par l'entrée des chars russes à Bakou (février 1988 - janvier 1990).

III- La résolution du conflit ou la guerre:

Période comprise entre janvier 1990 et l'éclatement de l'URSS.

Il convient de remarquer la difficulté de déterminer avec précision le passage de l'état de crise à celui de guerre ouverte dans ce conflit (passage de la phase II à la phase III). On ne retrouve pas un élément qui semble plus déterminant que les autres pour marquer ce passage. Par exemple, on ne peut choisir l'avènement des premiers morts comme étant un facteur déterminant, puisque dès le début du conflit on assiste à des manifestations et à des pogroms mortels. L'escalade de la violence s'est faite de façon continue dans le temps.

Pour situer cette difficulté, il convient de noter que la deuxième phase comprend le pogrom de Soumgaït (février 1988), des affrontements à Latchine (28 juin 1988), l'arrestation des membres du Comité Karabakh suite au tremblement de terre du 7 décembre 1988, la prise en charge directe de l'administration du Haut-Karabakh par Moscou (12 janvier 1989), la naissance du MNA et du FPA (juin 1989), le blocus économique de l'Arménie par l'Azerbaïdjan (depuis septembre 1989), la formation des milices armées dans les deux camps (septembre 1989), le remplacement de l'administration directe du Haut-Karabakh de Moscou par un régime militaire azerbaïdjanais (28 novembre 1989), le pogrom de Bakou (11 janvier 1990) et l'intervention armée des Russes à Bakou (19-20 janvier 1990).

À chacun de ces événements, il est possible d'observer une nouvelle flambée de violence, généralement accompagnée de morts. En soi, ces événements pourraient constituer autant de tournants dans le conflit, mais seul le dernier élément devient le «point de non retour». Il faut donc convenir de l'arbitraire du choix de la date et de l'événement de janvier 1990. Cependant, l'entrée des troupes russes à Bakou constitue l'ultime effort de contenir ce que nous appelons la guerre arméno-soviétique. Par la suite, les interventions se font au niveau de la diplomatie et des tentatives de médiation... dans le processus conflictuel. Pour sa part, la phase post-conflictuelle n'a jamais existé. Le conflit faisait toujours rage au moment de l'éclatement du duo Moscou-Bakou.

De cette première crise, nous pouvons donc retenir que les *challengers* sont les Arméniens du Karabakh et que les premiers à commettre des actes de violence sont les Azéris, avec un regard complaisant des autorités moscovites.

2.2.4.2 Conflit arméno-azerbaïdjanais

La phase pré-conflictuelle est représentée par la première crise et l'incapacité des autorités de Moscou et de Bakou à la résoudre (depuis 1988). Encore une fois, l'histoire arménienne entre en ligne de compte. Bien que le contentieux soit plus ancien, la rupture du tandem Moscou-Bakou, suivant le putsch (août 1991), constitue l'acte fondateur du conflit arméno-azerbaïdjanais actuel. Il s'agit du moment à partir duquel les deux républiques se font la guerre en sourdine. Bakou hérite donc d'un conflit déjà entamé, bien que la crise ne survienne que quelque jours après l'indépendance.

Crise 2:

I- Le seuil de la crise:

- A) Précipitant: l'abolition du statut d'autonomie du Nagorno-Karabakh par Bakou (novembre 1991);
- B) Défi: la proclamation d'indépendance du Haut-Karabakh (10 décembre 1991);
- C) Relèvement du défi: l'attaque de l'enclave par les Azéris;

II- La confrontation:

Inexistante;

III- La résolution du conflit ou la guerre:

Période comprise entre décembre 1991 et le cessez-le-feu de mai 1994.

Dans cette crise, il n'y a pas de deuxième phase. Cette particularité provient de la réponse particulière de Bakou à la proclamation d'indépendance karabakhie. L'escalade fut immédiate; dès l'annonce de cette déclaration, l'Azerbaïdjan part en guerre.

Selon les auteurs de ce modèle d'analyse, le passage à la phase post-confliktuelle est difficile à établir. Il s'agit, en gros, de l'arrêt des hostilités généralement authentifié par un traité de paix ou par un cessez-le-feu qui résiste sur une longue période.

La phase post-confliktuelle implique une démobilisation, une volonté de compromis annoncé, ou encore la disparition de l'«événement critique» qui a amené le déclenchement de la crise. La phase post-confliktuelle doit aussi être accompagnée d'une réduction subite ou progressive dans la fréquence d'occurrence ou dans l'intensité des interactions entre les adversaires, ou encore d'un retour à un niveau d'interaction comparable à celui que connaissaient les adversaires avant la crise⁴⁵.

En ce qui concerne le conflit arméno-azerbaïdjanais, à défaut d'un traité de paix, l'accord de cessez-le-feu du 12 mai 1994 constitue ce qui semble être l'événement marquant le début de cette nouvelle période. Depuis trois ans, hormis quelques actes isolés, il n'y a plus d'hostilités armées au Nagorno-Karabakh. Gardons toutefois à l'esprit la réserve mentionnée en introduction, à savoir qu'une résurgence de la violence reste possible et que les négociations piétinent. Deux tentatives de coup d'État ont lieu en Azerbaïdjan en 1995 et il est légitime de se demander si les élites politiques en place sauront maintenir la paix relative jusqu'à la résolution complète du conflit. Cela, seul l'avenir pourra en témoigner. L'accord de mai 1994 n'a pas encore subi l'épreuve du temps.

De cette deuxième crise, nous pouvons retenir que les *challengers* sont encore une fois les Arméniens du Karabakh et que les premiers à commettre des actes de violence sont les Azéris. Pour appuyer notre interprétation, cette citation de Chorbajian désigne tout à la fois: les *challengers*, les agresseurs et les agressés. «The declaration of independence by Karabagh's Armenians in the late 1991 clearly indicated their commitment and ability to defy Baku, and the Azerbaijani government responded with a tremendous escalation of violence by deploying

⁴⁵*Ibid.*, pp. 10-11.

helicopters gunships and GRAD rocket launchers [...]»⁴⁶. De même, il cite Cox et Eibner qui mentionnent cinq raisons pour désigner l'Azerbaïdjan comme premier agresseur:

- 1- Azerbaijan and the Soviet 4th Army carried out the brutal deportations of Armenians from Nagorno-Karabagh and the Shahumian District.
- 2- Azerbaijan has imposed economic blockades on both Armenia and Nagorno-Karabagh.
- 3- Azerbaijan initiated the used of GRAD rocket launchers, which greatly escalated the level of civilian casualties and destroyed housing, hospitals, and other essential facilities.
- 4- Azerbaijan deployed 500 kg and cluster bombs against civilian targets.
- 5- Azerbaijan is using ground-to-air [sic] missiles against civilians in Nagorno-Karabagh⁴⁷.

En conclusion de cette première analyse, nous pouvons affirmer que le conflit du Karabakh tire son origine d'une variété de sources et prend plusieurs formes. Les deux principales formes constituent ce que nous avons appelé le conflit arméno-soviétique (1988-1991) et le conflit arméno-azerbaïdjanais (à partir de 1991). Dans le premier cas, les Arméniens sont en butte à un pouvoir conservateur caractérisé par le tandem Moscou-Bakou. Les deux capitales unissent leurs efforts et adoptent les mêmes positions d'inflexibilité. Dans le second cas, l'Azerbaïdjan hérite du conflit non-résolu, mais poursuit sa politique intransigeante. Dans les deux cas, nous pouvons toutefois conclure que les *challengers* sont les Arméniens de l'enclave et que les partisans de la méthode forte, ceux qui initient la «violence armée», sont les autorités azéries. Elles ont l'appui de Moscou dans le premier cas et sont seules dans le second.

2.3 LE CONTEXTE STRATÉGIQUE

Outre les enjeux inhérents au théâtre d'opérations, qui fluctuent par rapport à «l'étendue géographique» du conflit (elle-même variable dans le temps), les intérêts des protagonistes et ceux des puissances voisines, plus ou moins spectatrices des événements, ne peuvent s'évaluer que selon la variable temporelle. Aussi, il importe de tenir compte du contexte particulier de chacun des acteurs. La position de la Russie en 1996, par exemple, n'est pas la même que celle qu'elle défendait en 1994 ou en 1991, car ses intérêts ont changé.

⁴⁶ Levon Chorbajian, Patrick Donabedian et Claude Mutafian, *op. cit.*, pp. 38-39.

⁴⁷ Caroline Cox et John Eibner, *Ethnic Cleansing in Progress: War in Nagorno-Karabakh*. Zurich, 1993. Cité dans Chorbajian, Donabedian et Mutafian, *op. cit.*, p. 40.

2.3.1. Enjeux inhérents au théâtre d'opérations

En 1988, la source du conflit reposait sur l'avenir du territoire du Haut-Karabakh, le *statu quo* ou son rattachement à l'Arménie. On évoquait l'autodétermination d'une part et l'intégrité frontalière d'autre part. Cet enjeu, d'abord politique, s'est rapidement transformé en un enjeu territorial et économique. Suivant l'évolution du conflit et des 20% du territoire azerbaïdjanais occupés par les troupes arméniennes, on peut se demander si ce n'est pas tout l'Azerbaïdjan dont l'avenir est en jeu.

Cet enjeu territorial implique conséquemment les richesses du sol visé. Les terres conquises par les Arméniens ne possèdent pas de caractéristiques particulières, sinon la production d'un peu de coton et une agriculture de subsistance. Cependant, plus à l'est, l'Azerbaïdjan détient des réserves de pétrole parmi les plus riches du monde. Bien que cette zone ne semble pas menacée directement, on ne peut envisager ce conflit sans tenir compte de cet enjeu pétrolier, qui suscite la convoitise des puissances voisines. Le pays qui aidera l'Azerbaïdjan à mettre un terme à cette guerre coûteuse pourra éventuellement bénéficier de la rente pétrolière de Bakou. Cela n'est pas sans intéresser l'Iran, la Turquie ou la Russie, toutes puissances frontalières, ou encore certaines puissances industrielles occidentales, comme les États-Unis ou la Grande-Bretagne.

L'industrie de l'Azerbaïdjan moderne a toujours été axée sur les ressources pétrolières. Au début du siècle, l'Azerbaïdjan fournissait la moitié de la production mondiale de pétrole. Cette gloire est bien lointaine puisqu'en 1990 il ne détenait plus que 2.2% de la production totale de l'URSS. Son intérêt n'en est pas moins resté considérable car on n'exploite ces gisements qu'à 7% de leur capacité⁴⁸. Il est donc évident que les grandes pétrolières n'aspirent qu'à s'établir dans ce «Klondike caucasien». Sous la présidence d'Elchibey, un consortium pétrolier international a été chargé de la mise en exploitation des champs. Il s'agit de SOCAR et Azerineft (azerbaïdjanais), British Petroleum (britannique), TPAO (turc) et Amoco, Penzoil, McDermott et Unoval (américains)⁴⁹.

⁴⁸ Les statistiques proviennent de Michèle Kahn, «Azerbaïdjan; Repères économiques». In Ferro et Mandrillon (dir.), *op cit.*, p. 291.

⁴⁹ Sur ce point, voir Suzanne Goldenberg, *op. cit.*, pp. 77-79; «La Russie verouille le Caucase et confisque ses projet d'oléoducs». *Pétrostratégies*, no 360 (1993), cité dans Claire Mouradian (dir.), *Le Caucase des indépendances... op. cit.*, pp. 55-56 et Nur Dolay, «Instable indépendance de l'Azerbaïdjan». *Manière de voir*, no 21 (1994), pp. 84-87.

On ne saurait dissocier l'économie de la politique en Azerbaïdjan. Aliev annule tous les contrats signés par son prédécesseur et cherche à les négocier à nouveau. Il entend ainsi se servir de son principal atout, l'or noir, et espère se procurer des ressources monétaires supplémentaires. Il remet ainsi en cause l'accord signé avec la Turquie en mars 1993, concernant la création d'un oléoduc qui acheminerait le pétrole vers le port d'Iskenderun. Selon Dolay, la Russie ne cache pas son intérêt et voudrait que l'oléoduc arrive au port de Novorossisk, sur la mer Noire. Les luttes d'influence battent leur plein et Hasanov, ministre des Affaires étrangères de l'Azerbaïdjan, fait monter les enchères: «La construction de l'oléoduc ira au pays qui nous accorde le plus grand soutien dans le conflit du Haut-Karabakh»⁵⁰.

2.3.2 Enjeux pour les parties liées au conflit

2.3.2.1 Les Arméniens du Karabakh

Pour les Arméniens du Karabakh, le problème est perçu comme une question de survie. Si avant le déclenchement des hostilités, les Arméniens se plaignent de l'exploitation de leur fief par Bakou, il semble que la crainte de l'assimilation soit le déclencheur des revendications autonomistes⁵¹. Dès le premier pogrom et de la montée de tensions qui en découle, l'enjeu de la survie culturelle arménienne se transforme en une réelle angoisse de la survie physique de leur patrimoine. Après tout, l'enclave ne pèse pas bien lourd à côté du géant azerbaïdjanais, plus riche, mieux équipé et de près de sept millions d'habitants.

Suivant l'ouverture du couloir de Latchine, beaucoup de civils fuient les combats et gagnent l'Arménie. Les dirigeants karabakhis en viennent rapidement à craindre que l'enclave ne se vide de sa population⁵². L'enjeu devient l'existence même d'un peuplement arménien au Karabakh. Ainsi, le principal intérêt de ces Arméniens consiste bien évidemment dans la recherche de sécurité et ils font appel au droit à l'auto-détermination des peuples.

⁵⁰ Nur Dolay, «Instable indépendance...». *loc cit.*, p. 87.

⁵¹ Le Haut-Karabakh comptait 120 000 Arméniens, soit 96% de la population en 1920 et 140 000 (76%) en 1970. Pendant ce temps, les Azéris du Haut-Karabakh sont passés de 5000 (4%) à 40 000 (23%). Près d'une cinquantaine de villages arméniens avaient disparu faute d'habitants.

⁵² Patrick Karam et Thibaut Mourgues, *op. cit.*, p. 85.

2.3.2.2 Les Arméniens d'Arménie

Le Karabakh revêt une haute valeur symbolique pour tous les Arméniens et comporte des intérêts pour la République arménienne à la fois sur les plans externe et interne. Sur le plan externe, il faut considérer que l'Arménie représente la plus petite des républiques caucasiennes. Depuis la fin du XIX^e siècle, l'histoire arménienne se résume à de multiples pertes de territoire, à des déplacements et à une marginalisation progressive de sa population. Il en résulte une modification profonde de la démographie régionale, caractérisée par une perte de poids relative de la population de la communauté. Hormis quelques villages en Géorgie, le Haut-Karabakh représente le seul territoire hors d'Arménie où les Arméniens restent majoritaires. Le conflit du Karabakh incarne certainement la meilleure occasion de revenir sur cette histoire et d'accroître le minuscule territoire arménien. Même si l'Arménie reste officiellement hors du conflit, il ne faut pas oublier que, de 1988 à 1991, ses dirigeants prônaient ouvertement l'idée de l'union des deux territoires. Certains auteurs soutiennent que le Gouvernement arménien a abandonné cette idée dans l'unique but d'éviter d'être accusé d'expansionnisme⁵³. Bien qu'il soit difficile de vérifier si la position arménienne ne vise qu'à éviter les critiques de la communauté internationale, cette éventualité ne peut être exclue. Encore aujourd'hui, l'Azerbaïdjan accuse l'Arménie de visées expansionnistes⁵⁴. Suivant l'indépendance de l'enclave, si elle se réalise, il y a fort à parier que cette union ne saurait tarder.

Sur le plan interne, le Karabakh touche à tous les aspects de la vie en Arménie. D'abord, l'enclave constitue un symbole historique important pour toute la communauté arménienne, tant en Arménie que dans la diaspora. Les Arméniens entretiennent donc un intérêt culturel, mais également passionnel, pour ce pays de leurs ancêtres.

Le second intérêt touche la scène intérieure de l'Arménie sur le plan politique. La crise du Nagorno-Karabakh fragilise le pouvoir de Ter Petrossian. À partir de 1992, le Dachnak⁵⁵, principal parti de l'opposition en Arménie et parti qui détient *de facto* le pouvoir au Nagorno-

⁵³ Rouben Paul Adalian, «Armenia's Foreign Policy...». In Dawisha et Dawisha, *op. cit.*, p. 327.

⁵⁴ «Armenia picks Karabakh separatist as new PM». *Reuters North American Wire*, 20 mars 1997, (Lexis-Nexis).

⁵⁵ Le Dachnak, parti fondé en 1890 dans le but de protéger les Arméniens de l'Empire ottoman, domine le débat au sein de la diaspora arménienne. Ce parti nationaliste fait de la reconnaissance du «génocide» de 1915 son *leitmotiv* et est partisan de la poursuite du conflit au Karabakh et du recouvrement des terres arméniennes.

Karabakh, profite des défaites dans le Karabakh pour organiser des manifestations et exiger le départ de Ter Petrossian. «Les Dachnaks reprochent au MNA sa tiédeur et son manque d'engagement. Dans le Haut-Karabakh, ils militent pour une guerre totale, l'accroissement de l'aide matérielle [...]»⁵⁶. Le Président arménien réagit en écartant les membres du Dachnak⁵⁷, concentrant les pouvoirs entre ses mains et met en chantier une nouvelle Constitution.

C'est surtout sur les plans économique et social que l'Arménie, où plus de la moitié de la population vit sous le seuil de la pauvreté, subit les contre-coups du conflit. Le rôle de «pourvoyeur de fonds» de la riche diaspora, parmi laquelle domine le parti nationaliste Dachnak, ne peut être ignoré dans un pays qui ne peut se passer de l'aide humanitaire. Le blocus a tué l'économie de la république et cette dernière, peuplée d'un peu plus de trois millions d'âmes, doit composer avec une masse énorme de réfugiés en provenance du Karabakh ou du reste de l'Azerbaïdjan (principalement de Bakou et de Soumgaït).

Plusieurs années après les mouvements de population de 1988, le relogement des réfugiés n'était toujours pas assuré. Sur les 260 000 émigrés de 1988, plus de 100 000 n'ont toujours pas de domicile en 1992. [...] Au total, en comptant les réfugiés du Karabakh, plus de 300 000 personnes sont marginalisées⁵⁸.

Malgré ces difficultés économiques, l'Arménie accorde une large part de son budget au soutien du Karabakh et appuie l'enclave dans sa lutte et ses revendications du droit à l'autonomie.

2.3.2.3 Les Azéris

Les Azéris considèrent que le territoire karabakhi fait partie de l'Azerbaïdjan de façon intégrale. Nous avons mentionné en début de chapitre qu'ils ont également des «prétentions historiques» sur cette enclave. Or les Azéris utilisent massivement cet argument pour rejeter la légitimité des réclamations arméniennes. Ce raisonnement leur sert de justification dans leur lutte pour conserver le Karabakh et pour refuser de concéder plus qu'une autonomie culturelle aux Arméniens du Karabakh.

⁵⁶ Patrick Karam et Thibaut Mourgues, *op. cit.*, p. 39.

⁵⁷ Ter Petrossian réagit en expulsant d'Arménie le président du Dachnak. Au même moment, bien que l'Arménie ne soit pas responsable de la politique intérieure du Haut-Karabakh, Karam et Mourgues précisent que dans le Haut-Karabakh, «le gouvernement dachnak fut supplanté par un comité de défense dirigé par Robert Kotcharian, un proche de Ter Pétrossian». *Ibid.*, p. 40. Kotcharian est celui même qui fut nommé premier ministre de l'Arménie en mars 1997.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 41.

Les Azéris rejettent la position arménienne selon laquelle les Arméniens de l'enclave auraient été exploités économiquement par le Soviet d'Azerbaïdjan.

The Azerbaijanis argue that pollution and shortages in material goods, including housing, are worse in Azerbaijan proper, outside of Nagorno-Karabakh. The territory is also said to have received a larger share of the republic's budget and greater subsidies than the larger and the most populous Nakhichevan Autonomous Soviet Republic⁵⁹.

Chorbajian mentionne même que les Azéris utilisent certains arguments formels afin de contourner les «facteurs historiques et démographiques». Il rapporte qu'au moment de la formation de ces républiques, suivant un pacte entre Arméniens et Azéris, il fut décidé d'attribuer le Zangezour à l'Arménie et le Karabakh à l'Azerbaïdjan. Aujourd'hui, les Arméniens seraient perçus par les Azéris comme des opportunistes cherchant à briser cet accord implicite sans faire de concession à l'Azerbaïdjan⁶⁰.

Mentionnons que l'Azerbaïdjan est un État multi-ethnique et d'autres groupes lorgnent du côté des aspirations autonomistes. C'est notamment le cas des Leghiens, peuple à cheval sur les frontières russo-azerbaïdjanaises. La position de l'Azerbaïdjan n'a jamais changé, il soutient son droit à l'intégrité de ses frontières et au respect de sa souveraineté.

2.3.3 Enjeux et intérêts des étrangers:

2.3.3.1. La Turquie et l'Iran

Jusqu'à la fin des années quatre-vingt, l'Azerbaïdjan se développe à l'ombre de l'Empire soviétique. Il ne possède de langue commune avec aucune partie de l'empire, le monde musulman de l'Asie centrale étant de langues trop différentes. L'irruption de la *perestroïka* et l'ouverture sur le monde, en particulier sur la Turquie et l'Iran, bouleverse ses habitudes. L'Azerbaïdjan vit un important renouveau de sa conscience nationale, alimenté par ses «nouveaux voisins». Aujourd'hui, on relève trois puissances qui détiennent des intérêts particuliers en Azerbaïdjan: la Turquie, l'Iran et la Russie.

La Turquie se sent particulièrement attirée par l'Azerbaïdjan. Outre les enjeux économiques (nouveaux marchés, manne pétrolière), les Azéris parlent une langue proche du

⁵⁹ Levon Chorbajian, Patrick Donabedian et Claude Mutafian, *op. cit.*, p. 12.

⁶⁰ *Ibid.*, pp. 11-12.

turc. De toutes les langues de la famille altaïque, l'azerbaïdjanais et le turc sont celles qui se ressemblent le plus⁶¹. De plus, pour la Turquie, l'Azerbaïdjan est un passage obligatoire en vue de son ambition d'augmenter son influence en Asie centrale. Or pour tous les tenants d'une Grande Turquie, l'Azerbaïdjan serait une cible de choix ou une sorte de première étape. Finalement, l'Azerbaïdjan est peuplé en grande partie de Musulmans. La guerre contre les Arméniens, des Chrétiens, prend faussement l'allure d'un conflit religieux auquel n'est pas insensible la Turquie. Pour toutes ces raisons, le parti pris de la Turquie envers l'Azerbaïdjan est évident.

De même l'Iran se sent également attiré par l'Azerbaïdjan. Il faut mentionner que le destin des Azéris a longtemps été lié à celui de la Perse. L'Azerbaïdjan occidental lui a été enlevé suite à une conquête de l'Empire russe au XIX^e siècle. Aujourd'hui encore, il y a un plus grand nombre d'Azéris qui habitent l'Iran que dans l'Azerbaïdjan même⁶². L'influence de l'Iran est traditionnellement importante, en particulier sur les plans culturel et religieux: les Azéris sont majoritairement musulmans de rite chiite (à 70%). Par contre, les soixante-dix années de communisme ont transformé la société azerbaïdjanaise et la religion a perdu de son attrait. Bien que l'Iran serait heureux de contribuer à un regain de la foi musulmane, son principal intérêt en Azerbaïdjan reste d'y voir se stabiliser le régime afin de retrouver un environnement paisible et une stabilité à ses frontières.

2.3.3.2 La Russie

En ce qui concerne la Russie, trois séries de facteurs expliquent son intérêt dans le conflit du Karabakh: d'abord, les intérêts généraux pour l'ensemble de l'ancien espace soviétique, puis les intérêts spécifiques à la Transcaucasie et, finalement, les intérêts particuliers envers le Karabakh et l'Azerbaïdjan.

⁶¹ Voir Roland Breton, *Géographie des langues*. 3^e édition mise à jour, Paris: PUF (Coll. Que sais-je?, no 1648), 1995, pp. 104-105.

⁶² 9.5 millions d'Azéris habitent l'Iran, tandis que l'Azerbaïdjan en compte près de 6 millions. Les autres Azéris se trouvent en Russie (336 000), en Géorgie (308 000), au Kazakhstan (90 000) et en Arménie (85 000). Ces chiffres datent de 1989. Voir André Sellier et Jean Sellier, *Atlas des peuples d'Orient, Moyen-Orient, Caucase*. Paris: La Découverte, 1993, p. 171.

Pour la première catégorie, l'ancien espace soviétique, la Russie a d'abord intérêt à ce qu'il y soit maintenue une structure qui se rapproche de l'URSS: la CEI. Notons certains facteurs économiques, géopolitiques et culturels, tels que le maintien du réseau d'exploitation et de distribution de la production⁶³, le contrôle d'un grand marché⁶⁴, le maintien des plans et des stratégies de défense commune⁶⁵, le maintien d'une zone tampon entre la sacro-sainte Russie et «l'extérieur hostile» et l'habitude d'avoir un vaste territoire couvrant les deux tiers de l'Asie. Certains éminents spécialistes de la politique étrangère précisent que la Russie doit tenir compte de la menace du fondamentalisme islamique en Asie centrale⁶⁶. De plus, suite au brassage de population du temps de l'Union soviétique, toutes les anciennes républiques comptent d'importantes minorités, dont une minorité russe. Lepingwell précise que cette dernière à elle seule représentait 25 millions de personnes en 1991. «[...] there is a strong ethnic dimension to Russian interests, with an estimated 25 million Russians or Russian-speakers living outside its borders in the newly independent states»⁶⁷.

Ces mêmes intérêts prennent une coloration particulière en Transcaucasie où les questions de sécurité sont des sujets sensibles. La Russie perçoit l'Iran et la Turquie comme des menaces islamiques ou militaires potentielles. L'Iran est suspecté de chercher à devenir un État nucléaire et la Turquie est toujours considérée comme la représentante de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) la plus rapprochée. Si la Russie continue à considérer les anciennes républiques soviétiques de sa périphérie comme faisant partie intégrante de son système de sécurité, les États de la Transcaucasie forment alors la «première ligne de défense» contre ces menaces turque et iranienne⁶⁸. Notons que cet espace géographique a longtemps été

⁶³Au sein de l'Union soviétique, l'Azerbaïdjan détenait deux monopoles: les climatiseurs à Bakou et les produits soufrés à Soumgait. Bien que le système des monopoles soit tombé avec l'Empire soviétique, il n'en reste pas moins une certaine expertise en Azerbaïdjan. L'Arménie, pour sa part, ne s'était vu attribuer aucun monopole.

⁶⁴ La conquête de nouveaux marchés intéresse évidemment l'Iran et la Turquie. Par conséquent, l'intérêt de la Russie consiste à éviter de perdre un marché qui lui était traditionnellement exclusif.

⁶⁵ La Russie montre clairement son intérêt dans le traité de sécurité collective signé en fin 1992 (auquel adhéra l'Arménie, mais pas l'Azerbaïdjan).

⁶⁶ Henry Kissinger, *Diplomacy*. New York et al.: Simon & Schuster, 1994, p. 816.

⁶⁷ John W. R. Lepingwell, «The Russian Military and Security Policy in the 'Near Abroad'». *Survival*, vol. 36, no 3, p. 71.

⁶⁸ Elizabeth Fuller, *Russian Strategy in the Transcaucasus since the Demise of the USSR*. Cologne: Bundesinstitut für ostwissenschaftliche und internationale Studien, 1994, pp. 7-8.

considéré comme les «marches de la Russie»⁶⁹. Puisqu'un escalier s'emprunte dans les deux sens, ces «marches» sont aussi celles par lesquelles la Russie a accès au Moyen-orient. «[...] the Caucasus remains strategically important to Russia as its best access to the Middle East»⁷⁰.

De plus, la Russie a intérêt à ce que les tendances séparatistes, particulièrement nombreuses en Transcaucasie, soient endiguées. Elle cherche à éviter de dangereux précédents, qui pourraient encourager des mouvements séparatistes analogues à l'intérieur de sa propre fédération⁷¹.

En ce qui concerne le Karabakh même, la Russie n'y a que peu «d'intérêts stratégiques». Par contre, elle s'intéresse au conflit qui y a cours suivant sa diligence à promouvoir la recomposition de l'URSS en une CEI. Elle a intérêt à ce que le processus de décolonisation, débuté en 1991, soit renversé⁷². Dans la perspective russe, avant l'automne 1993, le conflit implique une déstabilisation de l'État azerbaïdjanais. Ce dernier ne faisait pas partie de la CEI et pratiquait une politique détournée de Moscou. Après 1993, et jusqu'à ce jour, l'Azerbaïdjan représente toujours le seul État de la CEI à ne pas avoir de troupes russes sur son sol. Urjewicz précise que si la Russie semble appuyer les Arméniens un temps, il ne s'agit pas de «défendre une juste cause». Elle chercherait plutôt à «affaiblir l'Azerbaïdjan». Moscou chercherait ainsi à «donner un sérieux coup de frein au processus de prise d'autonomie ou d'indépendance de l'Azerbaïdjan»⁷³. Les circonstances feront peut-être en sorte que la Russie puisse envoyer des troupes pour séparer les parties liées au conflit, mais l'Azerbaïdjan s'y oppose. Si ce premier pas était accompli, il serait désormais difficile de reculer.

Les implications de la Russie dans le conflit sont tout aussi multiples et variées que ces objectifs. Ce sujet constitue même le cœur du prochain chapitre. Par ailleurs, une des tâches sur laquelle s'est concentrée la Russie a été de restreindre et de limiter l'implication d'autres tiers afin de conserver sa prédominance.

⁶⁹ Charles Urjewicz, «Le Kriegspiel caucasien», *loc. cit.*, p. 119.

⁷⁰ Renée de Nevers, *Russia's Strategic Renovation: Russian Security Strategies and Foreign Policy in the Post-Imperial Era.* Oxford et al.: International Institute for Strategic Studies, Oxford University Press (Adelphi papers, no 289), 1994, p. 56.

⁷¹ Elizabeth Fuller, *Russian Strategy in the Transcaucasus...*, *op. cit.*, pp. 8-9.

⁷² *Ibid.*

⁷³ Charles Urjewicz, «Le Kriegspiel caucasien», *loc. cit.*, p. 118.

2.3.3.3 Prédominance de la Russie

Après ce premier survol des intervenants étrangers les plus probables, nous ne pouvons constater que la multitude des intérêts mis en cause. À l'instar de l'argument d'Hassanov où seul l'État qui réussira à aider l'Azerbaïdjan à gagner cette guerre serait privilégié par les retombées de la manne pétrolière, on perçoit aisément les immenses tractations en coulisse et les luttes d'influence que se livrent ces États.

D'un premier abord, il semble que seule la Russie y exerce une influence décisive. Cette prédominance de la Russie s'explique par trois éléments: la proximité du champ de bataille, la peur des autres États de confronter la Russie sur cette épineuse question et un contexte particulier qui ne favorise pas les rivaux potentiels de la Russie.

2.3.3.3.1 Proximité du champ de bataille

La proximité du champ de bataille, combinée à l'importance des enjeux, constitue un élément capital dans la décision de participer à un conflit. La possibilité et l'intérêt de s'y impliquer augmentent avec l'importance des enjeux et sont inversement proportionnels à la distance. Ainsi, bien que les États-Unis ou la Grande-Bretagne aient des intérêts économiques en Azerbaïdjan, ils souffrent de cet «effet d'éloignement». Ils n'ont pas d'accès direct à ces lieux. De plus, l'Azerbaïdjan n'est pas le Koweït. Le facteur économique y est manifestement de moindre importance.

D'autres pays comme la Turquie et l'Iran, n'ont pas ce problème d'éloignement. Leur capacité d'intervention s'en trouve avantagée par rapport à celles des puissances occidentales et il en va de même pour la Russie.

2.3.3.3.2 Peur de confronter la Russie

La somme des «intérêts russes mis en cause» revêt une telle importance qu'il semble évident que la Russie ne laissera jamais tomber le Caucase. La Russie déclare ouvertement qu'elle y a des intérêts vitaux et qu'elle ne saurait abandonner cette région. On n'a qu'à se rappeler les déclarations des dirigeants moscovites insistant pour conserver le leadership dans le territoire de l'ancienne Union soviétique. Boniface mentionne une «sorte de *deal*» entre

Moscou et Washington, mettant en valeur une «version russe de la Doctrine Monroe»⁷⁴. Ainsi, la Russie n'a pas renoncé à son empire et n'a jamais caché son intention de rester le maître de la région. Il est légitime de se demander jusqu'où Moscou est prête à aller.

Connaissant les intérêts russes dans ce conflit, l'Iran ou la Turquie hésitent à s'y impliquer à leur tour. Toutes actions en ce sens les placeraient en position de compétition directe avec Moscou. La Russie reste une puissance militaire majeure et un acteur incontournable dans la stabilité tant régionale qu'internationale. Selon les données officielles du ministère de la Défense, les Forces armées russes étaient composées de 2,341 millions de soldats au mois de janvier 1994⁷⁵. Cependant, on peut soutenir que la force de cette armée ne se calcule pas uniquement en hommes et qu'elle est aux prises avec d'énormes difficultés financières, rendant inefficace l'application de la doctrine militaire russe et banalisant la puissance relative de l'Armée russe. En ce sens, Mandeville affirme qu'on aurait tort «de sous-estimer les dangers inhérents à cette dérive [problèmes budgétaires de l'institution militaire] des missions de l'armée»⁷⁶. Nous soutenons l'argument de cette auteure, selon lequel cette «dérive» laisse craindre le pire quant aux possibilités de rébellions en Russie même. Cet argument n'a toutefois que peu de poids dans le contexte régional et il est illusoire de croire que la Turquie ou l'Iran seraient prêts à affronter l'Armée russe, aussi lamentable soit-elle. Vouloir se mesurer à la Russie relève de l'instinct suicidaire, la Tchétchénie servant de modèle en la matière. Il semble que la Russie ait cherché à faire de cette aventure un traitement exemplaire. Ce qui n'était qu'une menace à «l'ordre russe» a conduit à ce sanglant épisode.

L'intervention armée en Tchétchénie a été inutilement brutale, maladroitement organisée, scandaleusement coûteuse en vies humaines, catastrophique quant à ses répercussions politiques: tous ces jugements ne sont vrais que si l'on se situe du point de vue d'un l'État organisé, aux pouvoirs établis, et obéissant à une logique cohérente avec les institutions qu'il respecte. Ils cessent d'être pertinents dès que l'on sort de ce cadre. Pour des acteurs qui veulent modeler à leur guise le champ politique, la brutalité même de l'intervention, l'apparent dédain pour les

⁷⁴ Pascal Boniface, «Une doctrine Monroe pour la Russie». *Relations internationales et stratégiques*, no 13 (1994), p. 58.

⁷⁵ Laure Mandeville, *L'armée russe; La puissance en haillons*. Paris: Presses universitaires, 1994. p. 177. Cette auteure précise que ce chiffre officiel est mis en doute par certains observateurs occidentaux, vu l'ampleur du refus de la conscription. Les prévisions varient de un à deux millions d'hommes. De même, les chiffres annoncés par les responsables militaires eux-mêmes connaissent de fortes variations. *Ibid.*

⁷⁶ *Ibid.*, pp. 187-196. Citation: p. 195.

pertes humaines deviennent autant de messages envoyés à des adversaires potentiels⁷⁷.

La Russie est donc prête à tout pour conserver sa mainmise sur ce qu'elle considère être son domaine particulier, ce qui comprend le Caucase et les États arménien et azerbaïdjanais. Outre ces généralités, le retrait des «candidatures» turque et iranienne sont aussi fonction d'un contexte qui leur est propre.

2.3.3.3 Contexte particulier à la Turquie

Depuis peu, la Turquie a retrouvé un poids relatif dans l'échiquier international.

Les Turcs éprouvent un sentiment de fierté devant leur nouvelle primauté internationale: ils apprécient leur situation de puissance régionale dominante au Caucase, en Asie centrale et dans le Golfe persique, ils pensent que leurs (sic) pays a retrouvé aux yeux de l'Occident, l'importance stratégique qu'il avait perdue avec la fin de la guerre froide et le déclin de l'OTAN. [...] jamais la situation de la Turquie n'a été meilleure au cours de ses soixante-dix années d'histoire moderne⁷⁸.

Cette puissance montante fait tout pour accroître son prestige international et cherche à devenir le nouveau gendarme régional. Sans nécessairement vouloir imposer une *pax turca*, ce qui dépasse largement ses moyens, elle cherche à développer des liens économiques étroits avec l'ensemble des pays de langue s'apparentant au turc et, en particulier, avec l'Azerbaïdjan. Elle se pose désormais en exportatrice culturelle et médiatique vers l'Azerbaïdjan. Comme le précise Urjewicz: «la Turquie exerce une fascination sur les Azéris par la venue d'une nouvelle musique, le modèle de consommation, la modernité [...]»⁷⁹.

Certains auteurs situent ce phénomène dans la résurgence des nationalismes et n'hésitent pas à parler de renouveau du panturquisme⁸⁰. Nadein-Raevsky affirme que le conflit

⁷⁷ Jacques Sapir, *Le chaos russe; Désordres économiques, conflits politiques, décomposition militaire*. Paris: Éditions la Découverte, 1996, p. 282.

⁷⁸ Morton I. Abramowitz, «La recomposition régionale; Turquie: la puissance montante». In Mouradian (dir.), *Le Caucase des indépendances...*, op. cit., p. 42.

⁷⁹ Charles Urjewicz, «Azerbaïdjan». In Ferro et Mandrillon (dir.), op. cit., p. 290.

⁸⁰ Le panturquisme est cette philosophie du début du siècle qui proposait l'union de tous les peuples d'origine turque, ce qui équivaut à la moitié du continent eurasiatique. À propos du panturquisme, Nadein-Raevsky précise: «When one reviews Turkish publications concerning 'Turks in the world' one may surely come to the conclusion that one half of the world is inhabited by Turks whose only dream is to unite all of the Turkish nation in one state.» Viktor Nadein-Raevsky, «Turkophone Peoples in the Historic Path of Russia». *The*

du Karabakh alimente cette philosophie. «During the Karabakh conflict and especially in the process of the general collapse of the Soviet Union, the Panturkist ideal received a new strong impulse. Modern Turkic nationalists in their majority reflect the historic tradition»⁸¹.

La guerre du Karabakh place la Turquie dans une situation délicate. En effet, la proximité culturelle des Azéris et des Turcs suffit pour que les Arméniens associent ces deux nationalités à un seul groupe. La violence du conflit rappelle aux Arméniens le génocide de 1915 et réveille leur haine des Turcs. «Ce conflit, qui a débuté en 1988, a réveillé les vieux sentiments suscités par les massacres massifs d'Arméniens au cours de la Première Guerre mondiale»⁸². Il est même fréquent d'entendre des Arméniens dire que c'est aux Turcs qu'ils font la guerre.

Cette question indispose grandement Ankara, car elle lui coupe l'herbe sous le pied. Sa marge de manœuvre vis-à-vis du conflit est pratiquement inexistante. Appuyer les Azéris ne ferait que confirmer son parti pris naturel et exacerber la situation, tandis qu'appuyer l'Arménie équivaldrait à abandonner ses «cousins caucasiens» et impliquerait la perte d'une partie de son influence régionale. Ces quelques lignes d'Abramowitz rendent bien compte de la difficulté de la Turquie:

[Le génocide] est une question que le gouvernement turc voudrait bien voir enterrée; il craint que le conflit du Karabakh ne soit perçu comme une guerre entre chrétiens et musulmans et qu'il ne trouble ses relations avec la France et les États-Unis, où les communautés arméniennes sont politiquement influentes. Il craint aussi que le litige n'alimente l'hostilité de la Russie, allié traditionnel des Arméniens⁸³.

Dans ce cas, le *statu quo* semble la meilleure solution et c'est ce que vise la politique officielle turque. En pratique, toutefois, la Turquie ne peut s'empêcher d'apporter une aide d'appoint à son allié caucasien traditionnel.

Lorsque l'Arménie a tenté de créer des relations diplomatiques avec elle, la Turquie a refusé. Aujourd'hui encore, l'Arménie est la seule ancienne république soviétique à ne pas avoir d'ambassade à Ankara. De plus, après avoir permis de façon intermittente l'aide humanitaire internationale en direction de l'Arménie durant l'hiver 1992-1993, Ankara a refusé

Southeast European Yearbook 1992, (1993), p. 227.

⁸¹ *Ibid.*, p. 229.

⁸² Morton I. Abramowitz, «La recomposition...». In Mouradian (dir.), *op. cit.*, pp. 44-45.

⁸³ *Ibid.*, p. 45.

de se prêter à cet exercice à l'hiver 1993-1994. Finalement, la Turquie a pratiqué un blocus économique pour appuyer celui qui était déjà pratiqué par l'Azerbaïdjan.

Ces actions turques constituent clairement des actions hostiles envers l'Arménie et appuient l'Azerbaïdjan dans sa lutte. Toutefois, son désir d'intégrer l'Union européenne (UE) lui lie les mains. La Turquie s'est fait refuser l'accès à l'UE à maintes reprises, suivant ses mauvais résultats au test des droits humains. Une intervention turque directe dans le conflit créerait des tensions que la Turquie veut bien éviter pour maintenir ses relations avec l'ouest. La conséquence de ce contexte est l'implication indirecte d'une Turquie qui a toujours nié toute participation de ses troupes dans le conflit, même si elle sait, selon Chorbajian, que «certains généraux turcs à la retraite ont pu aller en Azerbaïdjan de leur propre initiative»⁸⁴.

Chorbajian précise que la Russie réussit à limiter l'implication de la Turquie à un plus haut niveau. «Whenever Turkey has spoken of employing military action to discipline Armenia, for example, Russia has made it clear that this would be viewed as unacceptable aggression on Turkey's part, and Turkey has backed down»⁸⁵. Ce commentaire est tout a fait justifié si l'on tient compte de cette déclaration de Tchernichev, ambassadeur russe à Ankara:

Certaines personnes ici croient que ces Républiques [du Caucase, particulièrement l'Azerbaïdjan] sont une région placée sous la suzeraineté de la Turquie, disait-il. Elles pensent que la Turquie doit combler un vide là-bas. Ce sont des points de vue indésirables. Il n'est pas question de vide. La Russie y a de très grands intérêts historiques, économiques et politiques⁸⁶.

Sur le plan des relations bilatérales entre Ankara et Moscou, le conflit du Karabakh a eu de larges répercussions: «Relatively cordial relations in 1992, which saw the signing of a major treaty on friendship and cooperation, deteriorated in the spring of 1993 as both sides accused the other of military involvement in the Karabakh conflict»⁸⁷.

Pour conclure, nous appuyons la thèse de Chorbajian selon laquelle la Turquie a beau jouer un rôle important, elle sera toujours condamnée à être un élément secondaire dans le conflit du Karabakh. «On the matter of Nagorno-Karabagh, Turkey is and will remain an important player, but one of secondary rank compared to Russia»⁸⁸.

⁸⁴ Levon Chorbajian, Patrick Donabedian et Claude Mutafian, *op. cit.*, p. 33.

⁸⁵ *Ibid.*, pp. 32-33.

⁸⁶ Nur Dolay, «Instable indépendance...». *loc. cit.*, p. 86.

⁸⁷ Elizabeth Fuller, *Russian Strategy in the Transcaucasus...*, *op. cit.*, p. 8.

⁸⁸ Levon Chorbajian, Patrick Donabedian, Claude Mutafian, *op. cit.*, p. 34.

2.3.3.4 Contexte particulier à l'Iran

L'Iran pourrait tenter d'exporter sa révolution, mais la Russie n'est pas intéressée à voir s'étendre l'État islamique. Elle a suffisamment de problèmes avec ses minorités musulmanes. Craignant de détériorer ses relations avec Moscou, l'Iran préfère adopter une position neutre.

Étrangement, le danger est bien plus grand que l'Azerbaïdjan occidental déstabilise l'État iranien, plutôt que l'inverse. Cette instabilité provient de deux sources: une involontaire et une volontaire. De façon involontaire, il faut considérer les dizaines de milliers de réfugiés azéris qui, poussés par les conquêtes arméniennes de 1993, ont traversé la frontière iranienne et ont trouvé refuge dans le pays perse. Les Iraniens considèrent alarmant cet afflux massif de réfugiés et ont intérêt à ce que les combats arrêtent.

Le mode volontaire d'instabilisation provient de certains groupes azerbaïdjanais qui proposent une union de tous les Azéris. «The nationalists of Azerbaijan's Popular Front [...] called for the reunification of the so-called "Northern" and "Southern" Azerbaijan»⁸⁹. Cette union éventuelle ne se ferait certainement pas au profit de l'Iran, mais bien au détriment de celui-ci: «Although not clearly spoken, it is clear that in talking about unification the Soviet Azerbaijanis see themselves as the leader and the senior partner in a united Azerbaijan»⁹⁰. Si on tient compte que la partie orientale de l'Azerbaïdjan va jusqu'au centre de l'Iran (un tiers de son territoire), il est normal que ce dernier s'inquiète⁹¹.

Hormis ces observations qui démontrent le manque de volonté iranien d'appuyer le nationalisme azerbaïdjanais, l'Iran est aux prises avec une difficulté d'intervenir hors de son territoire.

Dramatiquement appauvri à la suite de la révolution islamique et de huit ans de guerre avec l'Irak, isolé sur la scène internationale et prisonnier d'un carcan idéologique qui entrave ses mouvements, ce pays [Iran] semble incapable de tirer le meilleur profit de la formidable transformation géopolitique qui s'opère sous ses yeux⁹².

⁸⁹ Shireen Hunter, «Azerbaijan: search for identity and new partners». In Ian Bremmer et Ray Taras (dir.), *Nations and Politics in the Soviet Successor States*. Cambridge, Mass.: Cambridge University Press, 1993, p. 228.

⁹⁰ *Ibid.*, p. 232.

⁹¹ *Ibid.*, p. 228.

⁹² Mohammad-Reza Djalili, «L'Iran et la Transcaucasie». In Djalili (dir.), *op. cit.*, p. 50.

Suivant ces considérations, il semble que la Russie est le seul acteur à avoir le champ libre pour ses actions au Caucase. Tant l'Iran que la Turquie assistent, impuissants, au spectacle qui s'offre sous leurs yeux. Les puissances plus lointaines ne semblent pas avoir la volonté politique de s'impliquer dans ce *kriegspiel* caucasien. Au Nagorno-Karabakh, la Russie peut donc souffler le chaud et le froid si elle en a envie.

2.4 Configuration du conflit

Dans le document *Analyse comparative des conflits*, Legault construit et présente une «typologie des conflits». À partir de différentes variables, il cherche à présenter d'une manière graphique la configuration qu'ils peuvent revêtir. Ces variables sont les suivantes: 1- la structure du noyau du conflit (conflits internes, interétatiques contigus et interétatiques non-contigus) et 2- la polarisation par la participation d'acteurs externes (simple, monopolarisé, bipolarisé)⁹³. Ainsi, les conflits n'ont pas la même dynamique selon qu'ils sont internes, internes avec participation externe, interétatiques avec participation externe etc.

En principe, l'application de ce cadre d'analyse est un jeu d'enfant. Il suffit d'identifier les parties liées au conflit ainsi que leur interaction afin de déterminer la morphologie ou la «configuration». Le conflit arméno-azerbaïdjanais cause toutefois problème, car le nombre d'acteurs et leur interaction changent continuellement. Pour simplifier les choses, nous immobilisons le conflit en 1994, au moment de la signature du cessez-le-feu.

Pour dessiner la morphologie du conflit nous devons prendre en compte la position de tous les acteurs. Nous avons déjà identifié les protagonistes comme étant les Arméniens du Karabakh, les Arméniens de l'Arménie et les Azerbaïdjanais. Ces acteurs forment le noyau de la structure. Étant donné que le Karabakh n'a aucune reconnaissance internationale (aucune organisation internationale ni aucun État, pas même l'Arménie, n'ont reconnu son indépendance), nous situons l'enclave au cœur de l'Azerbaïdjan.

La question de la participation de l'Arménie au conflit est une question sensible. Officiellement, l'Arménie n'est pas impliquée dans le conflit du Karabakh. Elle considère qu'il s'agit de troubles internes à l'Azerbaïdjan, dans lesquels elle n'a pas à se mêler, bien qu'elle soit sympathique à la cause des indépendantistes. Comme le mentionne Chorbajian, «The

⁹³ Albert Legault, *Analyse comparative des conflits*. Sillery: Centre québécois des relations internationales (Notes de recherche, no 2), 1971, pp. 1-11.

Republic of Armenia has waived any territorial claim to Karabakh, and the Armenian government professes a policy of non-engagement in the conflict between Azerbaijan and Armenians of Nagorno-Karabakh»⁹⁴. Cet auteur précise toutefois que l'Arménie est «non-engagée» en ce qu'elle n'a pas de forces armées qui se battent au Karabakh ou dans les autres théâtres d'opérations de l'est ou du sud de l'Azerbaïdjan. Elle reste néanmoins une source humaine et technique importante d'approvisionnements. «[...] Armenia has been, however, a source of food, fuel, medical personnel and supplies, and volunteer fighters»⁹⁵.

De jure l'Arménie ne reconnaît pas son état de belligérance, *de facto* elle est en guerre. Le seul fait que l'Azerbaïdjan la considère comme étant son opposante la pousse dans cette situation. Des villes et des villages arméniens ont été bombardés par les Azéris tout au long de leur frontière commune⁹⁶ et vice versa⁹⁷. De plus, le haut niveau d'occurrences entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, la continuité territoriale nouvelle entre l'enclave et l'Arménie, le nombre élevé de «volontaires arméniens» combattant aux côtés des milices karabakhies⁹⁸, l'économie de guerre en Arménie et le blocus économique que pratique l'Azerbaïdjan sont autant de facteurs qui nous incitent à parler de conflit interétatique entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan plutôt que de guerre civile azerbaïdjanaise. Qui plus est, l'Arménie participe directement aux négociations de paix.

Alieva précise que le Parlement arménien de 1990-1995 avait douze députés provenant du Nagorno-Karabakh et qu'il avait voté un décret qui rejetait tous les actes juridiques qui reconnaissent le Karabakh en tant que région de l'Azerbaïdjan⁹⁹. Selon cette auteure, suivant un document envoyé au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU),

⁹⁴ Levon Chorbajian, Patrick Donabedian et Claude Mutaïan, *op. cit.*, p. 2.

⁹⁵ *Ibid.* p. 3. Chorbajian précise huit raisons pour tenir compte de l'Arménie dans le calcul des armements du Karabakh. Parmi ces raisons, il mentionne que c'est en réponse à des protestations des Arméniens du Karabakh que le gouvernement de Ter Petrossian a vu le jour; qu'en plus de fournir des vivres et du matériel, l'Arménie a servi de sauf-conduit pour le transfert des armes russes à destination du Karabakh; que les Arméniens voient l'histoire du Karabakh comme un épisode de la longue histoire de pertes humaines et territoriales arméniennes au cours du XXe siècle; qu'une forte opposition rejette la position du gouvernement de Ter Petrossian et veut que l'Arménie soit impliquée davantage etc. *Ibid.*, pp. 13-14, notre traduction.

⁹⁶ *Ibid.*

⁹⁷ Leila Alieva, «The Institutions, Orientations, and Conduct of Foreign Policy in Post-Soviet Azerbaijan». In Dawisha et Dawisha (dir.), *op. cit.*, p. 293.

⁹⁸ Pascal Boniface (dir.), *L'Année stratégique 1994; les équilibres militaires*. Paris: Institut de Relations Internationales et Stratégiques, 1994, p. 281.

⁹⁹ Leila Alieva, «The Institutions...». In Dawisha et Dawisha, *op. cit.*, p. 293.

l'Azerbaïdjan a même fait la preuve de l'implication armée de l'Arménie: «Despite the Armenian government's denial of participation in the conflict [...] the Azerbaijani side produce evidence to the contrary: captured soldiers with orders for occupation of the Kelbajar region signed by the chief of staff of the military forces of Armenia [...]»¹⁰⁰. Il existe d'autres sources documentées pour soutenir que l'Arménie sort du cadre légal et fournit du matériel militaire à Stepanakert. «Illegal arms transfers from Armenia to Nagorno Karabakh take place along three major access routes: Dilijan to Kelbajar in the northern sector; Megri to Zangelan in the south; and Sisian to Shusha in the central sector [...]»¹⁰¹.

Nous adoptons donc la position selon laquelle l'Arménie constitue un belligérant dans ce conflit et devient l'un des deux protagonistes, l'autre étant bien entendu l'Azerbaïdjan. Pour appuyer cette thèse, nous nous en remettons à Karam et à Mourgues:

[...] l'Arménie fournit une aide militaire incontestable, bien que niée officiellement. Sur les cent vingt chars hérités par l'Arménie de la retraite des forces ex-soviétiques, une trentaine furent envoyés dans le Haut-Karabakh. Et le couloir humanitaire aida aussi à la logistique militaire. Il y a donc loin entre la neutralité affichée par Erevan et sa participation à l'effort militaire du Haut-Karabakh¹⁰².

Pour ce qui est de la participation externe, la section 2.3.3 suggère d'éliminer tous les acteurs externes potentiels, excepté la Russie. Bien sûr que la Turquie donne un peu de matériel militaire aux Azéris et quelques «officiers retraités» turcs sont dépêchés sur place pour donner des formations. Il semble toutefois que seule la Russie ait joué un rôle réellement actif. De toute façon, Moscou ne serait pas prête à laisser ses concurrentes prendre trop de place en Transcaucasie.

2.5 CONCLUSION

Suivant la description des origines et de l'évolution du conflit du Haut-Karabakh, nous avons pu observer que deux conflits se déroulent simultanément, soit l'évolution du conflit même et les rapides changements de tête dans le gouvernement azéri. Il va sans dire que la politique interne azerbaïdjanaise vit au rythme de ce conflit. La Russie n'est pas étrangère au

¹⁰⁰ *Ibid.*

¹⁰¹ Tony Banks, «Azeris want new look at Tashkent accord». *Jane's Defence Weekly*, vol. 26, no 25, (1996), (Lexis-Nexis).

¹⁰² Patrick Karam et Thibaut Mourgues, *op. cit.*, p. 93.

développement de ces événements, mais le rôle précis qu'elle a joué reste toutefois à démontrer. La particularité de cette présentation tient au découpage de ce conflit en deux crises majeures et distinctes: la crise arméno-soviétique et la crise arméno-azerbaïdjanaise. Nous avons ensuite résumé les deux tangentes du conflit, grâce à l'utilisation du «découpage séquentiel en phases». Les Arméniens ont été identifiés comme les *challengers* et les Azéris comme les initiateurs de la violence armée.

Par la suite, nous avons pris en considération les différents enjeux reliés au conflit. Il a été démontré que chacun des acteurs ont leurs intérêts propres: les Arméniens du Karabakh cherchent à se libérer de l'autorité azerbaïdjanaise et prônent le droit à l'autodétermination; les Arméniens d'Arménie appuient leurs cousins-voisins dans leur lutte émancipatrice et les Azéris revendiquent le respect de l'intégralité frontalière. De plus, nous avons constaté que certains acteurs externes (l'Iran, la Turquie et la Russie) ont également leurs intérêts à défendre. Parmi ces intervenants potentiels, il a été précisé que la Russie constitue la seule véritable puissance externe capable d'intervenir dans le conflit ou susceptible de le faire. Bien que l'Iran et la Turquie jouent également un rôle, ils laissent le terrain libre à la Russie. En ces termes, le poids de la Russie n'est que relatif et nous n'en avons toujours pas mesuré la magnitude. Le rôle et l'influence qu'a joué la puissance eurasienne russe sera l'objet du prochain chapitre. Pour terminer, suivant une typologie de la configuration des conflits, nous avons dessiné la morphologie du conflit du Karabakh, au moment de la signature du cessez-le-feu de 1994, comme étant un «conflit interétatique contigu monopolarisé».

CHAPITRE III

LA RUSSIE ET LE PROCESSUS CONFLICTUEL

Je n'ai aucune envie de rouvrir d'anciennes hostilités; mais on ne peut éviter la vérité, et la vérité c'est que la passivité sert toujours les intérêts du statu quo, de ceux qui sont déjà au sommet [...] Si la résistance est inutile, ceux à qui on aurait pu résister deviennent tout-puissants.

(Salman Rushdie, 1993)¹

3.1 Introduction

Le présent chapitre, qui traite des diverses formes d'influence russe sur la structure antagoniste du conflit, se divise en trois parties. Dans un premier temps, nous verrons l'évolution de la structure antagoniste à proprement parler. Il sera notamment question des différentes stratégies utilisées par les parties ainsi que de leurs objectifs selon l'évolution du conflit sur le terrain. Suivant le cessez-le-feu de 1994, l'évolution de la structure se perçoit chez chacune des parties dans la constitution de leur arsenal et dans leurs rapports aux principes de démocratie. Nous analyserons successivement chacun de ces éléments, pour ensuite présenter l'état de la structure antagoniste à la lumière de notre grille d'analyse.

Dans un deuxième temps, nous chercherons à décrire le rôle de la Russie dans l'évolution de cette structure. La participation de la Russie à la structure antagoniste est

¹ Salman Rushdie, *Patries imaginaires; Essais et critiques 1981/1991*. Traduit de l'anglais par Aline Chatelin. Paris: Christian Bourgois Éditeur, 1993, p. 108. [éd. originale 1991].

multiforme. Nous avons choisi de regrouper les éléments de cette participation sous deux aspects plus ou moins directs: 1- l'intervention militaire et 2- la vente d'armes et le support économique. Nous devons toutefois préciser que cette seconde forme d'intervention ne fait pas de la Russie «un des belligérants». Si elle vend des armes et permet aux opposants de se battre, sa relation au conflit est d'une toute autre nature que si elle envoie ses propres soldats. Une telle participation «indirecte» ne vise pas nécessairement à influencer le conflit; elle a néanmoins des répercussions sur les parties qui y sont impliquées. L'approvisionnement et l'utilisation des armes appartiennent au processus conflictuel, tout comme le désarmement et la démobilisation appartiennent au processus coopératif. Ainsi, une analyse du rôle de la Russie dans l'évolution de la structure antagoniste implique que nous établissions l'ampleur des interventions, directes et indirectes, ainsi que leurs influences dans l'évolution de cette structure.

Pour conclure, nous mettrons en rapport ces divers éléments pour déterminer la part de la Russie dans l'état de la structure antagoniste, ainsi que dans son évolution. Ceci permettra de constater si la Russie agit en faveur de la régression, du maintien ou du dépassement du *statu quo* de la structure antagoniste.

3.2 Structure antagoniste

3.2.1 Évolution des stratégies militaires des protagonistes

La plupart des analystes expliquent que de 1988 à 1992, les Azéris ont principalement deux stratégies dans le conflit qui les oppose aux Arméniens du Karabakh. En premier lieu, ils imposent un blocus économique à l'Arménie, associant cet État voisin aux rebelles karabakhs. En second lieu, ils tentent de rétablir leur domination sur le Nagorno-Karabakh par des moyens militaires. Masih retient un troisième objectif dans la stratégie azérie. Cet objectif, jamais formulé publiquement, consiste à s'emparer d'une portion de territoire au sud de l'Arménie, le Zanguezour, afin d'établir un lien terrestre entre l'Azerbaïdjan et leur province occidentale (le Nakhitchevan) ainsi qu'avec la Turquie². Durant toute cette période, il est clair que l'Azerbaïdjan favorise une régression du *statu quo*, recherchant une victoire militaire au différend qui l'oppose à sa minorité arménienne. Le régime réprime durement les indépendantistes et véhicule une propagande anti-arménienne (voir chapitre 2). Il est également

² Voir Joseph Masih, «Military Strategy in Nagorno-Karabakh». *Jane's Intelligence Review*, vol. 6, no 4, pp. 160 et s., (Lexis-Nexis).

perceptible que cette stratégie incite l'Arménie à s'impliquer dans le conflit. Tout semble indiquer que l'Azerbaïdjan préfère la guerre à la paix.

Pendant ce temps, les Arméniens de l'enclave louchaient entre le maintien et la régression du *statu quo*. Dans leurs déclarations, ils affirment être prêts à accepter les cessez-le-feu proposés tout en restant totalement intransigeants dans leur recherche d'indépendance et en véhiculant de leur côté une propagande anti-azérie. Les stratégies arméniennes sont motivées par des impératifs de sécurité, telle la création d'un corridor vers l'Arménie indispensable à leur survie. Ce but se réalise au printemps 1992 lorsqu'ils prennent la ville azérie de Latchine.

Lors de ce tournant du conflit, l'autorité karabakhie accentue clairement sa position en faveur d'une régression du *statu quo*. Suivant la crise de l'été 1992, où les Azéris ont quelques succès à Mardakert, 20 000 réfugiés refluent sur la capitale et l'état d'urgence est alors proclamé. Le Parlement remet les pleins pouvoirs à Robert Kotcharian, proche des dirigeants d'Erevan, désigné président d'un Comité d'État de la Défense³. Cette structure militaire et autoritaire réintroduit le contrôle des prix et suspend la liberté de presse. Ter Minassian rapporte une série de mesures décrétées par ce Comité: «Création d'une Armée Nationale, avec uniformes, commandement unifié, discipline et code militaires. Intégration des milices et mobilisation de tous les hommes valides de 18 à 45 ans sans aucune dispense. Suspension des libertés démocratiques [...]»⁴.

À l'automne 1992, tous les analystes s'attendaient à ce que les forces du Karabakh, nouvellement réorganisées, cherchent à reprendre leurs territoires à l'intérieur des frontières du Nagorno-Karabakh et à défendre le corridor de Latchine à cause de son caractère de «ligne de survie». Cependant, plutôt que de pousser l'offensive dans cette région, les Arméniens attaquent et vainquent les troupes azéries de la région de Kelbadjar, au nord de Latchine. Selon Masih, cette stratégie évite aux Karabakhis de revenir à leur position initiale, car la reprise de Mardakert les aurait replongés dans de basses terres, toujours menacées par l'artillerie azérie⁵.

Il est toujours possible de déduire de ces événements que les Arméniens recherchent avant tout leur sécurité. Masih soutient que l'offensive arménienne sur Kelbadjar est une réaction au bombardement excessif des Azéris. La prise de cette région renforce effectivement

³ Anahide Ter Minassian, «L'Arménie et le conflit du Haut Karabagh», In Djalili (dir.), *op. cit.*, p. 75.

⁴ *Ibid.*

⁵ Joseph Masih, «Military Strategy...», *loc. cit.*, (Lexis-Nexis).

la position stratégique arménienne: elle permet aux Arméniens de mettre à l'abri tout le flanc ouest du Nagorno-Karabakh, en plus de protéger le corridor de Latchine d'une attaque en provenance du nord. De même, ce gain renforce une large portion de la frontière arménienne sujette aux bombardements azéris⁶. Il reste néanmoins que les forces arméniennes encouragent la reprise des hostilités: après avoir mené cette offensive, ils se tournent à l'est de l'enclave et menacent la ville azérie de Fizuli. Ensuite seulement, ils tentent de récupérer le nord-est de l'enclave, déjà tombé aux mains des Azéris.

Ces événements de 1992 modifient sensiblement la position des parties. Les Azéris, quoiqu'ils visent toujours une victoire militaire, cherchent moins à écraser les Arméniens qu'à limiter leur progression et à reprendre le terrain perdu. Les Arméniens du Karabakh, pour leur part, passent d'une position de survie et d'actions de guérilla à une position de stabilité avec une armée performante. Leur enclave n'est plus menacée d'éradication et ils tiennent même quelques territoires extérieurs. À ce stade, ils cherchent à négocier d'égal à égal avec les Azéris, mais ces derniers leur refusent toute concession et reprennent les armes: «The success of Kelbadzhar not only enhanced Karabakh's security but it also gave the fighters there a stronger bargaining position. However, Azeri shelling of eastern Nagorno-Karabakh continued as a peace agreement remained elusive»⁷.

Pour Maresca, les parties n'ont pas su utiliser «l'opportunité» du cessez-le-feu de décembre 1992 pour régler leurs différends car ils cherchaient toujours à vaincre militairement: «[...] both sides of the dispute still harbored ambitions for winning the conflict, either by outright military means or by outwaiting their adversaries. The fatigue of combat had not yet taken its toll, and the famous exhaustion factor had not yet set in. [...] as appeared later, both sides had plans for military action to advance their cause»⁸. Il apparaît donc que les deux parties préfèrent désormais la guerre à la paix.

Le coup d'État du 6 juin 1993 en Azerbaïdjan donne aux Arméniens l'impression que la guerre allait se poursuivre. Husseinov, chef et héros de guerre azéri, un des plus radicaux, est nommé Premier ministre de l'Azerbaïdjan. Cette nomination passe pour un signe

⁶ *Ibid.*

⁷ *Ibid.*

⁸ John J. Maresca, «Resolving the Conflict over Nagorno-Karabakh; Lost Opportunities for International Conflict Resolution». In Chester A. Crocker, Fen Osler Hampson et Pamela Aall (dir.), *Managing Global Chaos; Sources of and Responses to International Conflict*. Washington: United States Institute of Peace Press, 1996, p. 261.

d'intransigeance aux yeux de la communauté arménienne. Profitant de l'état de confusion qui règne alors en Azerbaïdjan, les Karabakhis poussent une offensive majeure. Ils bombardent des positions azéries à l'est et au sud de l'enclave (Fizuli, Djebrail) et prennent même Agdam. La prise de cette ville est capitale car elle démontre que l'objectif des Arméniens n'est plus la simple recherche de sécurité qui les caractérisait au départ. Selon Masih, ils ont désormais pour objectif de prendre du terrain à leur opposant plutôt que de chercher à négocier une paix⁹. Il se peut cependant que les Arméniens cherchent simplement à placer les Azéris dans une impasse, afin de les pousser à entreprendre des négociations de paix.

Il semble que la stratégie arménienne porte ses fruits car, suivant la prise d'Agdam, les Azéris acceptent l'idée de pourparlers directs avec les rebelles. Cette concession azérie ne subsiste toutefois pas longtemps car le Conseil de sécurité de l'ONU, en adoptant la résolution 853, demande la restitution des territoires occupés par les Arméniens. Suivant cette résolution, les Azéris reviennent à leur position initiale et refusent toute forme de négociation qui pourrait procurer une certaine légitimité aux insurgés arméniens¹⁰. L'espoir des Azéris que la communauté internationale s'occupe du problème et mette un frein à la progression arménienne est vain car les Arméniens continuent leur avancée en remportant Fizuli, Djebrail et Kubatli (à l'est et au sud de l'enclave) et atteignent la frontière iranienne.

Suivant leurs défaites de l'automne 1993, les Azéris acceptent un cessez-le-feu. À ce point, tous les espoirs d'une paix négociée sont permis et l'attention de la communauté internationale se transpose à la table de négociation. Selon les termes de Masih, les dirigeants de la République du Nagorno-Karabakh (RNK) espèrent alors que leurs vis-à-vis azéris «se rendent compte que le conflit ne peut se résoudre par des moyens militaires»¹¹. Toutefois, les deux parties ne s'accrochent que très mal du *statu quo*. Les Arméniens ne donnent aucun signe de compromis en refusant de se plier aux résolutions successives adoptées par l'ONU. Les Azéris menacent toujours de recommencer les bombardements si les Arméniens n'évacuent pas les territoires occupés. Les parties réussissent à contenir leurs forces, malgré quelques violations sans gravité du cessez-le-feu, mais nul ne doute que les deux côtés profitent de ce répit pour se réarmer et regrouper leurs forces¹².

⁹ Joseph Masih, «Military Strategy...», *loc. cit.*, (Lexis-Nexis).

¹⁰ Concernant le durcissement de la position azerbaïdjanaise, voir Levon Chorbajian, Patrick Donabedian et Claude Mutafian, *op. cit.*, p. 40.

¹¹ Joseph Masih, «Military Strategy...», *loc. cit.*, (Lexis-Nexis).

¹² *Ibid.*

Lorsque les hostilités armées reprennent, le 21 octobre 1993, une nouvelle stratégie azérie devient apparente. L'Azerbaïdjan a recours à de nombreux mercenaires, notamment d'origine afghane¹³. L'introduction de ces nouveaux guerriers démontre la détermination des dirigeants azéris et convainc les Arméniens qu'Aliev n'acceptera pas un règlement de paix sans obtenir quelques gains militaires. Bien que les Azéris, avec l'aide des Moudjahiddin, remportent au début quelques succès, ils ont été complètement repoussés derrière leur ligne de départ.

Par la suite, les Arméniens passent à l'offensive et étendent à 160 km leur frontière entre le Nagorno-Karabakh et l'Iran. Cette avancée leur procure d'importants territoires que les Azéris prévoyaient utiliser dans le projet d'oléoducs turco-azerbaïdjanais. Selon Masih, l'objectif des dirigeants karabakhis est désormais de créer une zone tampon autour de l'enclave et de pousser les Azéris à négocier¹⁴.

À ce point du conflit, la position des leaders arménien et azéri semble inextricable car ils doivent composer avec de multiples pressions internes. Ter Petrossian voit l'émergence d'une opposition farouchement hostile à toute concession aux Azéris et assoit son autorité en concentrant le pouvoir entre ses mains¹⁵. Aliev, de son côté, requiert une victoire militaire pour pouvoir affirmer avoir recouvré l'honneur de l'Azerbaïdjan. En conséquence, il rejette le plan de paix de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE) du 27 novembre 1993 et étend la conscription obligatoire pour se préparer à l'offensive du 22 décembre 1993¹⁶. Ces combats s'étirent tout le printemps et mènent au cessez-le-feu, toujours en vigueur, de mai 1994. L'Azerbaïdjan a pu faire quelques gains symboliques, mais à un coût élevé: entre 6000 et 10 000 morts, tandis que les Karabakhis en ont entre 500 et 1000¹⁷.

Depuis le cessez-le-feu, l'évolution de la structure antagoniste se perçoit, pour chacune des parties, dans le développement de leur respect des principes démocratiques ainsi que dans leur politique d'achat d'armes et de recrutement de troupes.

¹³ Shireen T. Hunter, *The Transcaucasus in Transition: Nation-Building and Conflict*. Washington, D.C.: Center for Strategic and International Studies, 1994, p. 93.

¹⁴ Joseph Masih, «Military Strategy...», *loc. cit.*, (Lexis-Nexis).

¹⁵ Shireen T. Hunter, *The Transcaucasus...*, *op. cit.*, pp. 38-39; Elizabeth Fuller, «Armenia's Constitutional Debate». *RFE/RL Research Report*, vol. 3, no 21 (1994), p. 8-9.

¹⁶ Joseph Masih, «Military Strategy...», *loc. cit.*, (Lexis-Nexis).

¹⁷ Levon Chorbajian, Patrick Donabedian et Claude Mutafian, *op. cit.*, p. 41.

3.2.2 Évolution des effectifs et de l'arsenal militaires

Peu avant l'application du traité sur la limitation des armements en Europe (le traité FCE), le 17 juillet 1992, l'Azerbaïdjan reçoit une grande quantité d'armes provenant des réserves soviétiques. Ainsi, dès juillet, l'Azerbaïdjan déclare posséder 134 chars, 126 pièces d'artillerie, 113 véhicules blindés, 9 hélicoptères d'attaque et 15 avions de combat¹⁸. Ces chiffres montrent que l'Azerbaïdjan est encore bien en deçà des limites permises par le traité (voir le tableau 3.1). Toutefois, dans le contexte de la guerre au Nagorno-Karabakh, l'Azerbaïdjan n'hésite pas à s'équiper davantage. Masih rapporte que le 15 décembre 1992, à la première réunion annuelle d'échange d'information à Vienne, l'Azerbaïdjan mentionne qu'il détient 278 chars, 294 pièces d'artillerie, 338 véhicules blindés, 6 hélicoptères d'attaque et 50 avions de combat¹⁹. Il est remarquable qu'en l'espace de six mois, ces armes, soumises en principe à une limitation dans le cadre du traité, aient doublé dans certaines catégories et triplé dans d'autres. Avec ces nouveaux équipements, l'Azerbaïdjan dépasse les plafonds permis par le traité FCE. En 1993, les Azéris accentuent ce mouvement et augmentent leur quantité de matériel militaire. À la seconde réunion annuelle d'échange d'information à Vienne, le 15 décembre 1993, l'Azerbaïdjan dit posséder 279 chars, 354 pièces d'artillerie, 736 véhicules blindés, 6 hélicoptères d'attaque et 53 avions de combat²⁰. Pour leur part, les chercheurs du Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) et de l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS) observent également une augmentation de l'équipement, bien qu'ils rapportent des chiffres légèrement supérieurs (voir le tableau 3.1).

Pour ce qui est des appelés sous les drapeaux, le tableau 3.1 montre bien que l'Azerbaïdjan dépasse les effectifs permis par le traité FCE 1A. Ces chiffres traduisent toutefois mal la réalité car ils ne tiennent pas compte des forces paramilitaires. L'IRIS compte plus de 20 000 hommes de troupe pour la milice du ministère des Affaires intérieures et près de 20 000 autres pour un front de Défense populaire du Karabakh. Additionnées aux 87 000 soldats des forces armées, c'est donc un potentiel de près de 127 000 hommes qu'il faut considérer, soit un peu moins du double permis par le traité FCE 1A²¹.

¹⁸ Joseph Masih, «The CFE Treaty and Conflict in the Caucasus». *Jane's Intelligence Review*, vol. 7, no 2 (1995), pp. 61 et s., (Lexis-Nexis).

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ *Ibid.*

²¹ «L'Europe hors OTAN». In Pascal Boniface (dir.), *L'année stratégique 1996*, Paris: IRIS, 1996, p. 335.

TABLEAU 3.1: Possessions militaires de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan
et plafonds des Traités FCE et FCE 1A

État	Année	Chars (a)	Véhicules de combat (a)	Artillerie (a)	Avions de combat (a)	Hélicoptères d'attaque (a)	Effectifs (b)
Arménie	1990	258	641	357	—	7	—
	1992	77	189	160	3	13	—
	1993	154	379	259	3	4	—
	1994	102	285	225	6	7	52 682 (*)
	Plafond FCE	220	220	285	100	50	32 682
Azerbaïdjan	1990	391	1285	463	124	24	—
	1992	278	338	294	50	6	—
	1993	336	947	388	53	8	—
	1994	285	835	343	58	18	86 849 (*)
	Plafond FCE	220	220	285	100	50	70 000

LÉGENDE: (*) Au premier janvier 1995
(a) *SIPRI Yearbook 1995*, p. 762 et p. 774.
(b) *L'année stratégique 1996*, p. 199.

En 1994, les Azéris limitent leurs armes et on observe une légère baisse du nombre de chars (285), de véhicules blindés (835) et de pièces d'artillerie (343), tandis que le nombre d'avions de combat (58) et d'hélicoptères d'attaque (18) augmente²². Par contre, rien n'indique qu'ils renoncent à développer leurs forces. Les données fournies par l'IRIS pour l'année 1995 en font foi:

Par ailleurs, de nouvelles informations permettent une réévaluation des forces armées azerbaïdjanaises. L'effectif comprend ainsi quelque 21 000 hommes de plus qu'il n'avait été précédemment signalé, tous dans l'armée de terre. Deux nouvelles brigades d'infanterie légère ont été formées. Par rapport aux

²² Stockholm International Peace Research Institute, *SIPRI Yearbook 1995: Armaments, Disarmament and International Security*, Oxford: Oxford University Press, 1995, p. 762 et p. 774.

évaluations précédentes [à propos de l'année 1994], les équipements se sont accrus de 50 chars, 130 véhicules de combat d'infanterie et 12 hélicoptères d'attaque Mi-24²³.

Un autre élément tend à démontrer que l'Azerbaïdjan cherche à accroître son arsenal et n'a toujours pas renoncé à l'option militaire: sa demande pour une renégociation de l'accord de Tachkent sur le partage de l'ancien équipement soviétique²⁴.

En Arménie, on observe le même phénomène d'augmentation du matériel qu'en Azerbaïdjan. Selon les déclarations de ses représentants, elle passe de 77 chars, 160 pièces d'artillerie, 189 véhicules blindés, 13 hélicoptères d'attaque et 3 avions de combat, au moment de la première réunion annuelle d'échange d'information, à 129 chars, 225 pièces d'artillerie, 346 véhicules blindés, 13 hélicoptères d'attaque et 6 avions de combat, lors de la seconde²⁵. Au SIPRI, on note que l'Arménie diminue à 102 chars, 285 véhicules de combat et augmente à 6 avions de combat et à 7 hélicoptères d'attaque²⁶ son équipement en 1994. Dans tous les cas, excepté pour les véhicules de combat, l'Arménie détient des quantités inférieures aux limites permises par le traité FCE.

Ces quantités d'armes semblent montrer que l'Arménie est plus «raisonnable» que l'Azerbaïdjan dans la constitution de son arsenal. L'IRIS rapporte toutefois que l'armée de terre arménienne crée sept nouveaux régiments d'infanterie légère motorisée en 1995, dont un seul doit servir pour l'entraînement. De plus, bien que l'équipement qu'elle possède reste pratiquement inchangé, elle crée également un régiment de forces spéciales (*Spetsnaz*) et quatre unités de missiles surface-air²⁷. Pour mener ces réformes, l'Arménie doit, malgré le cessez-le-feu, augmenter le nombre de conscrits. Un analyste du Centre Arménien des Études Stratégiques et Nationales juge que: «During the latest ceasefire in Karabakh, Armenia did not take its own diplomatic initiatives, but took a different unambiguous step: It extended the term of military service for conscripts by 6 months, in effect increasing the size of the standing army by about a quarter»²⁸. Cette augmentation du nombre de troupes s'explique difficilement

²³ «L'Europe hors OTAN». In Boniface (dir.), *L'année stratégique 1996...*, op. cit., p. 326.

²⁴ Voir Tony Banks, «Azeris want new look at Tashkent accord». *Jane's Defence Weekly*, vol. 26, no 25 (1996), pp. 15 et s., (Lexis-Nexis).

²⁵ Joseph Masih, «The CFE Treaty... », loc. cit., (Lexis-Nexis).

²⁶ SIPRI, *SIPRI Yearbook 1995...*, op. cit., p. 762 et p. 774.

²⁷ «L'Europe hors OTAN». In Boniface (dir.), *L'année stratégique 1996...*, op. cit., p. 326.

²⁸ «Great Power Involvement in Karabakh Scorned», *Lragir*, (Erevan, en arménien), 4 novembre 1994, p. 4. Traduit par FBIS, *FBIS-USR-94-138*, 4 novembre 1994, (<http://wnc.fedworld.gov>).

autrement que par la volonté de reprendre la guerre ou d'exercer une pression supplémentaire sur l'Azerbaïdjan. L'auteur précise que cette mesure semble en contradiction avec les conditions plutôt favorables à l'Arménie: il n'y a aucune opération militaire active et une large zone de sécurité est créée grâce aux succès des forces du Karabakh. Il mentionne également que le gouvernement d'Erevan est tenté de recourir à la guerre car «il a perdu espoir de se sortir du cycle du statu quo»²⁹.

Il est plus difficile d'évaluer les forces des Arméniens dans l'enclave. Incontestablement, ces dernières reçoivent l'essentiel de leur équipement de la Russie³⁰. Ce matériel transite par l'Arménie en plus du matériel et du support logistique de l'Arménie même. Ce transfert ne fait nul doute: les voies d'acheminement sont connues³¹ et le gouvernement arménien reconnaît avoir fourni de l'équipement³². Même s'il affirme ne pas avoir le contrôle sur les combattants du Nagorno-Karabakh ou sur les «volontaires» d'Arménie. Stenhouse démontre toutefois le contraire de façon convaincante:

This denial of Armenian army participation seems increasingly implausible claim given the heavy weaponry involved in the offensives, such as T-72 main battle tanks, Mi-24 helicopter gunships and advanced fixed-wing aircraft. The Armenian defense minister visited the enclave in March 1993 to review the troops. In addition, Armenia provides military advisers, arms, supplies and funds for the Karabakh state budget, while the State Directorate of Special Economic Programs co-ordinates war aid³³.

²⁹ Notre traduction. *Ibid.*

³⁰ «They [les Karabakhis] are also directly dependent on Russia for their military supplies, without which they could not continue the war». John J. Maresca, «Resolving the Conflict...». In Crocker, Hampson et Aall (dir.), *op. cit.*, p. 268.

³¹ «Illegal arms transfers from Armenia to Nagorno Karabakh take place along three major access routes: Dilijan to Kelbajar in the northern sector; Megri to Zangelan in the south; and Sisian to Shusha in the central sector [...]». Tony Banks, «Azeris want...», *loc. cit.*, (Lexis-Nexis).

³² «Armenia acknowledges that it is dispatching military hardware to the Karabakh Armenian forces. This in turn would account for the Armenian officers' complaints that the regular army is chronically short of equipment». Elizabeth Fuller, «Paramilitary Forces Dominate Fighting in Transcaucasus». *RFE/RL Research Report*, vol. 2, no 25 (1993), p. 77.

³³ Mark Stenhouse, «Turmoil in the Transcaucasus». *International Defense Review* (1994), (Lexis-Nexis). On rapporte également une décision du ministère de la Défense arménien d'envoyer les nouvelles recrues terminer leur service militaire au Karabakh. Voir «Azerbaijan: Armenia Said Boosting Karabakh Military With Russian Help», *Turan* (Bakou, en anglais), 2 juillet 1996. Reproduit dans *FBIS-SOV-96-129; Daily Report*, 2 juillet 1996, (<http://wnc.fedworld.gov>).

Les Karabakhis s'approprient également une partie de l'équipement azéri qu'ils capturent avec leur conquête³⁴ et pillent quelques casernes des régiments soviétiques ou se saisissent du matériel soviétique abandonné sur place³⁵. Quoiqu'il en soit, dans un discours prononcé par Ter Petrossian, en août 1994, le président arménien maintient que la RNK est équipée de 100 chars, 100 véhicules blindés et de 200 pièces d'artillerie. Masih précise qu'avec un tel équipement, cette armée est même mieux équipée que celle de la Géorgie: «Nagorno-Karabakh has the third largest TLE holdings in the Transcaucasus, and maintains more equipment than the Georgian Republic»³⁶.

Concernant le nombre de troupes et la quantité d'armement de la RNK, Banks fait état d'une «guerre de chiffres» entre sources arméniennes et azerbaïdjanaises (voir tableau 3.2). Ces chiffres, de fin 1996, démontrent toute la difficulté d'obtenir des estimations fiables. Ils expriment clairement la dualité entre les dirigeants d'Arménie et de ceux de la RNK, qui refusent de s'accorder sur leurs déclarations du potentiel militaire de l'enclave. La contradiction des chiffres de Banks montre également que les propagandes arménienne et azérie suivent leurs cours et que l'on tente d'influencer la perception des protagonistes ainsi que celle des observateurs à propos des forces engagées.

TABLEAU 3.2 : Déclarations contradictoires sur l'état de l'équipement de la République auto-proclamée du Nagorno-Karabakh³⁷

	Published	Armenian claims	Azeri claims
Personnel	12. 000	---	40. 000+
MBTs	13	100	150+
AFVs	---	100	200+
Artillery (100mm+)	16	200	200+

À la vue des chiffres précédents, il y a tout lieu de croire que les protagonistes continuent à élaborer leur stratégie de guerre ou, à tout le moins, continuent à considérer la

³⁴ Joseph Masih, «The CFE Treaty... », *loc. cit.*, (Lexis-Nexis).

³⁵ Patrick Karam et Thibaut Mourgues, *op. cit.*, *passim*.

³⁶ Joseph Masih, «The CFE Treaty... », *loc. cit.*, (Lexis-Nexis).

³⁷ Tiré de Tony Banks, «Azeris want...», *loc. cit.*, (Lexis-Nexis).

reprise des hostilités armées comme une éventualité, voire une option, à laquelle il faut se préparer. Même après le cessez-le-feu de mai 1994, les parties continuent à s'armer, à augmenter leurs troupes et à propager de fausses informations. L'ensemble de ces préparatifs contribue à détériorer la paix relative. En ce sens, Rogers affirme que l'établissement d'une confiance entre les parties est illusoire: «[The] desire for calm is undermined by the bitterness and preparation on both sides for a possible renewal of military operations»³⁸.

3.2.3 Propagande

La propagande, jusqu'ici à peine effleurée, occupe également une place importante dans la structure antagoniste, même après le cessez-le-feu. Ce phénomène est constamment présent, nous nous limiterons donc à citer quelques exemples. Une polémique voit le jour au moment d'importantes négociations avec l'OSCE à Budapest, en décembre 1994. Lors de l'explosion d'un pont en Géorgie, Ter Petrossian accuse les Azéris de ne pas respecter le cessez-le-feu, tandis qu'Aliev nie toute responsabilité de l'Azerbaïdjan et réplique que cette accusation ne vise qu'à «augmenter les tensions dans une situation déjà tendue»³⁹. Ter Minassian relève un exemple révélateur de propagande dans la presse: «La presse azerie fait périodiquement état de l'existence de 12 à 15.000 prisonniers azéris - dont des enfants - dans le Haut-Karabakh. Les autorités arméniennes récusent ces chiffres et dénoncent les sévices exercés contre les prisonniers arméniens»⁴⁰. Au printemps 1997, la «guerre des mots» se poursuit toujours. L'Azerbaïdjan accuse l'Arménie de reconstruire son arsenal et l'Arménie rétorque à son tour que les Azéris cherchent à détruire le climat de confiance au moment de relancer les discussions dans le groupe de Minsk⁴¹. Deux semaines plus tard, il sera établi hors de tout doute que l'Arménie se procure effectivement des armes de la Russie (voir section 3.2.2 supra). La persistance de la propagande montre que la confiance n'est toujours pas rétablie trois ans après le cessez-le-feu. Ce facteur également favorise la régression du *statu quo*.

³⁸ Marc Rogers, «Nagorno-Karabakh: diplomats talk as both sides rebuild forces». *Jane's Defence Weekly*, vol. 26, no 16 (1996), pp. 27 et s., (Lexis-Nexis).

³⁹ «CSCE Budapest Conference Concluded 6 Dec; Azerbaijani President's Speech», *Budapest MTV Television Network* (en hongrois), 6 décembre 1994. Traduit par FBIS, *FBIS-EEU-94-235; Daily report*, 6 décembre 1994, (<http://wnc.fedworld.gov>).

⁴⁰ Anahide Ter Minassian, «L'Arménie et le conflit...». In Djalili (dir.), *op. cit.*, p. 77.

⁴¹ «Azerbaijan urged to end war of words». *BBC Summary of World Broadcasts*, 14 mars 1997, (Lexis-Nexis).

3.2.4 Les droits de l'homme

3.2.4.1 Arménie

Après le cessez-le-feu, l'Arménie voit la situation des droits de l'homme se dégrader. Son régime passe d'une relative démocratie à un système autoritaire où le pouvoir se concentre entre les mains de Ter Petrossian. Le référendum du 21 septembre 1991 sur l'indépendance résulte d'un processus démocratique, malgré des résultats dignes de l'époque de l'URSS (99.4 % pour le oui). Le 26 février précédent, les députés du Parlement avaient déjà voté la loi sur les organisations politiques et avaient légalisé le multipartisme. Après le référendum, le 16 octobre, Ter Petrossian est élu président, au suffrage universel, avec 83 % des voix⁺².

Suivant la crise économique de 1992-1993 (résultant du conflit, du blocus turco-azéri et de la transition à une économie de marché), l'opposition accuse le pouvoir d'incompétence et lui adresse de violentes attaques. Les premières dénonciations du caractère «personnel» et «autoritaire» de la politique de Ter Petrossian émergent à cette époque⁺³. En effet, les succès des combattants arméniens du Nagorno-Karabakh en Azerbaïdjan durcissent les positions du pouvoir arménien et de son opposition. Le Nagorno-Karabakh cherche à s'ériger en république indépendante, sans union avec l'Arménie, mais Ter Petrossian refuse de lui accorder une reconnaissance d'État indépendant, ce qui contribue à dégrader le climat politique intérieur⁺⁴. Fuller rapporte qu'un député du Dachnak exige «a mandate 'to punish, hang, and execute' members of the present government, arguing that they had betrayed Nagorno-Karabakh after riding to power on a wave of popular support for the region's unification with Armenia»⁺⁵. Suivant le cessez-le-feu, à l'été 1994, l'ensemble des partis d'opposition dénoncent le «régime dictatorial», «totalitaire», «antidémocratique», «policier» etc.⁺⁶.

⁺² Charles Urjewicz, «Les évolutions intérieures: du rêve démocratique aux dérives autoritaires». In Roberte Berton-Hogge et Marie-Agnès Crosnier (dir.), *Arménie - Azerbaïdjan - Géorgie; L'an V des indépendances*. Paris: La documentation française, 1996, p. 17. Voir également Anahide Ter Minassian, «L'Arménie et le conflit...». In Djalili (dir.), *op. cit.*, p. 70.

⁺³ Anahide Ter Minassian, «L'Arménie et le conflit...». In Djalili (dir.), *op. cit.*, pp. 88-89.

⁺⁴ Voir Shireen T. Hunter, *The Transcaucasus...*, *op. cit.*, pp. 106-107.

⁺⁵ Elizabeth Fuller, «Armenia's Constitutional Debate», *loc. cit.*, p. 9.

⁺⁶ Voir le tour d'horizon de Alyoglu, qui cite les critiques de chacun des principaux partis d'opposition arméniens, dans son article mal nommé: «Opposition Backs Government Foreign Policy». *Zerkalo* (Bakou, en russe), 22 juin 1994, p. 3. Traduit par FBIS, *FBIS-USR-94-070*. 22 juin 1994, (<http://wnc.fedworld.gov>).

Cependant, pour Urjewicz, l'assassinat de l'ex-maire d'Erevan, le 17 décembre 1994, constitue l'événement déclencheur du régime pleinement autoritaire. Ter Petrossian impose une interdiction reconductible pour six mois au parti Dachnak, puis procède à l'arrestation de plusieurs responsables de ce parti⁴⁷. Certains leaders de l'opposition sont poussés à l'exil⁴⁸. Visiblement, le président arménien «prépare» les élections du 5 juillet 1995. Ce jour, l'Arménie vit une double consultation: élections législatives et référendum constitutionnel. Ces scrutins sont marqués par des irrégularités:

Les deux scrutins, qualifiés de «peu loyaux» par les observateurs internationaux, se sont en effet déroulés dans des conditions douteuses: médias audiovisuels étroitement contrôlés par le pouvoir alors que la presse écrite traverse de grandes difficultés, exclusion de certains partis politiques de la compétition électorale, dont la Dachnaksoutioun. Par ailleurs, les commissions électorales, contrôlées par les militants du MNA, se sont prêtées à de nombreuses manipulations, couvrant les pressions, voire les violences qui se sont exercées sur les électeurs, en particulier en province⁴⁹.

La nouvelle Constitution, acceptée par 68 % des suffrages exprimés (37,8 % de participation), donne au président des pouvoirs très étendus: droit de dissolution du Parlement, nomination de la majorité des membres de la Cour constitutionnelle et de la Haute Cour de justice, désignation des gouverneurs de région et du maire de la capitale etc.⁵⁰.

Selon Urjewicz, «l'élection présidentielle du 22 septembre 1996 s'est déroulée dans des conditions tout aussi douteuses». L'auteur fait état de manipulations lors de l'annonce des résultats et de vives contestations populaires qui mènent à des dizaines de blessés et des centaines d'interpellés. Par la suite, Ter Petrossian concentre le pouvoir autour de son parti, qui règne depuis en seul maître au Parlement: «Après la levée de l'immunité parlementaire de huit députés [...] et la démission des sept communistes, l'opposition n'est plus représentée au Parlement»⁵¹.

Ces quelques éléments démontrent clairement l'apparition d'une structure civile autoritaire et d'une sérieuse limitation de la liberté de presse, ce qui fait pencher la balance des

⁴⁷ Charles Urjewicz, «Les évolutions...». In Berton-Hogge et Crosnier (dir.), *op. cit.*, p. 29.

⁴⁸ Voir Suzanne Goldenberg, *op. cit.*, p. 148.

⁴⁹ Charles Urjewicz, «Les évolutions...». In Berton-Hogge et Crosnier (dir.), *op. cit.*, p. 30; Voir également Anahide Ter Minassian «L'Arménie et le conflit...». In Djalili (dir.), *op. cit.*, p. 89.

⁵⁰ Charles Urjewicz, «Les évolutions...». In Berton-Hogge et Crosnier (dir.), *op. cit.*, p. 29.

⁵¹ *Ibid.*, p. 30. Voir également, Emil Danielyan, «A crisis of Legitimacy In Armenia». *Transition*, vol. 3, no 2 (1997), p. 84.

facteurs politiques vers une régression du *statu quo*. Il faut toutefois noter que Ter Petrossian transgresse son élan démocratique initial pour museler une opposition qui adopte des positions beaucoup plus dures que lui face au conflit du Karabakh.

3.2.4.2 Azerbaïdjan

La situation des droits en Azerbaïdjan n'est pas meilleure qu'en Arménie. Dès son arrivée au pouvoir, Aliev se fait élire (ou plutôt plébisciter) à la présidence de la république, le 3 octobre 1993, avec 98,8% des voix. La précarité des gouvernements azerbaïdjanais précédents et l'instabilité intérieure poussent Aliev à consolider son pouvoir. Il place ses hommes aux postes-clés et baillonne l'opposition nationaliste. Urjewicz rapporte que les militants et la presse du Front populaire font l'objet d'un harcèlement systématique⁵². Hunter parle d'un «clair retrait du processus d'une démocratisation hésitante»⁵³ et de même Goldenberg rapporte qu'Aliev emploie toujours ses vieilles méthodes pour se faire élire avec «la restauration de la censure des journaux, le contrôle strict (*strait-jacketed*) de la télévision et l'affichage omniprésent de photographies du chef»⁵⁴.

Ainsi, outre le conflit avec les Arméniens de l'enclave, la situation intérieure se dégrade rapidement. L'élimination des opposants au régime est menée au grand jour. Pour Goldenberg, il devient évident que «the government was resorting to repression to stifle opponents. Protests against the new regime were inevitably put down with the use of armed troops. Popular Front activists whispered among themselves of a 'political terror' after several Saturday demonstrations in support of Elchibey were broken up by force, with mass arrests and beatings and the harassment of journalists»⁵⁵. Le 4 octobre 1994, Aliev accuse le Premier ministre de «complot contre l'État» et somme les unités du ministère de l'Intérieur d'occuper Gandja. Quelques jours plus tard, Husseinov et Moutalibov, alors réfugiés dans la capitale russe, sont accusés d'être des «agents de Moscou»⁵⁶. Le 15 mars 1995, le vice-ministre de l'Intérieur, Ramil Djavarov, appuyé par les unités de son ministère exige la démission d'Aliev

⁵² Charles Urjewicz, «Les évolutions intérieures...». In Berton-Hogge et Crosnier (dir.), *op. cit.*, p. 21; voir également Levon Chorbajian, Patrick Donabedian et Claude Mutaïan, *op. cit.*, p. 41.

⁵³ Notre traduction. Shireen T. Hunter, *The Transcaucasus...*, *op. cit.*, p. 94.

⁵⁴ Notre traduction. Suzanne Goldenberg, *op. cit.*, p. 129.

⁵⁵ *Ibid.*, pp. 127-128.

⁵⁶ Charles Urjewicz, «Les évolutions...». In Berton-Hogge et Crosnier (dir.), *op. cit.*, p. 21.

et celle du président du Parlement, Rasul Gouliev. Urjewicz décrit en ces termes la gestion de la crise par les autorités azerbaïdjanaises:

Le lendemain, les troupes fidèles au Président prennent d'assaut la caserne où se sont retranchés les rebelles; on relève 38 morts, dont Djavadov. Une nouvelle fois, le pouvoir accuse Gousseïnov et Moutalibov d'être les instigateurs de cette rébellion : plusieurs centaines de personnes, dont de nombreux opposants radicaux, sont interpellés, l'organe central du Front populaire suspendu et le Congrès du mouvement interdit. Alors que l'opposition dénonce la dérive autoritaire d'un pouvoir incapable de regagner les territoires perdus [au Karabakh], quatorze journaux décident de suspendre leur parution pour protester contre la censure⁵⁷.

Par la suite, la dérive autoritaire du pouvoir s'accroît. Certains observateurs rapportent même des cas de torture⁵⁸. Un référendum porte sur un projet de Constitution, qui n'est dévoilé que quelques semaines avant la tenue du scrutin. Ce texte, «peu diffusé et mal connu des électeurs»⁵⁹, accorde au président approximativement les mêmes pouvoirs étendus que la nouvelle Constitution arménienne. Il est adopté par 90 % des votants (80 % des inscrits). Le même jour, le «parti du président» (Eni Azerbaïdjan) obtient une forte victoire aux élections législatives (70 % des votes). Même si quatre tours (12 et 26 novembre 1995, 4 et 18 février 1996) sont nécessaires pour pourvoir les 125 sièges, les observateurs occidentaux contestent la régularité du scrutin⁶⁰. Urjewicz précise quelles sont les irrégularités observées:

La campagne électorale s'est déroulée dans un climat peu propice au pluralisme et les violations de la liberté de la presse se sont multipliées. Marqués par de nombreuses irrégularités, les deux scrutins ont été émaillés de violences. Quatre des principales formations de l'opposition, dont le Moussavat et le Parti communiste, en ont été exclues par la Commission électorale. Le Front populaire s'est heurté à une obstruction administrative systématique : 64 de ses 84 candidats ont été disqualifiés⁶¹.

Il est certain que ces nombreuses atteintes à la démocratie sont liées aux événements du Karabakh. La persistance du conflit affaiblit considérablement l'autorité du gouvernement sur son territoire. Aliev n'a d'autres choix que de limiter les moyens d'expression et de mater toute

⁵⁷ *Ibid.*, pp. 21-22.

⁵⁸ Voir Elizabeth Fuller, «Azerbaijani Leadership Brooks No Opposition». *Transition*, vol. 3, no 2 (1997), pp. 86-87.

⁵⁹ Charles Urjewicz, «Les évolutions...». In Berton-Hogge et Crosnier (dir.), *op. cit.*, p. 22.

⁶⁰ Voir Marie-Agnès Crosnier, «Les grandes données politiques et économiques». In Berton-Hogge et Crosnier (dir.), *op. cit.*, p. 132.

⁶¹ Charles Urjewicz, «Les évolutions intérieures...». In Berton-Hogge et Crosnier (dir.), *op. cit.*, p. 22.

tentative de rébellion pour éviter un effondrement complet de son État. Par ailleurs, ce raidissement du pouvoir n'est pas sans influencer le conflit à son tour. Les Arméniens du Karabakh ont du mal à croire que leurs droits seraient respectés dans un État qui ne respecte ni les droits des autres minorités, ni même ceux de la majorité. Ces éléments travaillent manifestement dans le sens d'une régression du *statu quo*.

3.2.4.3 Nagorno-Karabakh

Nous savons très peu de choses sur l'administration de la république auto-proclamée du Nagorno-Karabakh. Il est toutefois connu que le Parlement, composé de 65 députés, y est élu⁶². Toutefois, les principes démocratiques n'y sont plus respectés depuis que le comité d'État pour la défense est institué en août 1992 et qu'il «chapeaute toutes les institutions du Haut-Karabakh»⁶³. L'autorité exerce alors son pouvoir de façon militaire et dirige plutôt qu'il n'administre l'enclave⁶⁴. On rapporte également une controverse électorale entourant l'élection du 24 novembre 1996, où le président Kotcharian a été reconduit au pouvoir⁶⁵. Il est donc juste d'affirmer que les facteurs d'une régression du *statu quo* y sont à l'honneur. Toutefois, à la différence de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan, on ne note pas un renforcement de la structure autoritaire après le cessez-le-feu, puisque celle-ci y était déjà en place.

3.2.5 État de la structure antagoniste

Les événements de la période 1992-1994 modifient sensiblement les positions des parties. Il est clair que les Azéris croient constamment qu'il est possible de régler leur différend par une victoire militaire. Leur acceptation du cessez-le-feu semble résulter de leur épuisement dans un effort de guerre trop long et trop coûteux ainsi que de «l'atteinte d'un équilibre militaire

⁶² Patrick Karam et Thibaut Mourgues, *op. cit.*, p. 91.

⁶³ *Ibid.*, p. 92.

⁶⁴ Voir Anahide Ter Minassian: «L'Arménie et le conflit...». In Djalili (dir.), *op. cit.*, p. 75-76.

⁶⁵ Felix Corley, «Election time in the Caucasus». *Jane's Intelligence Review - Pointer*, vol. 4, no 2 (1997), p. 1, (Lexis-Nexis).

dans la région»⁶⁶, plutôt que par le désir d'en arriver à une solution négociée. C'est donc plus ou moins contre leur volonté qu'ils en viennent à encourager le maintien du *statu quo*.

TABLEAU 3.3 État de la structure antagoniste⁶⁷

Régression du statu quo	Maintien du statu quo	Dépassement du statu quo
<ul style="list-style-type: none"> - Les adversaires préfèrent la guerre à la paix - Existence de stratégies de guerre (recherche de la victoire militaire) - Propagande haineuse et intoxication psychologique - Apparition de structures civiles ou militaires autoritaires - Liberté de presse limitée ou inexistante 	<ul style="list-style-type: none"> - Acceptation d'un cessez-le-feu - Absence de règlements globaux - Forces d'interposition, d'assistance ou d'aide humanitaire - Accords entre l'État-hôte et l'ONU en ce qui a trait au déploiement de troupes - Nomination d'un représentant du Secrétaire général pour assurer la coordination entre la force déployée et l'ONU 	<ul style="list-style-type: none"> - Les adversaires préfèrent la paix à la guerre - Accords de règlement globaux - Mise en place de stratégies de coopération entre les divers pouvoirs - Reconstruction et légitimation des pouvoirs politiques en place - Plus grande ouverture démocratique et respect des droits de la personne - Sécurité et coopération renforcées

LÉGENDE : Caractères gras : condition présente
 Caractères ordinaires : condition absente

De leur côté, les Arméniens de l'enclave favorisent au départ le maintien du *statu quo*. Ils refusent cependant toute concession à leurs revendications autonomistes et semblent ainsi préférer la guerre à la paix. Leur position favorise nettement la régression du *statu quo* à mesure que leur capacité militaire s'accroît et qu'ils établissent leur suprémacie dans les combats. C'est seulement à partir de la fin 1993, lorsque la capacité militaire des Karabakhis ne leur permet plus l'acquisition de nouveaux territoires, qu'ils recommencent à souhaiter le maintien du *statu quo*.

⁶⁶ Ainsi Minassian rapporte que «l'équilibre des forces a été atteint» et que «À l'évidence, il ne peut y avoir de solution militaire». Voir Anahide Ter Minassian: «L'Arménie et le conflit...». In Djalili (dir.), *op. cit.*, p. 76.

⁶⁷ Tiré de Albert Legault, «Les grands débats...». In Legault et Tessier, *op. cit.*, p. 13.

On peut donc conclure que le cessez-le-feu n'a pu survenir qu'en 1994, car, jusqu'à ce moment, les deux parties cherchaient toujours des solutions militaires croyant que le temps travaillait pour eux⁶⁸. Par contre, même après le cessez-le-feu, un certain nombre de facteurs tendent toujours vers la régression du *statu quo*. Les protagonistes, par leur politique d'achat d'armes, entretiennent toujours une attitude de belligérants. Parallèlement, les deux États impliqués, qui, certes, n'ont jamais été pleinement démocratiques, subissent une dérive absolutiste. On y voit apparaître ou se renforcer des «structures autoritaires» et la «limitation de la liberté de presse». De même, on observe toujours une «propagande haineuse et intoxication psychologique» dans les déclarations des parties à propos de leurs effectifs militaires et dans les accusations réciproques qui continuent après le cessez-le-feu. Ainsi, on explique le plus souvent l'échec des négociations par le «manque de confiance mutuelle»⁶⁹. L'ensemble de ces éléments, mis en conjonction avec notre grille d'analyse, expriment clairement que les parties ne sont pas prêtes au dépassement du *statu quo* (voir tableau 3.3).

3.3 La responsabilité de la Russie à l'époque de l'URSS

Les dirigeants de l'Union soviétique, par le biais des troupes de l'URSS, se donnent initialement pour objectif d'empêcher l'émergence du conflit⁷⁰. Cette tentative, malgré son échec, a pourtant un effet stabilisateur: la guerre ne prend des proportions exacerbées qu'après le démembrement de l'Union. Selon les déclarations officielles, les efforts d'apaisement sont réels et leur coût élevé: «The Soviet military involvement in Nagorno-Karabakh has resulted in significant casualties. In an interview [...] USSR First Deputy Minister of Internal Affairs Ivan Shilov claimed that since 1988 816 troops of his ministry and the Soviet Army had been killed in ethnic clashes related to the Karabakh conflict and over 5,000 had been wounded»⁷¹. Cette intervention de l'Union soviétique influence incontestablement le développement du conflit en limitant les opérations militaires des belligérants.

⁶⁸ «[...] both Azeris and Armenians felt that time was on their side and that they could expect total victory». Shireen T. Hunter, *The Transcaucasus...*, *op. cit.*, p. 107.

⁶⁹ Vahram Aghajanyan, «Azerbaijan: OSCE Official on Karabakh Talks Status». *AZG* (Erevan, en russe), 2 avril 1996, p. 4. Traduit par FBIS, *FBIS-SOV-96-131-S; Daily Report*, 2 avril 1996, (<http://wnc.fedworld.gov>).

⁷⁰ Elizabeth Fuller, «Nagorno-Karabakh: Internal Conflict Becomes International». *RFE/RL Research Report*, 13 mars 1992, p. 1.

⁷¹ *Ibid.*, p. 4.

Sur le plan politique, cependant, l'URSS prend fait et cause pour l'Azerbaïdjan et, à l'aide de ses troupes, appuie le principe du respect de l'intégrité des frontières azerbaïdjanaises. On rapporte ainsi que ses troupes facilitent la déportation de minorités arméniennes, épaulant de ce fait la position azérie: «[...] the role of peacekeeper was assigned to the Soviet Army, which was subsequently implicated in the forced deportation of Armenians from Azerbaijan in the early summer of 1991»⁷². Ces opérations de déportation ont provoqué, par effet pervers, une escalade dans les attaques des formations arméniennes irrégulières, alors qu'elles visaient plutôt à les désarmer⁷³. Parallèlement à ces actions visant à prêter main-forte à l'Azerbaïdjan, Moscou entreprend des actions punitives contre cette république. En janvier 1990, la répression à Bakou par les troupes soviétiques est clairement dirigée contre les Azéris⁷⁴. Cette dichotomie que l'on observe dans les actions de l'URSS empêche de déterminer si les troupes soviétiques privilégient une partie plutôt que l'autre⁷⁵. Il est cependant certain que les forces soviétiques ne demeurent pas neutres et participent à la régression du *statu quo* en provoquant les factions armées et en les incitant à régler leurs différends par des moyens violents.

Avant 1991, l'URSS constituait un État trop centralisé pour qu'il soit possible de dissocier les politiques de la Russie de celles de l'URSS. La Russie y était certes le membre le plus influent, mais les politiques du Kremlin représentaient celles de l'ensemble des quinze Républiques soviétiques. Par l'intermédiaire de l'URSS, on peut ainsi dire que la Russie est restée militairement active dans le conflit du Karabakh, mais on ne peut se prononcer sur son parti pris. Pour cette raison, Goltz indique qu'il n'est possible de parler d'ingérence russe dans le conflit du Karabakh qu'après 1991⁷⁶.

⁷² *Ibid.*, p. 1. Dans le même sens, tant Kaufman que Goldenberg parlent de «coopération» des troupes soviétiques avec les autorités azerbaïdjanaises dans cette déportation. Voir Suzanne Goldenberg, *op. cit.*, p. 63; Stuart J. Kaufman, «An 'international' theory of interethnic war». *Review of International Studies*, vol. 22, no 2 (1996), p. 165.

⁷³ Voir Stuart J. Kaufman, «An 'international' theory...», *loc. cit.*, p. 165.

⁷⁴ On parle même de «répression aveugle dans Bakou». Voir Patrick Karam et Thibaut Mourgues, *op. cit.*, p. 37.

⁷⁵ «In Nagorno-Karabakh, Moscow changed sides with bewildering frequency at the end of the Soviet era». Suzanne Goldenberg, *op. cit.*, p. 63. De même, Stenhouse affirme: «It was unclear whether Moscow favoured one of the contending parties or was merely seeking to pursue a position of neutrality but Soviet actions only served to infuriate both the Azeris and Armenians». Mark Stenhouse, «Turmoil...», *loc. cit.*, (Lexis-Nexis).

⁷⁶ Thomas Goltz, «Letter From Eurasia: The Hidden Russian Hand». *Foreign Policy*, no 92 (1993), p. 93.

3.4 Influence de la Russie sur la structure antagoniste après 1991

Cette section vise à rendre compte des divers aspects de l'influence de la Russie sur la structure antagoniste. Il s'agit, dans un premier temps, de clarifier et d'analyser les éléments permettant d'avancer la thèse d'une participation «directe» de la Russie au conflit, sur le plan militaire. Dans un deuxième temps, nous présenterons d'autres formes d'interventions russes, plus subtiles, qui ont également une incidence sur la structure antagoniste: nous aborderons successivement le rôle de la Russie dans l'approvisionnement d'armes aux divers protagonistes et l'état des relations économiques et stratégiques que la Russie développe avec l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Il sera également question des éventuelles manipulations russes dans le jeu politique interne de l'Azerbaïdjan.

Cet inventaire des actions russes permettra, d'une part, de voir si l'on peut identifier, à travers les exemples apportés, une véritable stratégie d'ensemble de Moscou pour influencer le développement du conflit en faveur de l'un ou l'autre camp. D'autre part, nous pourrions déterminer si l'incidence de l'ensemble des actions russes, qu'elle soit intentionnelle ou non intentionnelle, tend à favoriser une régression, un maintien ou un dépassement du *statu quo* de la structure antagoniste.

3.4.1 Éléments d'une participation russe aux hostilités

Les implications de la Russie ou du moins de certains Russes sont manifestes. Des témoignages et certains indices tendent à accréditer la thèse d'une implication de la Russie dans les combats mêmes au Nagorno-Karabakh. C'est ainsi que certains auteurs peuvent ouvertement affirmer que les soldats russes du 366^e bataillon d'infanterie motorisée ont été impliqués dans certains combats. Il faut toutefois tenir compte de trois considérations: 1- Il est difficile d'établir un lien entre les *actions* de certains intervenants d'origine russe et une *volonté* dirigée par Moscou. La Russie est officiellement neutre et ne contrôle pas ses ressortissants engagés comme mercenaires tout comme elle n'est pas responsable de certains officiers russes qui vendent des armes pour se constituer un revenu d'appoint. Aussi, l'action de *certaines Russes* n'implique pas nécessairement le *gouvernement de la Russie*. 2- Dans la littérature, particulièrement dans les journaux, on trouve un nombre impressionnant d'accusations d'ingérences de Moscou. Ces affirmations, aisément concevables, constituent une explication facile, voire simpliste, des choses. Chacun des protagonistes accuse la Russie d'aider l'autre

camp pour expliquer ses propres défaites. Aussi, faut-il être critique face aux sources employées pour développer ces thèses d'ingérence. 3- La difficulté d'évaluer si les actions russes visent à soutenir davantage un des protagonistes tient avant tout au fait que la Russie semble appuyer alternativement l'un et l'autre camp.

Chouchi, ville à majorité azérie, perchée dans les montagnes près de Stepanakert, constitue une véritable citadelle d'où les Azéris bombardaient la capitale du Nagorno-Karabakh depuis le début du conflit. La thèse d'un appui russe dans la prise de cette position stratégique est tout à fait plausible. En mars 1992, trois attaques arméniennes sur Chouchi se soldent par des échecs. Lors de l'attaque décisive, les 7 et 8 mai, Chouchi tombe aux mains des Arméniens en vingt-quatre heures. Karam et Mourgues rapportent que «[les] Russes avaient aidé les Fédais à élaborer leur stratégie et mener la bataille»⁷⁷. Ils ajoutent que, selon des sources azéries, «plusieurs centaines de Russes ont trouvé la mort pendant ces opérations»⁷⁸.

Les explications azéries pour d'autres conquêtes arméniennes, la prise de Khodjali par exemple, évoquent également le double jeu des «soldats russes de maintien de la paix». Cette même accusation est souvent confirmée par les observateurs et les spécialistes de la Transcaucasie: «[...] there is no doubt that Red Army troops had outlived their usefulness as neutral peacekeepers in Nagorno-Karabakh. There were persistent Azerbaijani allegations of Soviet army participation in the assault on Khojali, and timing would suggest that there is some truth in their accounts»⁷⁹.

En effet, la 366^e division de l'Armée russe a été officiellement retirée du Karabakh en mars 1992, juste après le massacre de Khodjali, le 26 février, où plus de 1000 civils azéris ont été tués. Des témoignages confirment ces allégations:

The Khodjali massacre was a turning point in the conflict over Nagorno-Karabakh [...] But many points remain unanswered - especially the role of the 366th. A half-Armenian, half-German photographer traveling with Armenian units on patrol the night of February 25-26, 1992, told me that the participation of dozens of tanks and armored personnel carrier (APCs) of the 366th in the attack on Khodjali was a surprise, if a welcome one for the Armenians; two Turkmen deserters from the 366th I interviewed, who escaped to the Azeri town

⁷⁷ Patrick Karam et Thibaut Mourgues, *op. cit.*, p. 83.

⁷⁸ *Ibid.*, p. 84.

⁷⁹ Suzanne Goldenberg, *op. cit.*, p. 167; voir également Elizabeth Fuller, *Russian Strategy in the Transcaucasus...*, *op. cit.*, pp. 14-15.

of Agdam with survivors from Khodjali, likewise confirmed that their former unit spearheaded the attack⁸⁰.

Karam et Mourgues, après une enquête sur le terrain, citent un responsable du Dachnak, parti nationaliste arménien au pouvoir au Karabakh, sous couvert d'anonymat: «Les Russes nous ont aidés à prendre Khodjalou, et avant, Malibedlou et Serhabeint. Ce sont eux qui ont décidé de la stratégie de l'attaque et de l'endroit où se ferait cette attaque»⁸¹. Cette dernière affirmation a beaucoup plus de poids que les précédentes, car il ne s'agit plus d'allégations concernant l'adversaire, mais plutôt d'un protagoniste déclarant ouvertement avoir reçu une aide russe.

Peu de temps après ces premières victoires arméniennes, les Azéris bénéficient eux aussi d'un apport russe lorsqu'ils reprennent l'offensive et reconquirent Chahoumian et Martakert, deux régions au nord du Haut-Karabakh.

Les indices de la participation russe ne manquent pas: les équipages des chars étaient russes; les communications radio interceptées par les Arméniens étaient également en russe. Pour Isagoulov, ministre de l'Intérieur du Haut-Karabakh, « le 4^e groupe spécial de l'armée russe a participé aux combats; plus de quatre cents Russes étaient engagés aux côtés des Azéris, avec sans doute des Ukrainiens et des Tchétchènes » : « Nous avons retrouvé des corps sans documents d'identité, mais, selon leur apparence et les traits du visage, il s'agissait de Slaves plutôt que d'Azéris. Je ne peux affirmer officiellement que la Russie est directement impliquée dans la guerre, mais je suis sûr que Moscou a aidé les Azéris en leur fournissant armes et techniciens. »⁸².

Cette dernière citation montre bien jusqu'à quel point il est difficile, malgré certaines évidences, d'accuser la Russie de s'être impliquée officiellement⁸³. Par contre, pour tous les combattants et pour l'ensemble des observateurs, cette implication ne fait nul doute. Concernant les reconquêtes azéris, les Arméniens avancent même la thèse que «la participation russe à l'attaque constituait un geste de compensation à la prise de Chouchi»⁸⁴. Par cet argument, les Arméniens avouent implicitement l'aide reçue lors de la prise de Chouchi. Le témoignage rapporté par Zverev révèle un aveu similaire de la part d'un diplomate:

⁸⁰ Thomas Goltz, «Letter from Eurasia...», *loc. cit.*, p. 101.

⁸¹ Patrick Karam et Thibaut Mourgues, *op. cit.*, p. 82.

⁸² *Ibid.*, pp. 86-87.

⁸³ On rapporte également que des Azéris ont intercepté des transmissions radio militaires en russe lors des avancées arméniennes à Kelbajar et lors de leur prise du corridor de Latchine. Encore une fois, les personnes enregistrées ont été identifiées comme russes (soldats professionnels), mais on ne peut déterminer s'ils sont des mercenaires ou des unités de la 7^e Armée russe basée en Arménie. Voir Thomas Goltz, «Letter from Eurasia», *loc. cit.*, pp. 103-104.

⁸⁴ Patrick Karam et Thibaut Mourgues, *op. cit.*, p. 87.

Furman recalls that, at a meeting between the Azeri and Armenian representatives shown on Russian TV in 1993, the then Azeri ambassador to Russia, Hikmet Gaji-zadeh, accused the Russian Army of being engaged on the Armenian side during the capture of Kelbajar in spring 1993. His Armenian counterpart did not deny his statement, but reminded the audience that Russia had also helped Azerbaijan during the Azeri offensive in summer 1992⁸⁵.

Puisqu'on fait état de citations compromettantes, le ministre azéri des Affaires étrangères, Tofiq Gassimov, déclare en 1992: «Il n'y aura jamais de paix dans la région, car les Russes aident alternativement les uns et les autres. Depuis les origines, la Russie pourrit la situation»⁸⁶. L'aveu d'avoir bénéficié d'un appui de Moscou provient cette fois d'un représentant de l'Azerbaïdjan au plus haut niveau.

D'autres éléments de preuve, accablants pour l'État russe, rendent l'éventualité d'une intervention de la Russie dans le conflit hautement probable. La presse azerbaïdjanaise fait largement état de six nationaux russes, capturés par les forces de sécurité azéries, en septembre 1992. Ces hommes, membres de la *Spetsnaz* (forces spéciales russes), étaient assignés à la 7^e Armée russe basée en Arménie. Leur cas, d'apparence semblable à celui de tant d'autres déserteurs russes, est particulier dans la mesure où ils n'ont jamais été déclarés «déserteurs», même un an après avoir quitté leur base en Arménie. Goltz rapporte qu'après avoir contacté les autorités militaires à Moscou, concernant le statut de ces hommes, les Azéris se font attester, deux mois plus tard, que ces hommes sont toujours en poste à Erevan. Goltz pose alors la question: «How can the Russian equivalent of Special Forces troops go AWOL for nearly a year without the knowledge of superiors?»⁸⁷. Pour beaucoup d'Azéris, les six «mercenaires» russes deviennent la première preuve appuyant leurs accusations maintes fois répétées de la participation de soldats russes aux côtés des Arméniens.

Il est difficile de déterminer si ces hommes ont agi de leur propre chef. Lors de leur procès, ils se proclament tous «mercenaires» et il est fort possible que le chaos, qui règne jusque dans les forces d'élite de l'Armée russe, soit la source de cet imbroglio. Par ailleurs, l'incident a des répercussions considérables pour les événements subséquents. Dès lors, l'Azerbaïdjan exige le retrait de la totalité des troupes russes de son territoire. La suspicion reste

⁸⁵ Zverev tire cette anecdote de D. Furman, «Nesostoyavshayasya revolutsia. Politicheskaya bor'ba v Azerbaidzhane (1988-1993 gody)». *Druzhba narodov*, 1994, no 4, p. 167. Voir Alexei Zverev, «Ethnic Conflicts in the Caucasus 1988-1994». In Bruno Coppieters (dir.), *Contested Borders in the Caucasus*. Bruxelles: VUB Press, 1995, (<http://www.vub.ac.be/POLI/>).

⁸⁶ Cité dans Patrick Karam et Thibaut Mourgues, *op. cit.*, p. 94.

⁸⁷ Thomas Goltz, «Letter from Eurasia», *loc. cit.*, p. 103.

élevée depuis et se traduit par le refus des autorités azerbaïdjanaises d'accepter la présence de gardes-frontières russes ou de permettre le déploiement de forces russes de maintien de la paix.

Plus récemment, d'autres indices confirment la participation de la Russie du côté arménien, sans qu'on puisse pour autant l'inculper officiellement. «In 1994, during the latest Azerbaijani offensive in Karabakh, the Armenians suddenly committed to combat new tanks they had not had before, including several state-of-the-art T-80's. It should be noted, however, that even a tank crew member would be unable to handle a T-80 unless he was trained to operate precisely this vehicle. Therefore, the Armenian side obtained specialists along with the hardware»⁸⁸. Les Arméniens ont donc reçu une aide russe humaine et technique considérable dans leurs opérations précédant le cessez-le-feu. Dans le même sens, Fuller rapporte que les Russes auraient combattu auprès des Arméniens, au début de mai 1994, dans une tentative de forcer l'autorité azerbaïdjanaise à accepter les troupes de maintien de la paix de la CEI⁸⁹.

Ces quelques éléments ne suffisent toutefois pas à accuser les dirigeants moscovites d'entretenir une politique systématique d'intervention. Tout au plus, nous pouvons déduire que tous les protagonistes profitent d'une aide russe et, depuis la chute de l'Union soviétique, particulièrement l'Arménie. Nous pouvons conclure comme ce diplomate azéri: «With the facts we have in hand, one cannot categorically state that it is Russian policy to meddle in conflicts by sending in troops [...] But at the very least, one can say that Moscow is turning a blind eye to some very irregular activities in the military command»⁹⁰.

3.4.2 Ventes d'armes

Les ventes d'armes et leur acheminement aux protagonistes constituent certainement un levier de contrôle majeur que détient Moscou. Avant 1991, le conflit subsiste à l'état larvé. Les armes impliquées proviennent certes des réserves de l'Armée rouge, mais il s'agit souvent d'équipement volé par les belligérants ou vendu par certains officiers de l'Union soviétique,

⁸⁸ Aleksandr Budberg, «Chernomyrdin Seen Standing in War Party's Way». *Moskovskiy Komsomolets* (Moscou, en russe), 11 août 1995, p. 2. Traduit par FBIS, *FBIS-SOV-95-156; Daily Report*, 11 août 1995, (<http://wnc.fedworld.gov>).

⁸⁹ Elizabeth Fuller, *Russian Strategy in the Transcaucasus...*, *op. cit.*, p. 15.

⁹⁰ Ce diplomate n'est pas nommé. Cité dans Thomas Goltz, «Letter from Eurasia», *loc. cit.*, p. 104.

sans le consentement, présume-t-on, de leurs supérieurs⁹¹. Évidemment, cela ne saurait incriminer le gouvernement de Moscou.

Après le démembrement, l'ambiguïté s'efface: la Russie vend des armes à tous les protagonistes du conflit et, souvent, elle finance même ces ventes. Toutefois, certaines zones d'ombre subsistent. Il faut se demander si la distribution des armes, officielle et postérieure au démembrement, tend à favoriser un des deux camps par le biais de la qualité et de la quantité du matériel. Pour ce faire, il faut tenir compte des types d'armes que la Russie vend et le moment où elle les achemine à leurs acheteurs.

La Russie constitue la principale source d'approvisionnement en matériel militaire pour les deux camps⁹². Certains observateurs affirment même qu'elle constitue le seul fournisseur d'armes, l'Iran ayant refusé de procurer un tel équipement et la Turquie n'étant pas capable d'acheminer le matériel et de se mesurer à la Russie sur ce terrain⁹³. Toutefois, de multiples rapports démontrent que la Turquie fournit de l'équipement à l'Azerbaïdjan⁹⁴, peut-être même à partir des réserves de l'OTAN⁹⁵. Israël et la Chine auraient également fourni du matériel à l'Azerbaïdjan⁹⁶. Malgré ces autres pays tiers, il est clair pour l'ensemble des observateurs que la Russie, à défaut d'être l'unique pourvoyeuse d'armes, constitue la principale source d'armement pour l'ensemble des combattants de la région. Ces derniers, ayant en partie servi dans l'Armée rouge, sont déjà habitués à cet équipement. De plus, il s'agit du matériel le plus facilement disponible. Ainsi, Corley rapporte: «[...] both sides are largely supplied with ex-Soviet Army or Russian stocks. This extends from AK-47s and RPG-7s, with which most soldiers are armed, to heavy weapons like Grad rocket launchers. Even Soviet Army General Staff maps (still marked 'secret' in the top left-hand corner) are used in headquarters and at the front»⁹⁷.

⁹¹ Patrick Karam et Thibaut Mourgues, *op. cit.*, p. 96.

⁹² Voir Elizabeth Fuller, «Paramilitary Forces...», *loc. cit.*, pp. 74-82.

⁹³ Voir Tamara Dragadze, «Conflict in the Transcaucasus and the Value of Inventory Control». *Jane's Intelligence Review*, vol. 6, no. 2, (1994), pp. 71 et s., (Lexis-Nexis).

⁹⁴ Marc Rogers, «Nagorno-Karabakh: diplomats talk as both sides rebuild forces», *loc. cit.*, (Lexis-Nexis).

⁹⁵ Tony Banks, «Azeris want...», *loc. cit.*, (Lexis-Nexis).

⁹⁶ *Ibid.*

⁹⁷ Felix Corley, «Nagorno-Karabakh - An Eyewitness Account». *Jane's Intelligence Review*, vol. 6, no 4 (1994), (Lexis-Nexis).

Dans l'ensemble de la littérature, il est courant d'affirmer que l'Azerbaïdjan ait été favorisé par le partage du matériel militaire de l'ancienne Armée rouge⁹⁸. À titre d'exemple, Duncan rapporte qu'en 1992, l'attribution des forces aériennes a nettement favorisé l'Azerbaïdjan: «Some aircraft were handed over to the newly independent Transcaucasian republics. [...] Azerbaijan acquired 47 aircraft, including nine Su-24 bombers and 28 MIG-25 fighters, while Armenia is thought to have received only six aircraft»⁹⁹. Cette inéquité s'explique par les bases et les troupes soviétiques stationnées, plus nombreuses en Azerbaïdjan qu'en Arménie. La raison évoquée pour l'acheminement des forces aériennes est du même ordre: il n'y avait pas de force aérienne soviétique basée en Arménie¹⁰⁰. Compte tenu de ce déséquilibre dans la localisation des effectifs soviétiques, il est normal que l'Azerbaïdjan ait eu plus rapidement et davantage de matériel à sa disposition au moment du partage. Fuller rapporte ainsi que l'Arménie a obtenu approximativement la moitié de ce qui lui était dû, suivant l'accord de Tachkent, tandis que l'Azerbaïdjan a réussi, par voie de privatisation, à accumuler plus d'armes que sa part prévue initialement¹⁰¹. Pour certains auteurs, l'Azerbaïdjan aurait été volontairement favorisé dans les livraisons officielles d'armes russes.

Les livraisons d'armes ont joué un rôle important dans la stratégie de Moscou. [...] La fourniture fut accélérée en faveur de l'Azerbaïdjan : par le numéro d'ordre 314/3/022 OT en date du 22 juin 1992, le gouvernement russe fournit à Bakou 237 chars et 529 autoblindés ainsi que 170 canons. Les opérations militaires azéries recevaient ainsi un fort encouragement. Lorsque, le 10 juillet, la Russie commença à livrer [à] (sic) l'Arménie, un incident retarda l'opération. [...] En représailles, la Russie suspendit ses livraisons¹⁰².

En revanche, l'Arménie semble avoir obtenu davantage d'armement par la suite. «[...] Armenia is always reputed by her neighbours of having received more than they did themselves»¹⁰³. Il convient cependant de noter que l'Arménie se plaint d'avoir obtenu du matériel en grande partie dysfonctionnel.

⁹⁸ Voir particulièrement «L'Europe hors OTAN». In Pascal Boniface (dir.), *L'année stratégique 1994*, Paris: IRIS, 1994, p. 276.

⁹⁹ Andrew Duncan, «Russian Forces in Decline - Part 4». *Jane's Intelligence Review*, vol. 8, no 12 (1996), pp. 540 et s., (Lexis-Nexis).

¹⁰⁰ Voir Suzanne Goldenberg, *op. cit.*, p. 64; Mark Stenhouse «Turmoil...», *loc. cit.*, (Lexis-Nexis).

¹⁰¹ Elizabeth Fuller, «Paramilitary Forces...», *loc. cit.*, p. 80.

¹⁰² Patrick Karam et Thibaut Mourgues, *op. cit.*, p. 96.

¹⁰³ Tamara Dragadze, «Conflict in the Transcaucasus...», *loc. cit.*, (Lexis-Nexis).

[...] Armenians officials admit that much of the ground force's equipment inherited from the Soviet Union, including 180 T-72 tanks, 180 BMP-1Ks, guided missiles, artillery pieces and mortar launchers, is no longer serviceable. The air force is in an even parlous condition. Armenia's only combat ready unit, composed of Mi-28 and Mi-8 helicopters, is based near Yerevan. Poor maintenance has meant that many fixed-wing aircraft inherited from Soviet air force have been grounded¹⁰⁴.

Les sources fiables concernant les transferts d'armes russes aux anciennes républiques transcaucasiennes sont excessivement peu nombreuses. Certains observateurs mentionnent que pour la période la plus intense du conflit, 1992-1994, l'approvisionnement russe semble avoir été minutieusement calculé afin d'alimenter les combattants et entretenir leur logique guerrière. De ce point de vue, Corley rapporte que la Russie approvisionne l'Arménie et le Karabakh en systèmes anti-aériens, alors qu'ils n'ont pas réellement d'aviation, tandis qu'elle procure des avions Su-25 et MIG-29 à l'Azerbaïdjan, sans leur fournir de systèmes anti-aériens¹⁰⁵. Cette hypothèse, quoique défendable, suppose que Moscou adopte une politique extrêmement machiavélique qui ne cadre pas avec ses initiatives de paix (voir chapitre 4).

Par ailleurs, un ensemble de facteurs nous empêche d'évaluer la quantité d'armes fournie par la Russie. D'une part, comme l'affirme Dragadze, ce serait extrêmement aventureux tant les sources d'information russes et les autres sources locales se contredisent: «Any account of military hardware held either by national armies or the minority insurgents in the Transcaucasus is largely unreliable since Russian sources describe larger transfers to the national governments than the latter acknowledge [...]»¹⁰⁶. D'autre part, une grande partie des transferts d'armes empruntent divers chemins obscurs. Les dépôts de munitions et les casernes russes ont été trop souvent pillés pour que cela relève purement du hasard¹⁰⁷. De plus, Moscou n'a même pas le contrôle sur l'acheminement des armes qu'elle leur procure tant l'armée se trouve dans un état valétudinaire. Ainsi, Zverev rapporte que le 366^e régiment, basé à Stepanakert, tombe en pièces en mars 1992 lorsqu'une partie du contingent (les officiers et les soldats arméniens) s'emparent des armes lourdes et légères et rejoignent les forces du Karabakh¹⁰⁸. Ce qui reste de l'équipement de ce régiment est distribué aux forces locales¹⁰⁹.

¹⁰⁴ Mark Stenhouse, «Turmoil...», *loc. cit.*, (Lexis-Nexis). Ce passage de Stenhouse avait pour but d'expliquer la supériorité technique des forces azéries sur les forces arméniennes.

¹⁰⁵ Felix Corley, «Nagorno-Karabakh - An Eyewitness Account», *loc. cit.*, (Lexis-Nexis).

¹⁰⁶ Tamara Dragadze, «Conflict in the Transcaucasus...», *loc. cit.*, (Lexis-Nexis).

¹⁰⁷ Suzanne Goldenberg, *op. cit.*, pp. 63-64.

¹⁰⁸ *Ibid.*

¹⁰⁹ Voir Andrew Duncan, «Russian Forces in Decline...», *loc. cit.*, (Lexis-Nexis).

Les officiers arméniens, majoritaires dans ce régiment, s'assurent toutefois que l'équipement profite aux Arméniens et non pas aux Azéris.

When Regiment 366 of the Seventh Army tried to leave the enclave, ethnic Armenian officers opened up the base at Stepanakert to looters from the Armenian militia before defecting themselves in large numbers. What should have been an orderly withdrawal became a carnival for Armenian militants, who carted off heavy weaponry, binoculars, radios and other equipment [...]. Meanwhile, the departing troops came close to a mutiny against the generals who had been flown in by helicopter to oversee the operation, refusing to leave until they were sure they were not going to Azerbaijan¹¹⁰.

Au printemps 1997, on fait état d'implications de la Russie dans la vente illégale d'armes à l'Arménie, pour toute la période postérieure au cessez-le-feu. De 1994 à 1996, la Russie lui aurait secrètement vendu 84 chars de combat T-72 et 50 véhicules de combat. Rogers rapporte les paroles de l'Ambassadeur russe en Arménie, qui semble chercher à masquer les allégations: «[...] Andrei Urnov, last week said that arms shipments had been made for the use of Russian military personnel at installations located in the Republic of Armenia»¹¹¹. Il a ensuite été confirmé par une enquête du ministère russe de la Défense que cette vente s'était faite sans la connaissance du gouvernement russe: «'The investigation has revealed that the weapons were handed over free of charge and without a corresponding decision of the Russian government,' Defence Minister Igor Rodionov said in a letter released to Russian news media»¹¹². Il faudra certainement encore beaucoup de temps avant de faire la lumière sur ces événements. Cependant, leur mise à jour contribue à détériorer la confiance entre les protagonistes. Tuleyev, ministre russe de la Coopération avec les pays-membres de la CEI, mentionne que la fourniture d'équipement militaire à une des parties impliquées dans le conflit du Nagorno-Karabakh pourrait forcer l'autre partie, l'Azerbaïdjan, à acheter elle aussi des armes¹¹³.

Il est donc clair, à la lumière de la documentation, qui reste fragmentaire, que la diversité des modes de transmission d'armes ainsi que la propagande et la couverture de ces échanges ne permettent pas de déterminer la quantité d'armes que la Russie procure aux

¹¹⁰ Suzanne Goldenberg, *op. cit.*, pp. 64-65.

¹¹¹ Marc Rogers, «Russian minister reveals arms-to-Armenia secret». *Jane's Defence Weekly*, vol. 27, no 9 (1997), pp. 14 et s., (Lexis-Nexis).

¹¹² «Russia probes its illegal arms supply to Armenia». *Jane's Defence Weekly*, vol. 27, no 11 (1997), pp. 16 et s., (Lexis-Nexis); Michael S. Lelyveld, «Russian action roils region; Reports of secret weapon shipments to Armenia disturb Azerbaijan». *Journal of Commerce*, 19 mars 1997, p. 3-A, (Lexis-Nexis).

¹¹³ Voir Marc Rogers, «Russian minister reveals...», *loc. cit.*, (Lexis-Nexis).

belligérants. Par conséquent, il est assez difficile d'identifier la stratégie à laquelle répond Moscou dans ces transferts d'armes.

En dehors d'une éventuelle stratégie russe qui sous-tend l'approvisionnement d'armes, un autre élément doit être pris en considération. Le fait de fournir des armes n'implique pas nécessairement une volonté d'attiser le conflit. Des objectifs d'une toute autre nature peuvent motiver la Russie, par exemple une forme de relation clientéliste. D'un point de vue strictement économique, les ventes russes sont stimulées par des objectifs aussi divers que: 1- Répondre aux demandes de leurs clients: le conflit constitue un marché où la Russie offre ce qui peut satisfaire un besoin¹¹⁴. Le marché des armes est excessivement lucratif, surtout en temps de crise. 2- Conserver son monopole: l'ensemble du Caucase correspond à un énorme «marché de produits militaires» que d'autres fournisseurs, notamment l'Iran et la Turquie, cherchent à percer. La Russie n'a plus le contrôle des frontières des républiques indépendantes (à moins de les inclure dans la CEI et de s'occuper elle-même de garder leurs frontières, comme en Arménie). Elle risque donc de voir s'y installer des concurrents, à moins d'offrir la première, à de bonnes conditions, ce qu'on attend d'elle: les armes. 3- Maintenir une industrie de qualité: s'il y a un secteur de l'économie russe qui reste un peu productif et peut-être compétitif, c'est bien celui des armes. Il s'agit également d'une industrie qui demande une main d'œuvre spécialisée et qui offre des emplois bien rémunérés. Permettre les ventes d'armes n'est peut-être qu'une façon moins coûteuse d'entretenir le complexe militaro-industriel dans un état de survie à l'intérieur d'une Russie où tout semble se diriger vers une faillite¹¹⁵. 4- Investir chez soi: La Russie constitue le principal bailleur de fonds de l'Arménie. En liant cette aide économique à l'acquisition de produits russes, vendre des armes devient une forme d'investissement chez soi.

Sans aucun doute, ces aspects sont considérés par les dirigeants d'une Russie en pleine crise économique. Lévesque affirme que «pour Eltsine, toute la politique étrangère et de sécurité de la Russie d[oit] être entièrement subordonnée aux impératifs de sa transformation

¹¹⁴ En ce sens, selon Andrei Netchaev, ministre russe de l'Économie: «La vente d'armements à l'étranger n'est plus liée aux considérations politiques et sera effectuée uniquement sur une base commerciale». *Tass*, 21 mai 1992, cité dans Jean-Pierre Maulny, «Ventes d'armes et industrie d'armement». In Pascal Boniface (dir.), *L'année stratégique 1993*, Paris: IRIS, 1993, p. 199.

¹¹⁵ On parle de «pertes de productivité de 30 à 120 fois ce qu'elles étaient auparavant». Aussi, il ne faut pas s'étonner d'entendre Andrei Netchaev, le ministre russe de l'Économie, déclarer: «La Russie exportera des armes, tant que se poursuit le processus de reconversion de l'industrie de guerre». *Ibid.*

économique et politique intérieure»¹¹⁶. Ainsi, on pourrait, à la limite, considérer les ventes d'armes de la Russie aux belligérents comme un pur acte de commerce. De plus, l'action de vendre des armes et d'assurer la vitalité des échanges économiques permet d'imposer une forme de contrôle sur la région transcaucasienne: «The Russian government, for fear of letting the region slip out of its control, is providing both sides with weapons on easy credit terms»¹¹⁷.

Pour résumer, nous pouvons dire que l'approvisionnement des armes semble privilégier l'Azerbaïdjan au moment du partage de l'arsenal soviétique et il semble que par la suite l'Arménie soit favorisée. Ces transferts correspondent aux avancées des belligérants avec trop de simultanéité pour que cela puisse paraître purement aléatoire. Ces tendances observées dans les ventes d'armes ne suffisent toutefois pas pour démontrer l'existence d'une volonté d'ingérence dans le conflit en faveur de l'un ou l'autre camp. Pour vérifier si la «politique russe» découle d'une stratégie d'ensemble, il faut analyser d'autres formes d'appui que la Russie aurait pu privilégier, notamment au niveau des relations stratégiques et économiques.

3.4.3 Relations stratégiques et économiques de la Russie avec les protagonistes

3.4.3.1 La Russie et l'Arménie

L'Arménie la bonne élève

Malgré l'épisode de l'emprisonnement des membres du Comité Karabakh, l'Arménie a toujours entretenu de bonnes relations avec Moscou. Il faut préciser que cet «incident judiciaire» relève du temps de l'Union soviétique et que l'actuel Gouvernement russe n'a aucune responsabilité dans le cours de ces événements passés. Par ailleurs, l'Arménie représente la seule ex-république soviétique à suivre un processus d'accès à l'indépendance en toute légalité, favorisant la voie constitutionnelle, sans rupture brutale avec Moscou¹¹⁸.

Bien qu'à l'origine le MNA entretienne une rhétorique anti-russe, ce mouvement change de discours assez rapidement. Dès qu'ils prennent le pouvoir, les représentants du MNA améliorent leurs relations avec la Russie. En fait, les problèmes initiaux entre le MNA et la Russie sont dérivés de la lutte de pouvoir dans l'Union soviétique déclinante et la situation se

¹¹⁶ Jacques Lévesque, «Eurasie». In Boniface (dir.), *L'année stratégique 1994*, op. cit., p. 48.

¹¹⁷ Felix Corley, «Nagorno-Karabakh - An Eyewitness Account», loc. cit., (Lexis-Nexis).

¹¹⁸ Anahide Ter Minassian, «L'Arménie et le conflit...». In Djalili (dir.), op. cit., pp. 69-70.

régularise rapidement après l'effondrement de l'Empire¹¹⁹. Après la disparition de l'URSS, l'Arménie se rallie à la Communauté des États slaves, puis à la CEI. En Transcaucasie, elle fait preuve d'un comportement exemplaire en adoptant une politique conciliante envers les positions de la Russie, comme l'indique Ter Minassian: «Contrairement à la Géorgie et à l'Azerbaïdjan, l'Arménie participe à tous les sommets de la CEI, signe tous les accords relatifs à la coordination de l'économie, des finances et surtout de la défense»¹²⁰. Quelques chiffres tirés de *L'Année stratégique 1994* illustrent cet état de fait. Pendant les sept premiers mois de l'existence de la CEI, 85 accords de toute nature furent conclus, dont 84 furent signés par l'Arménie et seulement 24 par l'Azerbaïdjan¹²¹.

De même, pour de Tinguy, l'Arménie représente la seule ancienne république soviétique «à choisir ouvertement la voie de la coopération avec la Russie et avec la nouvelle communauté qui se crée en décembre 1991»¹²². Plus loin elle explique que «[s]es dirigeants ne sont pas favorables à la création d'armées nationales. Ce qu'ils souhaitent, c'est le maintien de bases militaires permanentes russes (ou de la CEI) sur le territoire arménien et celui de forces russes sur ses frontières»¹²³. Bref, un ensemble d'éléments tendent à démontrer une ouverture arménienne particulièrement marquée envers la Russie. On peut même affirmer que les bonnes relations avec la Russie constituent la seule base solide d'une «doctrine de politique étrangère arménienne»¹²⁴.

En contrepartie, l'Arménie espère que cette «bonne attitude» lui donnera un avantage dans le conflit qui l'oppose à l'Azerbaïdjan et lui procurera une plus grande sécurité face aux «dangers régionaux». La Turquie devient une menace sérieuse à partir du moment où elle

¹¹⁹ Shireen T. Hunter, *The Transcaucasus...*, *op. cit.*, p. 53.

¹²⁰ Anahide Ter Minassian, «L'Arménie et le conflit...». In Djalili, *op. cit.*, p. 72. Voir également Suzanne Goldenberg, *op. cit.*, p. 59.

¹²¹ Pour l'auteur de ce rapport, ces chiffres montrent que la CEI constitue une organisation «à deux vitesses». Voir Jacques Lévesque, «Eurasie», *loc. cit.*, p. 53.

¹²² Anne De Tinguy, «La Russie en Transcaucasie: chef d'orchestre ou médiateur?». In Djalili (dir.), *op. cit.*, p. 146.

¹²³ *Ibid.*

¹²⁴ «With the exception of the Karabakh conflict, it [Armenia] is devoid of ideological and other programmatic objectives. Its relationship with Russia, however, may well be one of the very few objectives that might be described as holding the significance of a foreign policy doctrine». Rouben Paul Adalian, «Armenia's Foreign Policy...». In Dawisha et Dawisha (dir.), *op. cit.*, p. 320.

augmente ses troupes dans l'est de l'Anatolie¹²⁵ et où elle menace d'utiliser son droit de regard sur les frontières du Nakhitchevan. Aussi, c'est avec soulagement que l'Arménie signe un traité de sécurité collective, le Traité de Tachkent en mai 1992, avec la Russie et quatre autres anciennes républiques soviétiques¹²⁶. Ter Minassian affirme que le traité sur la sécurité collective de la CEI «arrive à point nommé pour mettre l'Arménie à l'abri des menaces - il est vrai verbales - de la Turquie à la suite de l'occupation de Chouchi et de Latchine, et d'incidents frontaliers au Nakhitchevan»¹²⁷. Il faut néanmoins préciser que l'Arménie bénéficiait déjà d'une certaine protection russe grâce à un traité d'amitié, d'assistance mutuelle et de coopération avec la Russie, signé le 29 décembre 1991¹²⁸.

Depuis le démembrement de l'URSS, la plupart des auteurs s'entendent pour dégager une attitude pro-arménienne de la Russie en Transcaucasie. Pour certains, la Russie penche du côté de l'Arménie durant le mandat de Eltchibey en Azerbaïdjan, à cause de son attitude ouvertement anti-russe et pro-turque ainsi qu'à son désir d'indépendance¹²⁹. Selon Lévesque, l'Azerbaïdjan se serait éloigné de la CEI soupçonnant la Russie de favoriser l'Arménie dans le conflit. Cette position aurait «renforcé la prédisposition initiale de la Russie en faveur de l'Arménie»¹³⁰. Peu importe les raisons évoquées, tous s'accordent pour souligner cette affinité entre les deux «peuples chrétiens».

Les relations entre les deux États ne se développent toutefois pas sans tension. Il serait faux de prétendre que la Russie appuie entièrement la politique de l'Arménie face à l'Azerbaïdjan. Lorsque l'Arménie demande aux signataires du Pacte de Tachkent de l'aider dans sa lutte contre l'Azerbaïdjan, la Russie, qui constitue un acteur central de cet accord, s'oppose vigoureusement à cette forme d'intervention. Selon Greene, la Russie a empêché la participation de la CEI sans même consulter les autres États-membres¹³¹.

¹²⁵ Voir Victor Kosteniouk, «Tourtsia i konflikt v Zakavkazie» [La Turquie et le conflit de Transcaucasie]. *Krasnaïa Zvezda* (Moscou, en russe), 27 avril 1993. Traduit et reproduit en extraits dans Mouradian (dir.), *Le Caucase des indépendances...*, *op. cit.*, pp. 45-46.

¹²⁶ Voir Rouben Paul Adalian, «Armenia's Foreign Policy...». In Dawisha et Dawisha (dir.), *op. cit.*, p. 320.

¹²⁷ Anahide Ter Minassian, «L'Arménie et le conflit...». In Djalili (dir.), *op. cit.*, p. 72.

¹²⁸ Anne de Tinguy, «La Russie en Transcaucasie...». In Djalili (dir.), *op. cit.*, p. 146.

¹²⁹ Shireen T. Hunter, *The Transcaucasus...*, *op. cit.*, p. 54.

¹³⁰ Jacques Lévesque, «Eurasie», *loc. cit.*, p. 55.

¹³¹ James M. Greene, «The Peacekeeping Doctrines of the CIS». *Jane's Intelligence Review*, vol. 5, no 4 (1993), (Lexis-Nexis); voir également Elizabeth Fuller, *Russian Strategy in the Transcaucasus...*, *op. cit.*, p. 15.

Le support russe à l'Arménie

L'Arménie accepte de maintenir les troupes de l'ex-armée soviétique, devenue Armée de la CEI, sur ses frontières stratégiques avec la Turquie et l'Iran¹³²: «Russian military assistance is directed toward building up an efficient national Border Guard in accordance with agreements signed in 1992 and 1993. The 500-strong Armenia Border Guard Group located in Yerevan is part of the Russian Caucasus Special Border District (KOPO), headquartered in Stavropol since 1 March 1994. Armenian personnel train at the military institutes of the Russian Border Troops»¹³³. Ces gardes-frontières russes constituent certainement un appui majeur de la Russie à l'Arménie. Ter Minassian exprime avec éloquence ce que représente la tâche de garder les frontières dans le contexte Arménien:

La défense des frontières de l'Arménie, au total 1,254 km dont 566 km au nord et à l'est, et 221 km au sud avec l'Azerbaïdjan, 164 km avec la Géorgie, 268 km avec la Turquie et 35 km avec l'Iran, absorbent en armement, équipement et ravitaillement une part importante du budget de l'Arménie, les dépenses afférentes à l'entretien des gardes-frontières russes le long de sa frontière avec la Turquie et l'Iran lui incombant partiellement¹³⁴.

Plusieurs éléments retiennent particulièrement notre attention dans ce passage. D'abord, la fonction de ces soldats russes allège le fardeau de l'exercice de la souveraineté arménienne. Cette tâche difficile semble s'alourdir par les larges indentations frontalières de cette république caucasienne et par l'environnement relativement hostile dans lequel elle se trouve¹³⁵. La coopération de la Russie est d'autant plus grande, qu'elle assume une partie des coûts liés à l'entretien de ses troupes¹³⁶. La simple présence des troupes russes et leur prise en charge partielle de la stabilité de l'État permet à la république arménienne de concentrer ses énergies dans le conflit du Nagorno-Karabakh. De plus, la Russie se charge de l'éducation militaire des troupes arméniennes et incorpore des cadets arméniens dans les écoles militaires russes.

¹³² Anahide Ter Minassian, «L'Arménie et le conflit...». In Djalili (dir.), *op. cit.*, p. 72.

¹³³ Richard Woff, «The Armed Forces of Armenia». *Jane's Intelligence Review*, vol. 6, no 9 (1994), pp. 387 et s., (Lexis-Nexis).

¹³⁴ Anahide Ter Minassian, «L'Arménie et le conflit...». In Djalili (dir.), *op. cit.*, p. 79.

¹³⁵ Il n'y a pas que du côté turc et azerbaïdjanais que l'Arménie subit des pressions. Radvanyi rapporte une «méfiance exacerbée» et des différends entre l'Arménie et la Géorgie, où réside une minorité arménienne (p. 37) particulièrement en Akhalkalaki où on a ouvert une filiale de l'Université d'Erevan (p. 32). Voir Jean Radvanyi, «La 'Maison caucasienne', fondement d'une recomposition régionale?». In Berton-Hogge et Crosnier (dir.), *op. cit.*, pp. 31-39.

¹³⁶ Clark rapporte que ces coûts sont partagés en parts égales, tandis qu'ils sont respectivement de l'ordre de 60 et 40 % pour la Géorgie et la Russie. Susan L. Clark, «The Russian Military in Former Soviet Union - Actions and Motivations». *Jane's Intelligence Review*, vol. 6, no 12 (1994), pp. 538 et s., (Lexis-Nexis).

The Russian OCC [Operational Combat Command] also provides valuable training assistance. While operations in Nagorno-Karabakh provide combat experience, many Armenian officers amass knowledge and experience on company, battalion and regimental exercises conducted by Russian units in Armenia. Russian military specialists also teach Armenian officers how to store, maintain and operate complex sophisticated hardware¹³⁷.

Ces éléments d'appui russe se manifestent par l'occupation du corridor de Latchine au printemps 1992 et par la prise d'autres territoires azerbaïdjanais, par les troupes karabakhies, en 1993. Leurs victoires portent le conflit directement aux frontières de l'Arménie. Or, peu avant ces événements, la Russie dépêche des troupes gardes-frontières aux limites des deux États transcaucasiens. Trenin affirme que cette action russe n'a pas d'effet immédiat sur les combats au Karabakh, mais qu'elle empêche néanmoins le conflit de s'étendre à l'Arménie¹³⁸. Il s'agit d'un avantage considérable dont profite l'Arménie pour canaliser ses efforts de guerre au Karabakh. Il faut toutefois préciser que l'Azerbaïdjan se prive volontairement de cet avantage. «Despite strenuous efforts, in the spring of 1994 Moscow failed to persuade the Azeris to accept Russian peacekeeping troops in Azerbaijan»¹³⁹. Nous ne pouvons donc pas conclure que la présence russe uniquement en Arménie résulte d'une politique visant à favoriser cette république.

Le support de la Russie est beaucoup plus évident d'un point de vue économique. Différents fléaux (blocus azéri et turc, tremblement de terre, masses de réfugiés...) frappent tour à tour l'Arménie, au point d'en faire un des États les plus pauvres de la planète. Le 22 novembre 1993, l'Arménie se donne le dram pour nouvelle monnaie nationale. Moins de quinze jours plus tard, on observe le cours du dram s'effondre: à la mi-décembre, il s'échange encore à 50 drams pour 1 dollar américain et, à la mi-juin, à un taux de plus de 400 pour un. L'inflation galopante entraîne une hausse vertigineuse des prix. Pour saisir l'ampleur du marasme économique, il faut savoir qu'au début de 1994, le salaire moyen s'établit à 600 drams par mois. On estime également que le niveau de vie chute de 50 à 60% entre novembre et décembre 1993 et que la majorité de la population consacre 80% du budget familiale à l'achat de nourriture¹⁴⁰.

¹³⁷ Richard Woff, «The Armed Forces of Armenia», *loc. cit.*, (Lexis-Nexis).

¹³⁸ Dmitri Trenin, «Russia's Security Interest and Policies in the Caucasus Region». In Coppieters (dir.), *op. cit.*, (<http://www.vub.ac.be/POLI/>).

¹³⁹ *Ibid.*

¹⁴⁰ Anahide Ter Minassian, «L'Arménie et le conflit...». In Djalili (dir.), *op. cit.*, pp. 80-81.

Cette crise touche également la RNK, dont l'économie dépend largement de celle de l'Arménie¹⁴¹. Il est ironique de constater que cette situation économique, digne des pays les plus défavorisés, concerne la période des plus grands gains territoriaux arméniens en Azerbaïdjan. Sans le support de la diaspora arménienne, des organisations internationales et surtout de la Russie, l'Arménie n'aurait jamais pu se sortir de cette crise. Selon Ter Minassian, même au plus fort de la tempête, «la Russie a été et reste le principal bailleur de fonds et le principal fournisseur de l'Arménie»¹⁴². Cet auteur affirme également que l'introduction du dram «a moins été une manifestation d'indépendance vis-à-vis de Moscou qu'une mesure palliative imposée par la détérioration de la situation financière de l'Arménie après la réforme monétaire russe (26 juillet 1993)»¹⁴³. Il est donc juste de constater que ces deux États ont des liens administratifs étroits et que la Russie soutient l'économie de l'Arménie. Selon Trenin, cet appui financier constitue même le principal moyen de pression de la Russie sur son allié arménien.

It is Russia's economic leverage, however, which is the basis of her influence in the area. Some 60 per cent of Armenia's budget revenue comes from Russia in the form of loan. The country's food and fuel dependency on Russia is even higher. [...] Only Azerbaijan is self-sufficient in this respect, although Nagorno-Karabakh uses Russian oil to keep its forces fighting the Azeris¹⁴⁴.

Les éléments présentés démontrent clairement l'état de dépendance de l'Arménie face à son puissant voisin du nord, même après son «indépendance». Étant donné que la Russie constitue son principal appui économique et militaire, selon les indicateurs disponibles, et compte tenu de la convergence et de la simultanéité de ce soutien avec l'acheminement des armes, nous pouvons soutenir la thèse que la Russie appuie l'Arménie dans le conflit qui l'oppose à l'Azerbaïdjan¹⁴⁵. Sans cet apport, l'Arménie ne pourrait poursuivre sa lutte aussi efficacement.

¹⁴¹ Ce qui illustre le mieux cette situation, c'est qu'on y utilise d'abord le dram, puis le rouble, mais jamais le manat (monnaie azerbaïdjanaise), dans les transactions quotidiennes.

¹⁴² Anahide Ter Minassian, «L'Arménie et le conflit». In Djalili (dir.), *op. cit.*, p. 84.

¹⁴³ *Ibid.*, p. 80.

¹⁴⁴ Dmitri Trenin, «Russia's Security Interest...». In Coppieters (dir.), *op. cit.*, (<http://www.vub.ac.be/POLI/>).

¹⁴⁵ Woff conclut de la même façon: «[...] Russians and Armenians have in general regarded themselves as natural allies for almost two centuries. The Break-up of the Soviet Union in December 1991 and the emergence of an independent Armenian state have not fundamentally changed the nature of the relationship. Indeed, Armenia will continue to rely on Moscow for diplomatic, economic and military support for the rest of the decade». Richard Woff, «The Armed Forces of Armenia...», *loc. cit.*, (Lexis-Nexis).

3.4.3.2 La Russie et l'Azerbaïdjan

L'Azerbaïdjan le « moins bon élève »

Les relations entre la Russie et l'Azerbaïdjan sont en moins bonnes conditions que celles qui prévalent entre la Russie et l'Arménie. La suspicion ne s'éclipse jamais entre les deux États frontaliers et, sans que l'on puisse prétendre que leurs relations répondent à une logique de confrontation, leur coopération est sérieusement limitée.

En décembre 1991, l'Azerbaïdjan accepte de signer l'entente de la CEI, tout comme l'Arménie. Par contre, de tous les premiers signataires l'Azerbaïdjan est le seul à ne pas ratifier l'entente et à ne pas s'intégrer à la nouvelle union désirée par Moscou. La « coopération » de l'Azerbaïdjan avec la CEI, même avant le rejet de la ratification, n'est que relative, d'autant plus que cet État cherche à développer sa propre politique étrangère¹⁴⁶. Ainsi, il serait faux de croire que la politique autonomiste d'Eltchibey révolutionne totalement le paysage politique azéri. Il accentue l'ouverture de son État à d'autres perspectives, notamment en s'orientant vers la Turquie, plutôt que de favoriser une orientation unidirectionnelle avec la Russie. Son arrivée au pouvoir confirme simplement une tendance déjà amorcée par Moutalibov, son prédécesseur, et qui sera poursuivie par son successeur Aliev.

Cette attitude azerbaïdjanaise provoque Moscou, qui entreprend une politique économique exprimant son mécontentement. Suivant le retrait azerbaïdjanais de la CEI, la Russie augmente ses droits de douanes de 65%, ce qui incite les entreprises russes à interrompre leurs contrats en Azerbaïdjan¹⁴⁷. Néanmoins, une certaine coopération se tisse entre les deux États. Même Eltchibey, « l'anti-russe », signe une entente de sécurité et de coopération avec la Russie. Il cherche à démontrer que son État ne veut pas couper complètement les liens avec Moscou en mandatant deux délégations azerbaïdjanaises, le 24 mai 1992, pour établir des relations politiques au plus haut niveau¹⁴⁸. Il demande et obtient le

¹⁴⁶ Selon Melikoff, en matière de politique étrangère, l'Azerbaïdjan opte pour une politique de « neutralité active ». Il refuse d'être membre de la CEI « afin de ne pas être lié par une politique étrangère commune ». Shirin Melikoff, « L'Azerbaïdjan à la croisée des chemins ». In Djalili (dir.), *op. cit.*, p. 105.

¹⁴⁷ Tadeusz Swietochowski, *Russia and Azerbaijan; A Borderland in Transition*. New York: Columbia University Press, 1995, p. 221. Alieva rapporte qu'au printemps 1993, la Russie établit « the highest trade tariffs of all the former Soviet republics, including the Baltics, with Azerbaijan ». Leila Alieva, « The Institutions, Orientations, and Conduct of Foreign Policy in Post-Soviet Azerbaijan ». In Dawisha et Dawisha (dir.), *op. cit.*, p. 301.

¹⁴⁸ Voir Suzanne Goldenberg, *op. cit.*, pp. 59-60.

retrait de toutes les troupes russes sur son territoire dans des conditions fort acceptables¹⁴⁹. On rapporte qu'il prend même entente, pour une période de deux ans, au sujet d'une opération conjointe de surveillance des frontières arméno-turque et arméno-iraniennes¹⁵⁰. Les gardes-frontières russes doivent se retirer suivant l'incident des six mercenaires à l'automne 1992 (voir section 3.4.1).

Lorsqu'Aliev, cet ancien *apparatchik* soviétique, prend les commandes de l'État et signe l'intégration de l'Azerbaïdjan au sein de la CEI, tous ont prédit un rapprochement entre les deux États et le début d'une nouvelle lune de miel. Pourtant, Aliev bloque la venue des troupes de la Russie ou de celles de la CEI comme force d'interposition au Nagorno-Karabakh¹⁵¹ et refuse systématiquement la réouverture des bases militaires russes sur son territoire¹⁵². On rapporte toutefois que des soldats russes auraient été réintroduits à la station radar de Gabała, suivant une entente au printemps 1994¹⁵³, mais les Azéris soulignent que cette «installation militaire» n'est pas une base militaire¹⁵⁴.

Pour illustrer la tension toujours vive entre les deux États, notons que la Russie ferme ses frontières avec l'Azerbaïdjan au moment de la guerre en Tchétchénie. Elle suspectait l'Azerbaïdjan d'être à la source de la fourniture d'armes aux rebelles ciscaucasiens et d'être une plaque tournante de la drogue en provenance d'Asie centrale¹⁵⁵. Plus récemment, on rapporte que l'Azerbaïdjan réagit vivement lors de la mise à jour, au printemps 1997, des transferts d'armes russes vers l'Arménie. Il demande officiellement que la Russie rapatrie les armes

¹⁴⁹ Le 24 mai 1992, les dernières unités armées russes quittent l'Azerbaïdjan, avant la date initialement prévue pour le début de 1993. Voir Shirin Melikoff, «L'Azerbaïdjan à la croisée...». In Djalili (dir.), *op. cit.*, p. 105.

¹⁵⁰ Elizabeth Fuller, «Paramilitary Forces...», *loc. cit.*, p. 80.

¹⁵¹ Marc Rogers, «Nagorno-Karabakh: diplomats talk ...», *loc. cit.*, (Lexis-Nexis); Tadeusz Swietochowski, *op. cit.*, p. 225.

¹⁵² Leila Alieva, «The Institutions...». In Dawisha et Dawisha (dir.), *op. cit.*, p. 301.

¹⁵³ Susan L. Clark, «The Russian Military...», *loc. cit.*, (Lexis-Nexis); Elizabeth Fuller, *Russian Strategy in the Transcaucasus...*, *op. cit.*, pp. 22-23.

¹⁵⁴ Ainsi, à l'été 1996, Guluzade confirme qu'il y a du personnel militaire russe pour maintenir la station radar, mais précise qu'il n'y a pas de contingent de l'Armée russe. Voir Nurani. «Azerbaijan: Aliyev Adviser on Karabakh Issues». *Zerkalo* (Bakou, en russe), no 26, 29 juin 1996. Traduit par FBIS, *FBIS-SOV-96-138-S; Daily Report*, 29 juin 1996, (<http://wnc.fedworld.gov>).

¹⁵⁵ Nurani, «Foreign Rivalries in Caucasus Analysed». *Zerkalo* (Bakou, en russe), no 35, 23 septembre 1995, p. 6. Traduit par FBIS, *FBIS-SOV-95-223-S; Daily Report*, 21 novembre 1995, (<http://wnc.fedworld.gov>).

vendues «au nom du maintien de la confiance entre la Russie et l'Azerbaïdjan»¹⁵⁶. Les partis d'oppositions, pour leur part, adjurent que l'Azerbaïdjan quitte la CEI et veulent que la Russie abandonne la co-présidence du groupe de Minsk¹⁵⁷.

L'économie pétrolière constitue une autre source de tensions entre les deux États et une polémique naît du statut de la Mer Caspienne (s'agit-il d'une mer ou d'un lac?). La Russie (comme l'Iran) cherche à faire reconnaître l'étendue d'eau en tant que «lac», ce qui implique un partage des ressources qu'elle contient par tous les États riverains. L'Azerbaïdjan (comme le Kazakstan et le Turkménistan) désire lui conférer le statut de «mer intérieure» et, donc, qu'elle soit soumise aux lois de la mer selon les principes du droit international, avec un partage en secteurs¹⁵⁸. Un autre facteur qui alimente les tensions est l'exigence d'Aliev de renégocier les contrats d'exploitation des gisements pétroliers de la Mer Caspienne, au début de 1994¹⁵⁹. Pour éviter une trop grande contestation, il accepte toutefois l'introduction de la compagnie russe Lukoil dans le consortium chargé de réaliser ce projet¹⁶⁰. De plus, contrairement à son prédécesseur, il accepte le principe d'emprunter les oléoducs dont les tracés sont proposés par la Russie.

L'influence russe dans l'évolution de la politique intérieure azerbaïdjanaise

Malgré l'émancipation relative de l'Azerbaïdjan, il est clair que la Russie joue toujours un rôle déterminant dans sa politique intérieure. Le tableau 3.4 montre le rapport entre l'orientation de la politique étrangère azerbaïdjanaise (pro ou anti-Moscou) et l'achèvement des buts politiques intérieurs, tant l'évolution du conflit que la stabilité du régime. Il est frappant de

¹⁵⁶ «Azeri parliament calls on Russia to probe arms supplies». *BBC Summary of World Broadcasts*, 18 mars 1997, (Lexis-Nexis); «Azerbaijan protests Russian arms delivery to Armenia». *Agence France Presse*, 14 mars 1997, (Lexis-Nexis).

¹⁵⁷ «Azeri party leaders react to Russian defence minister's letter on arms supplies». *BBC Summary of World Broadcasts*, 18 mars 1997, (Lexis-Nexis).

¹⁵⁸ Francis Gutmann, «Russie, hydrocarbures et politique». *Géopolitique*, no 54 (1996), p. 73; Michael Thumann, «Kaukasisches Roulette». *Die Zeit*, no 30, 18 juillet 1997, p. 5; Leila Alieva, «The Institutions...». In Dawisha et Dawisha (dir.), *op. cit.*, p. 301.

¹⁵⁹ Steve Le Vine, «The Great Game Revised: On How Russia, the West, and Turkey are Jockeying for Baku's Oil Favours». *Financial Times*, 7 mars 1994, (Lexis-Nexis); *Id.*, «Moscow Pressures Its Neighbors to Share Their Oil, Gas Revenues». *Washington Post*, 8 mars 1994, (Lexis-Nexis); Nur Dolay, «Instable indépendance...», *loc. cit.*, pp. 86-87.

¹⁶⁰ Lorrain mentionne que «la société Lukoil, exclue du marché au départ, possède aujourd'hui entre 10 et 15 % des parts du consortium». Pierre Lorrain, «La manne du pétrole et la guerre de Tchétchénie». *Géopolitique*, no 54 (1996), p. 76.

noter que lorsque le dirigeant relativise l'ouverture de son État envers Moscou, cela se traduit par des pertes territoriales. La stabilité interne semble être influencée de la même façon.

Lorsque Eltchibey, dont «la priorité était d'échapper à la sphère d'influence russe»¹⁶¹, affiche ouvertement sa politique pro-turque, les développements de la campagne contre les Karabakhs se soldent par des échecs¹⁶². De même, certains auteurs n'hésitent pas à établir un lien entre la mutinerie qui conduit au putsch de juin 1993 et la volonté russe de voir s'installer un gouvernement favorable à ses intérêts en Azerbaïdjan: «De retour au pouvoir avec un 'coup de pouce' russe, Gueïdar Aliev [...] confirme l'adhésion de l'Azerbaïdjan à la CEI (20 septembre 1993)»¹⁶³.

TABLEAU 3.4: LIENS ENTRE L'OUVERTURE DU CHEF DE GOUVERNEMENT AZÉRI ENVERS MOSCOU ET L'ÉVOLUTION INTÉRIEURE

	Kiamran BAGUIDOV	Abdourakhman VEZIROV	Ayar MOUTALIBOV	Aboulfaz ELTCHIBEY	Heïdar ALIEV
ORIENTATION	PRO-URSS	PRO-URSS	± PRO-URSS	ANTI-RUSSIE PRO-TURQUIE	± PRO-CEI
TERRITOIRE LIÉ AU NK	—	Gains	Gains puis pertes	Pertes	Pertes puis gains
STABILITÉ HORS DU NK	- Stable - Pogrom	- Stable - Pogrom	- Pogrom - Mécontentement populaire	- Soulèvements talische et lezghien - GC entre azéris	- Coups d'état avortés - Stabilisé relative

LÉGENDE: ± : En partie
GC: Guerre civile
NK: Nagorno-Karabakh

¹⁶¹ Leila Alieva, «The Institutions... ». In Dawisha et Dawisha (dir.), *op. cit.*, p. 288.

¹⁶² Certaines simultanités sont manifestes: «One of the major steps of the Eltchibey government was a refusal to join the CIS Treaty on Collective Security signed on 15 may 1992, unlike Armenia. The next day, as a result of double attacks from the Karabakh and Armenia, the so-called Latchin corridor was opened [...]». *Ibid.*, p. 295.

¹⁶³ Claire Mouradian, «Des politiques étrangères sous influence». In Berton-Hogge et Crosnier (dir.), *op. cit.*, p. 51. Goltz précise ce qu'est ce «coup de pouce»: «Azerbaijan, meanwhile, was unique among the former Soviet republics: It actually succeeded in getting the Russians out. But their final withdrawal on May 24, 1993, from the city of Ganje - ahead of schedule - seems to have been the trigger for an army mutiny, which evolved into a successful June 1993 putsch against the nationalist government of President Abulfaz Elchibey». Thomas Goltz, «Letter from Eurasia...», *loc. cit.*, p. 97.

De même, on rapporte que Moscou fait quelques gestes à l'égard d'Aliev, dans les heures mêmes qui suivent sa prise de pouvoir, afin de démontrer sa volonté de coopérer avec le nouveau pouvoir azéri: la fin de l'appui russe aux mouvements séparatistes talische et lezghien; la fin de la propagande anti-azerbaïdjanaise dans les médias russes et, possiblement, une augmentation de la mise à disposition de matériel d'aviation pour l'Azerbaïdjan¹⁶⁴. Pour Goltz, l'effet est même immédiat:

The first gift, literally within an hour of Husseinov's appointment as prime minister, was the announcement in Moscow of the legal suspension of activities of a group called Sadval, the Moscow supported front for the Lezgin separatist movement. The "Talish Mugram Republic" that had announced its secession from Azerbaijan a few weeks earlier had seemingly dissolved itself after Elchibey's departure. The message was lost on no one: The partition of Azerbaijan was over, if everyone stayed in line¹⁶⁵.

Quoique le retour à l'ordre civil ne soit pas total - le régime d'Aliev doit encore mater deux tentatives de coup d'État - la valse des dirigeants semble avoir cessé. De plus, l'avancée arménienne s'arrête quelques mois après l'accès d'Aliev au poste suprême. Il faut mentionner que selon une autre thèse, assez répandue, Moscou aurait préféré placer un homme de paille (probablement Moutalibov, l'ancien dirigeant azéri) et que la prise en charge par Aliev constitue une sorte d'accident¹⁶⁶. Même selon ce scénario, Moscou détient une responsabilité majeure dans le «coup d'État» de 1993.

Depuis le cessez-le-feu, l'instrument russe privilégié pour exercer des pressions sur l'Azerbaïdjan disparaît. Par contre, la Russie possède toujours d'autres alternatives: «Nombre d'observateurs ont fait remarquer, par exemple, les coïncidences singulières entre les temps forts des négociations sur le contrat pétrolier caspien, d'une part, et les troubles politiques en Azerbaïdjan, ainsi que les ruptures de livraison de certains produits sensibles (gaz, pétrole...), d'autre part»¹⁶⁷.

¹⁶⁴ Thomas Goltz, «Letter from Eurasia...», *loc. cit.*, pp. 115-116.

¹⁶⁵ *Ibid.*

¹⁶⁶ Elizabeth Fuller, «Azerbaijan's June Revolution». In *RFE/RL Research Report*, vol. 2, no 32 (1993), pp. 24-29, (voir particulièrement pp. 27-28); Shireen T. Hunter, *The Transcaucasus...*, *op. cit.*, p. 87.

¹⁶⁷ Jean Radvanyi, «La 'Maison caucasienne' ...». In Berton-Hogge et Crosnier (dir.), *op. cit.*, p. 35; Hunter mentionne également de nombreux rapports concernant des «rumeurs de divisions» du parti d'Aliev, de «coalitions anti-Aliev» et de «croissances de tensions interethniques». Elle souligne que tous ces rapports émanent de Moscou et peuvent être interprétés comme des «tactiques de pression» sur Aliev. Notre traduction. Shereen T. Hunter, *The Transcaucasus...*, *op. cit.*, pp. 90-91.

Cette présentation, sommaire et peu scientifique, fournit néanmoins des indices nécessaires à la compréhension du jeu politique intérieur en Azerbaïdjan. L'orientation des *leaders* azéris coïncide étrangement avec les chances de succès relatif de leurs campagnes contre les Arméniens. Certes, cela ne prouve pas nécessairement l'implication de la Russie, mais il s'agit d'une «coïncidence» qui n'échappe ni à la population de l'Azerbaïdjan, ni à ses représentants, ni aux dirigeants russes. Cependant, on peut présumer que ces éventuelles manipulations russes visent moins à influencer le conflit du Karabakh de façon spécifique, mais plutôt à contrer la tendance centrifuge de l'Azerbaïdjan et à l'intégrer dans la CEI. Dans cette perspective, on peut considérer le conflit du Karabakh comme un moyen très efficace dont dispose la Russie pour faire pression sur l'Azerbaïdjan. Par ailleurs, il est clair que Moscou détient d'autres cartes, notamment celle de jouer sur les autres mouvements séparatistes en Azerbaïdjan.

Alieva précise que depuis l'indépendance de l'Azerbaïdjan, deux éléments menacent constamment la sécurité de cette république: l'objectif de s'émanciper de l'influence russe et celui de résoudre le conflit du Karabakh¹⁶⁸. Les éléments vus précédemment montrent que ces deux objectifs ne sont pas très éloignés l'un de l'autre. Mouradian, qui arrive au même résultat, précise: «Malgré un cessez-le-feu, signé en mai 1994 à Moscou, le conflit n'a pas trouvé de solution politique à ce jour et reste un levier tant que la Russie n'a pas obtenu satisfaction sur deux points: une présence militaire en Azerbaïdjan et le contrôle des projets pétroliers»¹⁶⁹.

3.5 Conclusion

Concernant l'implication de la Russie dans la structure antagoniste, on peut d'abord conclure que les appuis en hommes et en matériel, comme conséquence de la démobilisation des anciennes troupes soviétiques, aggravent les moyens militaires mis en œuvre par les opposants et mènent à une escalade¹⁷⁰. Dans la période suivant le démembrement, l'autorité de Moscou perd progressivement le contrôle de ses propres troupes et le chaos prend le dessus:

¹⁶⁸ Leila Alieva, «The Institutions...». In Dawisha et Dawisha (dir.), *op. cit.*, p. 289.

¹⁶⁹ Claire Mouradian, «Des politiques étrangères sous influence». In Berton-Hogge et Crosnier (dir.), *op. cit.*, p. 51.

¹⁷⁰ On rapporte même: «Avant décembre 1991, les escarmouches se produisaient au pire avec des Kalachnikovs. A partir de janvier 1992, les canons, les chars et autres engins de guerre laissés par l'ex-armée soviétique seront utilisés par les protagonistes pour tenter de remporter une victoire militaire définitive». Patrick Karam et Thibaut Mourgues, *op. cit.*, p. 79.

dans l'ex-Armée rouge, les officiers sont laissés à eux-mêmes, la discipline se rompt et la chaîne de commandement se fragmente¹⁷¹.

Comme de multiples sources l'indiquent, beaucoup de Russes, sur un plan individuel, ont joué un important rôle dans le déroulement du conflit. Nous avons toutefois observé que ce sont principalement des mercenaires qui prennent part aux combats et que les officiers qui entraînent les combattants et procurent des armes aux deux côtés agissent souvent de leur propre chef. Lorsqu'on observe les actions de la Russie, sur le plan militaire, il ne subsiste que très peu de preuves de son implication directe. Seulement officieusement, nous trouvons ici et là quelques indices lorsque les protagonistes se compromettent et avouent implicitement avoir reçu une aide technique et humaine de leur puissant voisin du nord.

Les implications russes dans le conflit se retrouvent moins sur les lieux de combats, mais plutôt sur le plan économique. Comme le remarque Melikoff, l'appui ou les sanctions économiques constituent un excellent moyen de pression utilisé par la Russie.

S'il ne peut bien entendu plus être question d'influence directe selon les anciens moyens, garnisons armées, etc. il y a d'autres formes plus insidieuses : la présence physique de la Russie n'est plus nécessaire dans les républiques. mais elle peut être présente et y exercer une pression constante, créer une situation nécessitant l'intervention du grand frère comme État garant. Ainsi serait garantie l'influence de la Russie par le biais de privilèges économiques¹⁷².

Certes, les données dont nous disposons ne sont pas suffisantes pour accuser la Russie de poursuivre une stratégie d'ensemble dans le conflit en appuyant un des protagonistes. Toutefois, les informations disponibles à propos des transferts d'armes semblent indiquer que l'apport de matériel russe favorise le camp azéri lors du démembrement et que par la suite, en toute illégalité, il privilégie le camp arménien. Par ailleurs, le financement de ces achats et l'aide économique constituent un appui indéniable au camp arménien. Il n'est cependant pas certain que la Russie refuse d'aider l'Azerbaïdjan de cette même façon. Il est concevable que ce soit l'Azerbaïdjan même qui se prive de ce privilège pour des raisons de plus grande indépendance.

¹⁷¹ Alexei Zverev, «Ethnic Conflicts in the Caucasus 1988-1994». In Coppieters (dir.), *op. cit.*, (<http://www.vub.ac.be/POLI/>).

¹⁷² Shirin Melikoff, «L'Azerbaïdjan à la croisée...». In Djalili (dir.), *op. cit.*, pp. 109-110. L'auteur ajoute: «la Russie prétend n'avoir ni le désir ni la force de reconstituer un empire. Pourtant, personne ne doute du fait qu'elle est loin de renoncer à dicter ses volontés aux républiques de l'ex-URSS». *Ibid.*, p. 109.

Après tout, peut-être que, comme l'indique Swietochowski, le retrait forcé des troupes russes en Azerbaïdjan a simplement rendu plus facile l'implication des forces russes du côté arménien¹⁷³?

Quoi qu'il en soit, si on ne peut se prononcer sur l'orientation des interventions directes et indirectes de la Russie, il n'en reste pas moins qu'elles influencent quelque peu la structure antagoniste. Au départ, la Russie fournit aux belligérants les moyens de rechercher une victoire militaire et/ou d'élaborer leurs stratégies de guerre - par un appui économique et par un abondant approvisionnement en produits sensibles (tel le pétrole et les armes). Si elle influence la structure antagoniste, entre 1991 et 1994, c'est donc en entretenant la régression du *statu quo*. Les protagonistes conviennent d'un cessez-le-feu lorsqu'ils doivent reconnaître l'impossibilité de vaincre l'autre partie militairement. Depuis, le respect de cette «paix froide» résulte fort possiblement de la poursuite de ces approvisionnements et de ces appuis russes. En effet, tous les ingrédients d'une régression du *statu quo* dominant l'état de la structure antagoniste (voir tableau 3.4). La reprise des opérations militaires, alors que les belligérants ont consolidé leurs positions et qu'ils sont mieux équipés, impliquerait un coût si élevé qu'aucune partie ne consent à y mettre le prix.

Il faut toutefois admettre que certains ingrédients favorables au dépassement du *statu quo* existent malgré tout. En effet, la fatigue des protagonistes, l'effondrement de l'économie et le ras-le-bol de la population, tous des éléments partiellement couverts dans ce chapitre, constituent de puissants incitatifs à préférer la paix à la guerre. Par contre, l'absence totale de règlements globaux (ou même partiels, tel le retour des réfugiés ou la libération des prisonniers de guerre) et la mauvaise volonté des parties montrent encore une fois que le dépassement du *statu quo* reste un but difficile à atteindre.

¹⁷³ Tadeusz Swietochowski, *op. cit.*, p. 222.

CHAPITRE IV

LA RUSSIE ET LE PROCESSUS COOPÉRATIF

«Only Moscow is sure to achieve its ends in the long run, providing the political situation there [au Karabakh] remains stable. In the meantime, it is the guns that are doing the talking».

(Gerard Chaliand, 1994)¹

4.1 Introduction

Pour avoir un aperçu du jeu diplomatique entourant la gestion du conflit du Nagorno-Karabakh, il convient de signaler le grand nombre d'acteurs qui y interviennent. Ceux-ci jouent des rôles fort inégaux: certains influencent massivement la structure coopérative tandis que d'autres se font à peine remarquer. Parmi ces acteurs, notons 1- les intervenants étatiques, anciennes républiques soviétiques (Russie, Kazakhstan, Bélarus et Ukraine), autres États voisins (Turquie et Iran) et États plus lointains (France et États-Unis); 2- les organisations multilatérales régionales ou internationales (CEI, CSCE/OSCE, Croix-Rouge et ONU) et 3- les intervenants sub-étatiques². Parfois, ce grand nombre d'acteurs donne davantage lieu à une lutte d'influence entre prétendants qu'à de réelles tentatives de médiation.

¹ Gerard Chaliand, «Préface». In Chorbajian, Donabedian et Mutaflan, *op. cit.*, p. xvi.

² Ce que l'on appelle la «diplomatie de la deuxième voie» sont des initiatives de médiation tentées à des niveaux moins formels. Dans le cas du Karabakh, on observe par exemple des campagnes de réconciliation initiées par le chef de l'Église orthodoxe russe, le Patriarche Aleksii II, et par des journalistes. Voir Vladimir Kazimirov, «A history of the Karabakh Conflict». *International Affairs; A Russian Journal of World Politics, Diplomacy and International Relations*, vol. 42, no 3, p. 189.

Pour l'espace de l'ancienne URSS, dont le Karabakh, l'interaction entre l'OSCE et l'ONU prend la forme d'une «division du travail» en matière de gestion des conflits régionaux. Ces deux organisations se partagent littéralement les conflits à gérer suivant leur capacité respective à y intervenir. Cette répartition du travail vise à une plus grande efficacité des interventions en vue du rétablissement de la paix et de la sécurité internationales. Toutefois, il semble que la Russie, à la fois État-membre de l'ONU et de la CSCE, n'agit pas seulement comme acteur de ces organisations. Elle entreprend constamment une diplomatie propre et des négociations unilatérales hors de ces cadres multilatéraux. En tirant profit de sa position-clé face aux protagonistes, elle multiplie ses interventions et court-circuite ainsi les processus collectifs en cours. En ces termes, Ghebali estime que la gestion des conflits de Transcaucasie

[...] est simultanément assurée par des acteurs intergouvernementaux (OSCE, ONU) et étatiques (Russie) entretenant entre eux des relations aussi complexes qu'ambigües : compte tenu d'une division du travail en apparence pragmatique, les conflits du Haut-Karabakh et d'Ossétie du Sud relèvent de l'OSCE alors que celui de l'Abkhazie est du ressort de l'ONU ; mais la politique [...] de la Russie dans cette région charnière entre l'Europe et l'Asie constitue en réalité l'élément-clé de cette gestion³.

À l'instar de cet auteur, nous limiterons notre exposé au rôle de la CSCE/OSCE, l'organisation multilatérale «en charge» de la gestion du conflit du Karabakh (la fonction de l'ONU ne sera ici que partiellement développée) et à celui de la Russie, de loin le tiers étatique le plus actif. Dans un premier temps, la description des interventions de ces deux acteurs et des structures qu'ils mettent en place pour gérer ce conflit permettra de cerner la structure coopérative. Dans un deuxième temps, nous ferons état de la position des parties directement impliquées dans le conflit. Pour conclure, nous déterminerons la part de la Russie dans le développement de la structure coopérative. Comme pour la structure antagoniste, nous pourrions ultimement démontrer si la Russie favorise la régression, le maintien ou le dépassement du *statu quo* de la structure coopérative.

³ Victor-Yves Ghebali, «L'OSCE et l'ONU face aux conflits du Caucase...». In Djalili (dir.), *op. cit.*, p. 222. Voir aussi *Id.*, «Les relations de l'OSCE avec l'ONU depuis la fin de la guerre froide». *Arès*, vol. 15, no 2 (1996), p. 52.

4.2 La gestion de la crise du Karabakh

4.2.1 La prise en charge de la crise du Karabakh par la CSCE/OSCE

En admettant l'Arménie et l'Azerbaïdjan, lors de sa réunion de Prague en janvier 1992, la CSCE modifie bien plus que son simple *membership*. Elle accepte également une responsabilité qui modifie de fond en comble la structure et le fonctionnement de l'organisation. Selon Switalski, l'admission de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan était une décision lourde de conséquences pour la CSCE: «It confronted the CSCE with conflicts and tensions of the region which have become the CSCE's direct responsibility. As the CSCE was getting acquainted with the problems and challenges the newly admitted states were facing, the existing conflicts and possible tensions started filling up its agenda»⁴.

Pour mener à bien ses nouvelles responsabilités, le Conseil des ministres des Affaires étrangères (CMAE) de la CSCE impose à ces deux États d'accueillir une «Mission de Rapporteurs». Cette mission est chargée de déterminer les progrès que doivent accomplir l'Arménie et l'Azerbaïdjan pour remplir les engagements découlant d'une telle admission⁵. Suivant cette mission d'enquête, en janvier 1992, et une autre en mars, plusieurs États-membres font des pressions pour que la CSCE joue un rôle de rétablissement de la paix au Karabakh: «Several CSCE-Member states felt that the CSCE involvement was the only way to prevent the growing escalation of the conflict and to harmonise numerous but unfortunately fruitless initiatives to bring about peace in the region»⁶. Bien que le conflit du Karabakh se développe depuis quatre années déjà, ce n'est qu'en 1992 que la communauté internationale commence à chercher à limiter sa progression. Auparavant, les événements du Caucase étaient considérés comme étant des problèmes internes à l'URSS. Aussi, aux yeux de plusieurs, cette implication de la CSCE constitue le premier véritable effort de médiation de la communauté internationale⁷.

⁴ Piotr Switalski, «CSCE and the Conflicts in the CIS Area». In Ehrhart, Kreikemeyer et Zagorski (dir.), *op. cit.*, p. 167.

⁵ Victor-Yves Ghebali, «L'OSCE et l'ONU face aux conflits du Caucase...». In Djalili (dir.), *op. cit.*, pp. 224-225.

⁶ Piotr Switalski, «CSCE and the Conflicts...». In Ehrhart, Kreikemeyer et Zagorski (dir.), *op. cit.*, p. 167.

⁷ John J. Maresca, «Resolving the Conflict...». In Crocker, Hampson et Aall (dir.), *op. cit.*, p. 258.

À l'issue de sa réunion d'Helsinki, le 23 mars 1992, le CMAE détermine sa stratégie en vue de promouvoir un processus de paix au Haut-Karabakh. Il arrête «le principe d'une conférence internationale sous les auspices de l'OSCE devant constituer 'un cadre permanent pour des négociations en vue d'un règlement pacifique de la crise'»⁸. Cette Conférence n'eut jamais lieu dans la forme qu'on voulait lui donner. Par contre, les États-membres invités à y participer forment le Groupe de Minsk⁹. Ce groupe d'États constitue un véritable «groupe de contact»¹⁰, responsable d'apporter des propositions en vue de la résolution de la crise¹¹. Les travaux de ce groupe sont suspendus dès septembre 1992, devant le refus des autorités azéries de reconnaître les représentants du Karabakh comme des partenaires légitimes de négociation. Le président du Groupe de Minsk, Mario Raffaelli¹², poursuit toutefois ses efforts diplomatiques et entreprend plusieurs voyages à Bakou, à Erevan et à Stepanakert - notamment en juillet 1993 - afin de pousser les acteurs du conflit à s'impliquer davantage dans le processus coopératif.

Les dispositions prises pour cette Conférence, tout à fait novatrices, attribuent à la CSCE pour la première fois la responsabilité de la gestion d'un conflit à part entière¹³. Pour bien cerner l'importance de cette tâche, il convient de noter qu'elle s'inscrit dans la nouvelle orientation «d'organisation régionale», au sens du chapitre VIII de la Charte de l'ONU, que

⁸ Italiques dans l'original. Victor-Yves Ghebali, «L'OSCE et l'ONU face aux conflits du Caucase...». In Djalili (dir.), *op. cit.*, p. 225.

⁹ La Conférence réunit onze États: «les deux pays directement concernés (Arménie et Azerbaïdjan), les pays de l'OSCE ayant des frontières avec ces derniers (Russie, Turquie), les pays de la troïka de l'OSCE (Tchécoslovaquie, Allemagne, Suède), ainsi que la Bélarus, les États-Unis, la France et l'Italie». *Ibid.*, pp. 225-226.

¹⁰ Maresca insiste sur le fait que le Groupe de Minsk fut d'abord un groupe informel qui n'a pas été créé par la décision de la CSCE d'établir une «Conférence sur le Nagorno-Karabakh», mais plutôt sur l'initiative des États-Unis. Cette remarque lui sert à souligner l'implication des États-Unis dès le début du processus coopératif. Voir John J. Maresca, «Resolving the Conflict...». In Crocker, Hampson et Aall (dir.), *op. cit.*, p. 260.

¹¹ Konrad J. Hubert, «The CSCE's New Role in the East: Conflict Prevention». *RFE/RL Research Report*, vol. 3, no 31 (1994), p. 27; *Id.*, «The CSCE and Ethnic Conflict in the East». *RFE/RL Research Report*, vol. 2, no 31 (1993), p. 31.

¹² Mario Raffaelli, ambassadeur italien désigné *Président* de la Conférence de Minsk qui n'a jamais vu le jour, a été remplacé le 1er février 1994 par l'ambassadeur suédois Jan Eliasson.

¹³ Piotr Switalski, «CSCE and the Conflicts...». In Ehrhart, Kreikemeyer et Zagorski (dir.), *op. cit.*, p. 168; Jerzy M. Nowak, «The Organisation for Security and Co-operation in Europe». In Trevor Findlay (dir.), *Challenges for the New Peacekeepers*, Oxford et al.: Oxford University Press, 1996, p. 133; Victor-Yves Ghebali, «Les relations de l'OSCE...», *loc. cit.*, p. 225.

s'attribue la CSCE en novembre 1990¹⁴. Sa responsabilité de la gestion du conflit du Nagorno-Karabakh constitue donc l'aboutissement naturel de cette nouvelle orientation. Il est important de noter ici que les Nations Unies et la CSCE coopèrent et agissent en parfaite symbiose.

The CSCE was at the time of its initial involvement the only international body dealing with the crisis situations in Nagorno-Karabakh, Georgia or Moldova. The United Nations welcomed this willingness of the CSCE to relieve it from some of the burden. This involvement, of course, was not intended to exclude the possibility of efforts by individual states. The CSCE came to all those regions with the sole purpose to facilitate the settlement. There were no other political objectives behind it¹⁵.

En effet, les démarches de la CSCE ont été constamment avalisées par l'ONU. Par exemple, à la demande de la CSCE, l'ONU émet des résolutions qui entérinent les démarches de cette première. Gheballi parle alors de «collaboration fonctionnelle», par laquelle le Conseil de sécurité adopte des résolutions sur le Haut-Karabakh qui s'inspirent dans leur contenu et parfois même dans leur formulation des rapports soumis à l'ONU par l'Ambassadeur Raffaelli¹⁶. Dans ce cas précis, il est remarquable que ce ne soit pas le Secrétaire général des Nations Unies, mais l'évolution des négociations au sein du Groupe de Minsk qui inspire ces résolutions.

Au niveau du peace-making, qui se déroule dans le cadre du Groupe dit de la Conférence de Minsk, le soutien de l'ONU est total: le Conseil de sécurité entérine la démarche politique de l'OSCE et les propositions de règlement émanant de celle-ci par voie de résolutions - souvent élaborées sur la base de rapports directement adressés à l'ONU par le Président de la Conférence de Minsk¹⁷.

4.2.2 L'approche de l'OSCE

Les principaux objectifs de la CSCE sont d'une part de faciliter l'établissement d'une structure politique permettant le règlement du conflit et, d'autre part, d'assister les parties dans

¹⁴ Jerzy M. Nowak, «The Organisation for Security and Co-operation in Europe». In Trevor Findlay, *op. cit.*, p. 121-122.

¹⁵ Piotr Switalski, «CSCE and the Conflicts...». In Ehrhart, Kreikemeyer et Zagorski (dir.), *op. cit.*, p. 168.

¹⁶ Victor-Yves Gheballi, «L'OSCE et l'ONU face aux conflits du Caucase...». In Djalili (dir.), *op. cit.*, p. 231.

¹⁷ *Id.*, «Les relations de l'OSCE...», *loc. cit.*, p. 52.

l'impulsion et la poursuite du dialogue¹⁸. La CSCE situe donc son intervention dans une optique de médiation et non pas de «maîtrise des crises»: «son objectif était manifestement de régler le *fond* du conflit et non pas de chercher d'abord à *apaiser* celui-ci. En d'autres termes, et pour utiliser le vocabulaire onusien, elle opta pour le *peace-making* sans envisager des mesures de *peace-keeping*»¹⁹. En ce sens, selon la distinction apportée en introduction, la CSCE cherche à se doter d'un rôle qui pousse les protagonistes à dépasser le *statu quo* dans un sens positif, plutôt qu'à simplement maintenir le *statu quo* pour contenir le conflit et le geler.

Rapidement, la CSCE constate que son objectif de résoudre la crise nécessite sa présence sur le terrain. Pour cette raison, elle modifie son approche et décide de se donner un mandat de maintien de la paix. Toutefois, son plan d'intervention se situe toujours dans l'optique d'un règlement politique de la crise et ne cherche en aucun cas à se contenter d'un maintien du *statu quo*. Ainsi, pour Switalski, «The presence had to be an integral element of its political involvement and was designed to support the political process»²⁰. Ailleurs, cet auteur ajoute que «[...] le maintien de la paix n'[est] pas une fin en soi mais 'un complément' au processus politique de résolution des conflits. Ainsi, s'agissant du conflit du Nagorny-Karabakh, *des moyens politiques doivent tout d'abord être engagés avant de lancer une opération de maintien de la paix. Cela implique par dessus tout la conclusion d'un accord politique sur la cessation du conflit armé*»²¹. Pour mener à bien ce nouvel objectif, un Groupe initial de planification des opérations (IOPG) est créé en novembre 1992 afin de planifier et d'administrer une mission de surveillance²².

Cependant, le projet de s'attribuer une capacité d'entreprendre des opérations de maintien de la paix fait l'objet de controverses au sein de l'institution. Un consensus est trouvé à cet égard, en juillet 1992, au sommet de Helsinki, où l'organisation s'accorde une capacité d'organiser des opérations de tout ordre. Le maintien de la paix de la CSCE, selon le *Document de Helsinki 1992*, «[...] may range from small-scale to large-scale, and may assume a variety

¹⁸ Piotr Switalski, «CSCE and the Conflicts...». In Ehrhart, Kreikemeyer et Zagorski (dir.), *op. cit.*, p. 170.

¹⁹ Italiques dans l'original. Victor-Yves Ghebali, «L'OSCE et l'ONU face aux conflits du Caucase...». In Djali (dir.), *op. cit.*, p. 227.

²⁰ Piotr Switalski, «CSCE and the Conflicts...». In Ehrhart, Kreikemeyer et Zagorski (dir.), *op. cit.*, p. 170.

²¹ Nous soulignons. *Id.*, «Sécurité régionale et arrangements régionaux: Le cas de l'OSCE». *Arès*, vol. 15, no 2 (1996), p. 44.

²² Pascal Boniface (dir.), *L'année stratégique 1996*. Paris: IRIS, 1996, p. 617.

of forms, including observer and monitor missions and larger deployments of forces»²³. Tous conviennent que cet objectif est ambitieux, surtout pour une organisation qui n'avait jusqu'alors aucune expérience en ce domaine. Pour combler ce manque, l'ONU mettait ses ressources et ses expertises de ce genre d'opérations à la disposition de la CSCE.

Entre l'été 1992 et décembre 1994, plusieurs groupes de planification travaillent aux préparations d'une mission de monitoring. La force alors déployée au Karabakh varie de 300 à 700 observateurs militaires. Selon Vilén, chef de la planification de la mission de la CSCE au Karabakh, le concept d'une «double opération» se développe graduellement: la CSCE envoie des observateurs militaires et la Russie fournit une force de sécurité. Selon cet auteur, cette opération peut être décrite comme une opération de maintien de la paix par une tierce partie²⁴.

Au cours de cette période, la Conférence de Minsk se heurte à une série d'obstacles. D'abord, il faut déterminer le statut des autorités du Haut-Karabakh au sein du groupe de négociation. Dès le départ, l'Azerbaïdjan fait clairement savoir qu'une solution au conflit ne saurait impliquer des modifications de frontières. L'argumentation de ses représentants s'articule autour du principe selon lequel «il n'y a pas de terre non azerbaïdjanaise en Azerbaïdjan»²⁵. Selon Ghebali, l'Azerbaïdjan «n'accepta le principe de la participation de 'parties intéressées' à la négociation qu'en réaffirmant expressément, dans une déclaration interprétative, que le 'Nagorny-Karabakh fait partie intégrante de la république d'Azerbaïdjan et que quelque représentation de ses habitants que ce soit ne saurait porter préjudice à ce fait'»²⁶. Initialement, l'Azerbaïdjan va même jusqu'à soutenir que les Arméniens du Karabakh doivent être représentés par la délégation azérie. De leur côté, les délégués de l'Arménie ainsi que ceux des Arméniens du Karabakh s'opposent à cette position. Les délégués karabakhis boycottent même la plupart des réunions du Groupe de Minsk en signe de protestation.

Un autre problème naît des succès militaires arméniens en automne 1993. Désormais, l'Azerbaïdjan pose des conditions à l'ouverture des pourparlers et exige le retrait des territoires occupés ainsi que le retour des réfugiés comme préalables à toute négociation. Évidemment, les Arméniens du Karabakh refusent toute concession unilatérale avant l'ouverture de la Conférence chargée spécifiquement de résoudre l'ensemble des problèmes posés par le conflit.

²³ CSCE, *CSCE Helsinki Document 1992; The Challenges of change*, Helsinki, 1992, p. 27.

²⁴ Heikki Vilén, «Planning a Peace-keeping Mission for the Nagorno Karabakh Conflict». *Security Dialogue*, vol. 27, no 1 (1996), pp. 91-92.

²⁵ Victor-Yves Ghebali, «L'OSCE et l'ONU...». In Djalili (dir.), *op. cit.*, p. 228.

²⁶ *Ibid.*

Au sommet de Budapest, les 5-6 décembre 1994, les États-membres prennent un certain nombre de décisions. Le premier résultat important est un accord sur l'élaboration d'un plan de règlement comprenant quatre étapes: «l'instauration d'un cessez-le-feu durable (I), le déploiement des forces d'interposition (II), le retrait des territoires occupés, l'échange des prisonniers, le retour des réfugiés, le rétablissement des communications (III), et des négociations sur le statut du Haut-Karabakh (IV)»²⁷. Karam et Mourgues rappellent que la première étape est réalisée lors de la trêve négociée par Moscou au printemps de la même année²⁸.

Lors du même sommet, trois autres décisions majeures sont prises. On décide d'abord de partager la présidence du Groupe de Minsk avec la Russie. Ensuite, on développe un plan pour créer une véritable force d'intervention multilatérale. Finalement, on établit un Groupe de Planification de Haut Niveau (HLPG), afin d'organiser l'opération²⁹. Suivant ces décisions, tous s'accordent pour souligner la volonté de l'OSCE de mener à terme le conflit du Nagorno-Karabakh et son haut niveau d'engagement³⁰.

La principale tâche du HLPG est «de créer un environnement conceptuel et de trouver les meilleurs modèles possibles pour des solutions, utilisant toute l'expérience militaire et celle du maintien de la paix qui est disponible dans le Groupe et dans les délégations»³¹. Il doit ainsi «déterminer les caractéristiques de la force, le commandement et le contrôle, le financement des unités, les conditions d'engagements et autres arrangements pratiques»³². Pour mener à bien ces différentes tâches, le HLPG travaille en collaboration avec le Secrétaire général et le Centre de prévention des conflits de l'OSCE ainsi qu'avec le Groupe de Minsk. Il doit également collaborer avec le quartier général de la Force de protection des Nations unies en ex-Yougoslavie (FORPRONU), afin d'éviter de commettre les mêmes erreurs que cette mission de l'ONU³³.

²⁷ Patrick Karam et Thibaut Mourgues, *op. cit.*, pp. 101-102.

²⁸ *Ibid.*, p. 102.

²⁹ En fait, c'est le IOPG qui a été étendu et rebaptisé HLPG. Voir Boniface (dir.), *L'année stratégique 1996. op. cit.*, p. 617.

³⁰ Piotr Switalski, «Sécurité régionale...», *loc. cit.*, p. 44; Heikki Vilén, «Planning a Peace-keeping Mission», *loc. cit.*, p. 92.

³¹ Notre traduction. Heikki Vilén, «Planning a Peace-keeping Mission», *loc. cit.*, p. 92.

³² Piotr Switalski, «Sécurité régionale...», *loc. cit.*, p. 44.

³³ Heikki Vilén, «Planning a Peace-keeping Mission...», *loc. cit.*, p. 92.

Il convient de préciser que le déploiement éventuel de troupes de l'OSCE soulève des inquiétudes chez les protagonistes: l'Azerbaïdjan craint qu'une intervention de la force de maintien de la paix ne gèle l'état de fait sur le terrain, à l'avantage des Arméniens, tandis que les Arméniens demandent des garanties supplémentaires s'ils se retirent des territoires occupés, afin d'éviter d'être victimes de représailles de la part des Azéris³⁴. Étant donné que la mission de maintien de la paix planifiée au Nagorno-Karabakh par l'OSCE prend la forme d'une mission classique³⁵, le consentement des parties constitue une condition préalable à tout déploiement des troupes de l'OSCE. Les parties doivent déposer une requête officielle auprès du président en exercice. De même, une «résolution appropriée» du Conseil de sécurité de l'ONU, autre étape préliminaire, doit être adoptée³⁶. Pour démontrer la transparence du processus de l'OSCE, certains auteurs insistent pour dire que les deux parties arméniennes et l'Azerbaïdjan ont participé à la planification des opérations pendant tout le processus et ont pu apporter leurs points de vue³⁷.

La planification de la mission est avancée et un certain nombre de missions de reconnaissance au Nagorno-Karabakh ont été effectuées. Selon *L'année stratégique 1996*, il existe «une esquisse de plan provisoire prévoyant le déploiement d'une force d'au moins trois compagnies et trois bataillons indépendants le long de l'actuelle ligne de front, y compris le corridor de Latchin[e]»³⁸. Cette force serait chargée de superviser le retrait des forces des belligérants à l'intérieur des frontières acceptées par les parties. Aucune action n'a vraiment été entreprise pour rechercher des troupes qui prendraient part à cette mission, qui n'est d'ailleurs toujours pas baptisée³⁹. Les retards que connaît l'application de ce plan sont causés par l'absence de consensus entre les parties à propos du futur statut du Nagorno-Karabakh⁴⁰.

³⁴ Piotr Switalski, «Sécurité régionale...», *loc. cit.*, p. 44.

³⁵ *Id.*, «CSCE and the Conflict in the CIS». In Ehrhart, Kreikemeyer et Zagorski (dir.), *op. cit.*, p. 174; Heikki Vilén «Planning a Peace-keeping Mission», *loc. cit.*, p. 93.

³⁶ Piotr Switalski, «Sécurité régionale...», *loc. cit.*, p. 44.

³⁷ Heikki Vilén, «Planning a Peace-keeping Mission...», *loc. cit.*, p. 93.

³⁸ Pascal Boniface (dir.), *L'année stratégique 1996. op. cit.*, p. 617. Nowak précise que cette force est évaluée à près de 3000 soldats et les coûts de l'opération avoisineraient les 100 millions de dollars pour six mois d'opérations. Jerzy M. Nowak, «The Organization for Security...». In Findlay (dir.), *op. cit.*, p. 134. Pour sa part, le chef de la mission de l'OSCE, Aleksandr Vasilev, parle d'une force de 2000 à 4000 soldats. Voir Vahram Aghajanyan, «Azerbaijan: OSCE Official on Karabakh Talks Status», *loc. cit.*, (<http://wnc.fedworld.gov>).

³⁹ *L'année stratégique 1996*. Paris: IRIS, 1996, p. 617.

⁴⁰ *Ibid.*

4.2.3 Diplomatie russe unilatérale

Parallèlement aux efforts de la CSCE/OSCE, la Russie entreprend une longue suite de tentatives de médiation afin de favoriser le retour à la paix au Karabakh. Ses actions diplomatiques sont parfois coordonnées avec celles du Groupe de Minsk, dont la Russie représente le membre le plus actif, mais le plus souvent la Russie choisit de suivre son agenda en solitaire et emploie son énergie dans des tentatives de médiation hors des forums multilatéraux.

Le 23 septembre 1991, Eltsine, alors simple président de la République de Russie, et Nazarbaïev, président de la République du Kazakhstan, entreprennent un voyage de quatre jours pour apporter leur médiation aux protagonistes⁴¹. Bien qu'il soit accompagné de son homologue kazakh, le leader russe cherche déjà à donner un certain poids à la diplomatie de la Russie alors que l'Empire soviétique ne s'est pas encore effondré. L'accord qui résulte de cette médiation se traduit par un échec deux mois plus tard lorsqu'un hélicoptère, ayant à son bord une douzaine de représentants russes et azéris, se fait abattre au dessus du Nagorno-Karabakh⁴². Cet effort est toutefois considéré comme étant la première véritable tentative de négocier un règlement politique au conflit du Karabakh⁴³, bien avant la création du Groupe de Minsk à l'été 1992.

En février 1992, la Russie amorce une nouvelle initiative en convoquant des pourparlers entre les ministres des Affaires étrangères russe, arménien et azerbaïdjanais. Ces représentants signent un accord qui souligne le «besoin d'un cessez-le-feu immédiat, de la restauration des communications, de l'aide humanitaire et de continuer les négociations à propos d'un règlement»⁴⁴. Les progrès alors envisagés s'effondrent lorsque les forces arméniennes attaquent Khodjali⁴⁵.

Le 9 août 1992, le Groupe de Minsk adopte un texte, sur proposition russe, enjoignant Eltchibey, Ter Petrossian et les leaders du Nagorno-Karabakh d'arrêter les activités militaires pour trente jours: seul l'Azerbaïdjan signe cet accord. Plus tard en août, le même projet

⁴¹ Vladimir Kazimirov, «A History of the Karabakh Conflict», *loc. cit.*, p. 185.

⁴² Elizabeth Fuller, «The 'Near Abroad': Influence And Oil in Russian Diplomacy», *Transition*, vol. 1, no 6 (1995), p. 32.

⁴³ *Id.*, «Russia's Diplomatic Offensive in the Transcaucasus», *RFE/RL Research Report*, vol. 2, no 39 (1993), p. 32.

⁴⁴ Notre traduction. *Ibid.*

⁴⁵ *Ibid.* Voir également *id.*, «The 'Near Abroad'...», *loc. cit.*, p. 32.

d'accord est mis sur la table, mais pour une durée de soixante jours. Cette fois, seul l'Azerbaïdjan ne le signe pas⁴⁶. Le Groupe de Minsk suspend ses efforts au mois de septembre, suivant le perpétuel refus du gouvernement azerbaïdjanais de reconnaître les dirigeants arméniens comme partenaires de négociation⁴⁷.

Le 19 septembre 1992, les ministres de la Défense de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie signent une entente avec l'assistance de Grachev, ministre russe de la Défense. Cet accord décrète un cessez-le-feu à partir de la nuit du 25-26 septembre, à minuit, et un moratoire de deux mois sur toutes les activités militaires. Après la signature de cette entente, plus de cinquante observateurs russes se rendent sur les lieux des combats. Les autres membres de la CEI ont alors la possibilité de participer à cette mission d'observation, mais aucun État n'est en mesure de présenter des observateurs. Le cessez-le-feu n'est jamais respecté et après quelques semaines les observateurs russes sont rappelés⁴⁸.

Le 17 juin 1993, suivant une manœuvre diplomatique russe, un premier accord voit le jour entre les ministres de la Défense de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie et le commandant de «l'Armée du Nagorno-Karabakh». Par cette entente, les protagonistes consentent mutuellement à exclure les attaques d'artillerie et de roquettes sur Agdam et Stepanakert⁴⁹.

Le 26 juin 1993, le ministère russe des Affaires étrangères élabore un accord d'une durée d'une semaine, pour les *leadership* militaires de l'Azerbaïdjan et du Karabakh, interdisant «les opérations d'invasion, les attaques de roquettes et d'artillerie ainsi que les bombardements dans les régions d'Agdam et de Mardakert»⁵⁰.

À partir de juillet 1993, suivant l'arrivée au pouvoir d'Aliev, la Russie voit s'ouvrir une véritable «fenêtre politique» (*window of opportunity*) et intensifie ses efforts pour mettre sur pied un accord de règlement politique au conflit. L'envoyé spécial du président Eltsine pour le Karabakh entreprend alors une intense offensive diplomatique⁵¹. Il n'y a pas lieu de faire état des dizaines d'initiatives russes au cours de cette période⁵².

46 Vladimir Kazimirov, «A History of the Karabakh Conflict», *loc. cit.*, p. 186.

47 Elizabeth Fuller, «The 'Near Abroad'...», *loc. cit.*, p. 32.

48 Vladimir Kazimirov, «A History of the Karabakh Conflict», *loc. cit.*, p. 187.

49 *Ibid.*, pp. 187-188.

50 *Ibid.*, p. 188.

51 Elizabeth Fuller, «The 'Near Abroad'...», *loc. cit.*, p. 32.

52 Pour une vue assez complète des actions russes pour cette période, voir Vladimir Kazimirov, «A History of the Karabakh Conflict», *loc. cit.*, pp. 185-189.

Les négociations que mène Kazimirov au printemps sont doublées par une seconde initiative russe au début de 1994, celle du ministre russe de la Défense, Pavel Gratchev. Le 18 février, Gratchev et ses homologues arménien et azerbaïdjanais signent à Moscou un protocole de cessez-le-feu, qui exige le retrait des troupes de tous les territoires occupés et le retour des mercenaires étrangers dans leur pays d'origine⁵³. Ce plan n'a toutefois jamais été mis en œuvre. À la mi-mai, une seconde tentative de Gratchev rencontre plus de succès. Pendant que le président du Groupe de Minsk, Jan Eliasson, entreprend des pourparlers avec Aliev à Bakou, Gratchev organise une rencontre des ministres de la Défense arménien et azerbaïdjanais ainsi que celui de la RNK. Ces derniers s'entendent sur un cessez-le-feu proposé par Gratchev, prévoyant le déploiement de troupes de maintien de la paix de la CEI ainsi que la possibilité d'un contingent de la CSCE⁵⁴.

La Russie développe alors ce que Kazimirov appelle la «diplomatie par télécopieur» (*fax diplomacy*). Le plan final est signé séparément par le ministre de la Défense de l'Azerbaïdjan, le 9 mai, et par le ministre de la Défense arménien, de même que le commandant du Karabakh, le 11 mai. Le cessez-le-feu est effectif, dès le 12 mai 1994⁵⁵.

Ce n'est que le 26 juillet 1994, que l'Arménie, l'Azerbaïdjan et le Nagorno-Karabakh signent, sur une seule et même page, un texte reconduisant le cessez-le-feu, en vigueur jusqu'à ce qu'un traité de paix soit signé⁵⁶. Au moment d'écrire ces lignes (novembre 1997), un tel traité n'a toujours pas vu le jour.

4.2.4 L'approche de la Russie

Deux éléments doivent être considérés pour rendre compte de l'approche particulière de la Russie: sa vision du processus de négociation et les moyens qu'elle privilégie pour le maintien de la paix.

La stratégie de la Fédération de Russie peut se résumer à «la recherche d'un cessez-le-feu pour point de départ d'un règlement pacifique du conflit». Un tel accord constitue ainsi une

⁵³ Elizabeth Fuller, «The 'Near Abroad'...». *loc. cit.*, p. 33.

⁵⁴ *Ibid.*, p. 33; *Id.*, «The Karabakh Mediation Process: Gratchev Versus the CSCE?». *RFE/RL Research Report*, vol. 3, no 23 (1994), p. 16.

⁵⁵ Vladimir Kazimirov, «A History of the Karabakh Conflict», *loc. cit.*, p. 190.

⁵⁶ *Ibid.* p. 193.

condition nécessaire par laquelle passe la résolution du conflit. Conséquemment, la Russie a concentré ses efforts dans cette direction.

According to pragmatic considerations it is very obvious that without a cease-fire it is difficult if not impossible to approach a resolution for a number of different problems which generate this conflict, or are generated by it. If for the resolution, every one of the defined problems were vitals, then the cease-fire would be the first of them⁵⁷.

Les multiples efforts de médiation de la Russie tendent à démontrer que cette dernière cherche effectivement à mettre en place un cessez-le-feu initial, privilégiant ainsi le report des négociations portant sur une entente politique globale dans la phase post-confliktuelle (voir chapitre 2).

La seconde caractéristique de l'approche russe relève de sa perception particulière des méthodes de maintien de la paix. Bien qu'il y ait une doctrine militaire russe et que de nombreux accords de la CEI portent sur l'utilisation de forces de maintien de la paix, il est difficile de cerner ce qui constituerait une «doctrine russe de maintien de la paix». Les différentes missions auxquelles la Russie participe dans la CEI sont trop variées pour qu'on puisse parler d'une doctrine unique⁵⁸. Par contre, tous les analystes s'accordent pour dire que la Russie donne au concept de «maintien de la paix» une définition beaucoup plus large que les missions classiques (ou traditionnelles) de l'ONU. Les caractéristiques des missions russes les plus fréquemment mentionnées sont les suivantes: 1- la Russie et les autres membres de la CEI n'ont pas l'expérience de ces opérations car il s'agit de nouvelles préoccupations; 2- les principes élaborés dans la doctrine militaire russe ne sont pas les mêmes que les principes directeurs des opérations onusiennes (entre autres, l'usage de la force); 3- le vocabulaire utilisé par les autorités russes ne fait pas la distinction entre les opérations de *maintien de la paix* et les opérations de *rétablissement de la paix*; 4- ces opérations sont partiales car les parties liées au conflit peuvent participer aux opérations dont ils sont l'objet; 5- les opérations peuvent se déployer sur le terrain avant la signature d'un accord des parties liées au conflit et 6- la Russie domine toutes ces opérations⁵⁹.

⁵⁷ *Ibid.*, p. 186.

⁵⁸ Pour une analyse des différentes missions de maintien de la paix auxquelles participe la Russie, sur le territoire de la CEI, voir James M. Greene, «The Peacekeeping Doctrines of the CIS», *loc. cit.*, (Lexis-Nexis).

⁵⁹ Voir Dmitriy Trenin, «Russia». In Findlay (dir.), *op. cit.*, pp. 68-84; Isabelle Facon, «La conception russe du maintien de la paix». *Défense nationale*, vol. 52 (1996), pp. 67-83; Maxim Shashenkov, «Russian Peacekeeping in the 'Near Abroad'». *Survival.*, vol. 36, no 3 (1994), pp. 46-69; Mark Galeotti, «Russia and Eurasia - Out of Area Operations and

Ces remarques sont pertinentes pour saisir les implications d'une éventuelle mission de maintien de la paix de la CEI au Nagorno-Karabakh. La conception russe du maintien de la paix, qui prévaut également dans la CEI, correspond partiellement à ce que l'on appelle désormais des opérations de «seconde génération» de l'ONU⁶⁰, car les «soldats de la paix» pourraient faire usage de la force. Par ailleurs, le «standard international de neutralité des États fournisseurs de troupes» ne serait pas respecté puisque les protagonistes eux-mêmes seraient appelés à participer à l'opération.

Le plan de la Russie, tel qu'il est formulé dans l'accord de cessez-le-feu du 16 mai, prévoit le retrait des troupes engagées dans les combats sur une distance de cinq à dix kilomètres de la ligne de front. Dans un deuxième temps, l'entente de règlement prévoit le déploiement d'observateurs russes, des parties protagonistes et «possiblement» de la CEI et de la CSCE dans 49 postes de contrôle dans la zone tampon⁶¹. Ces observateurs devront être protégés par la présence de troupes de la CEI, principalement russes, sous le commandement de Georgii Kondratev. Dans un troisième temps, le règlement de paix mettra en place un dispositif de négociations politiques concernant la libération des territoires occupés par les forces arméniennes du Karabakh et concernant le futur statut du Nagorno-Karabakh. L'Arménie, l'Azerbaïdjan et le Nagorno-Karabakh devront chacun payer 33% des coûts de cette opération de maintien de la paix, tandis que la Russie se réserve le 1% restant⁶².

Malgré son insatisfaction à l'endroit de la médiation proposée par le Groupe de Minsk, Aliev s'objecte à plusieurs points du plan alternatif présenté par la Russie. Il s'oppose avant tout au déploiement de troupes russes pour séparer les parties. Le fait que le plan russe n'impose pas de cessez-le-feu immédiat, ni n'oblige un retrait inconditionnel des troupes arméniennes des territoires occupés azerbaïdjanais constitue pour Aliev une autre raison de le refuser⁶³. Finalement, il s'y oppose car ce plan ne prévoit le déploiement de troupes de

Peacekeeping». *Jane's Intelligence Review; Year Book.*, 1994, p. 30 et s., (Lexis-Nexis); Michael Orr, «Peacekeeping - A New Task for Russian Military Doctrine». *Jane's Intelligence Review*, vol. 6, no 7 (1994), p. 307 et s., (Lexis-Nexis).

⁶⁰ Pour une distinction entre ce qui caractérise les missions de première et de seconde génération, voir Jocelyn Coulon, *Les Casques bleus*, Montréal: Fides, 1994, pp. 50-52.

⁶¹ Michael Orr, «Peacekeeping - A new Task...», *loc. cit.*, (Lexis-Nexis).

⁶² Elizabeth Fuller, «The Karabakh Mediation Process...», *loc. cit.*, p. 13.

⁶³ *Id.*, «Russia, Turkey, Iran, and the Karabakh Mediation Process». *RFE/RL Research Report*, vol. 3, no 8 (1994), p. 34

maintien de la paix que dans les zones de combats alors qu'il préférerait les voir se déployer tout au long de la frontière arménienne de l'Azerbaïdjan⁶⁴.

4.2.5 État de la structure coopérative

TABLEAU 4.1: État de la structure coopérative⁶⁵

Régression du statu quo	Maintien du statu quo	Dépassement du statu quo
<ul style="list-style-type: none"> - <i>Absence d'intérêt immédiat de la communauté internationale</i> - Action mitigée ou absence de résolutions de la part du Conseil de sécurité - Dégradation, détérioration et désintégration des structures régionales ou locales - L'histoire suit son cours en dépit des pressions visant à régler le conflit 	<ul style="list-style-type: none"> - Recherche de solutions à travers l'arbitrage, la médiation et la conciliation - Recherche d'un consensus au sein du Conseil de sécurité - Constitution, si nécessaire, d'un Groupe de contact - Coordination entre ce Groupe et le Conseil de sécurité - <i>Constitution, si nécessaire, d'une opération de maintien de la paix</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Négociation d'un accord de règlement global</i> - Mise en œuvre d'un processus de paix selon des termes justes et équitables - <i>Négociation d'ententes destinées à assurer la paix, la reconstruction sociale et la sécurité</i> - Réintégration des forces d'opposition au sein du pouvoir - Respect de la démocratie et des droits de la personne

Légende: Caractères gras : condition présente
 Caractères italiques : condition partiellement présente
 Caractères ordinaires : condition absente

Notre aperçu des activités de la Russie et de l'OSCE montre très clairement que la communauté internationale a mis en place des mécanismes qui favorisent un processus de paix au Nagorno-Karabakh. Conséquemment, les conditions du maintien du *statu quo* sont tous présents, excepté la «constitution, si nécessaire, d'une opération de maintien de la paix», qui n'existe que sur papier. Par ailleurs, nous avons vu que deux opérations sont en préparation et seraient susceptibles d'être déployées sur le terrain. Il ne manque que l'accord des parties

⁶⁴ *Id.*, «The Karabakh Mediation Process...», *loc. cit.*, p. 14.

⁶⁵ Le tableau original se trouve dans Albert Legault, «Les grands débats...». In Legault et Tessier, *op. cit.*, p. 14.

belligérantes pour que l'un ou l'autre plan soit appliqué. Cette condition du maintien du *statu quo* est ainsi potentiellement présente.

Pour la plupart, les facteurs permettant une régression ou un dépassement du *statu quo* sont absents. Concernant la régression, seule «l'absence d'intérêt immédiat de la communauté internationale» est épisodiquement présente. En effet, malgré le forum de discussion chapeauté par l'OSCE, le manque d'intérêt des grandes puissances est souvent dénoncé comme étant une des sources de stagnation du processus de paix⁶⁶. On signale que la Turquie a offert de fournir des troupes de maintien de la paix de même que plusieurs pays de l'OSCE⁶⁷, mais l'effort reste toutefois trop faible et aucune puissance n'est réellement prête à s'impliquer dans l'apaisement du conflit, excepté la Russie.

Certains facteurs font cependant miroiter qu'un dépassement du *statu quo* est possible. Ces éléments sont toutefois fragiles et, à moins d'un changement d'attitude des parties impliquées, laissent plutôt perplexes les différents spécialistes. En ce sens, la «négociation d'un accord de règlement global» existe bel et bien, mais aucun signe ne laisse supposer que cette négociation se fait de bonne foi. Tous les observateurs s'entendent pour dire que les négociations stagnent et que les parties campent sur leurs positions respectives⁶⁸. Pour ce qui est de la «négociation d'ententes destinées à assurer la paix, la reconstruction sociale et la sécurité», un des rares résultats positifs - voire l'unique - se situe au niveau d'un accord d'échange des prisonniers de guerre: «The only tangible result of negotiations since the 1994 cease-fire has been the release of prisoners of war»⁶⁹. Aucune entente concernant le retour des réfugiés ou la démobilisation des milices toujours stationnées dans les montagnes, à proximité de la ligne de front, n'a encore vu le jour. De même, rien n'est fait pour «réintégrer les forces d'opposition au sein du pouvoir». Le «respect de la démocratie et des droits de la personne», condition également constitutive de la structure antagoniste, est même en régression (voir le chapitre 3).

⁶⁶ John J. Maresca, «Why an OSCE Role in the Caucasus?», *Security Dialogue*, vol. 27, no 1 (1996), pp. 88-89.

⁶⁷ Vahram Aghajanyan, «Azerbaijan: OSCE Official on Karabakh Talks Status», *loc. cit.*, (<http://wnc.fedworld.gov>).

⁶⁸ Emil Danielyan, «No War, No Peace in Nagorno-Karabakh». *Transitions*, vol. 4, no 3 (1997), p. 46; Elizabeth Fuller, «Stopping the Shooting Is Only Half the Battle», *Transition*, vol. 2, no 1 (1996), pp. 23-24.

⁶⁹ Emil Danielyan, «No War, No Peace in Nagorno-Karabakh», *loc. cit.*, p. 45.

L'existence de deux plans de maintien de la paix, celui de la Russie ou celui de l'OSCE, constitue un problème: le choix qui s'impose donne lieu à une nouvelle divergence entre les parties. La principale différence entre les deux plans est la composition des éventuelles forces d'observation et de maintien de la paix. Le plan de la Russie renforce la mission d'observation «internationale» à l'aide d'une force de maintien de la paix russe. Ce plan reste toutefois imprécis sur la composition de cette force d'observation, celle-ci pouvant être constituée d'observateurs de la CEI ou d'une combinaison d'observateurs de la CEI et de l'OSCE⁷⁰. Le plan de l'OSCE diffère de celui de la Russie dans la mesure où il privilégie une véritable mission d'observation internationale, plutôt qu'une mission principalement russe ou émanant de la CEI⁷¹. Or, même dans une telle mission internationale, la Russie fournirait jusqu'à la moitié des troupes de maintien de la paix.

4.3 Influence de la Russie sur la structure coopérative

L'influence de la médiation russe sur la structure coopérative s'observe principalement à deux niveaux. D'une part, le plan de paix alternatif présenté par la Russie court-circuite le processus de la CSCE/OSCE et déstabilise ainsi tout le processus multilatéral de négociation. D'autre part, l'offensive diplomatique de la Russie modifie sensiblement le rapport entre les protagonistes à la table de négociation.

4.3.1 Le court-circuit

4.3.1.1 De la coopération à la compétition

Les relations entre les acteurs qui interviennent dans la structure coopérative prennent différentes formes entre 1992 et 1994. Si au départ on observe une certaine coopération entre la Russie et la CSCE, l'esprit qui règne en 1994 entre ces deux intervenants est nettement celui d'une compétition. Il est important de cerner le mécanisme qui a modifié la coopération relative de 1992, car il est la cause de la stagnation actuelle de tout le processus de paix.

⁷⁰ Elizabeth Fuller, «The Karabakh Mediation Process...», *loc. cit.*, p. 14.

⁷¹ *Ibid.*, p. 16.

Lorsque la CSCE se charge du processus multilatéral de négociation, l'attitude de la Russie est relativement coopérative. Comme le souligne Maresca, la «possessivité» de la Russie à l'égard des processus de résolution des conflits et des opérations de maintien de la paix dans le territoire de l'ex-URSS ne constitue pas encore une «politique» en 1992. Au contraire, après plusieurs échecs diplomatiques devant la persistance du conflit du Nagorno-Karabakh, l'intérêt de la Russie envers son ancien empire est à son plus bas. On souligne ainsi fréquemment la coopération de la Russie avec la CSCE à cette époque, montrant même un support politique envers les missions de la CSCE⁷².

En février 1993, dans un discours fort remarqué sur les intérêts vitaux de la Russie et sur ses «responsabilités particulières», Eltsine demande aux organisations internationales, dont l'ONU, d'attribuer à la Russie un pouvoir spécial de «garant de la paix et de la stabilité dans les régions de l'ancienne URSS». Cette modification dans l'approche de la politique étrangère russe a des répercussions immédiates sur le rôle que la Russie joue au sein de la CSCE: «This policy manifested itself through a gradually increasing and more obvious separation of Russia from the work and proposals of the Minsk Group, even when the Russian representative had played a major part in drafting them»⁷³.

D'après Maresca, Moscou commence à prendre ses distances par rapport au Groupe de Minsk dès le début de 1993. Cependant, il fallut attendre l'intensification des efforts diplomatiques unilatéraux de la Russie, au cours de l'été 1993, pour que se dévoile pleinement la nouvelle stratégie russe. Kazimirov, le délégué spécial de la Russie, se plaint alors à plusieurs occasions de l'inefficacité de la médiation de la CSCE et affirme que cette organisation n'a pas de moyens à sa disposition pour soutenir quelque cessez-le-feu que ce soit. Désormais, Kazimirov soutient que la diplomatie russe continuera ses activités de médiation à quatre niveaux: au sein de la CSCE, au sein de la structure de l'ONU, de façon indépendante et sur la base de consultations bilatérales⁷⁴. Les faits, par contre, montrent que la Russie agit principalement sur une base unilatérale. Il n'est pas facile de déterminer jusqu'à quel point la diplomatie russe réussit à modifier la façon dont les protagonistes perçoivent les efforts de la CSCE, mais elle met tout en œuvre pour imposer son propre processus de paix.

⁷² John J. Maresca, «Resolving the Conflict...». In Crocker, Hampson et Aall (dir.), *op. cit.*, p. 259; Heather F. Hurlburt, «Russia Plays A Double Game». *Transition*, vol. 1, no 11 (1995), pp. 12 et 14.

⁷³ John J. Maresca, «Resolving the Conflict...». In Crocker, Hampson et Aall (dir.), *op. cit.*, p. 263.

⁷⁴ Elizabeth Fuller, «Russia's Diplomatic Offensive...», *loc. cit.*, p. 34.

On peut en effet constater, en septembre 1993, qu'Aliev émet lui aussi des commentaires négatifs à l'endroit des efforts de la CSCE, affirmant que le Groupe de Minsk «had achieved 'virtually nothing'»⁷⁵. De son côté, le ministre arménien des Affaires étrangères, Zhirair Lipararitian, se plaint également que le Groupe de Minsk «lags far behind the unfolding of events [and] ... advances no initiatives»⁷⁶.

Parallèlement à cette «campagne» visant à discréditer l'organisation, les nombreuses tentatives unilatérales de médiation russe renforcent l'impression des autres membres du Groupe de Minsk que la Russie prend ses distances et cherche à accaparer seule l'ensemble du processus de médiation: «[...] separate unilateral Russian proposals began to surface, first privately to the parties to the conflict without any information given to the other Minsk Group negotiators, and then more openly in stark contradiction to the joint work of the group. In addition, Russian officials began to ridicule the Minsk Group publicly»⁷⁷.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant de constater que l'accord de cessez-le feu de mai 1994 a été négocié pendant que le Groupe de Minsk menait des négociations avec l'Azerbaïdjan⁷⁸.

However, the missions [celles de l'OSCE dans la CEI] have neither received enough cooperation from Russia nor faced enough pressure from the West to make them major players in the settlement of disputes. Russia's unilateral efforts to resolve the Nagorno-Karabakh conflict, its allegations of OSCE interference, and its insistence that the organization is irrelevant to the settlement belie the previously agreed mandate for the OSCE. Moscow's appreciation of an OSCE role in the region is very definitely subordinate to its definition of national interests⁷⁹.

En conséquence de l'introduction de cette compétition, de l'importance des actions diplomatiques unilatérales russes et de leur succès relatif lors de la mise en place d'un cessez-le-feu fonctionnel, la Russie réussit momentanément à écarter le groupe de Minsk du processus de paix. Paradoxalement, le cessez-le-feu, qui réussit à stabiliser la structure antagoniste, exerçant un déplacement d'une «régression» vers un «maintien» du *statu quo*, exerce sur la structure coopérative un déplacement du «maintien» vers une «régression» du *statu quo*. La

⁷⁵ *Id.*, «The Karabakh Mediation Process...», *loc. cit.*, p. 14.

⁷⁶ *Id.*, «The 'Near Abroad' ...», *loc. cit.*, p. 32.

⁷⁷ John J. Maresca, «Resolving the Conflict...». In Crocker, Hampson et Aall (dir.), *op. cit.*, p. 263.

⁷⁸ Elizabeth Fuller, «Stopping the Shooting...», *loc. cit.*, p. 23.

⁷⁹ Heather F. Hurlburt, «Russia Plays A Double Game», *loc. cit.*, p. 14.

communauté internationale, représentée par le Groupe de Minsk, perd ainsi de ses moyens d'influencer le développement du processus de paix.

4.3.1.2 De la compétition à la prise de contrôle

À l'été 1994, lorsque l'on constate que le cessez-le-feu tient le coup, la CSCE commence à élaborer des plans pour la création d'une force multilatérale de maintien de la paix: on parle alors d'une force de quelque 1600 à 2000 troupes. Cette organisation réagit donc au fait accompli devant lequel l'a placé la diplomatie russe. Pendant ce temps, la Russie poursuit indépendamment ses propres activités de médiation. En octobre 1994, Kazimirov publie un article cinglant à l'égard de la CSCE dans le quotidien moscovite *Segodnya*. Il accuse certains participants du Groupe de Minsk, sans les identifier, d'exagérer les réalisations du Groupe et de minimiser les efforts russes dans le processus de médiation au Karabakh. D'après Kazimirov, ces participants préfèrent l'instabilité en Transcaucasie plutôt que de reconnaître la réussite d'un accord de paix parrainé par la Russie⁸⁰. En novembre, pour appuyer les efforts de Kazimirov, les ministres russes de la Défense et des Affaires étrangères font une déclaration conjointe précisant que toute tentative d'écarter la Russie ou la CEI du processus de médiation du Karabakh minerait le processus de paix. Ils proposent alors de combiner les efforts de médiation de l'ONU, de la CSCE, de la CEI et de la Russie⁸¹. Cette coordination des différents intervenants russes confirme pour plusieurs analystes que la mise à l'écart de la CSCE au printemps résulte d'une action délibérée et coordonnée.

C'est donc suivant les pressions de la Russie que, le 6 décembre 1994, les participants au Sommet de la CSCE à Budapest acceptent de fondre les processus de négociation de la Russie et de la CSCE dans une nouvelle structure organisationnelle. Le but de cette opération consiste à éliminer la situation de compétition entre les efforts russes et ceux du Groupe de Minsk dans leurs tentatives de médiation⁸². Même si le but est noble, il faut reconnaître que cette nouvelle approche implique que la Russie prenne un certain «contrôle du processus - qui devient plus acceptable pour elle»⁸³. Dans les faits, Kazimirov, qui avait toujours plaidé pour

⁸⁰ Elizabeth Fuller, «The 'Near Abroad'...», *loc. cit.*, p. 33.

⁸¹ *Ibid.*

⁸² Heikki Vilén, «Planning a Peace-keeping Mission...», *loc. cit.*, p. 92.

⁸³ Patrick Karam et Thibaut Mourgues, *op. cit.*, p. 101.

l'établissement d'un cessez-le-feu formel avant le déploiement d'une force d'interposition au Karabakh, réussit à imposer sa vision du processus de paix⁸⁴.

Par ailleurs, la CSCE, maintenant l'OSCE, se réapproprie le processus de paix et un nouvel équilibre survient dans la structure coopérative: le maintien du *statu quo*. Les objectifs de l'OSCE restent les mêmes et l'organisation tente toujours de favoriser le dépassement du *statu quo* en offrant un forum de négociation dont le but est d'arriver à un accord de règlement global.

4.3.1.3 Deux choix, un choix?

Malgré l'accord d'intervention conjointe OSCE-Russie, la Russie offre aux protagonistes une alternative en *maintenant* son propre plan d'intervention. Elle leur offre la possibilité de choisir le plan qui convient le mieux à leurs intérêts. «[...] the existence of the Russian plan, including a Russian-controlled separation force, gave the warring parties the option of 'shopping' for the best offer. Inevitably, this lead both sides to choose between the two proposals on the basis of what they saw as their own advantages under each proposal»⁸⁵. On peut ajouter que la possibilité de choisir le plan qui convient le mieux à ses propres intérêts représente également une possibilité de choisir le plan opposé aux intérêts de l'autre partie, de sorte qu'aucun des deux plans ne puisse s'appliquer puisque l'accord de toutes les parties constitue une condition préalable au déploiement.

Pour Maresca, la seule façon de contourner cette difficulté est de combiner le plan russe et celui de l'OSCE, incluant les arrangements de supervision du cessez-le-feu, mais de tels efforts se buttent à deux problèmes: celui de déterminer qui contrôlera cette force et celui de la proportion des troupes qui seront fournis par la Russie. La Russie veut commander cette force, tandis que les autres membres de l'OSCE veulent qu'elle soit sous le commandement de l'OSCE. De même, la Russie veut fournir le plus large nombre de troupes possible, tandis que d'autres membres de l'OSCE veulent limiter la contribution russe à moins de 50%⁸⁶. «Two years ago, the Americans held the view that none of the member states of the OSCE should contribute more than 50 percent of the force. They had Russia in mind. Then this figure was

⁸⁴ Elizabeth Fuller, «The 'Near Abroad'...», *loc. cit.*, p. 33.

⁸⁵ John J. Maresca, «Resolving the Conflict...». In Crocker, Hampson et Aall (dir.), *op. cit.*, p. 267.

⁸⁶ *Ibid.*, pp. 268-269.

reduced to 30 percent»⁸⁷. Il n'est toutefois pas certain que l'Azerbaïdjan accepterait une force qui comporte une forte proportion de Russes, même si cette proportion se situe en deçà de 50%⁸⁸.

Il faut mentionner que le problème identifié par Maresca peut se poser d'une autre façon: l'alternative russe n'offre qu'un «demi-choix» aux protagonistes car chacun des deux plans implique une forte participation de soldats russes de maintien de la paix. Or Aliev continue toujours de s'opposer au déploiement de forces russes en Azerbaïdjan. Depuis l'introduction d'un plus grand contrôle russe dans le processus de paix envisagé par l'OSCE, Aliev se questionne ouvertement sur l'utilité même d'une telle force puisque le cessez-le-feu signé en mai à Moscou tient toujours en l'absence d'une force neutre d'interposition séparant les parties⁸⁹. On peut donc considérer que plus la Russie s'impose dans le processus de l'OSCE, plus l'Azerbaïdjan est réticent à accepter une mission qui émanerait de cette organisation.

4.3.1.4 Problèmes du maintien de la paix par les organisations régionales

Une autre influence de la Russie sur la structure coopérative se perçoit dans sa tentative de faire reconnaître la CEI en tant qu' «organisation régionale», selon les termes du chapitre VIII de la Charte de l'ONU.

Dans l'ensemble de la littérature sur le maintien de la paix et sur les organisations régionales, tous s'entendent pour dire qu'une puissance régionale ne peut prendre part objectivement à des opérations de maintien de la paix sans entrer en conflit d'intérêts ou sans s'ingérer dans les affaires régionales. Là où Job parle prudemment de «réticences des institutions régionales multilatérales [...] à intervenir efficacement dans les conflits locaux»⁹⁰, MacFarlane soutient qu'il leur est impossible de rester neutres:

⁸⁷ Vahram Aghajanyan, «Azerbaijan: OSCE Official on Karabakh Talks Status», *loc. cit.*, (<http://wnc.fedworld.gov>).

⁸⁸ *Ibid.*, pp. 268-269.

⁸⁹ Elizabeth Fuller, «The 'Near Abroad'...», *loc. cit.*, p. 33.

⁹⁰ Brian L. Job, «Multilatéralisme et résolution des conflits régionaux: les illusions de la coopération». *Études internationales*, vol. 26, no 4 (1995), pp. 667-684.

Il leur [les organisations régionales dont la CEI] est difficile de demeurer impartiales car leurs membres ont généralement des intérêts dans le dénouement des conflits régionaux ainsi que des liens avec les belligérants. En d'autres termes, l'intérêt commun des protagonistes régionaux au 'bien public de la stabilité régionale s'accompagne souvent de l'intérêt unilatéral d'obtenir des résultats favorables'⁹¹.

Ces critiques s'adressent également à la CEI, bien qu'elle n'ait pas obtenu le statut d'organisation régionale. C'est ainsi que certains auteurs affirment que la Russie, par sa demande d'accréditation pour un tel statut, vise «à faire reconnaître (et financer) par l'ONU ses opérations de maintien de la paix, de même que celles de la CEI, afin d'obtenir ainsi une reconnaissance internationale pour son rôle hégémonique régional»⁹².

Dans le passé, on a vu le genre de critiques dirigées contre la CEI s'appliquer aux opérations de maintien de la paix effectuées par la Russie même. Depuis la fin de la guerre froide, la Russie a participé à quelques opérations de maintien de la paix. Elle doit toutefois s'ajuster à des «critères internationaux» qui vont à l'encontre de sa pratique militaire ou essuyer un certain nombre de critiques. Ainsi, Schnabel juge que «sa volonté [celle de la Russie] de se soumettre aux exigences de l'ONU en matière de maintien de la paix est sérieusement limitée par son attitude partisane dans des situations qui requièrent un haut degré de neutralité»⁹³. La Russie accepte bien de travailler sous le chapeau onusien dans des opérations multilatérales hors de la CEI, comme en ex-Yougoslavie, elle préfère cependant limiter son rôle à l'envoi de troupes. Par contre, dans la CEI, elle cherche à se garder toute la latitude possible pour agir unilatéralement⁹⁴. Pour Schnabel, cette latitude peut se résumer à une dimension unique: «la promotion de ses intérêts économiques et stratégiques nationaux»⁹⁵. Il n'est donc pas surprenant de voir des spécialistes accuser la Russie de poursuivre, par ses différentes opérations, «des objectifs allant bien au delà du seul souci de rétablir la paix»⁹⁶ ou imputer à la Russie un abus de son «statut de 'gardienne de la paix' quasi-exclusif en ex-URSS pour mieux

⁹¹ Neil MacFarlane, «La CEI et la sécurité régionale», *loc. cit.*, p. 786.

⁹² Albrecht Schnabel, «L'avenir du maintien de la paix...», *loc. cit.*, p. 735.

⁹³ *Ibid.*

⁹⁴ Russell Leigh Moses, «Global co-operation and regional conflict: problems in co-ordinating the US and Russian security agendas». In James E. Goodby (dir.), *Regional Conflicts; The Challenge to US-Russian Co-operation*. Oxford et al.: SIPRI, Oxford University Press, 1995, p. 114.

⁹⁵ Albrecht Schnabel, «L'avenir du maintien de la paix...», *loc. cit.*, p. 735.

⁹⁶ Isabelle Facon, «La conception russe du maintien de la paix», *loc. cit.*, p. 68.

limiter la souveraineté des nouveaux États indépendants»⁹⁷. Ces abus se font souvent par un usage de la force: «les ‘gardiens de la paix’ russes ressemblent beaucoup plus à des forces de défense ou d’invasion qu’aux ‘Casques bleus’»⁹⁸.

Bref, les critiques auxquelles doivent faire face la Russie et la CEI lorsqu’elles prennent en charge des opérations de maintien de la paix jettent le discrédit sur sa tentative de «contribuer à la paix» au Nagorno-Karabakh par l’envoi de troupes russes.

Ce discrédit affecte indirectement la structure coopérative, car il sape toutes les chances de la CEI de se voir attribuer le statut d’organisation régionale. Ayant acquis ce statut, la CEI aurait pu s’imposer comme tierce partie neutre et remplacer l’OSCE dans la gestion du processus de paix au Karabakh, mais jusqu’à présent seule l’OSCE est dûment habilitée par l’ONU à le faire. On comprend donc que la Russie, étant également membre de l’OSCE et du Groupe de Minsk, met tout en œuvre pour y obtenir la plus large influence possible. Inévitablement, cette tentative russe attire sur l’OSCE les mêmes critiques, déjà avancées contre une éventuelle intervention sous l’égide de la CEI, remettant en doute la neutralité de l’Organisation.

4.3.2 Position des parties à la table de négociation

Les différentes positions des protagonistes à la table de négociation sont également des éléments dont il faut tenir compte dans l’analyse de la structure coopérative. Même si les parties liées au conflit font pleinement partie de la structure conflictuelle, leur position influence néanmoins le processus de paix et les possibilités d’une «gestion multilatérale du conflit». Dans la section qui suit, nous analyserons successivement pour chacune des parties belligérantes sa position face aux deux offres de déploiement de force de maintien de la paix, ses conditions préalables, les concessions qu’elle a faites depuis le début du processus conflictuel ainsi que les points sur lesquels elle reste totalement intransigeante. Nous verrons par la suite comment ces éléments influencent la structure coopérative.

⁹⁷ *Ibid.*, p. 70.

⁹⁸ Albrecht Schnabel, «L’avenir du maintien de la paix...», *loc. cit.*, p. 735.

4.3.2.1 Azerbaïdjan

Pendant la période qui couvre les négociations, les Azéris entretiennent une position ambiguë. D'abord, ils s'opposent à tout déploiement de troupes russes sur leur territoire et, jusqu'à présent, n'ont jamais dérogé à cette attitude initiale. Ils favorisent toutefois la présence d'une force multilatérale de maintien de la paix, celle de l'OSCE, à condition que la Russie ne fournisse pas la majeure partie du contingent⁹⁹.

Pour qu'une paix devienne possible, les Azéris formulent deux conditions: 1- que les Arméniens évacuent tous les territoires occupés, incluant le corridor de Latchine¹⁰⁰ et 2- que les réfugiés et les populations déplacées puissent retourner dans le lieu de leur résidence permanente, y compris ceux de la ville de Chouchi¹⁰¹. Ces conditions ne semblent pas avoir changé, puisqu'elles sont réitérées par le ministre azerbaïdjanais des Affaires étrangères en octobre 1996¹⁰².

Cependant, en mars 1996, un quotidien de Bakou rapporte que les autorités azerbaïdjanaises seraient prêtes à accepter l'idée d'une «zone de transit» entre le Nagorno-Karabakh et l'Arménie, sous contrôle de forces armées arméniennes, pour une «période limitée» tout en exigeant le retour des réfugiés au préalable¹⁰³. Cette concession, si elle est exacte, montre que les Azéris prennent en considération les intérêts arméniens. Elle implique que les Azéris acceptent la présence de formations arméniennes armées sur une partie de leur territoire et qu'ils offrent de multiples garanties de sécurité aux Arméniens. La prise en charge arménienne de la «sécurité» de la route de Latchine dilue le principe de la pleine souveraineté de l'Azerbaïdjan sur son propre territoire. D'après l'article mentionné, les dirigeants azéris

⁹⁹ Susan L. Clark, «The Russian Military in the Former Soviet Union - Actions and Motivations», *loc. cit.*, (Lexis-Nexis).

¹⁰⁰ Chris Bird, «Urges Armenia To Pull Troops Out?». *AFP*, 30 octobre 1994. Reproduit dans *FBIS-SOV-94-210, Daily report*, 30 octobre 1994, (<http://wnc.fedworld.gov>).

¹⁰¹ Voir Anatoly N. Yamskov, «Joint Control over Key Territories in Nagorno-Karabakh». *Security Dialogue*, vol. 27, no 1, p. 96.

¹⁰² «Azerbaijan: Foreign Minister on Karabakh Stance», *Respublika Armenia* (Erevan, en russe), 30 octobre 1996, p. 4. Traduit par FBIS, *FBIS-SOV-96-237-S; Daily Report*, 30 octobre 1996, (<http://wnc.fedworld.gov>).

¹⁰³ Cette exigence s'appliquerait aux seuls réfugiés des territoires hors du Nagorno-Karabakh et ceux de la ville de Chouchi. Voir R. Mirkadyrov, «Azerbaijan : U.S., Russian Karabakh Interest Examined». *Zerkalo* (Bakou, en russe), no 12, 16 mars 1996, pp. 14-15. Traduit par FBIS, *FBIS-SOV-96-085-S; Daily report*, 16 mars 1996, (<http://wnc.fedworld.gov>).

acceptent en quelque sorte le principe d'une continuité territoriale entre le Karabakh et l'Arménie, puisqu'une «période limitée» peut devenir une «période illimitée»¹⁰⁴.

Outre ce compromis, les Azéris renoncent à d'autres positions trop fermes. Assez rapidement, ils reconnaissent l'idée d'accorder «le plus haut niveau d'autonomie possible» au Karabakh, mais à l'intérieur des structures de l'Azerbaïdjan. Ils n'ont toutefois jamais spécifié l'étendue de cette autonomie¹⁰⁵. Tout au plus, ils précisent que la Fédération russe contient de multiples exemples dont on peut s'inspirer¹⁰⁶. Il faut mentionner que les Azéris ne peuvent accorder une totale indépendance à l'enclave car cela pourrait signifier, dans ce pays menacé de morcellement, la «fin de l'Azerbaïdjan». Une indépendance arménienne pourrait faire resurgir d'autres conflits interethniques et stimuler des demandes indépendantistes ailleurs au pays. Cette menace devient particulièrement criante lorsqu'un représentant de la communauté taliche, en Azerbaïdjan, dit ouvertement: «As soon as you grant the 'NKR' autonomy, and you necessarily will, we also will acquire autonomy»¹⁰⁷.

Une dernière concession se traduit par l'offre de partage des dividendes de l'exploitation pétrolière. Il s'agit d'une tentative de faire profiter toutes les parties à la paix par les retombées économiques qu'elle permet. Il a été démontré que la meilleure «route économique» pour l'exportation du pétrole vers le marché occidental transite par le Karabakh, l'Arménie, puis la Turquie vers la Méditerranée¹⁰⁸. Aussi, les Azéris ont cherché à associer les Arméniens à un projet d'oléoduc, ce qui a été accepté d'emblée par le président arménien¹⁰⁹. Ce projet n'est toutefois plus présentée comme une solution au conflit, mais

¹⁰⁴ *Ibid.*

¹⁰⁵ Vahram Aghajanyan, «Azerbaijan: OSCE Official on Karabakh Talks Status», *loc. cit.*, (<http://wnc.fedworld.gov>).

¹⁰⁶ «Azerbaijan: Foreign Minister on Karabakh Stance», *loc. cit.*, (<http://wnc.fedworld.gov>). Voir également une entrevue avec Vafa Guluzade, conseiller d'État azerbaïdjanais pour la politique étrangère dans «Azerbaijan: Aliyev Adviser on Karabakh Issues». *Zerkalo* (Bakou, en russe), no 26, 29 juin 1996. Traduit par FBIS, *FBIS-SOV-96-138-S; Daily Report*, 29 juin 1996, (<http://wnc.fedworld.gov>).

¹⁰⁷ R. Mirkadyrov, «Azerbaijan: U.S., Russian Karabakh Interest Examined», *loc. cit.*, (<http://wnc.fedworld.gov>).

¹⁰⁸ Voir Rouben Paul Adalian, «Armenia's Foreign Policy». In Dawisha et Dawisha (dir.), *op. cit.*, p. 331.

¹⁰⁹ «I am confident that the more economic ties and the more transit obligations that countries in the region have with one another, the more this would contribute to the establishment of peace and security in the region. (Such an arrangement) would be a factor of security and stability. We would always welcome (the pipeline)». Parenthèses dans l'original. Voir «Ter Petrosyan Comments on Ties With Turkey». *Turkish Daily News*, 13 août 1994, pp. 1 et

plutôt comme le résultat de son règlement¹¹⁰. Selon les termes d'Aliyeva: «The concept of 'a peace pipeline' was very popular in 1994 and 1995. Now it has been replaced by a more realistic notion: 'not that a pipeline brings peace, but that peace will lead to a pipeline'»¹¹¹. Que ce soit la solution au conflit ou son résultat, le projet de partage des recettes de la vente du pétrole azerbaïdjanais est indissociable de la résolution du conflit du Nagorno-Karabakh. Dans le premier cas, il mène à la paix, dans l'autre, il consolide la paix préalablement atteinte.

Malgré ces éléments «d'ouverture», les dirigeants azerbaïdjanais restent inflexibles sur certains points cruciaux. D'abord, ils refusent catégoriquement de négocier avec les représentants du Nagorno-Karabakh, afin d'éviter de procurer une certaine légitimité à leur délégation. Lorsqu'on lui demande si le gouvernement de Bakou est prêt à négocier avec les délégués du Karabakh, Gasanov, ministre azerbaïdjanais des Affaires étrangères, répond: «You are framing the issue wrongly. *There are no authorities of Nagornyy Karabakh*. There are puppet structures working to the dictation of the Armenian occupation troops and the Armenian Government. We are prepared to talk with the structures in Nagornyy Karabakh which are elected according to the Constitution of the Azerbaijan Republic since this is Azerbaijani territory»¹¹². En raison de cette position ferme, il n'est guère surprenant que le gouvernement azerbaïdjanais n'ait jamais accepté que les Karabakhis conservent leurs forces armées au Karabakh¹¹³.

L'intransigeance azérie transparaît également dans certains dénis. Par exemple, le refus de rejeter tout recours à la guerre présage que l'Azerbaïdjan n'a peut-être pas entièrement abandonné son option militaire: «Despite all the calls for peace by Karabakh side, the Azeri side refuses to this day to make any declarations disavowing the resumption of military operations. In such circumstances Karabakh would, understandably, not move its forces out of the territories it has occupied until it obtains explicit guarantees for its security»¹¹⁴.

A8. Reproduit dans *FBIS-SOV-94-159; Daily Report*, 13 août 1994. (<http://wnc.fedworld.gov>).

¹¹⁰ «Azerbaijan: Foreign Minister on Karabakh Stance», *loc. cit.*, (<http://wnc.fedworld.gov>).

¹¹¹ Leila Aliyeva, «Imperial Legacy: Economics and Conflict». *Security Dialogue*, vol. 27, no 1, p. 101.

¹¹² Nous soulignons. «Azerbaijan: Foreign Minister on Karabakh Stance», *loc. cit.*, (<http://wnc.fedworld.gov>).

¹¹³ Voir Vahram Aghajanyan, «Azerbaijan: OSCE Official on Karabakh Talks Status», *loc. cit.*, (<http://wnc.fedworld.gov>).

¹¹⁴ *Ibid.* Ce fait est exprimé au cours d'une entrevue avec Aleksandr Vasilev, chef de la mission de l'OSCE au Nagorno-Karabakh.

4.3.2.2 Arménie

Les Arméniens détiennent une position beaucoup plus claire. D'abord, ils s'accrochent parfaitement d'un plan de paix venant de l'OSCE ou de la Russie¹¹⁵, avec une préférence pour la seconde option. Leurs principaux intérêts sont mieux servis par le déploiement d'une force de maintien de la paix et la fin de la pression azérie à leur frontière. Ainsi, pour Maresca, l'Arménie «would accept a peacekeeping force from any source; the Armenian government's principal objective at this point is to find an acceptable end to the war, so that it can begin to rebuild its economy»¹¹⁶.

Les dirigeants arméniens n'ont pas vraiment de condition explicite, si ce n'est que l'accord de paix soit satisfaisant pour leurs cousins du Karabakh¹¹⁷. On peut toutefois supposer qu'ils recherchent la sécurité de leurs frontières et la normalisation des relations avec les États voisins.

Ter Petrossian a toujours conservé la ligne dure dans le conflit. Son opposition, plus radicale que lui, le force à rester ferme. Au moindre recul, il risque de perdre le pouvoir¹¹⁸. Il peut donc difficilement faire des concessions aux Azéris. Certes, depuis 1991, il ne parle plus d'annexer le Nagorno-Karabakh et refuse même de reconnaître l'indépendance de la RNK. Il accepte ainsi de se soumettre aux foudres de l'opposition, mais cette position semble toutefois résulter d'un autre calcul politique: éviter de se faire accuser d'expansionnisme dans le but d'intégrer l'Arménie dans la Communauté internationale¹¹⁹. On peut donc douter qu'il s'agisse d'une véritable concession envers les Azéris.

De ce point de vue, les Arméniens restent totalement intransigeants. Il est souvent mentionné qu'ils ne sont pas pressés de régler le conflit et qu'ils s'accrochent du *statu quo*¹²⁰. Ils n'ont aucune participation dans le conflit: tout au plus, ils reconnaissent avoir fourni du matériel militaire aux Karabakhis. L'intransigeance semble se confirmer par la nomination le 20

¹¹⁵ Voir Gerard Chaliand, «Préface». In Chorbajian, Donabedian et Mutafian, *op. cit.*, p. xvi.

¹¹⁶ John J. Maresca, «Resolving the Conflict...». In Crocker, Hampson et Aall (dir.), *op. cit.*, p. 268.

¹¹⁷ Mark Stenhouse, «Turmoil in the Transcaucasus», *loc. cit.*, (Lexis-Nexis).

¹¹⁸ Shireen T. Hunter, *The Transcaucasus...*, *op. cit.*, pp. 106-107.

¹¹⁹ Voir Rouben Paul Adalian, «Armenia's Foreign Policy». In Dawisha et Dawisha (dir.), *op. cit.*, p. 327.

¹²⁰ R. Mirkadyrov, «Azerbaijan: U.S., Russian Karabakh Interest Examined», *loc. cit.*, (Lexis Nexis).

mars 1997 de Robert Kocharyan, jusqu' alors président de la RNK, comme premier ministre de l' Arménie. Bien que cette nomination ait pour but de calmer l' opposition intérieure, dit-on, elle est perçue comme étant un affront inacceptable par l' Azerbaïdjan¹²¹.

4.3.2.3 Nagorno-Karabakh

Les Arméniens du Karabakh privilégient un mandat de maintien de la paix russe. Cette intervention semble, à leurs yeux, être la plus apte à leur procurer la sécurité recherchée¹²².

D' une façon générale, ils se disent prêts à coopérer avec les autorités azerbaïdjanaises et à échanger des territoires contre la paix¹²³. Les représentants arméniens précisent qu' une paix ne surviendra que s' ils peuvent négocier d' égal à égal avec les Azéris. De même, comme condition initiale à tout retrait des territoires occupés, ils exigent diverses garanties de sécurité. Ils accepteraient de restituer la région de Kelbadjar, si elle devient une zone démilitarisée, mais ils insistent pour conserver le corridor de Latchine¹²⁴. Ils réclament également leur totale indépendance ou un statut politique spécial¹²⁵.

Ces conditions montrent que les Karabakhis sont en position de force. Les territoires azéris qu' ils occupent leur procurent une monnaie d' échange dans les négociations. Les conditions qu' ils posent résultent de leur recherche de sécurité et ils font très peu de concessions. Ils ont modéré leur position initiale, le déclencheur des hostilités, de vouloir s' annexer à l' Arménie, de sorte qu' ils cessent de parler de transfert territorial et qu' ils demandent leur indépendance pure et simple, à partir de 1991. Plus récemment, ils ont accepté de s' unir à l' Azerbaïdjan, en une fédération, à condition que ce soit sur la base d' États égaux. Leur décision de quitter la juridiction de l' Azerbaïdjan, sous sa forme actuelle, reste toutefois

¹²¹ Shahin Hajiyev, «Azeri parliament chief condemns Armenian PM choice». *Reuters World Service*, 22 mars 1997, (Lexis-Nexis); «Armenia names separatist leader prime minister», *Agence France Presse*, 20 mars 1997, (Lexis-Nexis); «Armenia picks Karabakh separatist as new PM», *loc. cit.*, 20 mars 1997, (Lexis-Nexis).

¹²² John J. Maresca, «Resolving the Conflict...». In Crocker, Hampson et Aall (dir.), *op. cit.*, p. 268.

¹²³ Felix Corley, «Nagorno-Karabakh - An Eyewitness Account», *loc. cit.*, (Lexis-Nexis).

¹²⁴ *Ibid.* Voir également *Id.*, «The Forgotten War». *The Wall Street Journal*, 3 mars 1994, p. A16, (<http://www.mynet.net/~msanews/oldnews/turk/turk>).

¹²⁵ Anatoly N. Yamskov, «Joint Control...», *loc. cit.*, p. 96.

irrévocable¹²⁶. Dans l'ensemble, leurs concessions sont si minimales qu'on peut parler d'intransigeance de leur part.

Les positions des parties peuvent se résumer à l'aide du tableau 4.2. La seule vue de la colonne «intransigeance» montre la difficulté du retour à la paix au Karabakh. Tant que les

TABLEAU 4.2 : Positions des parties dans les négociations

PARTIE	FORCE D'INTER-POSITION	CONDITIONS	CONCESSIONS	INTRANSIGEANCE
AZERBAÏDJAN	Refuse MP russe Accepte MP OSCE	Retrait arménien des territoires occupés Retour des réfugiés azéris	Accorde une autonomie la plus large possible Accepte une ZT entre le NK et l'Arménie avec protection arménienne armée (?) Partage des dividendes du pétrole	Refuse de négocier avec les représentants du NK Refuse de signer un accord de paix avant un retrait arménien Refuse MP russe Refuse de déclarer l'abandon définitif du recours à la guerre Refuse d'accepter une force d'auto-défense karabakhie
ARMÉNIE	Accepte MP russe Accepte MP OSCE	Solution qui respecte le choix des Arméniens du NK	Non-reconnaissance de l'indépendance du NK (?)	Refuse de reconnaître leur participation à la guerre
NAGORNO-KARABAKH	Accepte MP russe Refuse MP OSCE	Diverses garanties de sécurité Reconnaissance comme interlocuteur valable Obtention de leur autonomie politique	Accepte une union avec l'Azerbaïdjan sur la base d'États égaux Accepte de restituer les territoires occupés excepté Latchine	Refuse de se retirer avant un accord de paix Refuse MP OSCE Refuse de plier sur la question d'autonomie

LÉGENDE: (?) : Concession ambiguë
NK: Nagorno-Karabakh
MP : Force de maintien de la paix
ZT : Zone de transit

¹²⁶ Felix Corley, «Nagorno-Karabakh - An Eyewitness Account», *loc. cit.*, (Lexis-Nexis).

Azéris refuseront de reconnaître les représentants du Karabakh comme des interlocuteurs valables, ces derniers ne pourront leur faire confiance. La différence d'optique des parties face au retrait des forces arméniennes (comme étant la condition ou la conséquence de la paix) montre jusqu'à quel point les positions semblent irréconciliables. Le choix de la force d'interposition (russe ou OSCE) semble être partiellement motivé par le choix, opposé, de l'autre partie (voir section 4.3.1.3). On a l'impression que les arguments utilisés pour refuser l'une ou l'autre force d'interposition ne sont que des prétextes pour ne pas conclure une entente avec l'adversaire. Le refus des parties de céder sur ces points empêche la consolidation du *statu quo* et travaille ainsi en faveur de sa régression.

L'influence des parties protagonistes sur la structure coopérative se reflète dans les solutions proposées par la CSCE, qui doit tenir compte des attentes des belligérants pour conserver sa crédibilité aux yeux de ces derniers. Sur ce plan, les Arméniens du Karabakh constituent probablement le groupe qui a le plus influencé l'approche de la CSCE: «With the concerns of the Karabakhsis in mind, the West, represented by the Minsk Group and the CSCE, upgraded its proposed cease-fire supervision group from a 'monitoring' to a 'peacekeeping' force»¹²⁷. Or, cette initiative n'a pas mené aux résultats prévus. Bien qu'une force de maintien de la paix soit généralement perçue comme étant plus grande, mieux armée et jouant un rôle plus actif dans le contrôle d'un accord de cessez-le-feu qu'une simple force d'observation, cette modification de l'approche de la CSCE n'a pas transformé la position des Arméniens du Karabakh. Les Karabakhsis continuent à refuser le déploiement des troupes de cette institution en affirmant que cette dernière ne serait pas capable de leur assurer une aussi grande sécurité que le ferait une force russe. «[...] the concerns of the Karabakh Armenians about internationally controlled peacekeeping force persisted, and these concerns mounted as international efforts in Bosnia proved to be weak and indecisive»¹²⁸.

Les intransigeances des parties protagonistes mènent les négociateurs à chercher des solutions politiques peu communes. Désormais, une large part des efforts diplomatiques de l'OSCE s'inscrit dans une recherche du statut que l'on pourrait développer pour la région du Nagorno-Karabakh. «The basic issue remains the status of Nagorno-Karabakh. The Karabakh Armenians desire independence [...], while Azerbaijan steadfastly refuses to concede

¹²⁷John J. Maresca, «Resolving the conflict...». In Crocker, Hampson et Aall (dir.), *op. cit.*, p. 268.

¹²⁸*Ibid.*

sovereignty. Much of the diplomatic effort is invested in finding a formula which would give Nagorno-Karabakh *de facto* but not *de jure* independence»¹²⁹.

Un des éléments les plus essentiels réside toutefois dans la thèse des bénéfices économiques liés à la paix. En fait, le cœur de la structure coopérative s'organise autour de cette voie qui, parmi les solutions actuellement disponibles, constitue l'incitatif le plus puissant permettant le mieux de rendre la paix viable à long terme. Cette prise en compte du pétrole par la communauté internationale fait ouvertement le jeu de l'Azerbaïdjan: «Oil is the prime lubricant in the search for a solution over Nagorno-Karabakh. With it, Azerbaijan has been seeking to appease all major external and regional actors and isolate the Karabakh Armenians. Azerbaijan has even sought to attract Armenia by holding out the promise of a pipeline for 'later' oil, if only Armenia would cease to support self-determination for Nagorno-Karabakh»¹³⁰. Ce n'est sûrement pas un hasard que les propositions d'opérations de maintien de la paix surgissent après la découverte de nouveaux gisements pétroliers dans la Mer Caspienne, au large de l'Azerbaïdjan, et après la signature du «contrat du siècle». Les acteurs médiateurs, en premier lieu l'OSCE, appuient cette politique azerbaïdjanaise et tentent d'accroître la potentialité pacificatrice du pétrole en offrant un cadre de négociation sur cette question. Ces acteurs réintroduisent constamment des arguments économiques dans les négociations. Pour utiliser une expression développée dans le premier chapitre, ils brandissent une «carotte économique» qui pourrait amener les parties à s'entendre.

4.4 Conclusion

De ce tour d'horizon de la structure coopérative, il faut d'abord retenir que les tentatives de médiation menées par la diplomatie russe sont nombreuses. Une grande partie des efforts de la Russie ont été effectués en collaboration avec le Groupe de Minsk ou bien sur une base unilatérale. Il faut également tenir compte des multiples actions de médiation, non couvertes par cette étude, que la Russie entreprend avec d'autres États (Turquie, Kazakhstan, ...). L'ensemble de ces initiatives montre que la Russie use de tous les forums disponibles afin d'influencer le cours des négociations.

¹²⁹ Michael Mihalka, «Nagorno-Karabakh and Russian Peacekeeping: Prospects for a Second Dayton», *International Peacekeeping*, vol. 3, no 3 (1996), p. 29.

¹³⁰ *Ibid.* p. 21.

On peut donc dire, de façon générale, que la Russie constitue de loin le médiateur le plus actif, même si la prétention russe d'avoir contribué seule à la mise en place d'un climat favorable à une fin des hostilités armées inspire sûrement quelques réserves.

[...] in May 1994, despite all of the complications, Russia managed to lead the sides to an agreement of a cease-fire. However, it would be a simplification to suggest that Russian diplomats just caught such an opportune moment. On the contrary, it is necessary to emphasize that this became possible **only as a result of the prolonged, consistent and persistent efforts of Russia**, and very close contacts with all of the conflicting sides¹³¹.

Sans doute la thèse de Kazimirov, selon laquelle le cessez-le-feu du printemps 1994 est le fruit de l'acharnement de la diplomatie russe, n'est pas tout à fait sans fondement.

Nous avons également vu, par endroits, que la Russie semble poursuivre d'autres objectifs que la simple recherche d'un cessez-le-feu. En effet, si tel était l'unique but, les efforts russes auraient tout aussi bien pu s'intégrer dans la structure de gestion du conflit parrainée par l'OSCE. Certes, la Russie a participé à ce processus - certains auteurs soulignent même qu'elle en a été le principal moteur. D'autres observateurs, par contre, expliquent la diplomatie russe unilatérale par la recherche de domination de la région:

Here the Russians, led by defense minister Grachev, have made a concerted effort to undercut international initiatives, to keep the international community out, and to resolve the problem themselves, using their own troops, as a way of ensuring their domination of the region. The Russians have appeared prepared to accept accusations of bad faith in this instance, as the price of ensuring exclusive Russian predominance¹³².

La simple introduction du cessez-le-feu influence la structure coopérative en ce qu'elle prive les protagonistes du sentiment d'urgence d'arriver à un règlement politique du conflit. De ce point de vue, l'approche russe ne favorise pas un règlement global de la crise, bien qu'elle soit louable à d'autres égards - Kazimirov avance fréquemment que plus tôt un cessez-le-feu entre en vigueur, plus de vies humaines seront épargnées. Inversement, l'approche de la CSCE oblige les parties à s'entendre sur un accord de règlement avant le déploiement des troupes de maintien de la paix, ce qui peut être un long processus.

En s'appropriant le processus de paix de la CSCE (devenue OSCE) pour la crise du Karabakh, la Russie impose son échéancier à cette organisation internationale, à savoir la

¹³¹ Caractères gras dans l'original. Vladimir Kazimirov, «A History of the Karabakh Conflict», *loc. cit.*, p. 185.

¹³² John J. Maresca, «Russia's 'Near Abroad'...», *op. cit.*, p. 194.

priorité d'un cessez-le-feu sur la négociation d'un accord de règlement. Par conséquent, la Russie se trouve à paralyser la principale condition de dépassement du *statu quo*. De plus, par l'introduction d'une dualité en maintenant parallèlement sa propre proposition de «forces pacificatrices», la Russie limite la progression des négociations.

Paradoxalement, la Russie est à la fois l'acteur qui a le plus fait pour la médiation et celui qui limite le plus le dépassement du *statu quo* de la structure coopérative.

CONCLUSION

Au terme de cette analyse, il convient de résumer les principales thèses concernant le conflit du Nagorno-Karabakh qui ont été développées au cours de ce mémoire. Après une description de l'évolution du conflit entre 1988 et 1996, au deuxième chapitre, nous avons esquissé une synthèse de ses principaux tournants selon un schéma classique de découpage séquentiel en phases. Nous avons pu constater l'émergence de deux conflits distincts, au cours de cette période: un conflit «arméno-soviétique» (1988-1991), dans lequel les autorités arméniennes d'Arménie et les représentants des Arméniens du Nagorno-Karabakh s'opposent aux autorités soviétiques de l'URSS et un second conflit, qui prend naissance avec la chute de l'Empire soviétique, moment où les revendications des Arméniens de l'enclave se transforment d'une modification administrative du territoire en une demande d'indépendance totale. Dans la première période, les dirigeants de l'Azerbaïdjan s'impliquent également dans le conflit, mais ils se réfugient derrière les autorités de l'Union soviétique, qui adoptent alors une position assez favorable à l'Azerbaïdjan. En revanche, dans le second conflit, les autorités arméniennes du Nagorno-Karabakh s'opposent directement à l'État azerbaïdjanais. Ce nouveau conflit peut donc être qualifié d'«arméno-azerbaïdjanais».

Suivant cette revue historique des grands tournants du conflit, une mise en contexte stratégique nous a permis d'analyser les principaux enjeux liés à la zone touchée par la guerre. Notre premier objectif fut notamment d'identifier les intérêts des deux camps directement concernés: les populations arméniennes et azéries locales. Par la suite, une analyse des enjeux et des intérêts de certains États voisins (la Turquie, l'Iran et la Russie) a montré que la Russie constitue la puissance étrangère la plus susceptible de chercher à s'ingérer dans le conflit.

Dans le troisième chapitre, consacré à la structure antagoniste, nous avons d'abord considéré le développement des stratégies militaires ainsi que l'évolution du nombre de troupes et de l'arsenal militaire des protagonistes. Pour compléter ce tableau, quelques éléments de

propagande de même que l'évolution locale des droits de l'homme ont fait l'objet d'une courte présentation. Les éléments présentés nous ont menés à conclure que la structure antagoniste s'est transformée au printemps 1994 en passant d'une régression à un maintien du *statu quo*. Par contre, la persistance de nombreuses conditions défavorables à cet équilibre continue à encourager un retour à la régression du *statu quo* - pour ne pas dire que tous les indicateurs montrent une forte tendance de régression. La paix dans cet espace reste donc fragile.

Nous avons ensuite tenté d'analyser l'implication de la Russie dans le développement du conflit. Suivant une description des opérations militaires auxquelles la Russie aurait participé sur le territoire de l'Azerbaïdjan, on a pu affirmer qu'elle détient peu de responsabilités dans la gestion du «conflit arméno-soviétique»: elle y intervient seulement de façon indirecte par l'intermédiaire du gouvernement de l'URSS. La Russie détient toutefois une grande responsabilité dans l'évolution de la structure antagoniste du second conflit. Pour arriver à cette analyse, nous avons d'abord fait état des éléments permettant d'attribuer à la Russie une participation aux hostilités. Nous avons alors constaté qu'il n'existe pas de preuve directe d'une telle implication, parce que les «faits d'armes russes» relèvent principalement de l'initiative privée de certains Russes. Cependant, de nombreux spécialistes et observateurs dénoncent trop de «faits troublants» pour qu'on ne puisse exclure toute participation russe. De même, de nombreux protagonistes avouent de façon implicite ou explicite avoir reçu de l'aide de la Russie. Ces différents éléments de preuve ne permettent toutefois pas de mesurer l'importance de l'implication de Moscou dans le déroulement des opérations militaires.

Nous avons pu constater que la Russie utilise davantage et plus ouvertement d'autres leviers de pression. Après avoir dépouillé la documentation disponible concernant les quantités de matériel militaire que la Russie fait parvenir aux protagonistes, nous avons vu que les ventes d'armes et d'autres formes d'acheminement de matériel sensible semblent privilégier l'Azerbaïdjan au cours de la période qui suit immédiatement le démembrement de l'URSS. Par contre, dès 1992, c'est l'Arménie qui semble bénéficier davantage de ces transferts russes. D'autres formes d'appui russe (spécialistes pour la formation des recrues du camp arménien, gardes-frontières, aide économique etc.) semblent également favoriser l'Arménie au cours de cette deuxième période.

L'ensemble de ces éléments nous a mené à conclure que la Russie influence la structure antagoniste entre 1991 et 1994 en favorisant une régression du *statu quo*. En effet, elle fournit aux belligérants les moyens de rechercher une victoire militaire et de développer leurs stratégies de guerre. Après 1994, la poursuite de ces politiques russes semble plutôt avoir un effet

dissuasif sur les protagonistes. Les deux principaux camps ont eu l'occasion de reconstruire leurs forces, mais restent épuisés par de longues années de guerre de sorte qu'aucun d'entre eux ne souhaite une reprise des hostilités. En effet, les coûts d'une telle reprise leur apparaissent plus élevés que les bénéfices potentiels.

Au cours du quatrième chapitre, nous avons dressé un état de la structure coopérative. Pour cette structure, nous avons observé que les conditions du maintien du *statu quo* sont généralement présentes. La communauté internationale, surtout par l'intermédiaire de la CSCE/OSCE, prend des mesures pour favoriser un processus de paix.

Nous avons ensuite cherché à cerner le rôle de la Russie dans le développement de la structure coopérative. Il est nécessaire de rappeler que suivant le modèle d'analyse retenu, la gestion d'un conflit par une tierce partie ne peut être effectuée par un État seul, mais seulement par une force neutre et multilatérale. En principe, la Russie ne peut donc pas aspirer à ce statut. Pourtant, l'action de la Russie influence indéniablement la structure coopérative sur deux plans: 1- étant membre du Groupe de Minsk, elle détient un pouvoir d'influence sur les décisions et actions de ce Groupe et 2- elle met en place son propre processus de paix. Il faut considérer que l'existence d'un second processus de paix - même si ce dernier se situe hors de la structure coopérative - comporte des incidences majeures sur le développement du premier ainsi que sur les positions des protagonistes.

Nous avons principalement observé qu'avant 1993 la Russie agissait de façon assez coopérative avec le Groupe de Minsk. Le processus de paix développé par ce groupe de contact bénéficiait ainsi de l'appui d'un important acteur régional (le plus important aux dires de certains membres du Groupe). Pour la période de 1993 à décembre 1994, nous avons montré que la Russie développe son propre processus de paix, se distancie de celui du Groupe de Minsk et débute même une campagne de propagande qui réussit à discréditer le processus de la CSCE aux yeux de plusieurs leaders des camps protagonistes. Suivant le Sommet de Budapest de décembre 1994, la Russie, pourtant déjà intégrée dans les structures de la CSCE, parvient à noyauter le Groupe de Minsk. Elle lui impose, d'une part, sa propre conception d'un processus de paix: cessez-le-feu formel d'abord, déploiement d'une force d'interposition ensuite. D'autre part, elle prend partiellement le contrôle du Groupe de Minsk en y imposant son représentant comme co-président du Groupe - qui passe ainsi d'une structure monocéphale à bicéphale. Simultanément à cette prise de contrôle relative du processus de Minsk, la Russie continue à poursuivre son propre processus de paix. L'existence même de deux processus simultanés offre aux belligérants la possibilité de «ne pas s'entendre» sur le processus à privilégier, même

si en principe ils acceptent l'idée d'une force de maintien de la paix et de sa nécessité. Les protagonistes se trouvent donc dans l'étrange position de devoir choisir entre un processus avec une forte composante russe ou une autre presque exclusivement russe. Ceci nous a permis, au terme du quatrième chapitre, d'avancer la thèse selon laquelle la Russie constitue à la fois le principal intervenant dans le processus de l'OSCE, ayant un pouvoir de bloquer tout développement, et l'unique alternative.

Au cours de cette étude, différents éléments d'analyse n'ont pas été abordés afin de limiter le mémoire dans un cadre raisonnable. Ainsi, nous avons mis en sourdine les déterminants internes de la politique étrangère russe, les luttes de factions entre différentes bureaucraties de l'appareil gouvernemental russe, les différences de politique (parfois même contradictoires) entre les ministères russes des Affaires étrangères et la Défense, les différences de perceptions des leaders politiques... Nous sommes conscients de ces lacunes et des limites que ces omissions apportent à notre analyse. Ces quelques voies seraient certainement des pistes à emprunter pour mieux appuyer notre analyse.

Maintenant que l'évolution de chacune des deux structures a été retracée et analysée et que l'on connaît mieux les mécanismes qui ont mené au gel du processus de paix, se pose la question de savoir quels moyens s'offrent à la communauté internationale pour «dégeler» le processus de paix. Encore une fois, l'utilisation du modèle de double structure présenté au premier chapitre offre des pistes de réflexion. En effet, situer le conflit du Nagorno-Karabakh - dans son état actuel - dans le plan reproduit en annexe peut renseigner sur le sens des transformations possibles du système, susceptibles de favoriser la remise sur ses rails du processus de paix.

Dans le graphique, le conflit se situe sur la portion gauche (négative) de l'abscisse, probablement proche du point de rencontre des deux axes. Nous appelons «P» ce point du plan. Étant donné que l'état de la structure coopérative correspond à un maintien du *statu quo*, le conflit doit nécessairement se positionner sur l'axe représentant la structure antagoniste (abscisse) - qui coupe l'ordonnée au point de maintien du *statu quo*. Nous devons situer le conflit sur la portion négative de l'abscisse parce que la structure antagoniste comporte une forte présence de facteurs de régression du *statu quo*. Toutefois, il est impossible de situer le conflit à l'extrémité de cet axe puisque certaines conditions de maintien du *statu quo* (dont la plus importante, celle du respect d'un cessez-le-feu depuis mai 1994) sont incontestablement présentes. Comme le souligne l'auteur du modèle, il est impossible de quantifier avec précision l'état de la structure; seuls des indicateurs de rencontre du dépassement ou de la régression du

statu quo peuvent être observés, d'où l'utilisation des catégories descriptives dichotomiques. Cette difficulté d'opérationnaliser ces variables nous empêche de localiser le conflit avec plus d'exactitude.

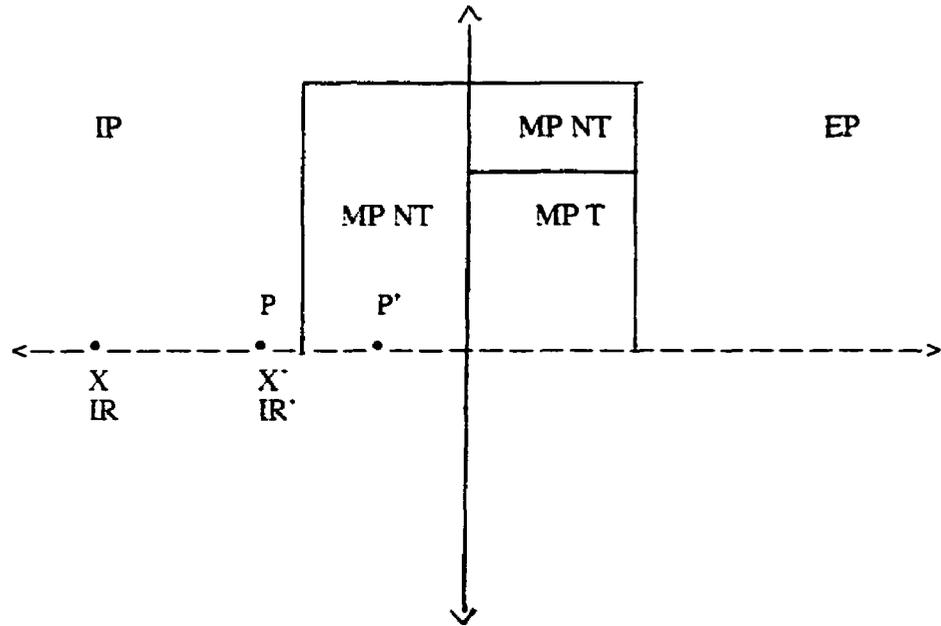
Par ailleurs, nous pouvons illustrer l'influence qu'a pu avoir la Russie dans le conflit du Nagorno-Karabakh par une translation du conflit dans le plan. D'abord, en imposant le cessez-le-feu de mai 1994, la Russie, qui avait jusqu'alors favorisé une régression du *statu quo*, provoque un déplacement du conflit dans le sens du dépassement. Graphiquement, il s'agit donc de la translation latérale horizontale positive représentée par la droite $X - X'$. En ce qui concerne la structure coopérative, en entrant en compétition avec la CSCE et en noyant le groupe de contact de l'OSCE, la Russie bloque toute possibilité de translation latérale verticale dans le sens du dépassement du *statu quo*. Autrement dit, la politique russe empêche une translation positive de Y à Y' . Nous pouvons donc conclure que l'influence russe (IR) sur le développement du conflit du Nagorno-Karabakh s'observe par la droite $IR - IR'$ qui correspond à parfaitement à la droite $X - X'$.

Malgré notre localisation approximative du conflit dans le plan, nous pouvons, suivant l'objectif de l'auteur de cette approche, envisager la recherche d'une passerelle de négociation entre les deux structures¹. De ce point de vue, à supposer que le conflit se situe réellement proche de l'ordonnée (le point P' plutôt que le point P), il suffirait, pour la communauté internationale, de chercher à faire évoluer la structure coopérative dans le sens d'un dépassement du *statu quo* pour mettre en place une opération de maintien de la paix non traditionnel (ou de seconde génération). Un tel déplacement, en ce qui concerne le processus de paix au Karabakh, serait possible si l'OSCE se donne un mandat d'intervention comportant un volet d'assistance ou d'aide humanitaires. Cette dernière avenue semble toutefois insuffisante. En effet, à partir du moment où un des protagonistes refuse le déploiement d'une telle force - ce qui est effectivement le cas -, toute mission d'intervention pacificatrice par une tierce partie neutre devient une opération d'imposition de la paix. Ceci nous mène à constater que la position du conflit doit être plus éloignée de l'axe des ordonnées que ne l'est P' , car, si tel était le cas, une simple extension du mandat de l'opération développée au sein du Groupe de Minsk (opération qui n'est toujours pas baptisée) - par l'inclusion des dispositions particulières au maintien de la paix non traditionnel - serait suffisante pour la mettre en œuvre. Or d'autres

¹ Albert Legaut, «Les grands débats théoriques...», *op. cit.*, p. 14.

facteurs empêchent une telle mise en opération, le plus important étant sans conteste le refus de toutes les parties de permettre le déploiement d'une telle opération.

TABLEAU C.1: LOCALISATION DU CONFLIT DU NAGORNO-KARABAKH DANS LE PLAN FORMÉ PAR LES AXES COOPÉRATIVE ET ANTAGONISTE



LÉGENDE

IP	Imposition de la paix
EP	Édification de la paix
MPT	Maintien de la paix traditionnel
MPNT	Maintien de la paix non traditionnel

Par ailleurs, si, comme nous l'estimons, le conflit se situe à la position P, la communauté internationale n'a d'autres choix que de chercher à favoriser un dépassement du *statu quo* de la structure antagoniste, c'est-à-dire d'exercer des pressions permettant une translation du point P à P' ou encore plus loin dans un sens positif. En effet, il serait absurde et non viable politiquement que le «système entre en guerre»² et cherche à «imposer la paix» alors qu'une paix relative, représentée par le cessez-le-feu, subsiste déjà. Un tel dépassement du *statu quo* de la structure coopérative serait impossible sans une modification préalable de la structure antagoniste dans un sens positif.

² *Ibid.* p. 13.

LISTE DES OUVRAGES CITÉS

LIVRES

- Afanasyan, Serge, *L'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie; de l'indépendance à l'instauration du pouvoir soviétique 1917-1923*. Paris: Éditions l'Harmattan, 1981, 265 p.
- Baghdjian, Kévork K., *Le problème arménien; du négativisme turc à l'activisme arménien; Où est la solution?* Préface de Herbert Marx, Montréal: Kévork K. Baghdjian, 1985, 299p.
- _____, *La confiscation, par le gouvernement turc, des biens arméniens*. Préface d'Yves Ternon, Montréal: Kévork K. Baghdjian, 1987, 319 p.
- Batalden, Stephen K. et Sandra L. Batalden, *The Newly Independent States of Eurasia: Handbook of Former Soviet Republics*. Préface de Sergei A. Arutiunov. Phoenix: Oryx, 1993, 205 p.
- Barrea, Jean, *L'utopie ou la guerre; d'Erasmus à la crise des Euromissiles*, Bruxelles: Ciaco éditeur, 1984, 613 p.
- Berton-Hogge, Roberte et Marie-Agnès Crosnier (dir.), *Arménie - Azerbaïdjan - Géorgie: L'an V des indépendances*. Paris: La documentation française, 1996, 202p. (= notes et études documentaires, no 5040-41)
- Breton, Roland: *Géographie des langues*, 3^e édition mise à jour, Paris: Presses universitaires de France (Coll. Que sais-je?, no 1648), 1995, 128p.
- Boniface, Pascal (dir.), *L'année stratégique 1993; 1994; 1996; Les équilibres militaires*. Paris: Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS), 1993; 1994; 1996.
- Boutros-Ghali, Boutros, *Agenda pour la paix; Diplomatie préventive, rétablissement de la paix et maintien de la paix*. New York: Nations Unies, 1992, 57 p.
- Buttino, Marco (dir.), *In a Collapsing Empire; Underdevelopment Ethnic Conflicts and Nationalisms in the Soviet Union*. Milan: Feltrinelli Editore, 1993, 375 p.
- Chaliand, Gérard et Yves Ternon, *The Armenians: From Genocide to Resistance*. Traduit par Tony Berrett, Londres: Zed Press, 1983, 125 p.

- Chahmouradian, Samuel, *La tragédie de Soumgaït; Un pogrom d'Arméniens en Union soviétique*. Traduit du russe par Albert Andonian, Paris: Éditions du Seuil, 1991, 221p.
- Chorbajian, Levon, Patrick Donabedian et Claude Mutafian, *The Caucasian Knot; the History and Geo-Politics of Nagorno-Karabagh*. Londres, New Jersey: Zed Books, 1994, 198p.
- Coppieters, Bruno (dir.), *Contested Borders in the Caucasus*, Bruxelles: VUB Press, 1995. Disponible à l'adresse internet <<http://www.vub.ac.be/POLI/>>.
- Coulon, Jocelyn, *Les Casques bleus*. Montréal: Fides, 1994, 349 p.
- CSCE, *Helsinki Document 1992; The Challenges of Change*, Helsinki: CSCE. 1992, 86 p.
- Curtis, Glenn Eldon (dir.), *Armenia, Azerbaijan and Georgia: country studies*. Washington D.C.: Federal Research Division, Library of Congress, 1995, 295 p.
- Dawisha, Adeed et Karen Dawisha (dir.), *The Making of Foreign Policy in Russia and the New States of Eurasia*. Armonk (New-York): Sharpe, 1995, 360 p.
- De Nevers, Renée, *Russia's Strategic Renovation: Russian Security Strategies and Foreign Policy in the Post-Imperial Era*. Oxford et al.: International Institute for Strategic Studies, Oxford University Press (Adelphi papers, no 289), 1994.
- Djalili, Mohammad-Reza (dir.), *Le Caucase postsoviétique: la transition dans le conflit*. Bruxelles: Bruylant (Coll. Axes savoir), 1995, 264 p.
- Dumas, Alexandre, *Impressions de voyage*. Tome 1: *En Russie*. Paris: Michel Lévy Frères, 1865, 394 p.
- Ehrhart, Hans-Georg, Anna Kreikemeyer et Andrei V. Zagorski (dir.), *Crisis Management in the CIS: Whither Russia?*. Baden-Baden: Nomos Verlagsgesellschaft, (Demokratie, Sicherheit, Frieden, vol. 92), 1995, 257 p.
- Ferro, Marc et Marie-Hélène Mandrillon (dir.), *L'état de toutes les Russies; Les États et les nations de l'ex-URSS*. Paris: Éditions La Découverte, 1993, 446 p.
- Fetherston, A. B., *Toward A Theory of United Nations Peacekeeping*. Bradford: University of Bradford, Department of Peace Studies, 1993, (Peace Research Report, no 31), 119 p.
- Findlay, Trevor (dir.), *Challenges for the New Peacekeepers*. Oxford et al.: Oxford University Press, 1996, (SIPRI Research Report, no 12), 170 p.
- Fontaine, André. *Après eux, le Déluge; De Kaboul à Sarajevo 1979-1995*. Paris: Fayard, 1995, 658 p.
- Fuller, Elizabeth, *Russian Strategy in the Transcaucasus since the Demise of the USSR*. Cologne: Bundesinstitut für ostwissenschaftliche und internationale Studien, 1994, (Berichte des Bundesinstituts für ostwissenschaftliche und internationale Studien, vol. 40), 34 p.

- Goldenberg, Suzanne, *Pride of Small Nations; The Caucasus and Post-Soviet Disorder*. Londres, New-Jersey: Zed Books Ltd, 1994, 233 p.
- Haass, Richard N., *Conflicts Unending; The United States and Regional Disputes*. New Haven et Londres, 1990, 172 p.
- Hampson, Fen Osler, *Nurturing Peace; Why Peace Settlements Succeed or Fail*. Washington, D.C.: United States Institute of Peace Press, 1996, 287 p.
- Holsti, Kalevi J., *Peace and war: armed conflicts and international order; 1648-1989*. Cambridge, Mass.: Cambridge University Press, 1991, 379 p.
- Hunter, Shireen T, *The Transcaucasus in Transition; Nation-Building and Conflict*. Washington, D.C.: Center for Strategic and International Studies, 1994, 223 p.
- Karam, Patrick et Thibaut Mourgues, *Les guerres du Caucase; des Tsars à la Tchétchénie*. Paris: Perrin, 1995, 395 p.
- Kissinger, Henry, *Diplomacy*. New York *et al.*: Simon & Schuster, 1994, 912 p.
- Kriesberg, Louis et Stuart J. Thorson (dir.), *Timing the De-escalation of international conflicts*. Syracuse, N.Y.: Syracuse University Press, 303 p.
- Legault, Albert, *Analyse comparative des conflits*. Sillery: Centre québécois de relations internationales (Notes de recherche, no 2), 1971, 80 p.
- Legault, Albert *et al.*, *L'analyse des conflits internationaux*. Québec: Centre québécois de relations internationales, 1979, 179 p.
- Mandeville, Laure, *L'armée russe; La puissance en haillons*. Paris: Presses universitaires, 1994, 295 p.
- Mouradian, Claire (dir.), *Le Caucase des indépendances; La nouvelle donne*. Paris: La documentation française (Coll. Problèmes politiques et sociaux, no 718; sér. Russie, no 117) 1993, 66 p.
- Odom, E. William et Robert Dujarric, *Commonwealth or Empire? Russia, Central Asia, and the Transcaucasus*. Indianapolis: Hudson Institute, 1995, 290 p.
- Rezun, Miron (dir.), *Nationalism and the Breakup of an Empire: Russia and Its Periphery*. Westport, Conn.: Praeger, 1992, 197 p.
- Rushdie, Salman, *Patries imaginaires; Essais et critiques 1981/1991*. Traduit de l'anglais par Aline Chatelin. Paris: Christian Bourgois Éditeur (Coll. 10/18, domaine étranger), 1993, 460 p., [original: *Imaginary homelands: essays and criticism*. Londres 1991].
- Sapir, Jacques, *Le chaos russe; Désordres économiques, conflits politiques, décomposition militaire*. Paris: Éditions La Découverte, 1996, 329 p.
- Sellier, André et Jean Sellier, *Atlas des peuples d'Orient, Moyen-Orient, Caucase*. Paris: La Découverte, 1993, 200p.

- Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI): *SIPRI Yearbook 1995; Armaments, Disarmaments and International Security*. Oxford: Oxford University Press, 1995, 920 p.
- Swietochoski, Tadeusz, *Russia and Azerbaijan; A Borderland in Transition*. New York: Columbia University Press, 1995, 290 p.
- Szajkowski, Bogdan (dir.), *Encyclopedia of Conflicts, Disputes and Flashpoints in Eastern Europe, Russia and the Successor States*. Harlow: Longman Group UK Limited, 1993, 489 p.
- Zartman, William I., *La résolution des conflits en Afrique*. Traduit de l'anglais par M.C. Gamberini et l'auteur, Paris: L'Harmattan, 1990, 269 p., [original: *Ripe for Resolution*. Oxford: Oxford University Press, 1985].
- _____ (dir.), *Collapsed States; The Disintegration and Restoration of Legitimate Authority*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 1995, 301 p.

CHAPITRES DE LIVRES

- Abramowitz, Morton I., «La recomposition régionale; Turquie: la puissance montante». In Claire Mouradian (dir.), *Le Caucase des indépendances...*, *op. cit.*, pp. 42-45.
- Adalian, Rouben Paul, «Armenia's Foreign Policy: Defining Priorities and Coping with Conflict». In Adeed Dawisha et Karen Dawisha (dir.), *The Making of Foreign Policy...*, *op. cit.*, pp. 309-339.
- Alieva, Leila, «The Institutions, Orientations, and Conduct of Foreign Policy in Post-Soviet Azerbaijan». In Adeed Dawisha et Karen Dawisha (dir.), *The Making of Foreign Policy...*, *op. cit.*, pp. 286-308.
- Chaliand, Gérard, «Préface». In Levon Chorbajian, Patrick Donabedian et Claude Mutafian, *The Caucasian Knot...*, *op. cit.*, pp. xi-xvi.
- Crosnier, Marie-Agnès, «Les grandes données politiques et économiques». In Roberte Berton-Hogge et Marie-Agnès Crosnier (dir.), *Arménie - Azerbaïdjan - Géorgie...*, *op. cit.*, pp. 129-160.
- De Tinguy, Anne, «La Russie en Transcaucasie: chef d'orchestre ou médiateur?». In Mohammad-Reza Djalili (dir.), *Le Caucase postsoviétique...*, *op. cit.*, pp. 145-167.
- Djalili, Mohammad-Reza, «L'Iran: une ambition sans grands moyens». In Claire Mouradian (dir.), *Le Caucase des indépendances...*, *op. cit.*, pp. 47-50.
- Djalili, Mohammad-Reza, «L'Iran et la Transcaucasie». In Mohammad-Reza Djalili (dir.), *Le Caucase postsoviétique...*, *op. cit.*, pp. 181-195.

- «L'Europe hors OTAN». In Pascal Boniface (dir.), *L'année stratégique 1996*, Paris: Institut de Relations Internationales et Stratégiques 1996, pp. 323-347.
- Fuller, Elizabeth, «Le retour de la Russie». In Claire Mouradian (dir.), *Le Caucase des indépendances...*, *op. cit.*, pp. 50-55.
- Furman, Dmitri, «The Dynamic of the Karabakh Conflict». In Hans-Georg Ehrhart, Anna Kreikemeyer et Andrei V. Zagorski (dir.), *Crisis Management in the CIS...*, *op. cit.*, pp. 33-43.
- Gheballi, Victor-Yves, «L'OSCE et l'ONU face aux conflits du Caucase (Haut-Karabakh, Ossétie du sud, Abkhazie)». In Mohammad-Reza Djalili (dir.), *Le Caucase postsoviétique...*, *op. cit.*, pp. 221-249.
- Haass, Richard N., «Ripeness, De-escalation, and Arms Control: The Case of INF». In Louis Kriesberg et Stuart J. Thorson (dir.), *Timing the De-escalation...*, *op. cit.*, pp. 83-96.
- Hunter, Shireen T., «Azerbaijan: search for identity and new partners». In Ian Bremmer et Ray Taras (dir.), *Nations and Politics in the Soviet Successor States*. Cambridge, Mass.: Cambridge University Press, 1993, pp. 225-260.
- Kahn, Michèle, «Azerbaïdjan: Repères économiques». In Marc Ferro et Marie-Hélène Mandrillon (dir.), *L'état de toutes les Russies...*, *op. cit.*, p. 291.
- Kirschbaum, Stanislav J., «La théorie des conflits et les perspectives de sécurité: Faut-il craindre d'autres Yougoslavies?». In Charles-Philippe David et Albert Legault (dir.), *Les leçons du conflit yougoslave; Des politiques de sécurité à redéfinir*, Québec: Institut québécois des hautes études internationales, 1995, pp. 75-85.
- Kostenioug, Victor, «Tourtsia i konflikt v Zavkazie» [La Turquie et le conflit de Transcaucasie], *Krasnaïa Zvezda* (Moscou), 27 avril 1993. Traduit en extraits dans Claire Mouradian (dir.), *Le Caucase des indépendances...*, *op. cit.*, pp.45-46.
- Kriesberg, Louis, «Introduction: Timing Conditions, Strategies, and Errors». In Louis Kriesberg et Stuart J. Thorson (dir.), *Timing the De-escalation...*, *op. cit.*, pp. 1-24.
- Legault, Albert: «Les grands débats théoriques sur le maintien de la paix». À paraître dans Albert Legault et Manon Tessier, *Le Canada et le maintien de la paix*, Cornwallis, N. E.: Centre Lester B. Pearson sur le maintien de la paix, 1998.
- Lévesque, Jacques, «Eurasie». In Pascal Boniface (dir.), *L'année stratégique 1994; Les équilibres militaires*. Paris: Institut de Relations Internationales et Stratégiques, 1994, pp. 45-62.
- Lowenkopf, Martin, «Liberia: Putting the State Back Together». In William I. Zartman (dir.), *Collapsed States...*, *op. cit.*, pp. 91-108.
- Maresca, John J., «Russia's 'Near Abroad' - A Dilemma for the West». In Hans-Georg Ehrhart, Anna Kreikemeyer et Andrei V. Zagorski (dir.), *Crisis Management in the CIS...*, *op. cit.*, pp. 191-205.

- _____, «Resolving the Conflict over Nagorno-Karabakh; Lost Opportunities for International Conflict Resolution». In Chester A. Crocker, Fen Osler Hampson et Pamela Aall (dir.), *Managing Global Chaos; Sources of and Responses to International Conflict*. Washington D. C.: United States Institute of Peace Press, 1996, pp. 255-273.
- Maulny, Jean-Pierre, «Ventes d'armes et industries d'armement». In Pascal Boniface (dir.), *L'année stratégique 1993*. Paris: Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS), 1993, pp. 195-208.
- Melikoff, Shirin, «L'Azerbaïdjan à la croisée des chemins». In Mohammad-Reza Djalili (dir.), *Le Caucase postsoviétique...*, *op. cit.*, pp. 101-114.
- Moses, Russell Leigh, «Global co-operation and regional conflict: problems in co-ordinating the US and Russian security agendas». In James E. Goodby (dir.), *Regional Conflicts; The Challenge to US-Russian Co-operation*. Oxford et al.: SIPRI, Oxford University Press, 1995, pp. 95-118.
- Mouradian, Claire, «Autour du Karabagh et du mouvement national arménien». In Marco Buttino (dir.), *In a Collapsing Empire...*, *op. cit.*, pp. 203-217.
- _____, «Des politiques étrangères sous influence». In Roberte Berton-Hogge et Marie-Agnès Crosnier (dir.), *Arménie - Azerbaïdjan - Géorgie...*, *op. cit.*, pp. 41-54.
- Nowak, Jerzy M., «The Organization for Security and Cooperation in Europe». In Trevor Findlay (dir.), *Challenges for the New Peacekeepers*, *op. cit.*, pp. 121-141.
- Ottaway, Marina, «Democratization in Collapsed States». In William I. Zartman (dir.), *Collapsed States...*, *op. cit.*, pp. 235-249.
- Radvanyi, Jean, «La 'Maison caucasienne', fondement d'une recomposition régionale?». In Roberte Berton-Hogge et Marie-Agnès Crosnier (dir.), *Arménie - Azerbaïdjan - Géorgie...*, *op. cit.*, pp. 31-39.
- Shezi, Siphos, «South Africa: State Transition and the Management of Collapse». In William I. Zartman (dir.), *Collapsed States...*, *op. cit.*, pp. 191-204.
- Singer, J. David, «Vers une science de la politique internationale: perspectives, promesses et résultats». In Bahgat Korany (dir.), *Analyse des relations internationales; approches, concepts et données*. Montréal: Centre québécois de relations internationales, gaëtan morin éditeur, 1987, pp. 267-294.
- Suny, Ronald Grigor, «Elite Transformation in Late-Soviet and Post-Soviet Transcaucasia, or What Happens When the Ruling Class Can't Rule?». In Timothy Colton et Robert C. Tucker (dir.), *Patterns in Post-Soviet Leadership*. San Francisco, Oxford: Westview Press, 1995, pp. 141-167.
- Switalski, Piotr, «CSCE and the Conflicts in the CIS Area». In Hans-Georg Ehrhart, Anna Kreikemeyer et Andrei V. Zagorski (dir.), *Crisis Management in the CIS...*, *op. cit.*, pp. 167-177.

- Ter Minassian, Anahide, «L'Arménie et le conflit du Haut-Karabagh». In Mohammad-Reza Djalili (dir.), *Le Caucase postsoviétique...*, op. cit., pp. 67-99.
- Trenin, Dmitri, «Russia's Security Interest and Policies in the Caucasus Region». In Bruno Coppieters (dir.), *Contested Borders...*, op. cit., (<http://www.vub.ac.be/POLI>)
- _____, «Russia». In Trevor Findlay (dir.), *Challenges for the New Peacekeepers*, op. cit., pp. 68-84.
- Urjewicz, Charles, «Azerbaïdjan: La république dans le changement; repères historiques; territoire et population; civilisation et culture». In: Marc Ferro et Marie-Hélène Mandrillon (dir.): *L'état de toutes les Russies; Les États et les nations de l'ex-URSS*. Paris: Éditions La Découverte, 1993, pp. 282-290.
- _____, «Les évolutions intérieures : du rêve démocratique aux dérives autoritaires». In Berton-Hogge et Crosnier (dir.), *Arménie - Azerbaïdjan - Géorgie...*, op. cit., pp. 13-30.
- Zartman, William I., «Putting Things Back Together». In William I. Zartman (dir.), *Collapsed States...*, op. cit., pp. 267-273.
- Zartman, William I. et Johannes Aurik, «Power Strategies in De-escalation». In Louis Kriesberg et Stuart J. Thorson (dir.), *Timing the De-escalation...*, op. cit., pp. 152-181.
- Zverev, Alexei. «Ethnic Conflicts in the Caucasus 1988-1994». In Bruno Coppieters (dir.), *Contested Borders...* op. cit., p.n.d.

ARTICLES DE PÉRIODIQUES

- Aliyeva [Alieva], Leila, «Imperial legacy - Economics and conflict». *Security dialogue*, vol. 27, no 1 (1996), pp. 101-103.
- Banks, Tony, «Azeris want new look at Tashkent accord». *Jane's Defence Weekly*, vol. 26, no 25 (1996), pp. 15 et s. (Lexis-Nexis).
- Binette, Pierre et Jacques Lévesque, «La Russie à la recherche d'un nouveau système international et d'une nouvelle politique extérieure». *Revue québécoise de science politique*, no 24 (1993), pp. 45-73.
- Boniface, Pascal, «Une doctrine Monroe pour la Russie». *Relations internationales et stratégiques*, no 13 (1994), pp. 55-59.

- Clark, Susan L., «The Russian Military in the Former Soviet Union - Actions and Motivations». *Jane's Intelligence Review*, vol. 6, no 12 (1994), pp. 538 et s. (Lexis-Nexis).
- Corley, Felix, «Nagorno-Karabakh- An Eyewitness Account». *Jane's Intelligence Review*, vol. 6, no 4 (1994), pp. 164 et s. (Lexis-Nexis).
- _____, «Election time in the Caucasus». *Jane's Intelligence Review - Pointer*, vol. 4, no 2 (1997), pp. 1 et s. (Lexis-Nexis).
- Danielyan, Emil, «A Crisis of Legitimacy In Armenia». *Transition*, vol. 3, no 2 (1997), pp. 84-85.
- _____, «No War, No Peace in Nagorno-Karabakh». *Transitions*, vol. 4, no 3 (1997), pp. 44-49.
- Dolay, Nur, «Instable indépendance de l'Azerbaïdjan». *Manière de voir*, no 21, (1994), pp. 84-87.
- Dragadze, Tamara, «Conflict in the Transcaucasus and the Value of Inventory Control». *Jane's Intelligence Review*, vol. 6, no 2 (1994), pp. 71 et s. (Lexis-Nexis).
- Duncan, Andrew, «Russian Forces in Decline - Part 4». *Jane's Intelligence Review*, vol. 8, no 12 (1996), pp. 540 et s. (Lexis-Nexis).
- Facon, Isabelle, «La conception russe du maintien de la paix». *Défense nationale*, no 52 (1996), pp. 67-83.
- Fuller, Elizabeth, «Nagorno-Karabakh: Internal Conflict Becomes International». *RFE/RL Research Report*, vol. 1, (13 mars 1992), pp. 1-5.
- _____, «Paramilitary Forces Dominate Fighting in Transcaucasus». *RFE/RL Research Report*, vol. 2, no 25 (1993), pp. 74-82.
- _____, «Azerbaijan's June Revolution». *RFE/RL Research Report*, vol. 2, no 32 (1993), pp. 24-29.
- _____, «Russia's Diplomatic Offensive in the Transcaucasus». *RFE/RL Research Report*, vol. 2, no 39 (1993), pp. 30-34.
- _____, «Russia, Turkey, Iran and the Karabakh Mediation Process». *RFE/RL Research Report*, vol. 3, no 8 (1994), pp. 31-36.
- _____, «Armenia's Constitutional Debate». *RFE/RL Research Report*, vol. 3, no 21 (1994), pp. 6-9.
- _____, «The Karabakh Mediation Process: Grachev versus the CSCE?». *RFE/RL Research Report*, vol. 3, no 23 (1994), pp. 13-17.
- _____, «The 'Near Abroad': Influence And Oil in Russian Diplomacy». *Transition*, vol. 1, no 6 (1995), pp. 32-34.

- _____, «Stopping the Shooting Is Only Half the Battle». *Transition*, vol. 2, no 1 (1996), pp. 22-24 et 72.
- _____, «Azerbaijani Leadership Brooks No Opposition». *Transition*, vol. 3, no 2 (1997), pp. 86-87 et 101.
- Galeotti, Mark, «Russia and Eurasia - Out-of-Area Operations and Peacekeeping». *Jane's Intelligence Review - Year Book 1994*, pp. 30 et s. (Lexis-Nexis).
- Ghebali, Victor-Yves, «Les relations de l'OSCE avec l'ONU depuis la fin de la guerre froide». *Arès*, vol. 15, no 2 (1996), pp. 49-57.
- Goltz, Thomas, «Letter from Eurasia: The Hidden Russian Hand». *Foreign Policy*, no 92 (1993), pp. 92-116.
- Greene, James M., «The Peacekeeping Doctrines of the CIS». *Jane's Intelligence Review*, vol. 5, no 4 (1993), pp. 156 et s. (Lexis-Nexis).
- Gutmann, Francis, «Russie, hydrocarbures et politique». *Géopolitique*, no 54 (1996), pp. 70-73.
- Hubert, Konrad J., «The CSCE and Ethnic Conflict in the East». *RFE/RL Research Report*, vol. 2, no 31 (1993), pp. 30-36.
- _____, «The CSCE's New Role in the East: Conflict Prevention». *RFE/RL Research Report*, vol. 3, no 31 (1994), pp. 23-30.
- Hurlburt, Heather F., «Russia Plays a Double Game». *Transition*, vol. 1, no 11 (1995), pp. 10-16.
- Job, Brian L., «Multilatéralisme et résolution des conflits régionaux». *Études internationales*, vol. 26, no 4 (1995), pp. 667-684.
- Kaufman, Stuart J., «An 'international' theory of interethnic war». *Review of International Studies*, vol. 22, no 2 (1996), pp. 149-171.
- Kazimirov, Vladimir, «A History of the Karabakh Conflict». *International Affairs*, vol. 42, no 3 (1996), pp. 182-195.
- Lepingwell, John W. R., «The Russian Military and Security Policy in the 'Near Abroad'». *Survival*, vol. 36, no 3 (1994), pp. 70-92.
- Lorrain, Pierre, «La manne du pétrole et la guerre de Tchétchénie». *Géopolitique*, no 54 (1996), pp. 74-76.
- MacFarlane, S. Neil, «La CEI et la sécurité régionale». *Études internationales*, vol. 26, no 4 (1995), pp. 785-797.
- Maresca, John J., «Why an OSCE Role in The Caucasus?». *Security Dialogue*, vol. 27, no 1 (1996), pp. 87-90.

- Masih, Joseph, «Military Strategy in Nagorno-Karabakh». *Jane's Intelligence Review*, vol. 6, no 4 (1994), pp. 160 et s. (Lexis-Nexis).
- _____, «The CFE Treaty and Conflict in the Caucasus». *Jane's Intelligence Review*, vol. 7, no 2 (1995), pp. 61 et s. (Lexis-Nexis).
- Mearsheimer, John, «Back to the Future: Instability in Europe after the Cold War». *International Security*, vol. 15, no 1 (1990), pp. 5-56.
- Mihalka, Michael, «Nagorno-Karabakh and Russian Peacekeeping: Prospects for a Second Dayton». *International Peacekeeping*, vol. 3, no 3 (1996), pp. 16-32.
- Nadein-Raevsky, Victor, «Turkophone Peoples in the Historic Path of Russia». *The Southeast European Yearbook 1992*, (1993), pp. 225-239.
- Orr, Michael, «Peacekeeping - A New Task for Russian Military Doctrine». *Jane's Intelligence Review*, vol. 6, no 7 (1994), pp. 307 et s. (Lexis-Nexis).
- Rogers, Marc, «Nagorno-Karabakh: diplomats talk as both sides rebuild forces». *Jane's Defence Weekly*, vol. 26, no 16 (1996), pp. 27 et s. (Lexis-Nexis).
- _____, «Russian minister reveals arms-to-Armenia secret». *Jane's Defence Weekly*, vol. 27, no 9 (1997), pp. 14 et s. (Lexis-Nexis).
- «Russia probes its illegal armes supply to Armenia». *Jane's Defence Weekly*, vol. 27, no 11 (1997), pp. 16 et s. (Lexis-Nexis).
- Saroyan, Mark, «The Karabakh Syndrome in Azerbaijani politics». *Problems of Communism*, vol. 39, no 9-10 (1990), pp. 14-29.
- Schnabel, Albrecht, «L'avenir du maintien de la paix et la viabilité de la sécurité collective: une interprétation réaliste». *Études Internationales*, vol. 26, no 4 (1995), pp. 729-745.
- Shashenkov, Maxim, «Russian Peacekeeping in the 'Near Abroad'». *Survival*, vol. 36, no 3 (1994), pp. 46-69.
- Stenhouse, Mark, «Turmoil in the Transcaucasus». *International Defense Review*. (1994), pp. 41 et s. (Lexis-Nexis).
- Switalski, Piotr, «Sécurité régionale et arrangements régionaux: le cas de l'OSCE». *Arès*, vol. 15, no 2 (1996), pp. 41-47.
- Toporovski, Igor, «La CEI et le maintien de la paix». *Relations internationales et stratégiques*, no 13 (1994), pp. 126-137.
- Urjewicz, Charles, «Le Kriegspiel caucasien». *Relations internationales et stratégiques*, no 13 (1994), pp. 115-119.
- Vilén, Heikki, «Planning A Peace-Keeping Mission For The Nagorno-Karabakh». *Security Dialogue*, vol. 27, no 1 (1996), pp. 91-94.

- Woff, Richard, «The Armed Forces of Armenia». *Jane's Intelligence Review*, vol. 6, no. 9 (1994), pp. 387 et s. (Lexis-Nexis).
- Yamskov, Anatoly N., «Joint Control over Key Tempories in Nagorno-Karabakh». *Security Dialogue*, vol. 27, no 1 (1996), pp. 95-98.
- Yérasimos, Stéphane, «Caucase: le retour de la Russie». *Politique étrangère*, vol. 59, no 1 (1994), pp. 61-83.

ARTICLES DE JOURNAUX

- Aghajanyan, Vahram, «Azerbaijan: OSCE Official on Karabakh Talks Status». *AZG* (en arménien), 2 avril 1996, p. 4. Traduit par FBIS, *FBIS-SOV-96-131-S; Daily Report*, 2 avril 1996, (<http://wnc.fedworld.gov>).
- Alyoglu, «Opposition Backs Government Foreign Policy». *Zerkalo* (Bakou, en russe), 22 juin 1994, p. 3. Traduit par FBIS, *FBIS-USR-94-070*, 22 juin 1994, (<http://wnc.fedworld.gov>).
- «Armenia names separatist leader prime minister». *Agence France Presse*, 20 mars 1997, (Lexis-Nexis).
- «Armenia picks Karabakh separatist as new PM». *Reuters North American Wire*, 20 mars 1997, (Lexis-Nexis).
- «Azerbaijan: Aliyev Adviser on Karabakh Issues». *Zerkalo* (Bakou, en russe), no 26, 29 juin 1996. Traduit par FBIS, *FBIS-SOV-96-138-S; Daily Report*, 29 juin 1996, (<http://wnc.fedworld.gov>).
- «Azerbaijan: Armenia Said Boosting Karabakh Military With Russian Help». *Turan* (Bakou, en anglais), 2 juillet 1996. Reproduit dans *FBIS-SOV-96-129; Daily Report*, 2 juillet 1996, (<http://wnc.fedworld.gov>).
- «Azerbaijan: Foreign Minister on Karabakh Stance». *Respublika Armenia* (Erevan, en russe), 30 octobre 1996, p. 4. Traduit par FBIS, *FBIS-SOV-96-237-S; Daily Report*, 30 octobre 1996, (<http://wnc.fedworld.gov>).
- «Azerbaijan protests Russian arms delivery to Armenia». *Agence France Presse*, 14 mars 1997, (Lexis-Nexis).
- «Azerbaijan urged to end war of words». *BBC Summary of World Broadcasts*, 14 mars 1997, (Lexis-Nexis).
- «Azeri parliament calls on Russia to probe arms supplies». *BBC Summary of World Broadcasts*, 18 mars 1997, (Lexis-Nexis).
- «Azeri party leaders react to Russian defence minister's letter on arms supplies». *BBC Summary of World Broadcasts*, 18 mars 1997, (Lexis-Nexis).

- Bird, Chris. «Urges Armenia To Pull Troops Out?». *AFP*, 30 octobre 1994. Reproduit dans *FBIS-SOV-94-210; Daily Report*, 30 octobre 1994, (<http://wnc.fedworld.gov>).
- Blanchet, Pierre et François Schlosser, «Scénario pour une guerre de cent ans». *Le nouvel observateur*, 25-31 janvier 1990, p. 38.
- Budberg, Aleksandr. «Chernomyrdin Seen Standing in War Party's Way». *Moskovskiy Komsomolets*, (Moscou, en russe), 11 août 1995, p. 2. Traduit par FBIS, *FBIS-SOV-95-156; Daily Report*, 11 août 1995, (<http://wnc.fedworld.gov>).
- Corley, Felix: «The Forgotten War». *The Wall Street Journal*, 3 mars 1994, p. A-16, (<http://www.mynet.net/~msanews/oldnews/turk/turk>).
- «CSCE Budapest Conference Concluded 6 Dec.; Azerbaijani President's Speech», *Budapest MTV Television Network* (en hongrois), 6 décembre 1994. Traduit par FBIS, *FBIS-EEU-94-235; Daily Report*, 6 décembre 1994, (<http://wnc.fedworld.gov>).
- «Great Power Involvement in Karabakh Scorned». *Lragir*, (Erevan, en arménien), 4 novembre 1994, p. 4. Traduit par FBIS, *FBIS-USR-94-138*, 4 novembre 1994, (<http://wnc.fedworld.gov>).
- Hajiyev, «Azeri parliament chief condemns Armenian PM choice». *Reuters World Service*, 22 mars 1997, (Lexis-Nexis).
- Karol, K.S., «Gorbatchev face à l'incendie». *Le nouvel observateur*, 18 janvier 1990, p. 36.
- Le Vine, Steve, «The Great Game Revised: On How Russia, the West, and Turkey are Jockeying for Baku's Oil Favours». *Financial Times*, 7 mars 1994, (Lexis-Nexis).
- _____, «Moscow Pressures Its Neighbors». *Washington Post*, 8 mars 1994, (Lexis-Nexis).
- Lelyveld, Michael S., «Russian action roils region; Reports of secret weapon shipments to Armenia disturb Azerbaijan». *Journal of Commerce*, 19 mars 1997, p. 3-A. (Lexis-Nexis).
- Mirkadyrov, R., «Azerbaijan: US, Russian Karabakh Interest Examined». *Zerkalo* (Bakou, en russe), no 12, 16 mars 1996, pp. 14-15. Traduit par FBIS, *FBIS-SOV-96-085-S; Daily Report*, 16 mars 1996, (<http://wnc.fedworld.gov>).
- Nurani, «Foreign Rivalries in Caucasus Analysed». *Zerkalo* (Bakou, en russe), no 35, 23 septembre 1995, p. 6. Traduit par FBIS, *FBIS-SOV-95-223-S; Daily Report*, 21 novembre 1995, (<http://wnc.fedworld.gov>).
- _____, «Azerbaijan: Aliyev Adviser on Karabakh Issues». *Zerkalo* (Bakou, en russe), no 26, 29 juin 1996. Traduit par FBIS, *FBIS-SOV-96-138-S; Daily Report*, 29 juin 1996, (<http://wnc.fedworld.gov>).

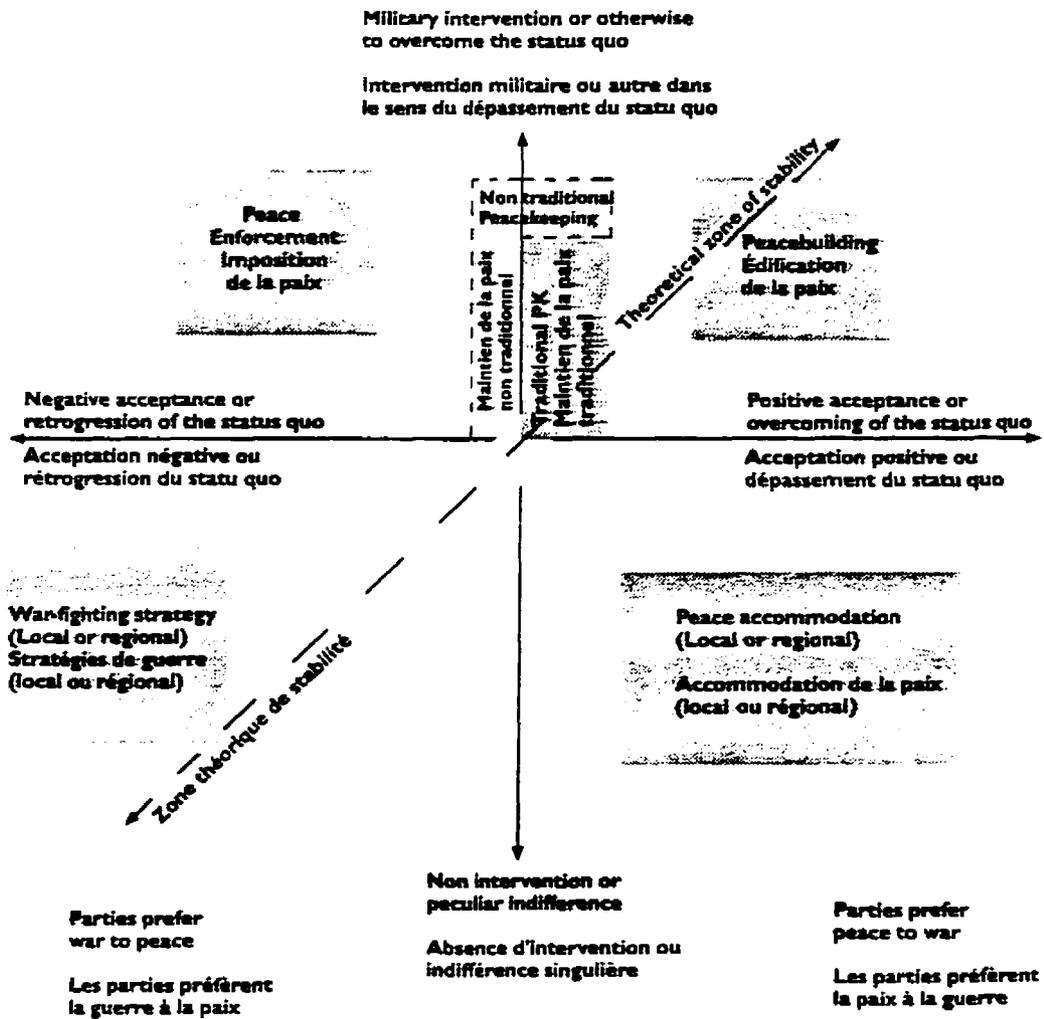
«Ter Petrosyan Comments on Ties With Turkey». *Turkish Daily News*, 13 août 1994, pp 1 et A-8. Reproduit dans *FBIS-SOV-94-159; Daily Report*, 13 août 1994, (<http://wnc.fedworld.gov>).

Thumann, Michael, «Kaukasisches Roulette». *Die Zeit*, no 30, 18 juillet 1997. p. 5.

ANNEXE

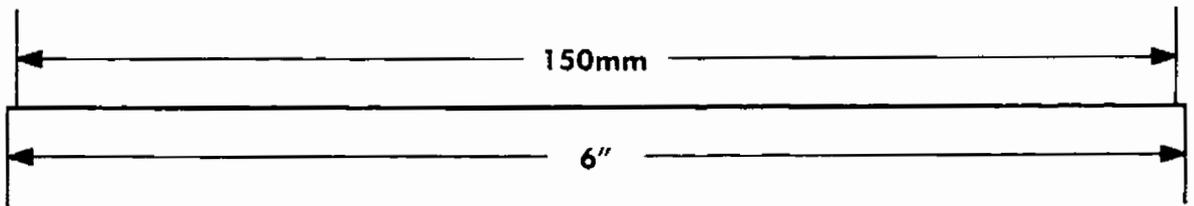
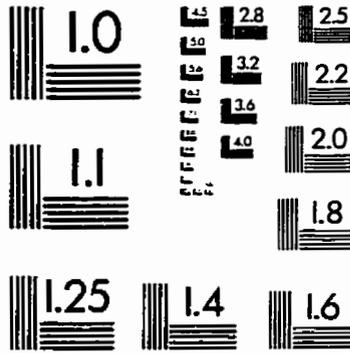
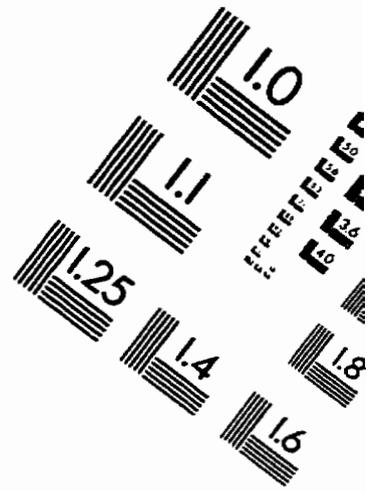
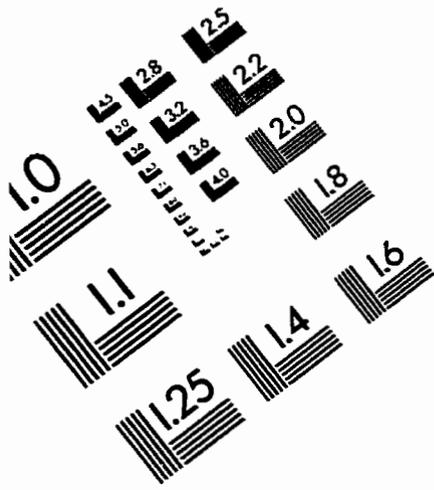
Cooperative (Y) and Antagonistic (X) structures in a conflict marked by third-party intervention
Les structures coopérative (Y) et antagoniste (X) dans un conflit marqué par une intervention de tierces parties

- X = Conflictual structure**
(Structure conflictuelle)
- Y = Cooperative or Third-Party Structure** (Structure coopérative)



Tiré de Albert Legault, «Les grands débats théoriques sur le maintien de la paix». À paraître dans Albert Legault et Manon Tessier, *Le Canada et le maintien de la paix*, Cornwallis, N.E.: Centre Lester B. Pearson sur le maintien de la paix, 1998, p. 11.

IMAGE EVALUATION TEST TARGET (QA-3)



APPLIED IMAGE, Inc
1653 East Main Street
Rochester, NY 14609 USA
Phone: 716/482-0300
Fax: 716/288-5989

© 1993, Applied Image, Inc., All Rights Reserved

